

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CRÉDIT COMME STIMULANT ET RÉGULATEUR DE L'INDUSTRIE

LA CONCEPTION SAINT-SIMONIENNE, SES RÉALISATIONS
SON APPLICATION AU PROBLÈME BANCAIRE
D'APRÈS-GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le lundi 10 juin 1918, à 1 h. 1/2

PAR

J.-B. VERGEOT

Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants { MM. JAY, professeur
RIST, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1918

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CRÉDIT COMME STIMULANT ET RÉGULATEUR DE L'INDUSTRIE

LA CONCEPTION SAINT-SIMONIENNE, SES RÉALISATIONS
SON APPLICATION AU PROBLÈME BANCAIRE
D'APRÈS-GUERRE



THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le lundi 10 juin 1918, à 1 h. 1/2

PAR

J.-B. VERGEOT

Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants { MM. JAY, professeur
RIST, agrégé

PARIS

JOUVE & C^{IE}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1918

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

« Le Saint-Simonisme est comme une boîte pleine de semences : la boîte a été ouverte, son contenu s'est envolé, on ne sait où ; mais chaque grain a trouvé un sillon et on les a vus sortir de terre l'un après l'autre. »

On a voulu que cet Essai sur une conception du Crédit à l'industrie portât pour épigraphe cette phrase de Karl Grün.

Ce n'est pas qu'on se dissimule les exagérations qui pourraient être justement relevées dans cette apologie sans réserve de la pensée et des œuvres des Saint-Simoniens. En vertu de quel privilège ceux-ci eussent-ils échappé à l'impuissance de la nature humaine à atteindre et à révéler aucune vérité qui, comme dit à peu près Shakespeare, ne contienne une petite âme d'erreur ? On ne saurait non plus soutenir que les germes d'idées nouvelles qu'ils ont lancés dans le courant des opinions, soient tous parvenus à maturité et aient donné une floraison.

On ne saurait davantage affirmer que ces grands semeurs de notre époque n'aient jamais mêlé quelque

peu d'ivraie au bon grain vivace qu'ils ont jeté sur le monde (1).

Mais, ces restrictions faites, il ne reste pas moins que l'influence durable et puissante du petit groupe saint-simonien a ébranlé et « comme échauffé tout le siècle » (2), et qu'« on la découvre à l'origine de toutes les transformations des hommes et des choses, de nos mœurs et de nos lois » (3). On est frappé, lorsqu'on parcourt les brochures et les journaux où Saint-Simon et ses disciples ont indiqué leurs vues sur l'avenir de la société, par la hardiesse et la largeur de leurs prévisions, par la fécondité de leurs plans de réformes pratiques, réformes réalisables, très souvent même déjà réalisées sous nos yeux, en tout cas par leur observation très juste des courants économiques qui commençaient de se produire de leur temps et par leur intuition quasi divinatoire de tout ce qui devait être l'objet des préoccupations de notre époque. Ils ne se contentèrent pas d'être en quelque sorte, « des voyants de la vie universelle » (4). Ils voulurent avoir et ils s'acquirent le mérite plus grand d'être les praticiens de leur propre doctrine, les artisans de l'évolution qu'ils avaient prédite dans

1. Lettre inédite de Mme Bazard à M. d'Eichthal (*Revue des sciences politiques*, 15 juin 1917).

2. Eug. d'Eichthal, art. *Socialisme* dans le *Nouveau Dictionnaire d'Economie politique*, t. II, p. 829 (De cet article est tirée la précédente citation de Grün).

3. M. de Vogüé, Réponse au discours de réception de M. Bourget.

4. Lettre de Victor Hugo à Enfantin (citée par Charléty, *Histoire du Saint-Simonisme*, p. 437).

leurs visions, et les bons ouvriers de cette France industrielle dont ils avaient annoncé la venue.

Il est regrettable que l'enveloppe extérieure de leur construction théorique et les détails pittoresques de leur vie commune aient entouré leur histoire d'une légende qui a obscurci la réelle valeur de leur système et de leur action. Pour reprendre le mot de Frédéric Engels (1), trop d'épiciers littéraires ont solennellement épluché ces fantasmagories ; les séances d'extatisme mystique de la rue Monsigny et de Ménilmontant, l'appel à la Femme-Messie, la croisade chimérique à la recherche de la Mère ont fait oublier les articles du *Producteur* et du *Globe* lourds d'idées, pleins de « germes de pensées géniales. » Les prétentions un peu rogues du Socialisme scientifique ont frappé d'un injuste discrédit les « utopistes » de la période pré-marxiste, et il serait opportun de réhabiliter les systèmes sociaux qui ont été émis dans la première moitié du xix^e siècle français.

Aussi, pour réagir contre l'excessif dédain où on les tient, a-t-on voulu placer en tête de ce travail l'apologie excessive de Grün.

Dans l'une de ses prédications à la salle Taitbout, Barrault, l'orateur de l'Ecole, prétendait qu'un jour, « la politique française serait la politique saint-simonienne sauf le nom » (2). La prédiction s'est, pour

1. *Socialisme utopique et Socialisme scientifique* (trad. Lafargue, pp. 12 et 13).

2. Dimanche, 4 décembre 1831. *Œuvres*, t. V, p. 17.

une bonne part, réalisée, et nous assistons à l'heure actuelle à une poussée de Saint-Simonisme sans doctrines. On entend par là que nombre de réformes présentées à titre de transitions par ces novateurs sociaux sont aujourd'hui effectuées ou impérieusement réclamées par l'opinion publique, mais que généralement elles ne le sont pas dans le pur esprit saint-simonien ; en d'autres termes, tandis que le Saint-Simonisme voyait dans ces réformes des étapes vers un ordre social radicalement nouveau, elles constituent dans la pensée actuelle un état économique définitif qui ne diffère de la société antérieure ni par son allure générale ni par son ressort essentiel. Ce sont, bien plutôt que les applications rigoureusement systématiques d'un principe admis *a priori*, des mesures empiriques décrétées ou demandées sous la pression des nécessités présentes. L'Ecole saint-simonienne est bien morte ; mais elle est un peu comme un foyer éteint d'où la chaleur a rayonné et persiste dans l'air. Originales quand elles furent présentées, ses conceptions étaient issues d'une si exacte et si profonde conscience des besoins des sociétés modernes que le temps n'a point affaibli leur force critique ni leur valeur positive : son effet fut seulement de les dépouiller de leur marque d'origine, de les rendre anonymes et de les faire tomber dans ce qu'on peut appeler le fonds commun ou le domaine public de l'expérience humaine, en sorte que beaucoup font du Saint-Simonisme sans le savoir. La guerre a singulièrement favorisé leur dif-

fusion et leur réalisation : sa conduite entraîne et plus encore sa liquidation nécessitera une révision de notre organisation politique, économique et sociale ; il s'est trouvé que c'est dans le sens saint-simonien que le renversement des méthodes désuètes s'est déjà effectué et que les réformateurs proposent de l'accentuer encore.

Et, que ce conflit armé, sans comparaison dans l'histoire, contraigne à l'application des théories imaginées par des hommes convaincus de l'avenir pacifique de l'humanité, cela ne laisserait pas que d'être assez paradoxal, si l'on ne se souvenait qu'ils étaient encore sous l'impression des guerres napoléoniennes. Cela crée même une analogie de plus entre eux et nous.

Une esquisse à grands traits et un rapprochement des idées générales du Saint-Simonisme, d'une part, des principales tentatives d'adaptation et de rajeunissement opérées ou préconisées de nos jours, d'autre part, montreront aisément que la Société réorganisée s'engage d'une manière inconsciente et comme inévitable dans la voie tracée par l'Ecole.

La méthode positiviste et la métaphysique panthéiste du Saint-Simonisme débordent le cadre de cette étude qui se bornera à l'examen des seules parties neuves et fécondes de la doctrine, à savoir : le système *politique*, l'organisation *économique*, le programme *social*.

Et d'abord, quelle est la politique de Saint-Simon ? On la résume tout entière dans ce néologisme : c'est

l'industrialisme. Elle comprend à la fois des directions de politique intérieure et de politique extérieure.

Saint-Simon prétend, en premier lieu, régénérer l'organisme politique interne, en mettant un terme à ce contre-sens qu'est une nation essentiellement « industrielle » et qui est menée sur le mode militaire par une noblesse appuyée de légistes. Sa devise, la voici : » Tout *par* l'industrie et tout *pour* elle » (1) ; en d'autres termes, l'industrie doit être à la fois le moteur et le but de l'activité gouvernementale.

Le moteur ? Pour que le pouvoir politique passe aux mains de l'industrie, le moyen légal est de confier aux industriels les plus importants la direction des intérêts sociaux (2). Or, n'entendons-nous pas un peu partout, de nos jours, comme un écho multiplié, à un siècle d'intervalle, de la Parabole bien connue ? On ne saurait nier que, depuis quelques années déjà, une certaine lassitude se manifestait à l'égard de cette « avocacerie » (3), qui était la bête noire de Saint-Simon et que le pays avait lentement prise en défiance, sinon en dégoût.

La guerre est venue accélérer et renforcer cette tendance non douteuse vers un recrutement nouveau du personnel gouvernemental : elle a fait apparaître

1. Sur ces théories industrielles, voir E. de Witt, *Saint-Simon et le système industriel*.

2. Saint-Simon, *Catéchisme des Industriels*. Ed. Rodrigues, p. 50.

3. Id. *ibid.*, p. 148 « L'avocacerie est la quintessence du parlage et de l'écrivasserie. »

la prééminence certaine de l'activité économique sur toutes les autres (1), puisque le gouvernement, pour la soutenir, a dû devenir tributaire de l'industrie (2).

Aussi a-t-on vu charger des grands chefs économiques, des « capitaines d'industrie », de la gestion de départements ministériels particulièrement techniques et importants qui réclamaient cette compétence solide qui ne s'acquiert que par la pratique des vastes affaires privées (3). Sans doute l'après-guerre provoquera une généralisation de la méthode, et dès à présent l'on voit certains organisateurs de la lutte pacifique de demain orienter leurs vues dans un sens nettement saint-simonien : il en est qui, proposant de faire aux industriels une place au sein du Conseil d'Etat rédacteur des lois nouvelles, repren-

1. Lysis, *Vers la Démocratie nouvelle* : « Ce n'est pas le député, c'est l'industriel qui crée la richesse » (Paris, 1917, p. 12).

2. Saint-Simon, *Vues sur la propriété* : « Le gouvernement veut-il faire la guerre ; c'est à l'industrie qu'il s'adresse, d'abord pour avoir de l'argent, et ensuite pour se procurer tous les objets dont il a besoin... C'est elle qui lui fournit des canons, des fusils, de la poudre... L'industrie s'est emparée de tout, même de la guerre. Par un effet heureux et nécessaire des perfectionnements de l'art militaire, la guerre s'est mise de plus en plus dans la dépendance de l'industrie, tellement qu'aujourd'hui la véritable force militaire est passée entre les mains des industriels. Ce ne sont plus les armées qui constituent la force militaire d'un pays, c'est l'industrie. Les armées d'aujourd'hui (et par armée, entendez la collection des guerriers, depuis le simple soldat jusqu'au chef le plus éminent) ; les armées, disons-nous, ne remplissent plus que des fonctions subalternes ; car leur mérite ne consiste qu'à employer les produits de l'industrie : l'armée qui en est le mieux pourvue est toujours celle qui obtient l'avantage. » (chap. VII, §. 2, Ed. Rodrigues, pp. 336-337).

3. Voir Revue de Paris 1^{er} janv. 1918. Lettres sur la Réforme gouvernementale.

nent exactement le plan exposé en 1824 dans les *Opinions littéraires*.

Voilà changée la qualité de ceux qui exercent et dirigent la puissance publique. Ce n'est pas tout : Saint Simon entend déplacer le but où tendra leur action ; il appelle de ses vœux un Etat qui soit de moins en moins une souveraineté commandant des personnes et devienne de plus en plus une administration organisatrice des choses (1) ; il veut qu'on renonce aux discussions byzantines où les partis se battent vainement autour de formules vides et de concepts usés (2).

Ce sont, là encore, aspirations et revendications qui s'expriment vivement à l'heure actuelle : on se plaint de l'incapacité lamentable dont font preuve les gouvernements successifs devant la nécessité d'organiser, pour nous assurer la vie, la production et la circulation des richesses, et on leur demande de substituer à cette politique formelle à quoi ils se complaisent, une « science positive », dont le « véritable et unique fondement soit l'économie politique » (3).

Après la politique intérieure où il prône cette double réforme, Saint-Simon envisage en second lieu la politique internationale. Au moment même où se tient le Congrès de Vienne, il annonce qu'un

1. Saint-Simon, *Système industriel. Œuvres compl.*, t. XXI, p. 151.

2. Id., *ibid.*, p. 12.

3. Id. Lettres à un Américain. *Œuvres*, t. XVIII, pp. 185 et 189.

jour les affaires de l'Europe seront réglées non par un cénacle de diplomates représentant l'antagonisme des gouvernements, mais par un Parlement d'Europe où domineront les influences pacifiques des peuples. Voici qu'aujourd'hui ce rythme séculaire, qui semble une loi de l'histoire, ce perpétuel recommencement, a de nouveau armé une coalition de nations contre les prétentions d'une puissance à l'hégémonie mondiale : ainsi les événements se répondent d'un bout à l'autre du siècle. Et voici que pareillement la conception politique du Saint-Simon de 1815 est reproduite en 1917 : il est assez piquant que le juriste perspicace qu'est le président Wilson prétende à asseoir la paix internationale à peu près sur la base qu'avait imaginée, après l'abbé de Saint-Pierre et Kant, ce Messie exalté ; la *Société des Nations* fait pendant à la *Réorganisation de la Société européenne*.

On croit avoir assez mis en relief cette renaissance des idées saint-simoniennes dans l'ordre politique : il ne sera pas malaisé de faire apparaître le même renouveau dans l'ordre économique. Les disciples de Saint-Simon s'en préoccupèrent beaucoup plus que leur maître : leur doctrine consiste en une critique de l'organisation existante, caractérisée, quant au mode de production, par la libre concurrence, et, quant à la règle de répartition, par la propriété privée.

Ils insistent d'abord sur le désordre apparent ou réel d'une production qui n'obéit à aucune vue,

d'ensemble, qui est abandonnée au discernement individuel et à des impulsions fragmentaires, qu'au milieu de crises douloureuses la concurrence est impuissante à adapter exactement aux besoins de la consommation. C'est bien souvent que depuis l'*Exposé de la Doctrine* on s'est plu à peindre en teintes sombres cette « anarchie économique. » Or, les faits ont évolué précisément vers la centralisation de direction économique dont ils ont eu l'intuition : on a vu « se multiplier les ententes entre industriels, les comptoirs de vente et les syndicats de producteurs » (1).

Avant le conflit européen, la vente seule des produits faisait l'objet d'une réglementation émanant de cartels : depuis qu'il est intervenu, les industriels par tout pays redoutent les difficultés qu'ils rencontreront, après la cessation des hostilités, dans la recherche des matières premières dont la raréfaction se fait durement sentir, et ils renoncent à effectuer leurs achats librement et isolément : ils constituent des comptoirs ou syndicats d'achat, ils se groupent, ils s'organisent, afin d'éviter entre soi toute concurrence nuisible (2). Enfin la « gestion de guerre » a amené l'Etat à collaborer d'une façon très étroite à cette coordination artificielle des forces productives soustraites au jeu spontané de la concurrence : le

1. Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, p. 265. (2^e Ed.).

2. Max Hoschiller, *Chronique d'Economie internationale*, le « Temps » du 12 sept. 1916.

passage redoutable de cette gestion de guerre à la gestion de paix le forcera d'assumer encore davantage ce rôle dont la théorie saint-simonienne le voulait voir chargé.

La critique saint-simonienne porte, en second lieu, sur le régime actuel de répartition : elle s'attaque moins à la propriété individuelle en elle-même, qu'à son attribut jusqu'ici essentiel, l'hérédité, dont elle réclame l'abolition, afin que soit réalisée cette égalité du point de départ que les Anglais appellent « equality of opportunity » ; la suppression de l'héritage est aux yeux des Saint-Simoniens le moyen décisif de la transformation économique, permettant d'instituer la formule nouvelle de répartition : à *chacun selon son mérite*. C'est assurément sur ce point que les anticipations saint-simoniennes se sont le moins trouvées vérifiées par l'évolution ultérieure : il semble assez improbable qu'on porte d'ici longtemps à la propriété individuelle cette grave atteinte de l'amputer du droit de transmission héréditaire. Cependant le développement de la solidarité naturelle qui unit davantage les hommes au fur et à mesure qu'ils nouent entre soi de plus nombreuses relations commerciales, fait dépendre la situation de chaque individu de moins en moins de la situation initiale d'où il est parti et « de plus en plus de la situation générale du marché, de la conjoncture, comme disent les Allemands » (1) ; celui qui se contente de suivre la voie

1. V. sur ce point : Colson, *Cours d'économie politique*, Livre I, p. 425.

tracée par ses pères, sans chercher à adapter aux circonstances nouvelles l'emploi de ses capitaux et de son activité, aboutit bien vite à la ruine. D'ailleurs, l'énorme aggravation des droits successoraux (1), encore qu'elle ne procède d'aucune vue théorique de politique sociale et provienne simplement de ce que les besoins trop certains de notre fiscalité doivent bien prendre leur satisfaction partout où ils le peuvent, réduira encore dans les inégalités la part du hasard de la naissance. Quoi qu'on en ait, qu'on le regrette ou s'en félicite, il y a là, soit par l'action spontanée des phénomènes naturels ou par l'effet indirect d'occasionnelles mesures législatives, un pas très sensible fait vers l'établissement d'un régime économique conforme aux volontés du Saint-Simonisme.

Reste à examiner son programme social et à voir si les réformes qu'il comporte ne sont pas, dans l'état actuel des choses, en voie de réalisation ou à l'ordre du jour de nos préoccupations.

Pour les Saint-Simoniens, la fin de l'état social est l'amélioration intellectuelle et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ; le budget, dans la cité de leurs rêves, comprendrait deux articles essentiels : le premier destiné à assurer une large instruction au peuple tout entier, le second à donner du travail à tous les citoyens.

Ne sont-ce pas là les deux articles les plus importants de la loi par laquelle M. Léon Bourgeois (2)

1. Loi de finances du 31 déc. 1917 : art. 10.

2. M. Léon Bourgeois s'avoue fidèle de la religion positiviste

déclare fixée la dette née du quasi-contrat social ; or il convient de ne pas oublier que le Solidarisme constitue la doctrine sociale du parti politique qui, depuis une trentaine d'années, a exercé dans notre pays la plus grande influence.

Saint-Simon classe d'abord comme dépenses de l'Etat « celles qui ont pour objet de répandre le plus promptement possible dans la classe des prolétaires les connaissances positives acquises ». De même M. Léon Bourgeois réclame l'enseignement gratuit, la mise à la portée de tous du capital intellectuel qui est une œuvre collective. De fait, l'instruction primaire obligatoire est déjà organisée sur ce modèle, et le régime des bourses permet d'y incliner insensiblement les deux autres ordres d'enseignement. L'Ecole saint-simonienne ne s'est pas seulement inquiétée de l'organisation financière du service de l'instruction publique ; elle a aussi étudié la « question des programmes », comme on dit maintenant : elle a demandé qu'à côté de l'éducation générale il fût fait une place à l'éducation spéciale ou professionnelle (1). Conformément à cette conception, un enseignement technique a été créé ; beaucoup

dont Saint-Simon fut le précurseur (Cf. *Saint Simon et Auguste Comte*, dans Weill).

1. *Exposé de la Doctrine*, 9, 10^e et 11^e séances. Cf. Saint-Simon, *Système industriel. Œuvres*, t. XXII pp. 83-84 : « L'instruction dont le peuple a le plus besoin est celle qui peut le rendre le plus capable de bien exécuter les travaux qui doivent lui être confiés ; (elle comprendra) quelques notions de géométrie, de physique, de chimie et d'hygiène. »

pensent que son développement n'est pas encore en rapport avec les avantages qu'il présente.

Les dépenses de l'Etat saint-simonien comprennent en second lieu « celles qui sont nécessaires pour procurer du travail à tous les hommes valides, afin d'assurer leur existence physique ». L'Etat doit le travail à l'individu et pour cela entreprendre de grands travaux publics. Ce n'est pas là, à vrai dire, une conception spécifiquement saint-simonienne : elle n'est pas éloignée du droit au travail du Socialisme de 48, lequel est emprunté à Considérant. Néanmoins le Solidarisme lui a redonné une vigueur nouvelle en proclamant la garantie à chaque individu d'un minimum d'existence, assuré par tout un mécanisme fonctionnant maintenant d'assurances, de retraites et d'exemptions fiscales.

Ainsi, dans le domaine social comme dans les deux ordres politique et économique, on relève une concordance pour le moins suggestive entre les directions que les Saint-Simoniens tâchaient à imprimer à la Société de leur temps, et les tendances générales qu'on peut démêler dans l'orientation de la nôtre, manifestée soit par la législation positive ou par les doctrines dominantes (1).

Dans les rapides développements qui précèdent, on n'a pu de toute évidence épuiser le contenu de la

1. Lerminier, *Philosophie du droit*, t. II, p. 268 : « Le Saint-Simonisme est, pour ainsi dire, une table des matières, vaste et confuse, un prospectus hâtif de la philosophie française du XIX^e siècle. »

pensée si riche, si pleine et si complexe du Saint-Simonisme. On a seulement désiré marquer, à larges traits à quel point ce Saint-Simonisme fut, un peu en toutes matières, un initiateur et un précurseur et combien les hommes qui l'ont élaboré avaient « d'avenir dans l'esprit » (1) : on a constaté les réalisations tâtonnantes, partielles, non liées, à quoi nous assistons, d'un système qualifié de rêve et d'utopie par de faux sages et des esprits courts, mais on a écarté la question assez vaine de savoir s'il était désirable que ces réalisations se produisissent.

Surtout, on se défend d'avoir voulu « filier » et souder doctrinalement notre état d'esprit et celui du Saint-Simonisme, d'avoir soutenu la prétention puérile que les tendances actuelles aient été déterminées par la volonté consciente et bien arrêtée de notre société de se modeler sur le plan saint-simonien : pour s'adapter à des nécessités nouvelles, dont celles de la guerre ne sont pas les moindres, elle a, d'une façon toute naturelle et comme par l'effet d'un réflexe involontaire, accompli certaines démarches qui, rapprochées les unes des autres, se trouvent constituer un mouvement d'ensemble précisément conforme à celui que les Saint-Simoniens avaient pressenti et désiré.

Ce point accordé, on maintient que, sous des influences diverses et qui ne sont pas toutes accidentelles, il s'est formé autour de nous une sorte d'at-

1. Faguet. *Politiques et Moralistes* du XIX^e siècle, t. II, p. 42.

mosphère saint-simonienne, *in qua movemur et vivimus et sumus.*

C'est très intentionnellement que jusqu'ici, dans l'exposé et la comparaison des préoccupations saint-simoniennes et des nôtres, on a omis de mentionner un problème qui tient, dans les unes comme dans les autres, une place de tout premier plan : on veut dire la question du *crédit*.

L'ampleur de cette guerre, qui n'est pas seulement un conflit entre des gouvernements, mais une lutte entre des peuples mettant en jeu leurs forces économiques et financières, a accumulé les ruines matérielles et immatérielles ; sa durée augmente chaque jour les proportions de l'œuvre prochaine des relèvements nécessaires : il est donc logique et utile qu'on s'inquiète de plus en plus de préparer, au cours même des hostilités, les moyens financiers et économiques propres à la réparation rapide du pays.

Pour permettre aux finances publiques de liquider la situation critique causée par la guerre et créer entre les mains des particuliers de larges ressources où le fisc vienne puiser, il faudra, comme au temps de M. Guizot, dire à la France de s'enrichir, et elle ne saurait le faire qu'en restaurant sa puissance productive, notamment sa puissance industrielle ; il ne suffira pas de remettre en état les exploitations suspendues par les événements ou détruites par l'invasion ; une *restitutio in integrum* ne serait encore qu'un recul et les charges accrues exigeront des épaules plus fortes : il faudra donc pourvoir les entre-

prises existantes d'un outillage à rendement supérieur et mettre en valeur les richesses encore « inertes » que recèle notre sol, en un mot organiser « l'exploitation du globe » par les hommes associés, comme le demandaient déjà les Saint-Simoniens. D'où viendront les capitaux indispensables à cette remise en marche et à ce nouvel essor de notre production qu'exigeront les nécessités fiscales ?

Non moins que les besoins du Trésor, l'état de notre change veut que nous nous libérions, autant qu'il est possible, de toute dépendance étrangère, et que nous développions nos facultés d'exportation. Cela aboutira encore à des créations d'industries nouvelles et à des demandes de capitaux.

La dépopulation dont nous souffrons et qu'est venue si cruellement aggraver la guerre, contraindra les industriels de remplacer dans la production la main-d'œuvre humaine par la force mécanique. Ce développement inévitable du machinisme entraînera lui aussi un énorme besoin de capitaux.

Enfin, pour une nation, il ne servirait de rien d'avoir gagné cette guerre si elle était incapable de jeter dans *l'autre guerre* le maximum d'efficacité productive.

Ainsi donc, considérations fiscales, financières, économiques, nationales, tout concourt à imposer à notre pays un programme d'intensification et d'expansion industrielle qui réclamera, pour être exécuté, des masses de capitaux d'une importance insoupçonnée.

Qui dispensera les ressources exigées ? A poser seulement la question, on entrevoit déjà l'ampleur du rôle que le crédit est appelé à jouer dans notre économie d'après-guerre : l'association de plus en plus intime de la banque et de l'industrie apparaît comme indispensable, et, s'il est démontré que cette collaboration continue et cet appui mutuel sont jusqu'à présent chez nous rarement réalisés, on devra logiquement conclure à la nécessité d'une réorganisation en ce sens de notre outillage financier. Depuis un certain nombre d'années, l'on reproche à nos banques « de ne pas assumer plus hardiment la fonction de régulateurs et d'excitateurs de l'industrie » (1) : la guerre a fait se multiplier encore les ouvrages et les articles sur ce devoir des banques. Les plaintes des intéressés ont attiré l'attention des pouvoirs publics, et un projet de loi a été déposé qui a déjà reçu pour partie l'adhésion du Parlement : du vote et de l'application de cette loi, on attend moins une solution définitive et étatiste du problème du crédit industriel qu'une orientation donnée par l'exemple d'une institution officielle à l'activité bancaire privée. Enfin l'on aperçoit divers indices d'un effort de la part des banques elles-mêmes pour s'adapter dans la mesure du possible au rôle nouveau que l'état des choses va leur assigner.

Faire du crédit au profit de l'industrie un grand instrument d'impulsion et de coordination, voilà donc

1. Gide et Rist, *loc. cit.*, p. 265.

l'une des préoccupations dominantes aujourd'hui des industriels, des écrivains, du législateur, des professionnels de la banque.

Le problème du Crédit industriel est précisément aussi celui qui tient le plus de place dans la pensée doctrinale et dans l'œuvre pratique des Saint-Simoniens.

Dans les articles si sensés et si réalistes du *Producteur*, du *Globe* et du *Crédit*, c'est à chaque page qu'on rencontre les vues les plus suggestives sur le rôle directeur et centralisateur qu'ils souhaiteraient de voir joué par la banque, et l'*Exposition de la doctrine*, si remarquable par la vigueur de son style et l'élévation de ses conceptions, dégage avec une réelle maîtrise et un vrai don de prophétie la philosophie de la fonction bancaire.

Cette formule théorique du crédit stimulant et régulateur de l'activité productrice, le Saint-Simonisme pratique des dernières années, celles qui suivirent la dispersion de l'Ecole, l'a réalisée et les frères Pereire ont fondé en 1852 le Crédit Mobilier.

Une étude historique et de cette conception doctrinale et de ces réalisations positives ne serait peut-être pas une contribution inutile à la recherche d'une solution au problème contemporain.

Pour la conception doctrinale, d'abord : car il serait possible de s'inspirer et de profiter des directions qu'elle comporte en vue de l'établissement de nos plans de réformes actuels.

Pour les réalisations positives, ensuite : car l'arma-

ture essentielle de notre système bancaire est formée par les grandes sociétés de dépôt et de crédit dont le prototype fut justement le Crédit mobilier ; malheureusement cette banque saint-simonienne, pour des raisons diverses, s'est écroulée et, d'autre part, la conception même du Saint-Simonisme cessant d'animer les vastes établissements inspirés par elle et émigrant dans les Etats voisins au plus grand profit de ceux-ci, ces institutions ont été contraintes par leur constitution bâtarde de dévier de leur but initial. Ainsi notre organisation de crédit n'est plus conforme à la pensée et au plan de ses fondateurs. Pour qu'elle remplisse de nouveau la fonction qu'on exige d'elle de nos jours et en vue de laquelle les Saint-Simoniens l'avaient créée de toutes pièces, il faut la rétablir, dans la limite des possibilités, en l'état même où elle est sortie de leurs mains. Et, pour cela, il faut avant tout connaître exactement cette forme initiale et non encore altérée.

Telles sont les deux raisons pour lesquelles on a entrepris d'étudier la conception saint-simonienne du crédit à l'industrie sous son double aspect théorique et pratique.

L'étude du Crédit mobilier, c'est-à-dire du Saint-Simonisme pratique tout entier, nous eût été très malaisée, si M. Gustave Pereire ne nous avait communiqué tous les documents, inédits ou devenus très rares, qui constituent la grande collection en préparation des Œuvres des Pereire. Pour l'obligeance

avec laquelle M. Gustave Pèreire a pour nous ouvert ses archives et feuilleté ses souvenirs, nous le prions de trouver ici l'expression de notre respectueuse gratitude.

Nous ne saurions non plus manquer de dire notre reconnaissance à M. le député et professeur Landry, dont le rapport si clair et si plein sur la loi récente organisant le Crédit industriel nous a été d'un grand secours pour l'examen du problème contemporain et qui a bien voulu nous préciser l'état actuel et l'avenir probable de la question au Parlement.

BIBLIOGRAPHIE (1)

1° SUR SAINT-SIMON ET LES SAINT-SIMONIENS

Adam, *La philosophie en France (première moitié du XIX^e siècle)*. Paris, 1894.

Boiteau d'Ambly, *Isaac Pereire et l'œuvre des Pereire (Débats, 24 juillet 1880)*.

Booth, *Saint-Simon and Saint-Simonism; a chapter in the history of socialism in France*. Londres, 1871.

Maxime du Camp, *Souvenirs littéraires*. Paris, 1882. 2 vol.

Hippolyte Carnot, *Lecture sur le Saint-Simonisme. Ac. des Sc. mor. et pol.*, 1887.

Hippolyte Castille, *Le Père Enfantin*. Paris, 1859.

— *Les Frères Pereire*. Paris, 1861.

* Séb. Charléty, *Histoire du Saint-Simonisme*. Paris, 1896 (Hachette).

Charton, *Mémoires d'un prédicateur saint-simonien (Revue encycl., 1831)*.

M^e Coignet, *Saint-Simon et les Saint-Simoniens (Nouvelle Revue, 1^{er} janvier 1883, XX, p. 125)*.

Dairnvaell, *Rothschild I^{er}, ses valets et son peuple*. Paris, 1846.

* G. Dumas, *Psychologie de deux Messies positivistes, Saint Simon et Auguste Comte*. Paris, 1905 (Alcan).

Duplessis, *Le Saint-Simon inconnu (Nouvelle Revue, IV, p. 316)*.

1. Les ouvrages les plus importants sont marqués d'un astérisque.

D'Eichthal, *Saint-Simon et Carlyle* (*Revue historique*, LXXXII, pp. 292 et 306).

Ferraz, *Etude sur la philosophie en France au XIX^e siècle*. Paris, s. d.

Fidao, *Le droit des humbles*. Paris, 1904.

— *La portée actuelle de la doctrine de Saint-Simon* (*La Quinzaine*, 1^{er} juin 1902).

Flint, *La philosophie de l'histoire en France* (traduction). Paris, 1878.

Fournel, *Bibliographie saint-simonienne*. Paris, 1832.

* Fournière, *Les systèmes socialistes de Saint Simon à Proudhon* (*Revue socialiste*, 1903).

* Gide et Rist, *Histoire des Doctrines économiques*. Paris, 2^e éd., 1913 (Sirey).

Grün, *Die soziale Bewegung in Frankreich und in Belgien, Briefe und Studien*. Darmstadt, 1845.

G. Guérout, *Saint-Simon et le Saint-Simonisme* (*Revue bleue*, XXIII, p. 292).

— *Maîtres et amis disparus*. Paris, 1917.

* Halévy, *La doctrine économique de Saint-Simon et des Saint-Simoniens*. Paris, 1908 (une brochure ex *Revue du mois*).

Hubbard, *Saint-Simon, sa vie et ses travaux*. Paris, 1857.

Isambert, *Les idées socialiste en France de 1815 à 1848*. Paris, 1905.

Janet, *Saint-Simon et le Saint-Simonisme*. Paris, 1879.

Jaurès, *Histoire socialiste*. Paris, 1901...

Jean, *Le principe saint-simonien*. Thèse, Paris, 1911.

Lemonnier, une étude dans *Œuvres choisies de Saint-Simon*. Bruxelles, 1859-1861. 3 vol.

Lerminier, *Philosophie du droit*. Paris, 1831.

— *Lettres philosophiques* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 août 1832).

* Louvancour, *Le Socialisme romantique, de Saint-Simon à Fourier*. Thèse, Paris, 1913.

Massol, *Le monde maçonnique* (série).

Michaud et Villenave, *Histoire du Saint-Simonisme et de la famille Rothschild*. Paris, 1847.

Michel, *L'idée de l'Etat*. Paris, 1895.

Muckle, *Saint-Simon et la théorie économique de l'histoire*. Iéna, 1906.

Alfred Pereire, *Autour de Saint-Simon*. Paris, 1912.

Pinet, *L'Ecole Polytechnique et les Saint-Simoniens* (*Revue de Paris*, 15 mai 1894).

— *Ecrivains et penseurs polytechniciens*. Paris, 1898.

Jacques Régnier, *Les idées politiques, religieuses et sociales de Saint-Simon*. Paris, 1903.

Louis Reybaud, *Etudes sur les réformateurs contemporains*. Paris, 2 vol.

Robert, *Le Saint-Simonisme et l'hérédité*. Thèse, Paris, 1908.

Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*. Paris, 3^e éd., *passim*.

Sée, *Les idées politiques de Saint-Simon*. Nogent-le-Rotrou, 1900.

Stein, *Geschichte der sozialen Bewegung in Frankreich*, 1850, t. II.

Taxile Delord, *les Troisièmes Pages du journal le Siècle*. Paris, 1861.

Teyssandier, *La Critique de l'organisation économique et les plans de construction du Saint-Simonisme*. Thèse, Poitiers, 1911.

Théophraste (Ad. Guérault), *Etudes critiques et biographiques : Emile Pereire*. Paris, 1856.

Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*. Paris, 1886-1892.

Toussenel, *Les Juifs rois de l'époque*. Paris, 1845.

Vinçard, *Mémoires épisodiques d'un vieux chansonnier saint-simonien*. Paris, 1878.

Suzanne Voilquin, *Souvenirs d'une fille du peuple*. Paris, 1866.

* Wallon, *Les Saint-Simoniens et les chemins de fer*. Thèse, Paris, 1908.

* Weill, *Saint-Simon et son œuvre*. Paris, 1894 (Perrin).

— *L'Ecole saint-simonienne*. Paris, 1896 (Alcan).

* E. de Witt, *Saint-Simon et le système industriel*. Thèse Paris, 1902.

Sources manuscrites :

Archives nationales : le carton AA 66 renferme : 1° une lettre de Saint-Simon au ministre de l'Intérieur, demandant des conseils sur un travail scientifique à adresser à l'Empereur, et portant une note non signée, mais dont l'écriture révèle qu'elle doit être de la main même de Montalivet (6 décembre 1813); 2° une pétition adressée par Saint-Simon au ministre de l'Intérieur, de qui il sollicite « une place dans une bibliothèque ou la pension d'homme de lettres » (22 décembre 1813); 3° des lettres de Lacépède et du comte de Montesquiou, à l'appui de cette pétition; 4° enfin un mémoire envoyé par lui pendant les Cent jours au ministre de l'Intérieur, où il engage l'Empereur, pour former « le Code de droit politique européen », à établir « des chaires publiques de politique ».

Archives saint-simoniennes : elles se trouvent à la Bibliothèque de l'Arsenal, qui possède également la bibliothèque d'Enfantin.

2° SUR L'INDUSTRIE ET LE CRÉDIT AVANT LES SAINT-SIMONIENS

Ch. Benoist, *l'Organisation du travail*. Paris, 1905.

Bücher, *Etudes d'histoire et d'économie politique*. Trad., Paris, 1901.

Bulletin de la Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution (Années 1908 et 1913).

Calmon, *Histoire parlementaire des finances de la Restauration*. Paris, 1870.

— *Histoire parlementaire des finances de la Monarchie de Juillet*. Paris, 1890.

Capefigue, *Histoire des grandes opérations financières* (Emprunts, bourses, crédit public, grands capitalistes de l'Europe, 1814-1852). Paris, 1858. — (Compagnies indus-

trielles et commerciales, canaux, ports, chemins de fer, crédits mobilier et immobilier). Paris, 1860.

Chaptal, *de l'Industrie française*. 2 vol. Paris, 1819.

Des Cilleuls, *Histoire et régime de la grande industrie en France aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, 1898.

Claudio Jannet, *Le capital, la spéculation et la finance au XIX^e siècle*. Paris, 1880.

De Colmont, *Histoire des expositions des produits de l'industrie française*. Paris, 1855.

Costaz, *Histoire des manufactures*. Paris, 1832.

* Courcelle-Seneuil, *Traité des opérations de banque*. 10^e éd., revue par André Liesse, Paris, 1910 (Alcan).

* Courtois, *Histoire des banques en France*. Paris, 1875 (Alcan).

— *Tableau des cours des principales valeurs de 1797 à 1876*. Paris, 1877.

Gustave François, *Les Banques d'émission*. Paris, 1896 (Giard et Brière).

Flour de Saint-Genis, *La Banque de France à travers le siècle*. Paris, 1896.

* Kaufmann, *Histoire de la banque en France*. Trad. Sacker. Paris, 1914 (Giard et Brière).

Labouchère, *Oberkampff*. Paris, 1878.

Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon*. Paris, 1910, 6 vol. (Plon).

* Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France*, 2^e éd. Paris, 1903.

Mantoux, *la Révolution industrielle au XVIII^e siècle*. Paris, 1906.

G. Martin, *La grande industrie en France sous le règne de Louis XIV*. Paris, 1899 (Fontemoing).

— *La grande industrie en France sous le règne de Louis XV*. Paris, 1900.

Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France, publiés sous la direction de Julien Hayem. 4 vol. Paris, 1911-1916.

Nogaro, *l'Evolution du commerce, du crédit et de l'industrie depuis 150 ans*. Paris, Alcan.

Georges Renard et Albert Dulac, *l'Evolution industrielle et agricole depuis 150 ans* (même collection que le précédent).

Vigne, *La banque à Lyon du xv^e au xviii^e siècle*. Thèse, Lyon, 1903.

3° ECRITS SAINT-SIMONIENS SUR LE CRÉDIT.

Saint-Simon (liste de ses œuvres complètes) :

1803. — *Lettres d'un habitant de Genève*.

1808. — *Introduction aux travaux scientifiques du xix^e siècle*, 2 vol.

1808. — *Lettres au Bureau des Longitudes*.

1810. — *Esquisse d'une nouvelle encyclopédie*, broch. 4^e avec épître dédicatoire à son neveu.

s. d. — *Histoire de l'homme, premier brouillon* (Bibl. nat., inv. Res., R. 967).

1813. — *Mémoire sur la science de l'homme*.

1813. — *Travail sur la gravitation universelle*.

1814. — *De la réorganisation de la société européenne* (Avec Aug. Thierry, « Son élève »).

1817. — *L'Industrie ou discussions politiques, morales et philosophiques*. 8°. Première partie : *Sur les finances*, par Saint-Aubin (5-224 p.). — Deuxième partie : *Politique*, par Augustin Thierry. — Troisième partie : *Sur les finances*.

1817. — *L'Industrie*, 2^e vol. comprenant : *Les Lettres de Henri Saint-Simon à un Américain*, cent pages de Chaptal, enfin, *Les trois époques*, par M. X**.

1817. — *L'Industrie*, 3^e vol. comprenant trois cahiers d'Auguste Comte et un de Saint-Simon.

1818. — *L'Industrie*, 4^e vol. comprenant deux cahiers de Saint-Simon, dont l'un est intitulé. *Moyen constitutionnel d'augmenter les richesses de la France*.

1819. — *Le Politique*, par une société de gens de lettres. Mélanges renfermant deux articles de Saint-Simon : *Le parti*

national ou industriel comparé au parti antinational, — sur la querelle des abeilles et des frelons.

1820. — *L'Organisateur*, dont la première livraison contient la *Parabole*.

1821. — *Le Système industriel*.

1823. — *Le Catéchisme des industriels*.

1825. — *Opinions littéraires, philosophiques et industrielles*. Articles de Léon Halévy, Rodrigues, Duverger, Dr Bailly.

1825. — *Nouveau Christianisme*.

Périodiques saint-simoniens :

Octobre 1825, fin 1826. — *Le Producteur*, recueil hebdomadaire, puis mensuel, dirigé par Cerclet dont on connaît la liaison avec la future M^{me} Auguste Comte et qui devint plus tard Conseiller d'Etat. Il forme 4 vol. 4°. Voir surtout : Tome I : Enfantin, *des Sociétés anonymes et en commandite*; Rouen, *Société commanditaire de l'industrie*; — Tome II : Enfantin, *des banques d'escompte, — des banquiers cosmopolites*; — Tome III : Enfantin, *de la concurrence dans les entreprises industrielles*; — Tome IV : Rodrigues, *sur Law*.

Novembre 1830. Avril 1832. — *Le Globe*, qui prit, le 18 juillet 1831, le sous-titre « Journal de la doctrine de Saint-Simon ».

1832. — *La Revue encyclopédique*, avec Hipp. Carnot, Charton, Laurent, Emile Pereire....

Mars 1848. — *La République*, journal quotidien de Baresté, Jourdan et Guérout.

Juillet-septembre 1848. — *Le Spectateur républicain*, journal de Duveyrier et Jourdan.

Novembre 1848, août 1850. — *Le Crédit*, journal quotidien où collaborèrent Enfantin, Amail, Duveyrier...

1850. — *La Politique nouvelle*, revue hebdomadaire dont les fondateurs-gérants furent Amail et Arthur Enfantin.

Ecrits saint-simoniens :

1830. — *Doctrine de Saint-Simon. Exposition. Première*

année, 1828-1829, 2^e éd. au bureau de l'Organisateur, 6, rue Monsigny.

1832. — Enfantin, *Economie politique et Politique*, au bureau du Globe.

1848. — Olinde Rodrigues, *Théorie des banques*.

1848. — E. Cour, *Notice sur la banque nationale*, chez Hennuyer.

1851. — Vidal, *Organisation du Crédit personnel et réel, mobilier et immobilier*.

Projets divers de statuts de banques : voir au fonds Enfantin de l'Arsenal les volumes cotés 267, 422 et 423 au catalogue manuscrit de M. Muller.

Editions non originales :

Œuvres complètes de Saint-Simon et d'Enfantin, précédées de deux notices historiques et publiées par les membres du Conseil institué par Enfantin pour l'exécution de ses dernières volontés. Paris, Dentu, 1865-1878, 47 vol. 8^o.

Œuvres choisies de Saint-Simon, pp. Lemonnier, Bruxelles, 1859-1861, 3 vol. 12^o.

Œuvres de H. Saint-Simon, pp. Rodrigues, Paris, 1832, un vol. 8^o.

4^o SUR LE CRÉDIT MOBILIER

* Aycard, *Histoire du Crédit mobilier*, 1852-1867. Paris, 1867 (Ce pamphlet très documenté de 595 pages, adressé aux « magistrats français », devait intervenir dans le procès intenté à l'administration du Crédit mobilier; on prétend qu'il fut écrit sur l'ordre de de Soubeyran, directeur du Crédit foncier et allié officieux de A. Fould. On y relève de nombreuses manifestations de cet esprit de polémique : ainsi A... prétend que le dividende de 1855 a été obtenu par des spéculations, alors qu'Isaac Pereire lui-même en indique très clairement la source; ses insinuations au sujet de la spéculation sur le blé de 1855 sont inexactes (p. 183); les explications sur l'idée des obligations sont insuffisantes; la suppression de tous détails du rapport très explicite pour 1856 (p. 211) trahit l'intention malveillante, puisque d'autre part il critique la

« discrétion » du Crédit mobilier. Avec la même mauvaise foi, de ce que les chiffres des bilans publiés par la presse n'équilibrent pas les totaux de l'actif et du passif, il conclut que le bilan original lui-même est falsifié (p. 285). Les notoires spéculations sur la rente ordonnées par le gouvernement ne sont pas mentionnées. Les affirmations émises pp. 217, 220, 347..., 409, 421, 451... sur les propres spéculations de l'administration du Crédit mobilier sont, selon le mot de Plenge, « des fantaisies de petit boursier rapportées sans preuve ». Il prend les gigantesques cours des actions, dont la Bourse a jasé, pour des prix effectifs et la différence entre les plus hauts et les plus bas cours pour le montant total du gain.)

Boutillier-Cassin, *Notice sur la Société générale du Crédit mobilier* (Sa mission, ses actes, son avenir). Extrait de la *Revue générale historique*, 1857.

Crédit mobilier, *Rapports* 1853-1867 (*Journal des Economistes*, 2^e série, III. 118, VI. 421, VII. 465, XIV. 273, XVIII. 290 et 323. Ils se trouvent aussi dans Aycard).

De Fontenay, *La Banque de France et l'organisation du crédit en France* par Isaac Pereire (*Journ. des Econ.*, 2^e série, XXXV, 1865).

* Forcade, *Les Institutions de Crédit en France, la Société générale de Crédit mobilier* (*Revue des Deux-Mondes*, XVI^e année, seconde période, t. III, pp. 277 et 606).

De Greef, *Le Crédit commercial et la Banque nationale de Belgique*. Bruxelles, 1899.

Horn, *Das Kreditwesen Frankreichs*. Leipzig, 1857.

Newmarch, *On the recent history of the Crédit mobilier* (*Journal of the Statistical Society*, vol. XXI, Londres, 1858).

Nord de l'Espagne, *Historique du chemin de fer*, par Gustave Pereire. Paris, 1901.

Nouette-Delorme, *Le Crédit mobilier et les sociétés de spéculation*. Paris, 1865.

— *Les sociétés de spéculation, suite du Crédit mobilier et de ses valeurs*. Paris, 1865.

— *Réponse à un actionnaire de la Société du Crédit mobilier*. Paris, 1865.

— *Le Crédit mobilier et ses actionnaires* (sans nom d'auteur). Paris, 1867.

Papiers et correspondance de la famille impériale. Paris, 1870.

* Pereire : Une édition complète des œuvres des Pereire est en voie d'impression ; le titre en est : *Œuvres de Emile et Isaac Pereire, rassemblées et commentées par Pierre-Charles Laurent de Villedeuil et augmentées d'une introduction, d'une biographie des auteurs, de remarques, de tables et d'un choix de documents contemporains* (Alcan). Elle doit comprendre 28 volumes, dont un seul est paru en 1914, en voici la liste :

Série A. Vie et travaux d'Emile et Isaac Pereire. 1 vol.

Série B. Le mouvement industriel et financier sous la monarchie de Juillet..... 2 vol.

Série C. Le Crédit mobilier français sous l'Empire. 1 vol.

Série D. Le Crédit public moderne et la politique française..... 4 vol.

Série E. Le Saint-Simonisme et les idées saint-simoniennes..... 4 vol.

Série F. Questions de banque et de crédit..... 1 vol.

Série G. Documents sur l'origine et le développement des chemins de fer (un volume de cette série est paru).. 12 vol.

Série H. Les deux premières Expositions universelles de Paris 1 vol.

(La série I n'existe pas pour éviter la confusion avec le numéro 1).

Série J. Histoire de la Compagnie parisienne du gaz. 1 vol.

Série K. Table alphabétique et analytique suivie d'appendices..... 1 vol.

C'est de cette collection de documents qu'on a pu disposer en vue de la présente étude. Cependant, dans l'histoire du Crédit mobilier, on n'a pas renvoyé à la série C. correspondante ; car celle-ci, avant d'être publiée, sera sans doute si profondément remaniée que les références seraient sans intérêt. Voici, en outre, l'énumération des éditions originales des œuvres des Pereire :

Emile et Isaac Pereire, *La Banque de France et la Banque de Savoie devant l'intérêt public* (Anonyme). 1863.

— *Enquête sur la Banque de France. Dépositions de MM. Emile et Isaac Pereire devant le Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie* (Extraits des procès-verbaux sténographiés des séances du 7 novembre et du 26 décembre 1865). — *Du système des banques et du système de Law* (articles publiés par MM. Pereire en 1834). 1866.

— *Globe*, novembre 1830 à février 1832.

— *Note sur les travaux de MM. Emile et Isaac Pereire*. 1867.

— *Questions à examiner relativement aux banques et à l'organisation du crédit* (Anonyme). 1865.

— *Réorganisation des banques, légalité et urgence d'une réforme* (Anonyme). 1864.

— *Réorganisation du système des banques, Banque de France, Banque de Savoie* (Anonyme). 1863.

Emile Pereire, *des Caisses d'épargne* (*Revue encycl.*, 1832)

— *Corps législatif. Discours sur la marine marchande*. 1866.

— *Journal des Débats*, 1836.

— *Economie politique. De l'assiette de l'impôt* (*Revue encycl.*, 1832).

— *Examen du budget de 1832* (*Ibid.*, 1832).

— *Journal du Commerce*. 1832.

— *Journal des connaissances utiles*. 1832.

— *National*. 1831-1835.

— *Compagnie du Midi. Discours à l'inauguration*. 1857.

Isaac Pereire, *la Banque de France et l'organisation du Crédit en France, avec annexes sur le Crédit mutuel*, 2^e éd., 1864.

— *Budget de 1877. Questions financières. Réforme de l'impôt par l'emprunt. Degrèvement des impôts. Conversion. Réduction de l'intérêt. Amortissement*, 2^e éd., 1876.

— *Considérations sur la crise monétaire et la Banque de France* (sous le pseudonyme L. du Bourgneuf). 1871.

— *Débats* (articles et revue hebdomadaire de la Bourse). 1838-1846. C'est Isaac Pereire qui a été l'initiateur des « Semaines financières ».

— *Lettres à Enfantin*, 1829-1846.

— *Leçons sur l'industrie et les finances*, prononcées à la salle de l'Athénée, suivies d'un projet de banque, 1832, au bureau du Globe.

— Collaboration à la *Liberté*, 1871-1872.

— Lettre à une Juive (*l'Organisateur*, 26 mars 1831).

— Collaboration à l'*Opinion nationale*, 1872.

— *Politique financière. La Conversion et l'Amortissement*, 1879.

— *Politique industrielle et commerciale. Budget de réformes*, 1877.

— *Principes de la constitution des banques et de l'organisation du Crédit*, 2^e éd., 1865.

— *La Question des chemins de fer*, 1879.

— *La Question religieuse*, 1879.

— *Lettres à Rességuier*, 1828-1829.

— Correspondance saint simonienne, 1892.

— Brochures électorales, 1863-1869.

* Plenge, *Gründung und Geschichte des Crédit mobilier*. Tübingen, 1903 (donne la liste des articles parus dans la Presse française lors de la fondation du Crédit mobilier, p. 12).

Proudhon, *Manuel du spéculateur à la Bourse*, 1854.

J.-L. Tellkamp, *Sur la Société générale de Crédit mobilier*. Breslau, 1856.

J. de T (eogoborsk)i, *Essai sur le Crédit mobilier*. Bruxelles, 1856.

5° SUR L'INFLUENCE A L'ÉTRANGER DE LA CONCEPTION SAINT-SIMONIENNE

Hansen, *Gustav von Mevissen. Ein rheinisches Lebensbild*, 1815-1899, 2 vol., Berlin, 1906.

Jeidels, *Das Verhältniß der deutschen Grossbanken zur Industrie*, Leipzig, 1905.

Karpeles, *Heinrich Heine und seine Zeitgenossen*. Berlin, 1888.

Franz Lorenz Knips, *Entwicklung und Tætigkeit der Bank für Handel und Industrie*. Leipzig, 1912.

Dr Riesser, *Die deutschen Grossbanken und ihre Konzentration im Zusammenhange mit der Entwicklung der Gesamtwirtschaft in Deutschland*, 3^e éd. Iéna, 1910-4^e.

Fritz Steiner, *Die Entwicklung des Mobilbankwesens in Oesterreich*. Vienne, 1913.

Antonio Boggiano, *La funzione delle banche rapporto all' industria e al commercio*. Turin, 1906.

Pierre des Essars, *A history of banking in all the leading nations*. New-York, 1896, t. V.

Pantaleoni, *La caduta della Società generale di Credito mobiliare italiano*. Parme, 1895.

Biliotti, *La banque impériale ottomane*. Thèse, Paris, 1909.

6^e SUR LE PROBLÈME BANCAIRE ACTUEL (1)

Boret, *La Bataille économique de demain*. Payot, 1917, in-16.

Jean Buffet, *Du régionalisme au nationalisme financier*. Berger-Levrault, 1917, in-16.

Bulletin de la Société de Géographie commerciale (octobre-décembre 1916): un programme de réformes économiques à l'occasion de la guerre et de ses suites. (Articles de H. BERNARDIN, ASPE-FLEURIMONT et HYACINTHE PHILOUZE).

Cambon, *Notre avenir*. Payot, 1916, in-16.

Charpenay, *Du rôle industriel des banquiers en France avant et après la guerre*. Grenoble, Allier, édit., 1917.

Dewavrin, *La banque et le crédit*. (Extrait des enquêtes de l'Association nationale d'expansion économique).

Landry, *Rapports à la Chambre des députés, publiés avec des annexes dans la collection parlementaire J.-L. Breton sous le titre Le Crédit industriel et commercial* (1913).

1. On ne donne ici que la bibliographie la plus restreinte.

Liesse, *L'organisation du crédit en France et en Allemagne*. Berger-Levrault, 1915, petit in-16.

Lysis, *Vers la Démocratie nouvelle*. Payot, 1917, in-12.

— *Pour renaitre*. Payot, 1917, in-16.

Manchez, *Semaine financière du Temps*, des 9, 16, 23, 30 juillet, 6, 13, 20, 27 août, 3, 10 septembre 1917.

— *Sociétés de dépôts, banques d'affaires*. Delagrave, 1918, in-12.

H.-R. Savary, *Travail et crédit. Essai sur une collaboration des banques et de l'industrie à l'œuvre de relèvement national*. Emile-Paul, 1918, broch. in-12.

Les Finances au service du pays, recueil d'articles publiés sous la direction de Julien Hayem (surtout le « projet de banque nationale pour l'industrie »). Larose, 1917, in-8.

PREMIÈRE PARTIE

LE SAINT-SIMONISME THÉORIQUE LA CONCEPTION DU CRÉDIT A L'INDUSTRIE

Pour prendre une connaissance complète de cette conception, il convient, semble-t-il, de l'envisager successivement sous quatre aspects; dans les quatre chapitres qui suivent, on essayera donc de préciser : le *milieu* où est née la conception, — le *besoin* auquel elle veut satisfaire, — la *fonction* qu'elle assigne au crédit et qu'elle croit répondre au besoin, — l'*organe* enfin qu'elle prévoit qui sera créé par la fonction.

CHAPITRE PREMIER

Le milieu : le groupe Saint-Simonien

§ 1. — *Saint-Simon*

Dans son caractère et dans sa vie, comme dans sa pensée et dans son œuvre, Claude-Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon, présente un rare mélange d'incohérence et de fixité.

Il n'est à peu près aucune situation sociale qu'il n'ait occupée, ni forme d'existence qu'il n'ait prise. Adolescent noble d'instincts comme d'origine, porté vers les rêveries philosophiques qui attendrissent le déclin de la monarchie et vers les recherches scientifiques qu'on vulgarise tant à cette époque, passionné de gloire et de libéralisme au point d'aller secourir les Américains opprimés, officier de mérite qui ne se sent pas la vocation des armes, colonel désœuvré et un peu aventurier, privilégié faisant dans sa commune sa petite nuit du 4 août, grand seigneur ruiné par la Révolution et décidé à se refaire par elle, acquéreur de biens nationaux, acheteur de couvents où il installe des usines, spéculateur heureux à la

Ouvrard et à la Cabarrus, millionnaire fastueux et débauche d'une liberté cynique, marié un an à une jeune femme (1) dont il divorce en versant d'abondantes larmes pour aller dire à Mme de Staël la phrase légendaire, gueux mourant de faim, copiste au Mont-de-Piété, besogneux recueilli par un de ses anciens employés, auteur de brochures à prétentions scientifiques, pamphlétaire politique, fondateur d'une religion qui recrute une demi-douzaine de fidèles, désespéré qui ne parvient même pas à se suicider, s'éteignant enfin peu à peu, tout juste à l'abri du besoin (2) grâce aux secours d'un de ses disciples, « à peu près Dieu après sa mort », voilà quelques-uns des avatars de ce « Protée sérieux » (3) qui croit toujours diriger délibérément son existence et qui dépense des trésors de logique et d'audace pour déformer et systématiser toute sa vie passée

1. Mlle de Champgrand, filleule de Sophie Arnould, plus tard Mme de Bawr.

2. M. G. Vauthier, arrière-petit-gendre de Mme de Bawr, nous a obligeamment communiqué la pièce suivante : *Inventaire* fait à la mort de Saint-Simon, demeurant, 9, Faubourg Montmartre, chez la demoiselle Jeanne-Julia Baron, le 13 juillet 1825, chez M^e Chapelier (successeur : M^e Couturier-Meignen, 20, Boulevard Malesherbes). Déclare légataire universel son frère Herbert, demeurant à Carthagène, officier dans l'armée espagnole. — Les hardes sont estimées 153 francs. Du au médecin : 150 francs ; au pharmacien : 155 francs ; train de garde : 138 francs ; frais funéraires : 31 francs ; pompes funèbres : 118 francs ; à Niel, restaurateur à Versailles, puis, 18, rue du Louvre : 346 fr. 60 ; à Renard, horloger : 135 francs ; un marchand réclame aussi quelque chose. Médavy, par acte passé le 4 octobre 1786, réclame 25.000 francs ; Pierre-Alex. Galle, ancien capitaine du génie, à Poligny, 7.840 francs, pour une obligation souscrite le 28 prairial an VIII.

3. Faguet, *loc. cit.*, p. 2.

afin de la présenter comme une série d'expériences, indispensables au sociologue, qu'il aurait instituées sur soi-même.

Mais cette carrière fantasque a pourtant son unité : d'un bout à l'autre de sa vie si mouvementée, il montre, avec sincérité et ténacité, la même foi exaltée dédaigneuse de tout scepticisme, le même orgueil naïf ignorant de toute modestie. Ces deux caractères convergents se traduisent chez lui par l'affirmation continuelle de la mission scientifique et religieuse dont Dieu l'a investi. Le Dr Dumas, dans son étude si fine et si déliée de psychologie morbide, a démêlé les causes de ses prétentions messianiques : il est d'abord affligé de ce tempérament psychopathique qui porte les individus à se croire marqués au front du signe fatal des hommes prédestinés ; puis il vit en un temps que les bouleversements sociaux et l'influence certaine de Bonaparte ont fait particulièrement favorable à l'éclosion des prophètes et des vaticinateurs.

C'est, du moins, un Messie très original, très pénétrant, doué à un haut degré de ce don de seconde vue qu'on a cependant accoutumé d'attribuer aux simples d'esprit, puisqu'il a pressenti, formulé même nombre des grandes idées dont son siècle a vécu.

Ce n'est pas à dire que sa pensée offre moins d'incohérences que sa vie : l'une comme l'autre sont surtout fécondes en avortements.

Son œuvre consiste en une multitude de brochures

brèves et désordonnées où il verse pêle-mêle ses opinions confuses sur l'astronomie, la physiologie et la politique et où il ne sort jamais des travaux préparatoires : chacun de ses écrits contient moins l'objet du livre qu'il fait que l'annonce détaillée de celui qu'il va faire, et il se montre perpétuel ébaucheur d'idées et faiseur de programmes. Son insouciance de gentilhomme, « de descendant des comtes de Vermandois », ne lui fait pas moins dédaigner la correction du style que le soin de la composition. L'incohérence de son plan et de son écriture provient d'ailleurs surtout de l'incohérence de ses idées, capricieuses, bizarres, incomplètes. Il croit d'abord nécessaire de codifier la science du monde et celle de l'homme et de fonder l'une et l'autre sur une seule vérité : successeur de Descartes et de Newton, il ruine le déisme en montrant l'univers régi et expliqué par la loi de gravitation ; c'est cette même loi cosmique d'harmonie et d'ordre qui règle chez l'homme les phénomènes connexes de la physiologie et de la psychologie ; c'est de cette même synthèse unitaire enfin qu'on pourra déduire, comme une conséquence naturelle, les préceptes de la morale positive. Après Waterloo, il abandonne son désir de rénovation scientifique et s'attaque à l'œuvre de rénovation sociale : qu'est-il dans cette dernière phase de sa pensée ? Bonapartiste ou monarchiste ? Il l'est successivement et s'adresse, pour réaliser ses réformes, au pouvoir établi, quel qu'il soit, indifféremment. Parlementaire ou absolutiste ? Il s'enthousiasme un

instant pour le régime politique anglais, mais il veut imposer aussi le joug d'un césarisme industriel. Aristocrate ou socialiste ? Aristocrate, il le demeure toujours, en ce qu'il affirme sans cesse la nécessité d'une élite ; socialiste, il l'est, si l'on veut, vers la fin de sa vie, lorsqu'il vivifie son industrialisme par la fraternité et lorsqu'il propose comme but à la société future l'amélioration du sort des travailleurs ; mais il ne l'est jamais, au sens technique et démocratique du mot, en ce qu'il repousse constamment « le dogme sanguinaire de l'égalité turque » et aussi en ce que, pareil aux philosophes du despotisme éclairé, il demande la réalisation de ce progrès social non pas à l'action de la classe ouvrière elle-même, mais à celle de l'Etat-providence et des entrepreneurs.

Voilà bien les opinions contradictoires de cette pensée ondoyante. Mais toutes gravitent autour d'un principe central et d'une volonté proche de la manie : « de même que sa foi messianique donne l'unité à sa vie, le rêve d'un nouveau pouvoir spirituel donne l'unité à sa pensée » (1).

Le XVIII^e siècle a accompli son œuvre critique et destructive : il a ruiné le pouvoir spirituel de l'Eglise et ébranlé la puissance temporelle de la royauté. Il faut clore l'ère révolutionnaire et ne pas s'attarder à abattre ce qui est à terre ; il est des morts qu'il faut cesser de tuer : le siècle qui s'ouvre doit être celui de la réorganisation par l'édification d'un nou-

1. Georges Dumas, *Psychologie de deux Messies positives*, p. 109.

veau pouvoir. Où trouver ce pouvoir qui doit nécessairement refaire l'unité des âmes brisée par la philosophie négative ?

Or, « par une de ces coïncidences qui sont peut-être un peu plus que des coïncidences » (1), la fin du XVIII^e siècle voit deux révolutions presque simultanées, l'une éclatante, la politique, l'autre latente, insensible, mais d'efficacité plus durable et plus profonde, l'économique : au moment où les tutelles morales et sociales de l'ancien régime cèdent à l'émancipation de l'individu, les outils domestiques des métiers, grâce aux découvertes scientifiques, sont remplacés par les machines des usines, et l'on voit s'élever la puissance matérielle de l'industrie grandissante. Saint-Simon, avec un sens très exact des possibilités, aperçoit le moyen de remplacer le pouvoir spirituel des prêtres et le pouvoir temporel de la féodalité détruits dans la révolution politique par le pouvoir spirituel des savants et le pouvoir temporel de l'industrie nés de la révolution économique. Exprimer la nécessité de cette substitution, indiquer les moyens de la réaliser et le but où devra tendre le pouvoir nouveau, voilà à quoi il consacre au fond tous ses livres et tous ses recueils.

§ 2. — *Les Saint-Simoniens*

Dans cette personnalité vigoureuse et dans cette œuvre chaotique, un groupe d'esprits cultivés trou-

1. Ch. Benoist, *L'organisation du travail*, t. I, p. 2.

vèrent, selon l'expression de M. Charléty, l'étoffe d'un Rédempteur et la matière d'une religion.

Le cadre de cette étude ne saurait comporter une histoire détaillée du cercle saint-simonien : on ne décrira pas après tant d'autres la formation de l'Ecole, la propagande doctrinale par les conférences de la rue Taranne, par les missions apostoliques et par la presse, puis la déformation de l'Ecole en Eglise, la retraite conventuelle à Ménilmontant, la crise de religiosité délirante, le procès bruyant, les schismes, les folles expéditions en Orient, enfin la rentrée dans le bon sens, l'activité pratique et heureuse des fidèles dispersés ; on voudrait seulement creuser un peu la psychologie de ces hommes, dont les doctrines allient l'utopie et le réalisme et dont la vie offre un mélange curieux de mysticisme et d'utilitarisme.

Le Saint-Simonisme a recruté ses adeptes principalement dans la classe éclairée. Pour s'expliquer le succès de son « expansion silencieuse », il est bon de se représenter avec quelque netteté l'état d'âme de la génération qui atteignit la plénitude de sa virilité vers 1830, celle des enfants du siècle.

Ils avaient été « conçus entre deux batailles », « mis au monde au sein de la guerre pour la guerre », élevés dans des collèges qui étaient déjà des casernes ; la gloire qu'on respirait partout et dont ils étaient grisés avait surexcité en eux une fièvre d'activité que les expéditions napoléoniennes promettaient d'absorber largement. Mais la paix était

venue au moment que leur âge allait les appeler au combat : elle les avait condamnés aux oisivetés pesantes et monotones ou aux médiocres professions, mesquines et ternes ; leurs ambitions connurent les désenchantements (1). Ils cherchèrent dans les croyances des religions traditionnelles un appui et une consolation ; mais la philosophie avait ébranlé les dogmes établis (2).

Ainsi la maladie de cette jeunesse soucieuse venait de deux causes, de ces deux blessures que Musset dit qu'elle portait au cœur : 93 et 1814 ; celle-ci en avait fait des désœuvrés ; celle-là, des désespérés.

Impatiente d'action, elle était la proie toute marquée de ceux qui viendraient offrir une fin illusoire à son énergie inemployée ; en quête d'une croyance, elle répondrait au premier appel de quiconque apporterait la sécurité d'une conviction aux vagues aspirations de son âme incertaine.

De ces jeunes gens, les uns allèrent de la sorte vers le cénacle de la littérature romantique, d'autres

1. Déclaration d'un disciple : *Procès* ; p. 424 (dans les *Œuvres complètes*) : « Nous rêvions quelque chose de mieux, quelque chose de grand qui fût à notre hauteur. Nous n'avons plus les joies du guerrier ; nous n'avons plus de croisade à faire, de monde à découvrir ; le temps même est passé des expéditions napoléoniennes. »

2. Isaac Pereire parle de « l'affaiblissement général des croyances qui soutenaient auparavant les hommes et affermissaient leur moralité en fortifiant leur cœur et en leur portant des consolations et des espérances ». — Cf. d'Eichthal : « Hier encore l'individu avait des dieux auxquels l'enchaînaient des habitudes de respect ; aujourd'hui ces dieux ont disparu et il ne sait où rattacher ses croyances ». — Sur cet état d'esprit, voir encore Léon Halévy, Introduction aux *Opinions littéraires*.

vers les clubs politiques des sociétés secrètes, d'autres enfin, abandonnant leurs occupations ou sacrifiant leur fortune, vinrent se grouper autour des premiers disciples de Saint-Simon et demander à sa doctrine un aliment pour leur esprit ou un soutien pour leur cœur.

Or beaucoup avaient l'esprit bien fait, façonné par la culture mathématique : ils mirent dans les théories saint-simoniennes toute la logique et toute la rigueur que donne l'habitude du raisonnement géométrique. Plusieurs des polytechniciens attirés par l'Ecole étaient des ingénieurs des mines, frappés chaque jour par l'essor que les inventions du machinisme imprimaient à la production et aussi par la vie très dure qu'elles faisaient aux classes ouvrières : ce sont eux qui introduisirent dans le Saint-Simonisme les vues sensées et pratiques sur l'organisation économique du travail industriel et c'est aussi sous leur inspiration que le Saint-Simonisme proclama la nécessité de corriger la transformation industrielle par la transformation sociale et de faire servir la production accrue à la généralisation de la richesse.

Les Saint-Simoniens eurent avec la Banque presque autant d'attaches personnelles ou familiales qu'avec le Corps des Mines et des Ponts et Chaussées ; elles nous intéressent particulièrement, car elles durent contribuer à leur faire apercevoir les possibilités de développement et de rénovation recélées par la banque. Saint-Simon lui-même dans sa vie aventureuse fut souvent en relations avec les finan-

ciers. En 1788, voyageant en Espagne, il connut Francesco Cabarrus, le fondateur de la Banque Saint-Charles, qui cherchait à relever ce pays de la décadence économique ; tous deux songèrent à creuser une voie navigable entre Madrid et la mer et proposèrent au gouvernement espagnol une combinaison où l'on pressent en germe deux idées que l'Ecole devait développer : l'utilisation de l'armée aux travaux publics et l'union du crédit et de l'industrie (1).

Plus tard, il emprunta les fonds nécessaires pour les spéculations qu'il voulait entreprendre « à plusieurs personnages riches de Paris, entre autres Lavoisier. » En 1817, lorsqu'il voulut publier son recueil *l'Industrie*, il fit appel à des souscripteurs dont la liste renferme les noms des banquiers les plus connus de l'époque : Vital-Roux, Flory, Périer frères, Perrégaux, Delessert, Hottinguer, André et François Cottier, Ardouin, Ternaux, Fould et Fould-Oppenheim, Audiffret... A la vérité, la plupart de ses bailleurs de fonds, effrayés par l'extravagance de certaines de ses théories, désavouèrent assez vite toute solidarité avec lui : mais plusieurs d'entre eux, notamment Laffitte et Ternaux, demeurèrent ses amis fidèles. C'est chez Ardouin qu'il rencontra et conquist son meilleur disciple, Olinde Rodrigues.

1. *Biographie*, édition Rodrigues, p. XVII : « On lèverait une légion de 6.000 hommes dont chaque tiers à tour de rôle travaillerait au canal, et la Banque Saint-Charles fournirait les fonds nécessaires. »

Celui-ci appartenait à une famille de financiers israélites. Ancien normalien, répétiteur de mathématiques à l'Ecole Polytechnique, il fut courtier à la Bourse, puis directeur de la Caisse hypothécaire ; sa situation et la fortune qu'il y avait acquise le mettaient en rapports avec la finance et il était très lié avec Fould, Humann, Hottinguer, Halphen... ; il inculqua au Saint-Simonisme « le sens prophétique de la Bourse qui lui manquait », il lui montra « ce qu'il y avait de puissance pacifique dans des hommes comme Rothschild, Laffitte et, en général, dans les banquiers » (1).

Il lui attira d'importantes recrues qui toutes sortaient du même monde des affaires. Ce sont d'abord ses deux cousins Pereire : l'aîné, Emile, arriva le premier à Paris, en 1822, et devint peu après courtier de change ; en 1825, son frère Isaac quitta à son tour Bordeaux, leur ville natale, et vint le rejoindre au moment où il épousait Mlle Rodrigues : il entra comme chef de la comptabilité chez Vital-Roux. Il initia aussi à la doctrine son ami Gustave d'Eichthal dont la banque était la profession héréditaire. Enfin, qui devint après Rodrigues, le chef de l'Ecole, était lui même fils d'un banquier dauphinois établi à Paris et d'ailleurs failli ; polytechnicien, refusé aux gardes du corps, commerçant en vins, il s'associa, en 1821, à M. J. Martin d'André, banquier-commissionnaire à Saint-Petersbourg, et semble avoir

1. Note écrite par Infantin à Sainte-Pélagie, 4 janvier 1833 (*Œuvres*, t. II, p. 114).

montré quelque initiative dans cette situation (1) ; grâce à Rodrigues il fut plus tard nommé caissier de la maison de crédit que son ami dirigeait ; de sa carrière il lui resta un goût particulier pour les problèmes économiques et financiers : ainsi, en 1824 il entretenait des relations suivies avec Laffitte au sujet d'un projet de conversion 3 o/o, et en 1825, avec Fabreguette, il établissait, d'après les conseils de Laffitte, le plan d'une « banque de prêts, sur dépôts d'actions, et de spéculation sur la valeur des actions ; ou d'escompte sur les titres de crédit » (2).

On conçoit qu'une Ecole dont le berceau fut la Caisse hypothécaire était prédestinée à préconiser une activité nouvelle du Crédit : il y avait là un présage.

Mais à côté des intelligences nettes et généreuses, il y eut aussi dans l'Ecole des sentimentalités inquiètes et agitées ; chose plus curieuse, c'étaient souvent les mêmes individus qui avaient à la fois l'esprit réaliste et l'âme mystique, et le dualisme contradictoire qui s'y manifestait provenait peut-être moins de la réunion de jeunes gens de tempéraments opposés que de la combinaison de ces deux tendances dans la complexion de chacun d'eux. Malheureusement le sentiment l'emporta sur l'intelligence.

Le pape du Saint-Simonisme fut pour beaucoup

1. Lettre à M. Pichard, 20 avril 1822 (*Œuvres*, t. I, p. 139) : « Je suis venu en France pour étendre nos relations dans nos ports de mer. »

2. Lettre à Mlle Thérèse Nugues, 18 août 1825 (*Œuvres*, t. I, p. 152).

dans sa déviation. La puissance d'Enfantin sur ses disciples est un phénomène bien curieux. « Sa beauté olympienne » (1), la douceur caressante de sa parole, sa bonté sincère et joyeuse, ce don de magnétiseur que Michel Chevalier lui accorde, cette confiance en sa mission providentielle qui lui apporte plus de force que de ridicule, peuvent l'expliquer en partie. M. Charléty (2) remarque de plus qu'on rencontre assez fréquemment chez certains pénitents une tendresse passionnée pour leurs directeurs de conscience assez semblable à cette vénération proche de l'idolâtrie qu'Enfantin inspirait à ses fidèles ; dès lors, son originalité serait d'avoir recruté son cortège de croyants dans un milieu où personne n'était médiocre, mais que l'esprit de géométrie défendait mal contre les séductions de ce logicien et où les prédispositions mystiques étaient très sensibles. Or, Enfantin usa de son pouvoir de suggestion, de persuasion et presque d'hypnose pour incliner la doctrine austère du *Prodacteur* vers un sensualisme affadi où le portait son érotisme oriental.

C'est ainsi que le Saint-Simonisme dans sa seconde période prit une forme « amoureuse, insinuante et chatouilleuse qui allait aux sens en parlant des choses sévères » (3).

Le mysticisme des Saint-Simoniens fut si fort qu'il passa de leurs théories à leur vie de chaque jour et

1. Maxime du Camp, *Souvenirs littéraires*, t. II, pp. 116-117.

2. Charléty, *Histoire du Saint-Simonisme*, p. 445.

3. Sainte-Beuve, *Premiers lundis*, t. II, p. 176.

qu'ils finirent par se réunir pour une retraite claustrale. Sans autre occupation que des fonctions domestiques, laissant vagabonder leur imagination surexcitée par les discussions continuelles, ils sombrèrent dans un accès de délire collectif où ils s'entretenaient mutuellement (1). Leurs hallucinations, leur fanatisme, leur recherche des injures et des souffrances, tout cela relève de la psychologie des sectes et rappelle étrangement l'histoire des illuminés de Munster (2).

Le rêve dura peu et ils revinrent assez vite « du pays des chimères. » Ils prirent une part active à l'administration économique de la France, en collaborant à la colonisation algérienne comme Enfantin, à l'exécution des grands travaux publics comme de Lesseps, à la construction des réseaux de chemins de fer en même temps qu'à l'organisation du crédit comme les Pereire. La plupart arrivèrent à la fortune. On le leur reprocha souvent, et l'on ne voulut voir en eux qu'un syndicat d'appétits satisfaits. C'était une injustice.

D'abord les succès qu'ils obtinrent s'expliquent aisément par les qualités dont ils firent preuve. On ne pouvait leur dénier une intelligence avertie et une grande activité. La doctrine dont ils étaient les dis-

1. Lettre de Michel Chevalier à Aglaé : « ...ce tourbillon qui nous a tous secoués si rudement, et où quelques-uns d'entre nous ont failli perdre la cervelle » (*Arch. saint-simoniennes*).

2. Weill, *l'Ecole saint-simonienne*, pp. 151-153.

ciples avait d'ailleurs développé en eux ces dons innés.

Elle leur avait fait pressentir les besoins naissants de la société qu'ignoraient les conceptions routinières des autres hommes d'affaires : il était naturel qu'ils s'enrichissent, puisqu'ils produisaient en vue de besoins insuffisamment satisfaits. Elle avait en outre accru leur ardeur créatrice en y joignant une ferveur enthousiaste comme la religion d'un Dieu nouveau. Elle avait enfin établi entre eux un lien puissant et une solidarité efficace, qui trouvaient leur fondement dans les souvenirs communs de leur jeunesse un peu extravagante et surtout dans l'identité de leur idéal invariable.

A cet idéal, ils restèrent en effet toujours fidèles : légitime dans ses sources, leur fortune le fut aussi dans son emploi. On a montré ces jeunes gens avides de trouver un but pour leur besoin d'agir et un culte pour leur besoin de croire : le Saint-Simonisme leur fournit l'un et l'autre. C'est en vue de l'industrie pacifique qu'ils dépensèrent cette énergie que ne requéraient plus les guerres abolies ; et c'est à la religion de la fraternité humaine qu'ils consacrèrent cette foi agissante qu'ils ne voulaient plus donner aux dogmes périmés. Or ils ne dévièrent jamais, en suivant cette ligne-là de conduite pratique, de cette ligne-ci de conduite morale : leur Nouveau Christianisme portait en soi le frein à opposer aux tentations d'un mammonisme exagéré, où aurait pu les faire tomber la réhabilitation de la matière qu'ils souhai-

taient et réalisaient (1); conformément à ses préceptes ils n'oublièrent jamais que tout individu exerçant une profession remplit une fonction sociale, presqu'un sacerdoce, et que les situations les plus élevées dans la nation entraînent pour ceux qui les occupent non pas une puissance supérieure, mais des devoirs plus stricts et plus étendus. Dès lors leur vie fut belle qui réalisa dans leur âge mûr la grande pensée de leur adolescence.

De cette histoire si intéressante des Saint-Simoniens, se dégage un double et précieux enseignement.

A ceux qui cèderaient volontiers à l'attrait des fonctions fixes, médiocres mais sûres, l'exemple de leur carrière pratique conseillera d'accroître leur esprit d'initiative et d'assumer les risques des productions qui contribuent au développement de l'entreprise industrielle qu'est, selon Saint-Simon, l'association nationale.

A ceux à l'inverse, dont le sens plus aigu des réalités risquerait de s'abaisser au goût vraiment trop simple de l'argent rapide et facile, la leçon de leur conduite morale apprendra que la vie d'affaires ne doit pas être un métier où l'on est poussé par le seul appétit du gain personnel, mais une tâche qu'il faut remplir au profit de la communauté tout entière.

1. Avant-propos de Laurent (de l'Archèche)..., *Œuvres*, t. XIV, pp. 9-10 : « Enfantin, qui était le gardien le plus ferme et le plus élevé de ce frein religieux, put, avec cette égide, traverser la tête haute, la foi vive et la prophétie intacte, les phases les plus périlleuses de la fièvre d'enrichissement. »

CHAPITRE II

Le besoin : L'inexistence du Crédit à l'industrie avant les Saint-Simoniens (1)

En décrivant le milieu des Saint-Simoniens, on vient de montrer comment et pourquoi leur pensée, dégagée de la gangue de folies qui l'entoure souvent, renferme des vues précises et fécondes dans leur hardiesse. Le Saint-Simonisme n'est donc pas une utopie conçue miraculeusement, bâtie *ex nihilo* par

1. La manière dont ont été « financées » les premières grandes industries constituerait un sujet d'études des plus intéressants. Malheureusement ce travail de synthèse supposerait l'existence de documents nombreux et divers. Or ces documents nous manquent absolument. La *Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution* (*Bulletin*, année 1913, n° 2, p. 358) nous a fait espérer que dans la prochaine décade elle consacrerait ses soins à les rassembler. Leur recherche ne manquera pas que d'être malaisée : car les archives publiques, les seules qui soient d'accès facile, ne peuvent donner d'indications que sur les rapports de l'industrie avec l'administration ; pour décrire l'évolution de la grande industrie depuis la fin de l'avant-dernier siècle, il n'y aura d'autre ressource que d'explorer les précieuses, mais mal accessibles, archives privées (papiers de famille, registres et bilans des sociétés industrielles, correspondances commerciales et financières...). Pour le moment, on ne dispose, en vue de l'histoire de l'industrie et du crédit, que d'ouvrages généraux et superficiels ou que de rares et minuscules monographies locales.

des rêveurs purement abstraits. Il est le fruit et comme le reflet des circonstances économiques, à savoir de la révolution industrielle. Il est né tout entier de l'observation très juste des faits contemporains dans de jeunes esprits enthousiasmés par le développement de la production mécanique (1), mais impressionnés aussi par les nombreuses crises qui coïncident avec l'avènement du machinisme (2). Dans ses parties comme dans son ensemble, il est influencé par la conjoncture économique et orienté par les problèmes qu'elle pose : si, notamment, il se préoccupe de la question du Crédit industriel et est ainsi amené à deviner le rôle immense qu'il doit jouer dans les sociétés modernes, il n'est pas douteux que sa conception soit pour beaucoup déterminée par le spectacle des difficultés rencontrées par l'industrie pour se procurer les capitaux plus abondants requis par sa forme renouvelée ; par suite, il convient tout d'abord de décrire d'une façon objective et concrète ce besoin dont la constatation a été pour les Saint-Simoniens le point de départ d'une conception qui est allée s'amplifiant.

1. Chaptal, au début de la Restauration, estime à près de 2 milliards la valeur totale de la production industrielle. Quoiqu'il soit impossible d'arriver à des évaluations exactes, on admet qu'en 1788 le rendement des manufactures aurait été seulement de 1 milliard (Tolozan l'évalue sans preuves à 525 millions).

2. Crises en 1803, en 1805, en 1806, en 1811, en 1814 et 1815, en 1818, en 1826 (Clément Juglar, *les Crises commerciales*).

§ 1. — *La nécessité d'une concentration des capitaux*

Dans les dernières années du xviii^e siècle et dans les premières du xix^e, l'industrie subit une modification profonde dans la technique interne de ses procédés, qui entraîna dans son organisation externe une transformation essentielle.

Les causes et les conséquences en sont bien connues. C'est l'évolution commerciale qui a devancé et déclenché la révolution industrielle (1) : à partir des grandes découvertes maritimes du xvi^e siècle, pour pourvoir aux besoins croissants du marché national dont les facultés d'absorption se développaient, pour approvisionner ensuite la clientèle étrangère et coloniale dont les remparts de douanes n'empêchaient pas le cercle de s'élargir, on dut chercher à augmenter le rendement du travail productif ; mais, la main-d'œuvre étant limitée et coûteuse, on aperçut l'intérêt qu'il pouvait y avoir « à provoquer et à favoriser l'invention de toutes les machines qui tendraient à suppléer l'homme » (2).

Sous la pression de cette nécessité, un rapprochement s'opéra entre la science et l'industrie trop longtemps indifférentes l'une à l'autre et l'Académie des Sciences fut, dès le début du xviii^e siècle, un centre

1. Schulze-Gävernitz, *La grande industrie*, p. 36 : « Le commerce fut l'âme intérieure qui donna l'impulsion à la grande industrie ».

2. Mémoire français cité par Georges Renard et Albert Dulac, *L'évolution industrielle et agricole depuis 150 ans*, p. 7.

actif qui coordonna les inventions d'autrui et poursuivit d'utiles recherches personnelles (1).

Pour permettre aux fabricants d'introduire dans leur outillage les améliorations découvertes au laboratoire, il fallait relâcher les liens de la réglementation colbertiste et du régime corporatif ; l'école de Gournay et de Turgot parvint à faire atténuer le protectionnisme qui engourdissait les initiatives des manufacturiers et le corporatisme qui entravait celles des artisans. La liberté économique proclamée, les uns et les autres perfectionnèrent eux-mêmes leurs procédés de fabrication.

Mais jusque là ces perfectionnements consistaient seulement dans l'amélioration des instruments de la production sans toucher à l'essentiel, à savoir la force motrice qui les animait, et qui continuait d'être celle de l'eau ou même du bras de l'homme. Enfin d'Angleterre nous vint la merveilleuse découverte de James Watt : en 1769, il utilisa le premier la force expansive de la vapeur d'eau.

Au moment même où l'on construisait et utilisait chez nous les premières « pompes à feu », la Révolution éclata et l'ère des grandes guerres s'ouvrit pour trente ans. Contre toute prévision, loin d'arrêter l'essor industriel, elles le surexcitèrent plutôt. Malgré l'émigration et l'exil de nombreux fabricants, malgré les assignats, les réquisitions, le maximum, même

1. V. Germain Martin, *La grande industrie en France sous le règne de Louis XV*, pp. 166 et suiv. : « Il suffit de mentionner les noms de Buffon, de Vaucanson, de Réaumur, de Hellôt... »

en 1793, sous le coup de la Terreur, dans le désordre des forces révolutionnaires déchainées, la production de la France a grandi : nous avons sur ce point le témoignage de Saint-Simon lui-même qui fut mêlé de près à tous ces événements économiques (1).

C'est que la France encerclée de la Convention, réduite à soi-même, privée par les croisières anglaises de matières premières, d'acier, de salpêtre, de cuivre, dut pousser au maximum sa force inventive et créatrice, et transformer en vue de la guerre son outillage et ses procédés : les adaptations nécessitées par l'action militaire profitèrent ensuite au développement industriel et, « après avoir été la libératrice du territoire, la science fut aussi génératrice de richesse » (1).

Sous l'influence de ces diverses causes s'amorça cette révolution économique dont les développements ne sont pas encore achevés de nos jours.

Elle était tout entière contenue en germe dans ce seul fait, l'application de la vapeur à l'industrie, et c'est ce même fait qui lui a imprimé sa tendance constante et sa direction générale, qui peuvent s'exprimer d'un mot : cette révolution a été une *concentration*. En transformant l'instrument du tra-

1. V. notamment : *Quelques opinions philosophiques à l'usage du XIX^e siècle* (*Œuvres* t. XXXIX, pp. 120-121.) : « L'industrie s'est développée sous la Révolution ».

2. A. Mathiez, *La mobilisation des savants en l'an II* (*Revue de Paris* 1^{er} décembre 1917) : « Fourcroy contribua au développement des tanneries ; Lavoisier perfectionna la fabrication du salpêtre et de la poudre ; Chaptal dirigea à Montpellier notre première grande fabrique de produits chimiques. »

vail, elle a transformé les facteurs de la production, et notamment le capital. La vapeur ne pouvant être employée avec économie que pour une production intense, il a fallu d'abord concentrer les instruments du travail ; puis, la concentration des instruments du travail exigeant de grandes mises de fonds, il a fallu concentrer le capital.

Quelques chiffres le montreront aisément.

Déjà, sous l'ancien régime, l'installation des grandes usines est coûteuse. Les constructions d'une petite fabrique de toiles de coton ne valent pas moins de 20.000 livres ; les bâtiments d'une manufacture d'armes blanches d'Oberbruck valent 25.000 livres ; une manufacture de draps de Bordeaux qui est incendiée est estimée à 60.000 livres ; les raffineries de Cette à 400.000. L'installation de hauts-fourneaux à Montbard coûte à Buffon, terrain non compris, 300.000 livres (1). Les chiffres augmentèrent peu à peu, et en 1811 on voit Richard Lenoir demander une avance de 500.000 francs, Erard, le fabricant de pianos, en demander une de 400.000, simplement en vue d'assurer la continuation de leur production (2).

§ 2. — *L'insuffisance des fournisseurs de capitaux*

Comment les premières grandes industries se procuraient-elles les capitaux importants dont elles exi-

1. Arch. Nat., sous-série F¹².

2. Mollien, *Mémoires d'un ministre du Trésor*, t. III, p. 297.

geaient l'investissement ? Ces capitaux ne provenaient que de trois sources :

C'est d'abord la fortune personnelle de l'entrepreneur. Il ne faut pas s'étonner que cela fût possible : presque jamais les fabriques ne se fondaient immédiatement sur le pied de la production en grand ; les usines importantes dont les documents de cette époque font mention n'étaient que de petits ateliers qui s'étaient peu à peu dilatés et dont le capital initial n'avait pas excédé les facultés individuelles ; c'était très lentement qu'ils s'étaient développés, au fur et à mesure de l'accumulation des profits. La bourgeoisie industrielle de ce temps ne se composait à peu près que de parvenus.

Comme le disait déjà Messance (1), « dès qu'il y a un homme de trop dans la campagne, il va dans les villes et devient ouvrier, artisan ou fabricant ; s'il est actif, économe, intelligent, s'il est enfin ce qu'on appelle un heureux, il est bientôt riche ». C'est ainsi qu'Oberkampf avait créé sa fabrique de toiles peintes et Réveillon sa papeterie. On sent néanmoins comment les ressources personnelles des chefs d'industrie devinrent assez vite insuffisantes (2).

Aussi durent-ils faire appel aux apports de leur

1. *Traité de la Population* (1766).

2. Voir les réponses des administrations départementales à la circulaire de François de Neufchâteau, an V (*Bulletin de la Commission économique de la Révolution*, 1908, pp. 30 et 38) : « La principale cause du peu de succès des manufactures et des fabriques est la fortune bornée des propriétaires... Les ressources de ces fabriques consistent uniquement dans les facultés des entrepreneurs qui ne sont pas très étendues. »

entourage. La société en nom collectif et surtout la commandite qui permettait de commercer sans déchoir et aussi de tourner la prohibition du prêt à intérêt, se répandirent beaucoup sous l'ancien régime. L'histoire des moulins à papier d'Essonne (1) est assez caractéristique de cette forme d'organisation : ce sont d'abord les frères Leclerc qui les dirigèrent ; le 26 mars 1789, les deux frères Didot les leur achetèrent et s'associèrent le fils et le gendre (c'est Bernardin de Saint-Pierre) de l'un deux ; ce n'est que le 26 juin 1841 qu'après des vicissitudes nombreuses l'entreprise fut érigée en société anonyme. Les débuts de l'industrie cotonnière nous offrent des indications analogues : un certain Le Pescheux, pour créer une filature à Saint-Véran en Lyonnais, conclut, le 16 mai 1785, avec un sien neveu et les Pourtalès de Neufchâtel un contrat de commandite, aux termes duquel les Pourtalès fournissaient 200.000 livres en espèces et les Le Pescheux un capital équivalent en machines et marchandises (2) ; de même, en 1780, on voit un artisan anglais, Milne, inventeur d'une mécanique à carder, monter une manufacture dont le capital s'élevait à 600.000 livres avec l'aide financière de son père, d'un de ses frères, d'un sieur Perret, et de nombreux amis comme Mme de Luqui qui participait pour

1. Voir les *Grandes Usines* de Turgan. Cf. la monographie de la maison M... de constructions mécaniques donnée par Ch. Benoist dans *l'Organisation du Travail*.

2. Ch. Schmidt, dans la *Revue d'histoire économique et sociale*, 1913, p. 271.

50.000 francs. Ce ne sont là que des exemples d'une tendance qui était générale : la famille ancienne, unifiée et sédentaire, permettait de maintenir sans trop de tiraillements ces *societates duorum fratrum*, comme disaient les canonistes.

Mais le cadre de la commandite ordinaire risquait de devenir trop étroit, puisqu'elle ne recueillait les fonds disponibles que dans le cercle de la parenté et de l'amitié et l'on devait songer à substituer aux associations de personnes les associations de capitaux sous la forme anonyme. Néanmoins les formalités sévères imposées par le Code de 1807 les rendaient difficiles et, de 1807 à 1815, le *Bulletin des Lois* ne contient que onze décrets d'autorisation, dont cinq sont accordés à des entreprises industrielles (forges, fonderies, mines, verreries).

Après l'individu, après la famille, l'Etat enfin contribuait à alimenter les industries naissantes. Le Colbertisme en avait donné l'exemple : c'est sous son influence que les Etats provinciaux consentaient des prêts aux fabricants (1). Le pouvoir central ouvrait lui-même des crédits pour élever des manufactures

1. Eugène Guitard, *L'industrie des draps dans le Bas-Languedoc ; Mém. et doc. pour l'hist. du com. et de l'ind.*, t. I, pp. 32-34, cite, d'après les archives de la Haute-Garonne, des décisions des Etats du Languedoc assemblés en janvier 1697 consentant des prêts à des fabricants et même un état de nantissement d'un prêt accordé en 1698.

De même Germain Martin, *loc. cit.*, p. 208, cite une délibération des Etats du diocèse du Velay (28 mars 1721) décidant d'emprunter 100.000 livres qui seront distribués aux producteurs moyennant cautions ou nantissements.

privilégiées ou pour distribuer des gratifications aux inventeurs qui en sollicitaient ; Trudaine constitua même, en vue de faire face aux exigences des créations nouvelles, une Caisse dite du Commerce alimentée par les confiscations, les amendes, un droit de 1/2 0/0 sur les retours des colonies, les contributions de certaines grandes villes, et 90.000 livres versées par les fermiers généraux (1). C'est ainsi que sous le règne de Louis XVI on voit encore l'inspecteur des manufactures Brisson faire l'avance des dépenses entraînées par la construction d'une manufacture dans le Lyonnais, le gouvernement donner de l'argent pour créer une filature dans les Dombes, le subdélégué de Compiègne en organiser une lui-même en 1783, l'anglais Milne, dont il a déjà été question, obtenir en 1785 du Contrôle général la somme de 60.000 livres que les particuliers, « occupés seulement des spéculations pour l'emprunt », n'ont pas consenti à lui apporter. La Révolution ne changea pas de politique : c'était l'Etat lui-même qui faisait les fonds des industries de guerre, notamment des fabriques d'armes, et aux autres manufactures il continuait d'accorder de fortes primes et encouragements (2). Le Consulat et l'Empire y persistèrent aussi : Bonaparte dotait certains établissements industriels (3) et Napoléon, pendant la crise de la

1. Voir la Circulaire du Garde des Sceaux, *Arch. Nat.*, F¹², 735.

2. Loi du 25 février 1791 ; décrets du 11-23 août et du 16 août 1792.

3. Exemple : « Subvention de 6.000 livres par mois à la manufacture de Sèvres qui ne faisait plus guère que de la porcelaine

quatrième coalition, contraignait la Caisse d'amortissement d'employer 6 millions en prêts sur nantissement à 2 0/0 afin d'assister les manufacturiers (1) ; en 1811, 14 maisons considérables (2) demandaient des avances à ce gouvernement distributeur de crédit. De toute évidence, ces prêts officiels ne pouvaient constituer qu'une très faible part du capital affecté à la production, et d'ailleurs la Restauration ne la protégeait plus par ses subventions directes, mais seulement en édictant des prohibitions douanières.

En résumé, ces trois sources étaient impuissantes, même réunies, à fournir en quantités suffisantes cet élément de plus en plus indispensable à la prospérité de la Grande Industrie. Le manque de capitaux explique la déchéance des Compagnies de colonisation (3), et aussi le petit nombre de nouvelles manufactures créées sous la Régence (4). De même, Imbert Saint-Paul, inspecteur des manufactures sous Louis XVI, écrivait : « L'argent manque pour créer des entreprises ; cet antidote à tous les maux semble se refuser à l'occasion de faire prospérer une branche

ordinaire pour avoir un plus grand débit » (*Moniteur*, an X, p. 1472).

1. Lettre à Cambacérès, 5 avril 1807, *Corresp. de Napoléon*, t. XV, p. 34.

2. Parmi lesquelles les forges du Creusot, Mme de Buffon, Vandessel, fabricant de dentelles à Chantilly, les Moët d'Epernay, les Deschamps de Nevers... On repoussa beaucoup de pétitions ; néanmoins au commencement de 1812 on avait avancé 18 millions pris sur la Caisse du domaine extraordinaire.

3. Pierre Bonnassieux, *Les grandes compagnies de Commerce*, p. 496.

4. Germain Martin, *loc. cit.*, p. 207.

d'industrie dont le prix deviendrait un jour inestimable en France ». A partir de 1789, il fut encore plus malaisé de se procurer des capitaux, ceux qui en détenaient « préférant en tirer 30 à 50 o/o en achetant des biens nationaux » (1). C'est pour cette raison que la plupart des inventeurs allèrent porter leurs découvertes à l'étranger : ainsi Louis Robert qui avait imaginé une machine à produire du papier sans fin dut s'expatrier en Angleterre pour réaliser l'application de son système perfectionné ; Jacquard fut empêché par le manque d'argent de construire le métier qu'il avait inventé et refusa constamment les offres brillantes qu'on lui faisait à l'étranger pour y monter des fabriques ; Lebon qui conçut le premier l'idée de faire servir à l'éclairage, au chauffage et à la production de la force motrice le gaz se dégageant dans la distillation du bois, se ruina dans ses essais de réalisation auxquels les capitalistes ne portèrent aucun intérêt ; Carcel, Leblanc, Philippe de Girard, et tant d'autres, furent dans le même cas.

Ainsi l'industrie naissante ne trouvait souvent pas les ressources nécessaires à sa constitution.

Comment la banque ne mettait-elle pas à sa disposition l'épargne à long terme existant dans le pays ? Une description rapide de l'organisation bancaire montrera qu'elle dirigeait son activité dans un sens tout à fait différent.

1. Fr. d'Ivernois, *Tableau historique et statistique des pertes que la Révolution et la guerre ont causées au peuple français*, t. II, p. 256.

§ 3. — *L'indifférence des banques*

Sur l'outillage financier de la France d'il y a un siècle, exception faite pour l'institut gouvernemental d'émission, il faut humblement reconnaître qu'on est à peu près sans renseignements exacts. Les quelques pages consacrées à cette matière par MM. Liesse et Kaufmann (1) semblent tout au plus des inductions vraisemblables, et l'inaccessibilité des archives privées ne permet pas d'espérer qu'on parvienne d'ici longtemps à de plus grandes précisions (2). Le défaut absolu de documents a favorisé l'éclosion de la légende, éloquentement parée des prestiges du passé, du banquier local exerçant dans sa ville natale et sur une clientèle bien connue une « magistrature commerciale » paternelle et généreuse ; si l'on en croit une pièce assez récemment publiée, il pourrait bien n'y avoir là qu'un tableau fait de chic, une idylle du bon vieux temps : en l'an V, l'administration de la Moselle demandait à François de Neufchâteau la

1. Liesse, *Portraits de financiers*, p. 254 ; Kaufmann, *la Banque en France*, p. 7. Cf. Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon*, t. VI, le monde des affaires.

2. Voici cependant, d'après Herriot, *Madame Récamier et ses amis*, t. I, p. 145, le dossier de la faillite Récamier (11 février 1806) ; mais les indications en sont bien vagues : caisse, 819.000 fr. ; portefeuille, 361.000 fr. ; débiteurs en compte courant, 1.053.976 fr. 95 ; créanciers par compte courant ou fonds prêtés, 6.800.000 francs.

création de banques régionales et se plaignait que les commerçants de Metz dussent recourir aux banquiers de Paris (1) ; la centralisation des banques ne serait pas fait nouveau.

Ce qui paraît du moins certain, c'est que ce système de crédit ne comprenait que des banques de commerce. D'après le schéma de Kaufmann, il y avait d'abord de petits banquiers de médiocre surface, pratiquant l'escompte d'un papier assez court, faisant en d'autres termes des avances momentanées et très sûrement garanties à des entreprises commerciales ou même industrielles pour des opérations constamment ou périodiquement renouvelées ; au-dessus, s'élevait la future haute banque (2) absorbée dans le commerce de l'or et de l'argent, dans l'arbitrage des effets et des métaux, dans les opérations de change ; enfin la Banque de France, avec son monopole d'émission, réescomptait les traites tirées par le grand commerce sur les commerçants de détail et les consommateurs.

Mais aucune de ces trois catégories de banques n'intervenait pour fonder des entreprises industrielles ou pour accroître les capitaux qu'elles possédaient déjà, soit par commandite directe ou en se chargeant de placer leurs titres. Cela s'explique : elles dataient toutes d'une époque où la grande industrie

1. *Bulletin de la commission économique de la Révolution*, p. 73 (1908).

2. Hottinguer, Mallet, Delessert, Ternaux, Odier, d'Eichthal, Cahen d'Anvers, Rothschild, Casimir Périer, Laffitte.

n'existait pour ainsi dire pas dans notre pays ; puis l'industrie ne pouvait leur offrir d'autres garanties que les besoins plus ou moins pressants auxquels elle répondait, c'est-à-dire un avenir toujours incertain ; bref, il n'existait aucune banque de spéculation ayant pour objet de favoriser l'industrie.

A la vérité, on avait tenté, un siècle auparavant, de doter la France d'une telle institution.

En 1716, Law avait présenté au Conseil le projet d'une Banque d'Etat, qui serait seule dépositaire de l'argent des particuliers, qui « mettrait le crédit à la portée de tous et susciterait de grandes entreprises » ; ce plan avait été repoussé et le 2 mai l'Ecossais avait obtenu des lettres patentes créant la Banque générale, de prétentions plus modestes, mais dont le principe demeurerait à peu près le même ; il avait par elle fondé le Crédit public et en même temps le Crédit industriel. Mais le « Système », après avoir inculqué aux Français le sens des spéculations de bourse où les Anglais et les Hollandais étaient déjà experts, leur avait, par ses folies et son écroulement, laissé la crainte insurmontable de ces opérations qu'il leur avait apprises et du mot même de banque qu'il avait compromis.

L'activité bancaire était donc purement commerciale. La chute de Napoléon et la liquidation des charges laissées par les invasions lui ouvrirent un champ nouveau, en rendant inévitables l'appel au crédit et la négociation de forts emprunts : le marché de Paris, pour pourvoir à ces besoins d'une ampleur

inconnue, fut amené, par la nationalité de son personnel et l'insuffisance de ses capitaux, à recourir aux marchés étrangers.

D'abord la plupart des banques de Paris appartenaient à des familles israélites ou protestantes d'origine étrangère (1) : leur dispersion sur les diverses places européennes créait entre ces places une solidarité étroite. Puis, les sommes demandées (2) excédaient les disponibilités très limitées du marché (3).

Ces deux faits contribuèrent à internationaliser le crédit public, et le rôle capital joué sous la Restauration par la « finance internationale » fit apparaître

1. Le 2-avril 1806, Napoléon disait au Conseil d'Etat : « La France manque d'hommes qui sachent ce que c'est que la Banque ; c'est une race d'hommes à créer. » Les principaux banquiers étaient : Mallet, Hottinguer, Rothschild, Perrégaux, Cahen d'Anvers, d'Eichthal...

2. L'Empire laissait :

Dette.	650 millions.	
Occupation.	630	—
Réclamation des sujets étrangers.	500	—
Indemnité	700	—
	2.480	— à liquider.

3. Le 3-frimaire an VIII, Bonaparte n'avait pu obtenir « de la collectivité des banquiers et commerçants de Paris » qu'une promesse d'avance de 12 millions, sur lesquels trois seulement furent versés (Stourm, *Les Finances du Consulat*, p. 58).

A la fin de l'Empire, Blücher menaçait de livrer Paris au pillage si on ne lui versait une contribution de guerre de 300.000 fr. « La somme n'était pas énorme ; mais on ne savait où la prendre. » On ouvrit une souscription, où les banquiers versaient qui 1.000 francs, qui 500 francs. Seul Laffitte put fournir l'indemnité (Liesse, *Portraits de financiers*, p. 261).

la puissance virtuelle et la faculté d'adaptation renfermées par la banque (1).

Mais l'industrie lui demandait en vain le crédit qu'elle s'empressait de vendre aux gouvernements ; manquant de ce moteur de toute production qu'est le capital, elle ne pouvait prendre tout l'essor dont elle était capable et risquait de tomber dans un état de stagnation.

Voilà le besoin que Saint-Simon apercevait nettement et la lacune qu'il voulait combler : il conseillait aux banquiers de multiplier leurs affaires toujours fertiles en profits et semblables, « par leur nature, à ces matières onctueuses que la main ne touche jamais sans en conserver quelques traces » (2) ; il leur reprochait de n'avoir pas compris que les industriels seraient leurs meilleurs clients et qu'il y avait pour eux « plus à gagner avec les peuples qu'avec les rois ». Pourquoi, dans leurs salons de la Chaussée d'Antin, recevaient-ils surtout des « faiseurs de phrases, des rentiers insignifiants, des fonctionnaires publics destitués », et plaçaient-ils « presque toujours au bas de la table le très petit nombre de

1. Saint-Simon, *Catéchisme des industriels*, Ed. Rodrigues, p. 31 : « En 1817... les banquiers proposèrent au gouvernement tout l'argent dont il avait besoin, mais ils y mirent pour condition : 1° Que le gouvernement... renoncerait à tout jamais à faire des banqueroutes ; qu'il adopterait la marche industrielle, c'est-à-dire loyale... 2° Que cette affaire serait traitée de gré à gré entre eux, banquiers, et le gouvernement... comme une affaire entre simples particuliers... On vit alors naître le crédit public. »

2. *Vues sur la propriété*, ch. IV, § V, Ed. Rodrigues, pp. 293-295.

membres du corps de l'industrie » ? Ils auraient dû se mettre en rapport avec « les industriels de la rue Saint-Denis, de la rue de la Verrerie, de la rue des Bourdonnais... ainsi qu'avec les manufacturiers établis dans les faubourgs » (1).

1. *Catéchisme des Industriels*, Ed. Rodrigues, p. 65, note. Mais c'est surtout du point de vue *politique* que Saint-Simon envisage la nécessité de relations plus étroites entre la banque et l'industrie : il voudrait que les banquiers devinssent les « agents généraux des intérêts politiques de l'industrie » (*Seconde lettre à Messieurs les agriculteurs...*, *Œuvres*, t. XXI, p. 48).

CHAPITRE III

La fonction : La philosophie du rôle du Crédit

La situation économique faisait donc apparaître le besoin urgent de faciliter et de régler vers la production l'adduction des capitaux en masse. C'est l'intuition de cette nécessité certaine quoique de portée assez restreinte, qui a engendré la conception saint-simonienne du crédit à l'industrie.

Mais cette conception a peu à peu débordé les préoccupations bornées d'où elle est née, au point de constituer finalement l'essence et le fond même du système tout entier. Du crédit industriel d'après les Saint-Simoniens on peut dire, empruntant son mouvement à la formule de Sieyès : Dans l'ordre présent, qu'est-il ? rien ; que devrait-il être dans une société améliorée ? quelque chose ; que devient-il dans leur monde idéal ? tout.

C'est proprement la philosophie de la fonction bancaire qu'ils ont écrite et c'est cette théorie excessive, mais déduite avec une logique admirable, sug-

gestive et peut-être féconde, qu'on va maintenant essayer d'analyser (1).

§ 1. — *L'anarchie économique actuelle*

Le Saint-Simonisme est une philosophie de l'histoire.

En cela il porte bien la marque de son temps qui est aussi celui de Ballanche, de Herder, de Vico révélé par Michelet, de cette époque qui voit dans l'histoire, non plus comme le XVIII^e siècle une arme de combat ou un instrument de démonstration, mais une science exacte permettant de prévoir où va l'humanité et de décider comment elle doit marcher (2). L'humanité est, en effet, un être collectif qui se développe en obéissant à une loi qui est sa loi physiologique. Cette loi, découverte par Saint-

1. Cette philosophie est surtout contenue dans l'*Exposé de la Doctrine*, compte-rendu des conférences faites par Bazard, inspirées par Enfantin, rédigées surtout par Hippolyte Carnot, ouvrage qualifié justement par Menger « l'un des monuments les plus considérables du Socialisme moderne. » (On citera d'après la 2^e édition de 1830 : *Doctrine de Saint-Simon. Exposition. Première année*). Il faut y joindre les articles d'Enfantin dans le *Producteur* et le *Globe*, ces derniers réunis en volume (*Economie politique et Politique*, 2^e édit., 1832). Enfin on trouve l'origine de la conception dans Saint-Simon lui-même, surtout dans le *Catéchisme des industriels* et les *Vues sur la propriété*.

2. *Doctrine*, p. 114 : « L'histoire n'a été qu'un arsenal en désordre où chacun a pu puiser des armes à sa guise, pour défendre des opinions contradictoires. »

Cf. Saint-Simon, *Mémoire introductif sur sa contestation avec M. de Redern* (*Œuvres*, t. XVII, p. 122) : « Du passé bien observé on peut facilement déduire l'avenir. »

Simon et vérifiée par lui sur une longue série historique, montre deux états alternatifs de la société, l'un qu'on peut appeler *état organique*, présentant le spectacle de l'union entre les membres d'associations de plus en plus étendues et déterminant la combinaison de leurs efforts cohérents vers un but commun, — l'autre qu'on peut appeler *état critique* où toute communion de pensée et toute action d'ensemble disparaissent et où la société n'est plus qu'une agrégation d'individus juxtaposés, isolés, égoïstes et rivaux. La fondation de l'Eglise catholique a marqué le début d'une époque organique qui s'arrête au x^v^e siècle, au moment où la Réforme donne le premier signal du criticisme continué jusqu'à nos jours par la philosophie et la Révolution. Nous sommes donc en pleine époque critique, et l'on ne voit en effet partout qu'antagonisme et anarchie.

Il en est notamment ainsi dans l'ordre industriel (1). On ne peut nier que les sciences, récemment dirigées vers les applications, ont fait faire à l'industrie des conquêtes dans plusieurs branches de la technologie. Mais on doit rechercher si sa marche dans la voie des améliorations ne pourrait pas être beaucoup plus rapide qu'elle ne l'est. Il faut, pour s'en rendre compte, l'envisager sous ses trois grands aspects.

D'abord la *partie technologique*. Rien n'est organisé pour mettre les pratiques industrielles à la hau-

1. *Doctrine*, pp. 87-93.

teur des théories scientifiques ; tout est ici livré encore aux chances incertaines des lumières individuelles : pour apprécier la valeur de leurs procédés, les industriels n'ont pas d'autre moyen que de renouveler des expériences personnelles souvent longues et que la concurrence et le désir d'en conserver le monopole obligent chacun d'eux de garder secrètes.

Des inconvénients aussi graves se manifestent en second lieu dans l'*organisation du travail*, c'est-à-dire dans la répartition des efforts de la production eu égard aux besoins de la consommation. Cette adaptation, les économistes ont cru la réaliser en proclamant leur *laissez-faire* ; de fait leur maxime est appliquée d'une façon presque absolue. Or, que voyons-nous ? Chaque industriel, privé de guide, n'ayant « d'autre boussole que ses observations personnelles » toujours incomplètes, cherche à s'instruire des besoins de la consommation. Si le bruit court à un moment donné qu'une branche de production offre à ceux qui s'y adonneraient de belles chances de profit, tous les efforts s'orientent vers elle sans s'inquiéter des limites nécessaires. La conséquence inévitable de cette production outrée dans certaines directions est le trouble continuel et la rupture fréquente de l'équilibre entre la production et la consommation.

De ces crises, la morale ne souffre pas moins que l'utilité sociale : car elles ruinent souvent des hommes honnêtes et laborieux, et « poussent à conclure qu'apparemment, pour réussir, il faut quelque chose

de plus que la probité et le travail. » Tout cela provient de ce que le principe fondamental de notre économie suppose, malgré les démentis des faits, l'intérêt personnel toujours en harmonie avec l'intérêt général.

Enfin le troisième rapport sous lequel on peut envisager l'industrie est la *relation entre les travailleurs et les possesseurs des instruments du travail* ou des capitaux. Mais cette question demande un examen plus approfondi.

Comment s'y prend aujourd'hui un individu qui a « imaginé une spéculation industrielle ? » (1).

Il s'efforce d'abord de réunir tous les documents qui sont à sa portée pour s'assurer que son entreprise peut être constituée dans des conditions pratiques et offrant des chances de succès ; ces renseignements, dans l'état d'isolement où il se trouve, sont à vrai dire nécessairement limités : il lui est impossible en particulier de savoir si, au même moment, d'autres que lui ne s'occupent pas déjà de répondre au besoin auquel il veut chercher à satisfaire.

Ensuite, le plus souvent, cet individu, à supposer que son projet soit vraiment utile et que lui-même soit le plus capable de le réaliser, ne dispose pas des moyens matériels d'exécution et doit, pour se les procurer, s'adresser à des capitalistes détenteurs de ces instruments de production qui lui sont indispensables : ainsi il lui faut « se soumettre à leur déci-

1. *Doctrine*, p. 192.

sion » ; ils décideront souverainement de l'entreprise puisqu'elle ne peut se fonder et fonctionner sans leur concours.

Or, ce sont des hommes étrangers aux choses et aux hommes de l'industrie, incapables de juger de la valeur technique des plans établis et des qualités intellectuelles et morales requises par l'entreprise et présentées par l'entrepreneur ; ils en sont donc réduits à exiger des garanties matérielles, à ne faire quedu crédit *réel*. Ainsi le choix des entreprises industrielles et la désignation de leurs directeurs sont à peu près abandonnés au hasard ; « le petit nombre des hommes qui peuvent offrir des garanties ou qui savent en *promettre*, obtiennent seuls la disposition des capitaux, et ces hommes se trouvent aussitôt soumis à la surveillance, au contrôle de leurs créanciers, à leur *police*, tracassière parce qu'elle *n'aime* pas le travail, aveugle parce qu'elle ne *sait* pas travailler, impuissante parce qu'elle ne *travaille* pas » (1).

L'état actuel des choses, où la distribution des capitaux entre les diverses productions et les différents producteurs est faite par les propriétaires, ne remplit donc aucune des deux conditions suivantes, nécessaires pour que le travail industriel parvienne au degré de perfection auquel il peut prétendre : 1^o que les capitaux soient répartis en raison des *besoins* de chaque localité et de chaque branche

1. *Doctrine*, p. 193.

d'industrie, de façon que l'on n'ait jamais à redouter dans aucune d'entre elles ni disette ni encombrement ; 2° qu'ils le soient en raison des *capacités* individuelles, afin d'être mis en œuvre par les mains les plus capables.

Telle est la société qui nous entoure. Elle rappelle étrangement l'anarchie militaire du ix^e siècle. Il existait dans les travaux guerriers de ces temps barbares un esprit d'individualisme et d'égoïsme pareil à celui qui domine aujourd'hui chez les industriels ; de nos jours, le même principe de concurrence illimitée règne entre les fabricants de nation à nation, de ville à ville, d'usine à usine qu'autrefois entre les guerriers des diverses provinces, des divers cantons, de tous les châteaux.

L'histoire nous montre que les sociétés ont toujours cherché à soumettre leur activité matérielle à une direction unitaire ; et que l'association féodale du x^e siècle mit un terme à la dispersion et aux luttes du ix^e, en liant les seigneurs et les vassaux par une hiérarchie contractuelle de services et de protections réciproques. Ce qui s'est produit pour les travaux guerriers s'accomplira de même pour les éléments actuels du travail pacifique : les germes de désordre disparaîtront, les germes d'ordre se développeront, et l'évolution constituera peu à peu une société systématisée, unie par le lien d'une activité organisée et marchant en paix vers une commune destinée.

§ 2. — *L'agent du désordre actuel ;
la propriété héréditaire*

Quel est donc l'agent de dissociation que renferme le régime présent ?

Quelle réforme s'impose pour que l'humanité approche de cet âge d'or qui est devant elle, tandis qu'une aveugle tradition l'a jusqu'ici placé dans le passé, et pour qu'elle parvienne, par la décroissance constante de l'antagonisme, à se fondre en une association pacifique universelle ?

La cause profonde et unique du désordre dans la production se trouve dans la constitution actuelle de la propriété héréditaire.

Dans notre société, la propriété embrasse, quant à son objet, les fonds de terre et les capitaux, c'est-à-dire le fonds de production (1), tous les instruments d'un travail productif. Or, c'est une loi économique capitale, qu'aucune richesse ne peut être créée sans le secours et la présence d'une autre richesse préexistante jouant le rôle d'« amorce », que, par suite, dans les conditions normales, le travail humain est stérile sans le concours du capital. Donc nul individu ne peut produire, s'il n'est propriétaire d'un de ces instruments d'industrie.

Mais quel est dans l'organisation existante le sujet du droit de propriété ? Le seul titre de la propriété est la force. Peut-être dira-t-on que le titre de la con-

1. *Doctrine*, p. 190.

quête est depuis longtemps effacé, et qu'il n'y a plus de propriété qui ne soit le fruit, au moins indirect, du travail.

Mais en vertu de quelle autorité, sinon de la force, le propriétaire actuel transmet-il à ses successeurs les biens qu'il a pu acquérir légitimement par son travail pacifique ? Les fils peuvent n'avoir rien de l'intelligence et de l'activité par quoi les pères se sont enrichis. Car, si les lois de l'hérédité juridique sont absolues, celles de l'hérédité physiologique sont souvent en défaut. Ils n'en seront pas moins automatiquement investis des agents de production qu'ils ne peuvent ou ne veulent mettre en œuvre, et le capital, étant source de revenus individuels, en même temps qu'outil du travail social, leur permettra de vivre les bras croisés au milieu de l'association.

Cependant le hasard de la naissance peut d'un autre côté priver de tout instrument d'industrie des individus qui seraient par leurs facultés naturelles les plus capables de faire fructifier la richesse.

Voilà comment, au mépris de l'intérêt général qui est de voir se renouveler et s'accroître au maximum la force de production, la propriété héréditaire coupe l'humanité en deux castes : l'une qui détient à jamais tout le capital productif et qui peut cesser de travailler sans cesser de posséder le capital lucratif, l'autre qui révèle souvent dans l'ordre industriel une capacité particulière de direction et dont le manque définitif de capitaux frappe d'impuissance la valeur créatrice potentielle.

Par leur propre intérêt, les premiers sont amenés à distribuer aux seconds les instruments dont ils sont dépositaires, car leur capital ne produit pas spontanément de revenu.

Mais remplissent-ils cette fonction de répartiteurs à peu de frais et d'une manière favorable à l'accroissement des produits industriels ?

En voyant l'abondance relative où ils vivent et leur nombre considérable, on est obligé de convenir qu'ils font payer chez leurs services.

D'autre part, il est inévitable qu'ils les rendent avec peu d'intelligence.

Recevant leur mission du « hasard de la naissance » et restant étrangers aux travaux dont ils fournissent les instruments, ils ne peuvent avoir la profonde connaissance des rapports de la production et de la consommation et la longue habitude des rouages de l'industrie, qu'exigerait, pour être bien faite, cette distribution entre les branches d'activité, puis entre les individus.

C'est donc la propriété héréditaire qu'il faut réformer « sur les bases qui peuvent la rendre la plus favorable à la production » (1).

On objectera peut-être que la propriété est un fait invariable, à l'abri de toute révolution morale ou légale. C'est là une idée fausse.

A l'origine de la propriété, on a trouvé la conquête, et non le fondement mystique du droit divin

1. Saint-Simon, *l'Organisateur* (*Œuvres*, t. XX, p. 59).

ou du droit naturel qui la rendrait intangible. Un seul principe la régit : l'utilité publique, notion qui évolue avec le temps (1). Elle est donc un fait social, comme tous les autres variable ou mieux progressif. D'ailleurs dans l'histoire, la morale et la législation sont souvent déjà intervenues soit pour déterminer la nature des objets qui peuvent être appropriés ou pour en régler *l'usus* et *l'abusus*.

La reconnaissance du caractère social et de la variabilité du phénomène de propriété nous autorise à effectuer dans sa constitution critiquable, racine de l'état actuel de production désordonnée et insuffisante, le dernier changement devenu nécessaire en vue de la meilleure organisation de l'industrie.

§ 3. — *Le germe actuel de l'ordre futur : le crédit.*

Ses services. Ses imperfections.

Ses réformes prochaines.

Au milieu du désordre qui vient d'être signalé et dont on vient de dire la cause, on voit pourtant se produire des efforts instinctifs dont la tendance

1. Saint-Simon, *Vues sur la propriété* (*Œuvres*, t. XVIII, pp. 89-99) : « De ce que la loi qui établit les propriétés est fondamentale, il ne résulte pas qu'elle ne puisse être modifiée. Ce qui est nécessaire, c'est une loi qui établisse le droit de propriété et non une loi qui l'établisse de telle ou telle manière... »

Cette loi dépend elle-même d'une loi supérieure et plus générale qu'elle, de cette loi de la nature dans laquelle toutes les sociétés politiques puisent le droit de modifier et de perfectionner leurs institutions... Le droit individuel de propriété ne peut être fondé que sur l'utilité commune et générale de l'exercice de ce droit, utilité qui peut varier selon les temps. »

manifeste est d'établir l'ordre dans la production anarchique.

Les corporations (1) de l'ancien régime en sont un exemple. De quelque vice qu'elles fussent entachées, elles ont eu l'effet certain d'organiser le travail industriel, puisqu'elles réalisaient les deux conditions de sa plus grande efficacité : en effet, l'admission de chaque nouvel entrepreneur de travaux supposait que sa capacité avait été reconnue par des juges compétents, puis que des juges également compétents avaient constaté le besoin d'un nouvel emploi de bras et de capitaux dans la branche à laquelle il se destinait.

Il existe de même aujourd'hui une industrie qui est un agent d'ordre dans le régime présent de production, si on lui assigne sa vraie fonction et si on la met à même de la bien remplir ; qui est proprement le germe et « la base de la société pacifique de l'avenir » (2) : c'est celle des banquiers, « industrie que l'on peut considérer comme nouvelle, attendu le caractère particulier et le développement qu'elle a pris dans ces derniers temps » (3).

Sous l'ancienne France (4), [avant les dernières années du règne de Louis XIV, l'activité nationale se répartissait en des catégories distinctes ; les cultivateurs, les fabricants et les négociants ne formaient

1. *Doctrine*, pp. 198-199.

2. Sixième Enseignement d'Enfantin (*Œuvres*, t. XIV, p. 185).

3. *Doctrine*, p. 201.

4. Saint-Simon, *Catéchisme des industriels*, Ed. Rodrigues, p. 29.

que des corporations séparées par des cloisons étanches. La protection accordée par Colbert à la fabrication et au commerce fit prendre un grand essor à ces deux branches de l'industrie. A mesure qu'elles se développaient, le chiffre des ventes faites par les agriculteurs aux commerçants ou des avances faites par les fabricants aux marchands s'accroissait ; tous entraient en contact intime et fréquent les uns avec les autres et avaient à faire des paiements ou des encaissements en beaucoup d'endroits différents. Il en résultait que le solde de leurs comptes réciproques employait une grande partie de leur temps. « Les besoins font naître les ressources. » Il ne tarda pas à se former une nouvelle branche d'industrie, « l'industrie banquière », pour servir d'intermédiaire dans tous ces mouvements d'argent, ou encore d'organe de transmission à tout cet appareil circulateur. Du fait que tous les échanges de fonds s'effectuaient par eux, les banquiers obtinrent vite un grand crédit, et, pour en tirer parti, ils prêtèrent à intérêt aux négociants et aux fabricants ; ceux-ci, jouissant d'un plus grand crédit, purent étendre leurs opérations et produire une plus grande masse de richesses. « Le résultat général pour l'industrie et pour la société de l'établissement de la banque, fut que la masse, ainsi que le goût des choses confortables, reçut un très grand accroissement. »

Ainsi, dès son origine dans l'histoire, la banque a rapproché toutes les opérations économiques et toutes les formes de l'activité sociale.

Quel rôle devrait jouer le crédit dans notre économie actuelle, telle que la détermine notre régime de propriété ?

« Dans une société où les uns *possèdent* des instruments d'industrie sans avoir capacité ou volonté de les mettre en œuvre, et où d'autres qui sont industriels ne *possèdent* pas d'instruments de travail, le crédit (doit avoir) pour but de faire passer le plus facilement possible ces instruments des mains des premiers qui les possèdent dans celles des seconds qui savent les mettre en action » (1).

Cette fonction d'intermédiaires entre les producteurs et les capitalistes, c'est bien celle qu'en partie remplissent dès maintenant les banquiers. Par leur entremise, la distribution des capitaux s'opère à coup sûr de façon moins coûteuse et plus intelligente que par l'action directe des propriétaires.

Moins coûteuse : car, moins exposés à se tromper dans le choix des emprunteurs, ils peuvent réduire la marge représentant dans l'intérêt la prime d'assurance contre les risques de perte et procurer aux industriels des instruments à bien meilleur marché.

Plus intelligente, aussi : car, par leurs habitudes et relations, ils sont beaucoup plus en état d'apprécier les besoins des entreprises et la valeur des entrepreneurs, que ne peuvent le faire des propriétaires

(1) *Enfantin, Économie politique et Politique, p. 53.*

oisifs ; l'emploi des capitaux qui passent par leurs mains est à la fois plus utile et plus équitable.

Les services rendus par la banque ne sont donc pas douteux ; cependant son organisation actuelle ne favorise pas autant qu'il serait possible la production et reproduit, bien qu'atténués, les vices du système où les possesseurs des capitaux en sont en même temps les distributeurs.

Sans doute la multiplication des banques fait *offrir* davantage les instruments de travail et la concurrence amène une baisse progressive du taux de l'intérêt, donc une diminution des frais de production. Mais elles doivent verser aux capitalistes prêteurs un certain intérêt et se font ensuite rémunérer leur intervention. Ainsi la dime prélevée sur les produits du travail est si forte que certaines productions peuvent devenir trop onéreuses pour être entreprises.

En second lieu, sans doute la situation des banquiers leur permet d'apprécier plus justement les besoins de l'industrie ; mais ce ne peut être que d'une branche limitée d'industrie, tout au plus. Ils ne peuvent se représenter le mouvement d'ensemble de l'atelier social, ni apprécier les besoins respectifs de chaque section de l'activité nationale, ni activer l'afflux des capitaux là où la production languit et le ralentir ou l'arrêter là où elle devient excessive. Cela pour deux raisons : d'abord aucun d'entre eux n'est le centre où viennent aboutir, s'enregistrer, se résumer toutes les opérations économiques ; puis

une portion considérable de l'activité matérielle échappe à leur influence (1).

Enfin, ils seraient plus à même que quiconque de juger le mérite des divers industriels dans chaque catégorie de production. Mais dans les crédits qu'ils accordent, ils se déterminent principalement sur des garanties réelles et négligent en grande partie les considérations tirées de la capacité de ceux qu'ils créditent.

Par leur seule action directe, les banquiers peuvent réformer notre système imparfait de crédit.

Il convient d'examiner, d'une façon très générale et comme abstraite, quel doit être le but des perfectionnements prochains, par quels moyens on atteindra à ce but.

Il ne s'agit pas de donner au crédit une autre fin que le passage des capitaux des mains des oisifs aux mains des producteurs : elle est imposée par notre organisation sociale. Il importe seulement d'opérer ce passage de la manière la plus favorable au développement harmonieux de la production industrielle. Le crédit peut et doit remplir cette fonction impulsive et régulatrice. Il ne faut pas s'abuser sur sa puissance virtuelle au point de lui attribuer des vertus miraculeuses : il ne crée rien par soi-même spon-

1. Au temps des Saint-Simoniens, tous les travaux agricoles étaient dans ce cas, « par suite d'une législation spéciale, qui était toute empreinte du dogme d'immobilité des sociétés de l'antiquité » (*Doctrines*, p. 204).

tanément et directement (1). Le seul créateur, c'est le travail, aidé du capital. Le crédit ne fait que fournir les instruments au moyen desquels la richesse pourra être produite, sans lesquels tout travail serait impossible. Ces instruments, il ne les fait pas sortir du néant, il les prend où ils se trouvent ; il opère à l'aide de valeurs déjà existantes : mais il les réalise, il les fait passer de l'état passif à l'état actif, il donne aux capitaux un emploi productif, il les anime et les vivifie. En les portant vers telle production, vers tel producteur, il permet et stimule leur effort, puisque le capital limite l'industrie ; il élève leur rendement à la hauteur des besoins du public ; quand ceux-ci sont suffisamment satisfaits, il pousse vers d'autres industries l'agent de toute production et adapte ainsi les activités individuelles aux mouvements incessants du désir social.

Telle est la fonction excitatrice et coordinatrice que peut et doit remplir le crédit (2).

Il faut lui en donner les moyens.

Il importe d'abord que les banques puissent à chaque moment apprécier en qualité et en quantité le besoin social, et en suivre ensuite dans le temps et l'espace les variations continuelles. Pour cela (3).

1. Le *Producteur*, t. I, p. 18: « Prêter ou créditer n'est pas produire, c'est seulement faciliter la production ».

2. Dans ses *Principes de Sociologie*, Spencer compare le crédit à l'organe qui, dans le corps humain, envoie un « supplément de matériaux » aux parties de l'organisme « subitement appelées à fournir une action considérable » (Supplément des institutions industrielles : appareil régulateur).

3. *Doctrines*, pp. 204 et 205.

(Doctrines, p. 204) « équilibre »

il faut *centraliser* les banques les plus générales en une banque unitaire et directrice, « qui domine toutes les autres, et puisse balancer, avec justesse, les divers besoins de crédit que l'industrie éprouve dans toutes ses directions », puis *spécialiser* de plus en plus les banques particulières, « de manière que chacune d'elles soit affectée à la surveillance, à la protection, à la direction d'un seul genre d'industrie », enfin les lier *hiérarchiquement* les unes aux autres. Les banques à la fois locales et spéciales renseigneraient la banque centrale sur la puissance productrice de leur circonscription et sur les besoins de la consommation dans la même région. La banque centrale serait donc d'abord un bureau de statistique : elle rapprocherait les indications sur la production actuelle et les besoins probables ; elle combinerait et « balancerait » les opérations diverses. D'autre part, elle répartirait les crédits entre les banques locales et spéciales, c'est-à-dire qu'elle leur livrerait des instruments de travail, « en donnant à chacune une direction particulière soumise elle-même à une direction générale toujours conforme au développement régulier de la production » (1), direction d'ensemble que « sa position élevée » (2) lui permet de tracer.

En second lieu, pour que la généralité des travaux

1. Article d'Enfantin sur la circulation (*Producteur*, t. IV, p. 54).

2. Article de Rouen (*Producteur*, t. I, p. 15) : « Superposée à la somme des intérêts particuliers, elle se trouve nécessairement dans une position où l'intérêt le plus général est identique à son intérêt propre ».

soit organisée de la manière la plus productive, il convient que les capitaux soient mis à la disposition des industriels les plus aptes dans chaque branche d'industrie. Les banques spéciales à chacune d'elles pourraient aisément apprécier leur capacité respective ; ensuite elles pourraient répartir entre les producteurs et à raison de leur inégale valeur technique et morale les crédits affectés par la banque générale à l'industrie qu'elles représentent.

Ainsi « les comptes courants ouverts à chaque travailleur et qui indiqueraient la quotité de crédit accordée à chacun d'eux, seraient les véritables registres de l'état civil des classes laborieuses dans lesquels les individus seraient méthodiquement inscrits, non pas suivant l'ordre de naissance, mais d'après leur degré d'utilité sociale » (1).

Voilà l'organisme bancaire bien systématisé par lequel, sans rien changer aux bases de notre société, on peut permettre au crédit de remplir cette fonction éminemment utile de centralisation économique et de distribution intelligente des richesses productives.

§ 4. — *L'organisation idéale ; le système général des banques.*

Pour réaliser la société idéale, l'institution de l'avenir qui régira toutes les industries au profit de

Article d'Enfantin sur la concurrence (*Producteur*, t. III, p. 397).

l'Association générale des travailleurs pacifiques, il suffit de combiner la réforme du crédit qu'on vient d'esquisser avec la réforme de la propriété dont on a auparavant reconnu la nécessité. Dans le paragraphe précédent, on a envisagé seulement les rapports de la banque et des producteurs, c'est-à-dire l'emploi des capitaux dont-elle dispose. Il faut maintenant regarder à ses rapports avec les capitalistes, c'est-à-dire à la manière dont'elle se procure les capitaux.

La propriété doit être transformée : au lieu d'appartenir définitivement à des familles oisives, elle ne devra plus être que la possession temporaire de ceux qui montreront dans le domaine industriel une faculté spéciale d'administration. La suppression de l'héritage sera le moyen décisif de transformation sociale. La fortune constituée par un individu devra être transmise, non pas à ses héritiers naturels selon notre droit qui viole la justice et va à l'encontre de l'utilité générale, mais à la nation elle-même, qui en délèguera l'usage aux citoyens capables d'en tirer le meilleur parti (1).

Comment s'opérera cette centralisation perpétuelle de la fortune publique ? quel organe de l'Etat devenu Association des travailleurs groupera, lorsqu'elles s'ouvriront, toutes les successions vacantes, pour faire ensuite entre les plus aptes la distribution momentanée de la richesse nationalisée ?

1. *Doctrines*, pp. 183 et 187.

Cet organe sera précisément la Banque centrale de Crédit industriel qu'on a décrite plus haut. C'est dans ses caisses qu'afflueront les héritages au fur et à mesure des extinctions individuelles, que seront centralisées, déposées et inscrites toutes les fortunes particulières (1).

Pour commanditer les banques spéciales qui consentiront-elles-mêmes des prêts gratuits à long terme à chaque spécialité de l'industrie, elle n'a donc pas besoin de s'inquiéter d'où elle recevra l'épargne également à long terme qui lui sera nécessaire : elle sera *de jure* dépositaire du fonds entier de production et pourra s'en dessaisir jusqu'à des échéances lointaines et indéterminées sans en être comptable envers quiconque.

Ainsi le crédit industriel sera le moteur et le régulateur unique de la production (2). Mais il déborde peu à peu son cadre normal et en vient à embrasser l'ensemble de la répartition.

Ce sont les banques qui, ayant apprécié les qualités de chacun et placé l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, jugeront les mérites et rémunéreront les œuvres : chacun sera rétribué par elles suivant la fonction qu'elles lui auront assignée et recevra, non

1. *Doctrine*, p. 206.

2. Voir *le Globe*, 14 mars, 21 août 1830, 28 et 29 avril 1831 : « La banque sera une institution directrice, un véritable gouvernement de l'industrie. Ce sont les banques qui devront donner à l'industrie une vie unitaire et sociale. » Un tableau très pittoresque du fonctionnement du mécanisme est donné par Enfantin, *Mémoires d'un industriel de l'an 2240* (*Œuvres*, xvi^e vol.).

plus un revenu, mais un traitement ou une retraite.

Enfin, s'enflant démesurément, ce crédit à l'industrie finira par absorber même les finances publiques, Dans ce système, « l'actif du budget sera la totalité des produits annuels de l'industrie, et son passif leur répartition aux banques secondaires, chacune établissant son propre budget de la même manière » (1). Il n'y aura plus d'impôt, sauf le prélèvement opéré sur ces produits pour être « consacré à l'entretien des deux grandes classes (non productives) de la société..., qui ont pour mission de développer l'intelligence et les sentiments de tous. »

C'est là l'esquisse de toute cette société future que les Saint-Simoniens désignent par le nom de *Système général de Banques*.

Le rôle de la banque y serait si prépondérant qu'il importe au plus haut point de savoir à qui en serait confiée la direction.

A des « hommes généraux », de « capacités supérieures », se plaçant à un point de vue général, « dégagés des entraves de la spécialité », répondent les Saint-Simoniens (2). Tels seront les répartiteurs de capitaux.

Il existe, dans chaque oasis saharienne, un répartiteur des eaux, dont Fromentin a laissé un portrait célèbre : « C'est un vieillard à barbe grisonnante,

1. *Doctrine*, p. 208; Cf. art. d'Enfantin sur la circulation (*Producteur*, t. IV)

2. *Doctrine*, p. 210 : « Ce sera celui qui aime le plus la destinée sociale qui aura l'autorité. »

une sorte de Saturne armé d'une pioche en guise de faux » ; il est très sage et très vénéré ; il est assis près de la source commune, qui est exactement la source de vie ; il en dirige le courant vers les jardins dont la production assoupie réclame ses vertus fertilisantes ; puis, pareil au berger virgilien, il prononce le *Sat prata biberunt*, et, abattant le barrage d'un coup de pioche, il détourne le cours de l'eau vers les autres canaux desséchés.

Pareillement la cité saint-simonienne connaîtra le répartiteur des capitaux qui distribuera dans les mille canaux de l'industrie le crédit accumulé dans les grands réservoirs de la banque nationale.

Il devra, tout de même, être un sage chargé d'ans et d'expérience, d'investiture unanime, presque un prêtre dont les décisions seront observées non par l'effet de la contrainte, mais avec une obéissance pieusement consentie et une soumission religieuse ; la fonction qui lui incombe demandera en effet de telles garanties de lumières, de justice, de vertus morales, qu'elle deviendra quelque chose de plus qu'une magistrature politique et devra s'élever à une sorte de sacerdoce infaillible.

Telle est la société future que réalisera sans violences la transformation lente et successive du présent, société dont le but est l'essor harmonieux de la production matérielle, dont l'armature est un système collectiviste de crédit à l'industrie, dont enfin le ciment mystique est une foi religieuse commune.

Partie d'une critique parfois pénétrante de la prétendue anarchie qui nous entoure, c'est à ce rêve assez grandiose de théocratie industrielle et bancaire (1) que vient aboutir la pensée saint-simonienne, de démarches en démarches toutes logiquement enchaînées. Du moins, dans son ascension vers les cités d'utopie, a-t-elle semé, chemin faisant, des aperçus hardis et féconds : spécialement elle a présenté, on l'a vu, une théorie philosophique de la fonction du crédit, qui en son fond était très neuve pour l'époque où elle s'exprimait, et qui est en sa forme d'une si délicate analyse qu'aujourd'hui encore, où il n'est personne qui n'y souscrive volontiers, il n'était peut-être pas inutile de retremper à sa source première cette conception devenue presque banale.

1. Benjamin Constant parle quelque part du « papisme industriel » des Saint-Simoniens.

CHAPITRE IV

L'organe : Les plans concrets d'application

De même que le besoin a appelé la fonction, la fonction appelle enfin l'organe. A la vérité, en exposant la conception philosophique du rôle du crédit d'après la formule théorique du Saint-Simonisme, on a été nécessairement amené à dire quel organisme bancaire était, selon l'Ecole, le mieux approprié à remplir cette mission ; mais on n'en a présenté qu'une description abstraite et pour ainsi dire schématique. Il convient, dans ce dernier chapitre, de donner une rapide description, concrète et technique, de l'organe à créer en vue de la fonction. Les projets de constructions positives établis par les purs Saint-Simoniens sont assez nombreux ; on n'entreprendra pas de les décrire tous en détail et successivement ; on voudrait seulement en rapprocher et combiner les diverses caractéristiques de façon à présenter une sorte de plan synthétique de banque saint-simonienne (1).

1. Les éléments de cette synthèse se trouvent dans *le Producteur* (articles de Rouen et d'Enfantin) ou dans *l'Economie politique et Politique* d'Enfantin. On peut y ajouter la *Théorie des Banques* d'Olinde Rodrigues.

Cette banque, on l'a déjà dit, doit avoir pour but de faire passer les instruments de travail des mains oisives dans les mains laborieuses. Elle présente donc deux faces, et il faut envisager d'abord ses rapports avec les oisifs, puis ses relations avec les travailleurs. Ce sera l'objet des deux paragraphes suivants.

§ 1. — *Rapports de la banque avec les oisifs :
la centralisation des capitaux*

La banque commanditaire de l'industrie sera constituée en société par actions. Il ne serait pas mauvais que le capital en fût formé par le concours de capitalistes français et étrangers (1), de manière à internationaliser le crédit privé comme l'a été le crédit public.

Ce capital pourrait, par exemple, être fixé provisoirement à 50 millions et se diviser en 50.000 actions de 1.000 francs. Au premier abord, un pareil chiffre peut paraître insuffisant pour répondre aux besoins actuels de l'industrie (2). Mais il est à présumer que, durant les premières années, les administrateurs en ménageront l'emploi et ne l'engageront qu'avec une grande circonspection, jusqu'à ce « qu'une plus forte expérience et des résultats matériels » les autorisent à élargir le cercle indéfini de leurs opérations. On conçoit que, ce moment arrivé, cinquante et

1. *Producteur*, t. I, p. 13.

2. *Producteur*, pp. 119 et 120.

même cent millions seront bien vite épuisés ; si les moyens financiers de la banque se bornaient à cette somme, on devrait certainement réduire de beaucoup la conception qu'on a pu se former de son grand but et de son avenir. Mais, « cette première mise de fonds épuisée, elle n'en aura que plus de moyens financiers », et cela au besoin même sans emprunts, sans nouvel apport des actionnaires, sans émission de nouvelles actions : « sa part d'intérêts dans chacune des entreprises qu'elle aura commanditées avec le capital primitif, étant représentée par des actions au porteur, elle escomptera ses bénéfices futurs par la négociation de ses actions, au fur et à mesure de ses besoins pour de nouvelles commandites, substituant ainsi le public à elle-même dans la commandite de ses entreprises » (1). Ainsi la banque saint-simonienne multipliera les entreprises afin de recouvrer le plus souvent et le plus promptement possible la disponibilité de son capital ; elle commanditera des affaires nombreuses et diverses, en souscrivant la totalité ou partie de leurs actions, les entreposera, puis les vendra peu à peu au public en aspirant sans relâche les fonds disponibles dans le pays et les versant à la place des siens dans la commandite des entreprises où elle les immobilisera.

Malgré l'ingéniosité de ce mécanisme de substitution, il n'est pas douteux néanmoins que la banque ne trouverait pas dans son seul capital-actions de

1. On notera que c'est exactement le principe proclamé aujourd'hui par les banques d'affaires, du type de l'Union parisienne.

suffisantes ressources, pour pratiquer largement le crédit commanditaire. Aussi devra-t-elle se procurer par une autre voie la disposition de fonds importants : elle ne peut le faire qu'en empruntant elle-même ; elle fera appel à des capitaux aussi bien à court terme qu'à longue échéance, ses prêts devant être de durée variable.

Ses emprunts à long terme se feront de la manière la plus simple. Les capitalistes trouveront dans les titres émis par elle un placement sûr, — car la banque sera puissante et donnera aux porteurs de ces titres un intérêt constant, — facile, — car ces titres auront le marché le plus large, — et « presque aussi avantageux que ceux qu'ils pourraient faire en traitant directement eux-mêmes avec les producteurs » (1) ; elle « remplacera successivement, par ses propres engagements, tous les engagements individuels soumis à son appréciation » (2).

Les emprunts temporaires exigent de plus longs détails : ils s'effectueront par un système de billets de banque. Enfantin, qui l'a imaginé (3), considère comme une imprudence l'organisation actuelle des banques d'escompte et de circulation. La certitude absolue du paiement du billet à vue ne serait assurée qu'au cas où les banques auraient constamment dans leurs caisses la contre-valeur en espèces de leurs billets en circulation ; or jamais leur réserve

1. *Producteur*, t. II, p. 33. Ce sera l'emprunt par obligations du Crédit mobilier.

2. *Rodrigues, Théorie des Banques*, p. 9.

3. *Producteur*, t. II, *Des Banques d'Escompte*.

métallique ne garde cette équivalence avec leur circulation globale ; donc les banques actuelles se trouvent à tout moment dans un équilibre précaire et une position fausse ; pour maintenir leur encaisse à un niveau qui leur permette de faire face aux demandes de remboursement à vue, elles sont quelquefois obligées soit d'élever le taux de l'intérêt ou de restreindre leurs escomptes, et, en prenant ces mesures, elles donnent le signal des crises commerciales et industrielles.

Cette critique du billet à vue conduit Enfantin à proposer la combinaison suivante. La banque générale de prêt et d'emprunt, au lieu de billets payables à vue, remettra, en échange des effets escomptés par elle, des billets payables aux mêmes échéances que ces effets et portant un intérêt inférieur au taux de l'escompte.

Les échéances de ces remboursements coïncidant toujours avec les époques de ses rentrées, elle sera déchargée du souci du rapport aujourd'hui incessamment oscillant de sa circulation avec sa réserve métallique. En soumettant le billet à une échéance déterminée, on pourrait craindre de porter atteinte à ses propriétés de circulation ; mais on les lui rendra en y attachant un intérêt. Dès lors, on aura supprimé les hausses brusques de l'intérêt, comme les restrictions soudaines de l'escompte consenti, par conséquent les perturbations économiques qui ont pour cause la constitution vicieuse des banques existantes.

L'Etat enfin pourrait apporter un concours utile à la constitution et au fonctionnement de la banque saint-simonienne : il pourrait fournir une certaine part du fonds social. Enfantin est même allé plus loin et a demandé qu'il constituât le fonds social tout entier, en s'attribuant le produit intégral des successions collatérales abolies et en établissant un droit élevé et progressif sur les successions en ligne directe (1) ; dans ce cas, ce capital, « ayant perdu le caractère de propriété individuelle, pour revêtir celui de propriété sociale », pourrait n'être pas rémunéré et il serait possible de supprimer l'intérêt, « cette redevance féodale que l'industriel paye au capitaliste. »

Si l'on se refuse à admettre ce système extrême, il n'en reste pas moins que l'organisation modérée proposée auparavant réalise pour une large part les deux effets qu'entraînerait complètement la combinaison radicale. D'abord, les placements d'argent perdront leur caractère individuel pour prendre de plus en plus un caractère collectif, puisque l'homme qui aura épargné un certain capital renoncera de soi-

1. Enfantin; *Economie politique et Politique*, pp. 101 et 105. « Pour avoir une idée de ce que pourrait être l'accroissement annuel du capital social, il nous suffit de dire qu'en ce moment (d'après le budget de 1830), les successions collatérales s'élèvent annuellement en France à 240 millions et les successions en ligne directe à près d'un milliard; et que les droits sur ces dernières, qui sont de 1/4 0/0 sur les meubles, et de 1 0/0 sur les immeubles, produisent à l'Etat 7 millions, c'est-à-dire 3/4 0/0 du montant total, tandis qu'un droit *progressif*, selon l'importance des héritages, produirait facilement en moyenne jusqu'à 20 0/0 du milliard des successions, c'est-à-dire 200 millions » (pp. 105 et 106).

même à en disposer sur place pour la commandite de tel ou tel artisan et l'apportera à la grande banque de l'industrie qui dirigera cette épargne collective vers les placements choisis par elle et administrera réellement la fortune publique. D'autre part, la sécurité et la facilité des prêts faits à cette société commanditaire permettront, sinon de supprimer, du moins de réduire progressivement l'intérêt perçu par l'oisif sur le travailleur.

§ 2. — *Rapports de la banque avec les travailleurs :
l'emploi des capitaux*

La fonction de la banque sera de répartir ces capitaux aux productions présentement les plus utiles et aux producteurs les plus aptes, de créditer l'industrie « dans toutes ses divisions, dans tous ses détails et conséquemment dans sa masse », et de mettre par voie de commandite « les capitaux en rapport avec les capacités » (1). Pour faire de la banque cet immense levier dont l'action consistera à donner la direction la plus productive à la plus grande somme possible de capitaux, il convient de donner une forme nouvelle à son organisation interne et à son mode d'administration.

Il faut d'abord que la grande banque centrale rayonne à travers le territoire tout entier par de très

1. *Producteur*, t. I, pp. 14 et 18.

nombreuses agences locales et spéciales (1), dont les directeurs, en rapports quotidiens avec les industriels, puissent être à même d'apprécier « les travaux, l'intelligence et surtout la moralité » de ceux qui demandent à être crédités. Seule cette décentralisation, réalisable sur le modèle administratif de la préfecture et de la commune, permettra de pratiquer la commandite personnelle par le classement compétent des capacités (2) ; les propositions d'avances à consentir devront remonter des bureaux locaux qui en auront et l'initiative et la responsabilité, au bureau central qui occupera le sommet de cette hiérarchie très cohérente.

Parvenus à ce bureau central, les projets seront examinés non plus sous le rapport du mérite individuel du producteur, mais en fonction de l'utilité sociale de la production. L'administration supérieure de la banque devra être établie de manière que cette utilité soit justement estimée (3).

Elle comprendra en premier lieu un comité de direction composé de membres élus par les action-

1. *Id.*, t. III. pp. 196 : Il serait désirable que dans chaque branche d'industrie, il existât un établissement semblable à l'Association des établissements des entrepreneurs de bâtiments à Paris, et que les chefs de ces établissements fussent constamment occupés à peser le crédit de chaque industriel, afin de leur avancer, en raison de ce crédit, les capitaux nécessaires à leurs travaux. »

2. Dans son système purement gouvernemental, *Enfantin* confie ce rôle au préfet et au maire (*Globe*, 25 avril, 1^{er}, 13 et 18 juin 1831).

3. *Producteur*, t. I, pp. 121-124. Le plan le plus complet d'administration se trouve dans cet article de Rouen.

naires, avec un bureau formé du président et des deux vice-présidents de la société.

Mais l'élément le plus caractéristique de cette partie du plan saint-simonien consiste dans le second organe d'administration : c'est « un corps d'administrateurs adjoints chargés de recueillir les renseignements sur les projets présentés à la société, d'en vérifier les données et de faire tous les travaux préparatoires propres à faire connaître les avantages et les inconvénients de chaque entreprise, afin que le conseil de direction prononce en pleine connaissance de cause. »

Ces projets devront être examinés sous trois rapports : d'abord, en ce qui « touche à l'application des procédés scientifiques » ; puis par rapport à l'intérêt général de la production nationale et même mondiale ; enfin sous le rapport de « l'application des moyens pratiques de l'industrie ». Un individu pouvant malaisément réunir les trois ordres de capacité requis par ce triple examen, il sera nécessaire de constituer trois comités spécialisés.

Le premier comité se composera de « savants spéciaux en mathématiques, physique, chimie, mécanique et physiologie » ; on ne doit pas s'étonner de la présence des « physiologistes » : ils devront envisager les plans présentés au point de vue de l'hygiène des manufactures, dont l'importance ira toujours croissante.

L'étude des projets sous le rapport économique et financier nécessite ensuite la formation d'un comité.

de finances et d'économie politique, composé d'économistes et de banquiers proprement dits, qui rechercheront comment les entreprises proposées pourraient être le mieux adaptées à l'ensemble des circonstances industrielles au milieu desquelles elles seraient organisées : « circulation des produits, lois de douanes, direction et emploi des capitaux, développement du crédit général et du crédit public, mesures financières, commerciales, agricoles et manufacturières du gouvernement. »

Le troisième comité enfin, formé de techniciens de l'industrie, ingénieurs ou manufacturiers, sera chargé de faire « l'analyse industrielle et pratique de l'application des projets », d'aller directement au but, de résumer et de conclure à l'aide des renseignements que lui auront fournis les vérifications précédentes et préliminaires.

C'est après avoir traversé cette triple écluse que le projet serait rapporté au conseil général d'administration pour y subir un dernier et décisif examen.

Tels sont les divers rouages et mécanismes techniques dont la banque devrait être douée pour remplir la fonction précédemment décrite, c'est-à-dire pour faire jaillir dans la société harmonieusement organisée des sources de richesse plus nombreuses et plus vives et pour en tourner le développement accru au profit des travailleurs les plus méritants, bref pour devenir à la fois l'agent de la prospérité industrielle et l'organe de la justice sociale.

On en a ainsi terminé avec l'exposé de la *théorie*

saint-simonienne du crédit industriel ; elle apparaît comme la première, la plus éloquente et la plus pénétrante des conceptions systématiques qui ont été émises en cette matière ; elle renferme de plus des possibilités pratiques de portée très large et, dans les développements qui suivront, on recherchera quelles réalisations en ont été opérées, quelles pourraient être aujourd'hui même les applications dont elle serait encore susceptible.

C'est assurément, avec les aperçus sur la nécessité des grands travaux publics, la partie la plus claire, la plus nette et la mieux raisonnée de l'exégèse de la doctrine. Peu importe au regard de l'histoire que l'Ecole ait sombré en une chapelle ridicule et que les excentricités d'Enfantin l'ait enveloppée d'une religiosité nuageuse.

Le substratum économique reste, éclipsé, mais non compromis ; on ne peut nier qu'il soit de matière solide et de fécondité persistante.

C'est là pour une école sociale un mérite assez rare et une gloire suffisante.

SECONDE PARTIE

LE SAINT-SIMONISME PRATIQUE LA RÉALISATION DU CRÉDIT A L'INDUSTRIE

« Il ne me suffit pas d'avoir tracé sur le papier de gigantesques programmes, je veux encore écrire mon idée sur le sol. »

Ce plan d'action d'un grand Saint-Simonien (1), caractérise aussi bien toute l'œuvre en partie double du Saint-Simonisme lui-même. Le Saint-Simonisme économique ne se confina pas dans l'atmosphère artificielle des spéculations philosophiques, et la doctrine esquissée par Saint-Simon, précisée par *le Producteur* et codifiée par Bazard, recélait une idée-force qui répondait trop exactement aux besoins des sociétés nouvelles pour tarder à se réaliser soi-même dans des constructions positives et matérielles : l'ère des applications et des résultats n'est pas moins instructive que celle des conceptions théoriques ; c'est elle dont on va maintenant retracer l'histoire.

Les œuvres du Saint-Simonisme pratique ont

1. Ce mot a été dit par Emile Pereire à Armand Carrel, lorsqu'il quitta *le National* (Rapporté par Théophraste, *Etudes critiques et biographiques*, p. 22).

fructifié surtout sur deux terrains, dont on constatera l'étroite connexité : l'industrie des chemins de fer et les institutions de crédit.

Deux initiateurs de haute taille dominant à la fois ces deux domaines : ce sont Emile et Isaac Pereire.

On a déjà dit incidemment que les frères Pereire, pénétrés de l'intuition du rôle grandiose que les entreprises associées d'utilité publique allaient jouer dans la civilisation industrielle, s'affilièrent à cette école de philosophie économique qu'était le Saint-Simonisme des années 25 ; ils prirent rang dans la hiérarchie saint-simonienne.

Toutefois Emile Pereire entrevit promptement toute la vanité du dogmatisme religieux où la chapelle s'orienta bientôt et secoua assez vite le joug : dès le mois de novembre 1831, il renonça à la hiérarchie, et, au mois de février 1832, il se sépara complètement du collège de la rue Monsigny.

Plus jeune de six ans, son frère Isaac paraît s'être laissé séduire davantage par les idées mystiques de cette ardente jeunesse, et ses articles, comme le notable document publié sous le titre de *Leçons professées à l'Athénée*, sont tout imprégnés du levain saint-simonien. Outre sa contribution doctrinale au *Globe*, il y apporta aussi ses services d'administrateur, y accepta les fonctions de chef de la correspondance, se mêla résolument aux opérations financières de la communauté et fut même le fondé de pouvoir général d'Enfantin. Mais son bon sens l'écarta des exaltations et des erreurs : il n'accompagna pas

ceux avec qui il avait collaboré, dans la retraite de Ménilmontant, à la suite de la cessation du *Globe* (20 avril 1832). Une note insérée dans le dernier numéro du journal apprend qu'il restait à la rue Monsigny pour la liquidation des intérêts sociaux.

Ayant condamné les folies obscures et les imprudences stériles de l'Ecole, les frères Pereire en retinrent seulement ce qu'elle pouvait avoir élaboré de pratique dans l'ordre économique et social et ne cessèrent d'être les agents les plus actifs et les plus utiles de la doctrine adaptée en vue des réalisations. C'est d'ailleurs dans le cercle saint-simonien qu'ils rencontrèrent une pléiade d'ingénieurs d'une incontestable valeur et destinés à devenir leurs plus précieux collaborateurs dans ce grand œuvre des chemins de fer dont la pensée a peu à peu germé en eux et s'y est développée au point d'absorber toute leur vie d'études et de labeur.

Après 1830 et jusqu'en 1836, ayant clos leur période de Saint-Simonisme militant, ils s'efforcèrent de vulgariser les plans applicables inspirés par la doctrine; ils le firent par des leçons doctrinales publiques (leçons d'Isaac Pereire) ou bien par la collaboration dans la presse (*l'Organisateur*, *le Globe*, *le National*, *le Journal du Commerce*.)

A partir de 1837 commença proprement la phase des constructions pratiques; de 1837 à 1846, ils appliquèrent leurs conceptions à l'établissement et à l'administration des premières lignes de chemins de fer en France, celles de Saint-Germain, de Versailles

rive droite et du Nord français ; de 1846 à 1852, ils se consacrèrent à améliorer le réseau, d'abord par l'établissement d'une comptabilité, puis par leurs expériences du chemin de fer atmosphérique, enfin en obtenant du gouvernement la fixation de tarifs nouveaux.

C'est en 1852 qu'ils fondèrent le Crédit mobilier, c'est-à-dire qu'ils réalisèrent la seconde vue féconde dégagée par eux de la théorie saint-simonienne ; c'est dans le même temps qu'ils présentèrent un plan très intéressant de Crédit mutuel qui eût été pour la petite industrie ce que le Crédit mobilier devait être pour la grande ; c'est aussi environ les mêmes années que, grâce à eux, cette conception du Crédit industriel, après avoir exercé en France même une influence indirecte sur certaines institutions, inspira à l'étranger des créations bancaires dont toutes n'ont pas survécu, mais qui du moins ont puissamment contribué dans un Etat voisin, en Allemagne, à la constitution d'une technique neuve et suivie par des établissements de plus en plus nombreux, au point que ce pays leur est pour une bonne part redevable de son indéniable prospérité matérielle.

1852-1867, telle est l'époque débordante et enfiévrée d'activité industrielle qui a vu l'épanouissement des œuvres saint-simoniennes dans l'ordre du crédit qui nous occupe : ces deux dates limiteront donc assez exactement l'histoire du Saint-Simonisme pratique qu'on entreprend au point de vue bancaire ; on

la suivra en l'envisageant sous les trois aspects qui viennent d'être indiqués (*Crédit mobilier, Crédit mutuel, Influence indirecte du Saint-Simonisme en France et à l'étranger*), dans trois chapitres successifs, mais d'inégale importance.

Avant d'entrer dans les détails de cette étude, il est bon de se représenter avec quelque netteté le caractère des deux hommes dont les personnalités, pour ainsi dire gémées, s'élèvent au-dessus de toute cette histoire. Dans cette collaboration si heureuse, dans cette intimité si féconde et cette œuvre si homogène, il est assez malaisé de dire quelle a été la part de chacun des deux frères. Il semble cependant possible de hasarder que le don plus particulièrement créateur était dévolu à Emile Pereire : il avait l'imagination alerte et fertile, mais cela eût pu aller jusqu'à l'intempérance.

Isaac Pereire n'était pas en reste avec son collaborateur : c'était lui qui apportait aux projets incessants de son frère sa critique mesurée, la modération plus froide de son tact, son sens sagace de l'équilibre comptable. Enfin c'était Emile Pereire qui allait exposer avec succès dans les milieux officiels leurs idées devenues communes. En somme, ils se complétaient l'un l'autre, s'achevaient et se fortifiaient : c'était l'adaptation privilégiée de deux esprits différents et supérieurs.

C'est dans les temps de crise [comme ceux qu'on traverse en ce moment que les nations sentent le

plus vivement le besoin de pareils organisateurs à l'esprit large et au rôle vraiment social.

Est-ce parce que la crise actuelle a des proportions extraordinaires ou parce que nos mœurs publiques tendent à un nivellement général, qu'on a jusqu'ici espéré en vain, comme dit M. Georges Manchez, « de voir émerger dans le monde financier une autorité française, imposant par son expérience et son activité des conceptions propres à dénouer la situation économique critique » (1).

Puisque le hasard n'a pas voulu qu'il existât chez nous de ces grands chefs en finance et en industrie vers lesquels on se tourne avec confiance dans les temps difficiles, il serait du moins possible de rajeunir et de réadapter les créations de ceux dont les initiatives, en des circonstances analogues, contribuèrent au relèvement de la production ; on peut appliquer aux frères Pereire la phrase que l'un d'eux prononça à la mort d'Arago : « Les grands hommes ne meurent pas, leurs pensées répandues dans le monde vivent au sein des générations nouvelles et leur conquièrent cette immortalité dans la mort qui est l'espérance des hommes sages. »

1. Bulletin financier du *Temps*, 4 décembre 1916.

CHAPITRE PREMIER

L'application directe de la Conception saint-simonienne à la grande industrie

LE CRÉDIT MOBILIER

La Société générale de Crédit mobilier a joué un rôle si capital dans le monde financier européen, qu'il a semblé nécessaire d'en faire une analyse et un historique d'une certaine ampleur (1) ; on divisera cet exposé en cinq parties.

On rappellera d'abord la genèse de l'institution et les détails de sa fondation.

On précisera ensuite la mission généreuse et toute de progrès qu'elle s'est assignée ; on montrera ce qu'elle a voulu être dans la pensée de ses fondateurs, à savoir non pas une combinaison empirique, née de la routine des affaires, mais la réalisation d'une conception élevée dont on constatera l'exacte confor-

1. Cet examen a paru d'autant plus opportun qu'il n'existe sur cette institution aucune étude impartiale ; les ouvrages d'Aycard et de Nouette-Delorme ne sont que des tracts de polémistes ; seule la thèse de M. Plenge offre un caractère vraiment scientifique ; elle n'a malheureusement pas été traduite.

mité avec la théorie saint-simonienne précédemment exposée.

Puis on décrira l'organisation de la société, son mécanisme au repos, à l'état statique.

Ceci fait, on pourra passer à l'exposition de son fonctionnement, à l'énumération de ses affaires : on la verra donc en mouvement, en travail, bref à l'état dynamique.

Enfin on en arrivera à la chute et l'on recherchera les causes, accidentelles, non inhérentes à la conception, qui en ont arrêté l'essor et provoqué l'échec final.

§ 1. — *La Genèse et la Fondation*

Fondé au mois de novembre 1852, le Crédit mobilier ne devait pas être une Banque ordinaire. L'opinion publique ne s'y trompa pas. Elle n'y vit pas une Caisse mieux outillée, mais de la même nature intime que les maisons Gouin, Ganneron, Baudon, Leroy de Chabrol, Béchet-Dethomas, Cusin-Legendre et autres qui, sur des échelles diverses, plaçaient dans leur clientèle les titres d'entreprises montées par actions (1).

Elle eut conscience que c'était une institution vraiment nouvelle par l'ampleur de son programme et par sa constitution en société anonyme.

Cette société était le fruit des longues méditations

1. Courtois, *Histoire des banques en France* ; *Journal des chemins de fer*, 5 mars 1853.

de ses fondateurs. Dans tous les écrits d'Isaac Pereire, de même que dans les nombreux articles de son frère Emile parus dans *le National* de 1832 à 1835, on rencontre l'idée fondamentale de la grande mission de la Banque, « âme économique » insufflant la vie à toutes les manifestations de l'activité industrielle, commerciale et même intellectuelle du pays. Dès 1825, ils avaient compris les avantages d'un Crédit commanditaire de l'industrie. En 1830, pour soulager la place alourdie par la Révolution de juillet, ils avaient conçu et réclamé la création de comptoirs d'escompte et de caisses ayant la même tendance. Ce plan n'aboutit qu'en 1848 à la constitution d'ailleurs provisoire et imparfaite du Comptoir d'escompte (1).

La Révolution de février ne devait que les confirmer dans leur intention de réaliser le vaste projet qu'ils élaboraient depuis si longtemps.

Elle éclata soudain par l'effet d'une coalition morale et fortuite des légitimistes et des républicains. Elle fit tomber, sans que sa chute eût été franchement préparée ou provoquée par quelque événement important, une monarchie qui tout à l'heure encore semblait bien assise et avait donné à la bourgeoisie française dix-huit années de prospérité pacifique.

Engagés dans la direction des chemins de fer de Saint-Germain, de Versailles, du Nord, de Paris à Lyon, les Pereire se trouvaient, selon le mot de

1. Emile Pereire faisait partie du Sous-Comptoir des Chemins de fer qui dura jusqu'en 1860 (Sur le Comptoir d'escompte, V. Forcade, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1856).

Rouher, au premier rang pour recevoir le contre-coup de cette catastrophe. Au milieu de l'effondrement général, ils conservèrent l'espérance saint-simonienne de voir l'ordre bientôt surgir du chaos. C'est ainsi qu'après la mise sous séquestre et la liquidation du Paris-Lyon, ils se firent les instigateurs de toutes les combinaisons pivotant autour des chemins de fer de Paris à Lyon et de Lyon à Avignon, combinaisons qui occupèrent les Assemblées de 1849 à 1851.

Pour l'exécution des nouvelles lignes étudiées par eux, le concours de capitaux abondants était nécessaire ; or la crise, déclanchée par la mauvaise récolte de 47 et accentuée par les agitations politiques, en rendait l'appel très malaisé ; cette situation leur suggéra la pensée de fonder une sorte de Banque des Chemins de fer qui permettrait et favoriserait le développement des travaux publics, plus généralement même pourrait servir à stimuler et à systématiser toutes les grandes industries (1).

Ni la commandite simple, ni la commandite par actions, ne pouvaient convenir à une institution de cette nature, qui débordait les règles assignées par le Code de commerce à la constitution des sociétés libres. La forme anonyme s'y adaptait seule, parce

1. Les préoccupations touchant le crédit se généralisent d'une façon remarquable vers 1848. A cette époque, chaque publiciste a son système bancaire et y voit une panacée à la question sociale qui se pose alors avec acuité ; pour s'en persuader, il suffit de parcourir tous les plans de banques décrits par Darimon le proudhonien, dans sa *Réforme des banques*. Paris 1856 (Sur ces conceptions voir Marc Aucuy, *Systèmes socialistes d'échange*. Paris, 1907).

qu'il fallait que la société eût une existence indépendante de celle de ses gérants, ainsi qu'on l'avait reconnu déjà pour les canaux et les chemins de fer. Dans l'espèce, on se heurtait à une difficulté administrative : le Conseil d'Etat, fidèle à une jurisprudence traditionnelle, n'admettait l'anonymat que pour les banques organisées sur le modèle de la Banque de France, en vue d'opérations excluant tout aléa présumé, ne laissant place à aucun de ces risques que pourrait aggraver la mauvaise foi d'administrateurs à responsabilité limitée.

Il existait cependant bien en Belgique et en Hollande (1) des sociétés analogues, quoiqu'aux visées moins étendues et surtout moins bien précisées.

Toujours est-il qu'il fallait le concours du gouvernement, non pas pour aider l'entreprise, mais pour autoriser la fondation de la société anonyme qui devait l'incarner, et que le décret d'approbation ne serait rendu qu'au cas d'un renversement absolu des errements habituels de la juridiction administrative.

Ce décret fut cependant obtenu. On devait ce premier succès à ce que le régime politique nouveau trouvait son intérêt dans la création de ce nouveau régime bancaire.

Il faut d'abord reconnaître que le Président à vie avait une certaine communauté d'idéal avec ces réorganisateurs du crédit. Sa bonté naturelle sympathisant aux souffrances du paupérisme, son désir

1. Société générale de Belgique ; Société générale des Pays-Bas.

d'accélérer au profit de tous le progrès matériel, sa volonté un peu chimérique de fraternité internationale, en faisaient le souverain le plus propre à instituer cette sorte de bonapartisme industriel qu'avait appelé de ses vœux l'Ecole enfantinienne. Napoléon III, comme le dit M. Weill, ce fut, au moins pendant quelque temps, le Saint-Simonisme couronné (1).

En dehors de ses sentiments personnels, le Prince-Président, puis l'Empereur était poussé par la nécessité politique à autoriser la tentative bancaire des Saint-Simoniens. Il craignait, à tort ou à raison, l'hostilité des anciennes puissances financières et que ces puissances ne vinssent à accaparer les nombreuses entreprises industrielles vers quoi il désirait voir se porter l'activité de la France ; d'autre part, il ne se sentait pas trop assuré de leur appui, au cas où cet appui lui deviendrait à lui-même nécessaire.

Aussi devait-il se montrer assez favorable à ce projet de grand établissement de crédit qui devait à la fois l'affranchir de cette sujétion vis-à-vis la haute banque et lui subordonner dans une certaine mesure les sociétés nées ou à naître.

En dépit de leur passé de publicistes qui les faisait toucher aux partis avancés (2), les Pereire collaborèrent loyalement avec le nouveau gouvernement.

1. Georges Weill, *l'Ecole saint-simonienne*, p. 239.

2. En 48, ils avaient été liés tout particulièrement avec Lamartine et Garnier-Pagès.

Leur œuvre principale à cette époque fut leur participation à la conversion du 5 o/o en 4 1/2 qui fut opérée au mois de janvier 1852 et qui fut la large base financière sur laquelle l'Empire prit position ; le ministre des Finances qui y présida fut Bineau, polytechnicien qui avait passé par le Saint-Simonisme : le succès de cette liquidation fut assuré par la convention en vertu de laquelle Isaac Pereire, Hottinguer et C^{ie}, Mallet frères, Dassier et C^{ie} et Ernest André mirent 100 millions à la disposition du ministre ; ce qui prouve la faveur avec laquelle fut accueillie cette mesure, c'est la cote : à la veille du coup d'Etat, le 5 o/o valait 89 ; la veille de la conversion, il était à 103 ; le lendemain, le nouveau 4 1/2 était demandé à 103,25. C'était accomplir cette réduction de l'intérêt qui, d'après les espérances du *Globe* et du *Crédit*, devait rendre l'oisiveté impossible.

Tels sont les services que les Pereire rendirent en 1852 à la reprise des affaires et partant à l'Empire qui, fondé par un coup de force, ne s'affermir et ne se consolida qu'au moyen de la grande prospérité dont il devint le promoteur. La reconnaissance donc était, pour le gouvernement, une dernière raison d'accorder l'autorisation sollicitée.

Depuis que le Prince-Président avait fait à Paris, le 16 octobre 1852, une entrée triomphale en revenant de son voyage à travers la France, on s'entretenait à la Bourse et surtout à la Petite-Bourse de la fondation d'une banque dont on ne définissait pas

clairement le but, mais dont tout le monde s'accordait à attendre une action heureuse sur le développement de la richesse publique. On désignait partout les initiateurs de cette institution et on négociait déjà des promesses d'actions, ou plutôt des éventualités, les fondateurs n'ayant livré aucune promesse. Cette phase d'incubation commença dès la fin de septembre et l'on arriva au 15 novembre à la cote de 1.100 francs, dit-on, au Casino Paganini de la rue de la Chaussée d'Antin, où se tenait la Petite-Bourse du soir (1).

Le Moniteur Universel dissipa tous les doutes le 20 novembre en publiant un décret rendu au rapport de M. de Persigny, ministre de l'Intérieur, à la date du 18 novembre, à Saint-Cloud, et approuvant les statuts de la Société générale de Crédit mobilier ; l'autorisation révocable était donnée aux conditions suivantes : la société remettrait, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministre de l'Intérieur, au Préfet de la Seine, au Préfet de Police, à la Chambre de commerce et au greffe du Tribunal de Commerce de Paris ; elle fournirait les mêmes états au ministre des Finances sur sa demande et sa comptabilité serait soumise à la vérification des délégués de ce ministre.

Sur la manière dont fut accordée l'approbation gouvernementale, le Dr Véron, l'ancien directeur du

1. Sorte de coulisse, qui tenait ses séances après la fermeture de la Bourse officielle, souvent en plein air et jusque tard dans la nuit. Cf. Zola, *l'Argent*.

Constitutionnel, a cru pouvoir, dans *Quatre ans de règne*, rapporter quelques détails. Ce serait pendant une absence de l'Empereur, que M. de Persigny aurait exposé à ses collègues, en plein conseil, tout le plan du Crédit mobilier. Il se serait montré plein d'enthousiasme pour cette combinaison qui détruisait, selon lui, « le monopole exercé sur la Bourse de Paris par une maison de banque prépondérante, solide, honnête, mais qui avait peut-être le tort de conserver des relations d'amitié avec un des ennemis les plus déclarés de l'élu du suffrage universel » (1); il y aurait vu un levier puissant pour la prospérité de l'industrie et la fermeté des cours de la Bourse française, bref « une grande maison de banque gouvernementale. »

M. Achille Fould aurait combattu une à une toutes ces espérances et rangé à son opinion tous ses collègues, sauf le ministre de l'Intérieur qui aurait résisté. Au retour de l'empereur, dans un grand Conseil des ministres où aurait assisté plus d'une notabilité financière, malgré l'opposition de tous les membres, de Persigny l'aurait emporté.

L'anecdote semble bien apocryphe; car, comme on le verra, la maison Fould, malgré cette prétendue opposition de son chef, participa à la constitution du Crédit mobilier.

Telles sont les circonstances qui ont amené la fondation de cette société qui devait déterminer

1. La banque est assurément la maison Rothschild et l'ennemi de l'élu du suffrage universel est vraisemblablement Thiers.

l'explosion féconde d'activité caractéristique de l'époque impériale.

§ 2. — *La Mission saint-simonienne*

Avant d'en analyser les statuts, il paraît nécessaire de faire connaître exactement le but réel et avéré, doctrinaire et pratique, que se proposaient les fondateurs du Crédit mobilier, tel qu'il résulte de la définition magistrale donnée par Isaac Pereire lui-même, dans le rapport lu, au nom du Conseil d'administration, par Camille Salvador, lors de la première assemblée générale tenue à Paris, en l'hôtel de la place Vendôme, le 29 avril 1854. C'est anticiper sur l'ordre des dates, mais non pas sur celui des faits.

On ne saurait mieux faire que de citer les termes mêmes de ce remarquable rapport :

« La pensée du Crédit mobilier est née de l'insuffisance des moyens de crédit offerts à l'organisation des grandes affaires du pays, de l'isolement où étaient réduites les forces financières, de l'absence d'un centre assez puissant pour les relier entre elles.

« Elle est née du besoin d'amener sur le marché le concours régulier de capitaux nouveaux destinés à aider au développement du crédit public et du crédit industriel.

« Elle est née de l'exagération des conditions auxquelles se faisaient les prêts sur fonds publics et

des difficultés qui en naissent pour le classement définitif des meilleures valeurs.

« Elle est née encore du besoin de centraliser le mouvement financier et administratif des grandes compagnies, et notamment des compagnies de chemins de fer, d'utiliser ainsi, au plus grand avantage de toutes, les capitaux dont chacune dispose successivement, de manière à ménager les ressources communes, aussi bien au profit des compagnies qu'à celui de leurs nombreux actionnaires.

« Elle est née enfin de la nécessité d'introduire dans la circulation un nouvel agent, une nouvelle monnaie fiduciaire, portant avec elle son intérêt de chaque jour, et faisant fructifier les épargnes les plus humbles, aussi bien que les capitaux les plus considérables. »

Si l'on veut résumer d'un mot le rôle de la banque nouvelle, on peut dire qu'elle sera pour le *capital* de l'industrie, ce que les banques d'escompte sont pour le *fonds de roulement*.

Pour se rendre compte de toutes ses fonctions, il faut l'envisager sous les quatre aspects qu'elle présente ; car elle est à la fois :

- 1° Société commanditaire de l'industrie ;
- 2° Société financière ;
- 3° Banque de placement, de prêt et d'emprunt ;
- 4° Banque d'émission.

D'abord elle réalise la pensée qui, « par des motifs politiques », n'a pu se faire jour trente ans plus tôt, sous le titre de *Société commanditaire de l'industrie*

et sur le plan décrit par Rouen dans *le Producteur*. Son devoir est « de travailler au développement de l'industrie nationale, de faciliter la formation des grandes entreprises qui, livrées à elles-mêmes, ont généralement tant de peine à se constituer. » Elle pourra d'autant mieux le remplir qu'elle « dispose de nombreux moyens d'information et d'examen qui manquent aux particuliers pour apprécier sainement la valeur intrinsèque ou l'opportunité des affaires qui leur sont présentées. »

Société financière, en second lieu, le Crédit mobilier se propose d'être le grand régulateur des capitaux. En temps prospère, il doit servir de guide à ceux qui sont empressés de leur trouver un emploi productif ; dans les moments difficiles, il peut « offrir des ressources précieuses pour maintenir le travail et modérer les crises qui sont le résultat d'un brusque resserrement de l'argent ». On reconnaît assez là la fonction impulsive et directrice que l'*Exposition de la Doctrine* donnait au Crédit. La Société ne se bornera pas à patronner les entreprises nouvelles ; elle s'intéressera, en s'attachant de préférence aux sociétés d'utilité publique, aux affaires déjà fondées, par l'acquisition de leurs actions ou par la souscription des obligations émises par elles.

Banque de prêt et d'emprunt, tel est le troisième rôle que les Pereire font jouer à leur société ; c'est précisément le nom qu'Enfantin donne dans *le Producteur* à son organisme de Crédit industriel. Le Crédit mobilier sera appelé à remplir, en matière

industrielle, une fonction analogue à celle du Crédit foncier (1) en matière immobilière. L'un prête son immeubles par voie d'hypothèque, au moyen de sur capital d'abord, puis à l'aide d'obligations qu'il émet pour une somme égale à celle des prêts effectués. L'autre placera ou prêtera sur valeurs mobilières et industrielles, au moyen de son capital d'abord, puis à l'aide des fonds que lui procureront les obligations qu'il sera autorisé à émettre pour une somme égale à celle de ses placements et du montant de ses dépôts en comptes courants.

Ce système d'obligations à long terme demande quelques commentaires ; car cette combinaison, avec laquelle on est aujourd'hui si familiarisé, représente au milieu du xix^e siècle une innovation très remarquable et constitue sans doute la création la plus importante des Péreire, celle sans laquelle toutes leurs autres conceptions seraient restées lettre morte.

C'est en 1837 qu'ils en aperçoivent pour la première fois toute la fécondité. Dès le commencement des travaux du chemin de fer de Saint-Germain, ils ont conscience de l'insuffisance des devis et de l'impossibilité de les équilibrer solidement ; ils sont d'autre part frappés de la nécessité que les action-

1. Le Crédit foncier date du 10 décembre 1852 ; il est issu de la Banque foncière de Paris, fondée le 28 mars 1852 ; la campagne du *Globe* (articles de l'avocat Decourdemanche) et du *Crédit* ne fut pas étrangère à sa constitution et les Péreire collaborèrent à celle-ci (V. l'origine de ces projets dans Saint-Simon, *Vues sur la propriété*, ch. III. L'imitation des banques hypothécaires allemandes y est sensible).

naires de chemins de fer obtiennent de gros bénéfices pour rendre ces placements attrayants et populaires.

A une époque où la dette est considérée comme un fardeau, ils ont la pensée d'en faire une force, et de diviser le capital des sociétés en deux parties : en actions participant à toutes les chances et à tous les risques de l'opération, et en dette consolidée dûment hypothéquée, servie d'un intérêt fixe, dont une partie reste au pouvoir de la compagnie débitrice pour former une prime d'amortissement. C'est ainsi qu'en 1837 ils proposent (1) et qu'en 1839 ils réalisent (2) l'appel de capitaux complémentaires pour les compagnies de Saint-Germain et de Versailles au moyen d'obligations de 1.250 francs produisant 50 francs d'intérêt et émises à 1000 francs. Le système est ensuite copié par d'autres sociétés. En 1851, au milieu de la détresse générale et avec le consentement du Conseil d'Etat moins routinier, ils font adopter par la Compagnie du chemin de fer du Nord, pour le rachat de la ligne d'Amiens à Boulogne, le type d'obligations de 500 francs, émises au mieux, — alors à 250 francs, — donnant 15 francs d'intérêt annuel, payables en deux coupons semestriels. C'est cette conception qui, généralisée par tout pays, a donné le moyen de construire, à côté des voies à grand trafic, une foule de lignes peu productives, enrichissant d'autant plus la nation qu'elles traversent des régions plus pauvres.

1. Rapport d'Emile Pereire (*Œuvres des Pereire*, série G, p. 105).

2. *Ibid.*, p. 218.

La combinaison est de même appliquée au Crédit foncier, dont le capital n'est qu'un fonds de roulement, les prêts s'opérant par l'émission d'obligations ou de lettres de gage.

Enfin les Pereire veulent encore en user pour la constitution du capital du Crédit mobilier. Les avantages qui en résulteront sont évidents.

Le chiffre assez bas de l'obligation et l'appât d'un revenu assuré attireront à la société la masse énorme des petites épargnes démocratiques. Elle ne leur laissera que peu à peu absorber les titres acquis par elle, en souscrivant et en conservant une forte fraction des valeurs qu'elle émet. Elle évitera ainsi les réalisations prématurées et les crises qui s'en suivent au détriment de ceux qui patronnent les grandes affaires et de ceux qui y ont employé leurs économies.

Il est un autre effet auquel les Pereire attachent plus d'importance. Ces obligations absorberont les emprunts des diverses compagnies de transports ou d'industrie et substitueront « une valeur uniforme à la diversité des titres qui encombrant le marché ». Tel est le sens des mots : « opérer par voie de consolidation en un fonds commun la conversion des titres particuliers d'entreprises diverses », par lesquels le préambule des statuts du Crédit mobilier en définit le but.

Cette conversion des valeurs diverses en un titre unique, cette politique de fusion établira, entre les dettes de toutes les entreprises, une centralisation en une dette unique d'où naîtra entre elles une solidarité

intime et qui soulagera le public du soin d'apprécier la force variable et incertaine des divers émetteurs. Lorsque l'unité sera réalisée, lorsque le centre commun existera, l'extrême facilité avec laquelle pourront se négocier les titres de cette dette ouvrira une nouvelle source de crédit à toutes les sociétés. « Le Crédit mobilier deviendra, pour les Compagnies et spécialement pour celles de chemins de fer, ce que la Caisse des Dépôts et Consignations est aujourd'hui pour les communes », avec cet avantage de plus qu'il pourra consacrer à cette entreprise, non seulement une portion de ses propres ressources, mais encore tous les fonds qu'il pourra concentrer.

Ce rêve d'unification des emprunts industriels porte bien la marque de l'esprit saint-simonien : c'est trop évident pour qu'on ait besoin d'y insister.

L'on peut donc décrire le dernier rôle du Crédit mobilier : en tant que banque d'émission. L'une de ses fonctions principales consistera, en effet, dans l'émission d'obligations à court terme. Il convient d'y consacrer encore plus de développements qu'aux obligations précédentes, amortissables à longue échéance. Car, d'une part, l'expérience quotidienne ne nous les a pas, comme celles-ci, rendues familières ; d'autre part, elles ont toujours tenu une place prépondérante dans les préoccupations des Pereire.

On en trouve la première expression dogmatique dans les leçons d'Isaac Pereire sur la valeur, l'échange et l'argent, lues à l'Athénée de Paris en 1831 (1).

1. Elles ont été insérées dans *le Globe* (9-10, 16 septembre,

Il part d'un essai de description schématique du développement des relations entre les hommes quant à l'échange et quant au crédit (1).

Les rapports d'achat et de vente sont passés par trois termes successifs : échange en nature, multiplicité des monnaies, unité du signe monétaire.

Les rapports de prêts et d'emprunts ont traversé une série équivalente de trois termes : billets ou promesses individuels, promesses plus générales, titres sociaux.

Les billets ou promesses individuels ne peuvent servir que dans un très petit nombre de cas : « Ce n'est en quelque sorte que par exception qu'un travailleur rencontre une personne ayant assez de *confiance* en lui pour lui livrer, contre sa promesse de remboursement dans un temps déterminé, les instruments qu'elle possède » (2).

La difficulté des rapprochements entre ces individus, dont les uns offrent le crédit que les autres recherchent, a fait naître l'intermédiaire des banquiers. On est venu leur confier des richesses à faire valoir et dont ils ont pu disposer par leur signature. D'autre part, on est venu leur demander des capitaux ; ils ont fait une étude spéciale de ces solliciteurs, et ils leur ont procuré directement les fonds néces-

17 octobre, 2, 13, 14 novembre 1831). On citera d'après la réimpression des œuvres des Pereire ; les idées suivantes se trouvent principalement dans la quatrième leçon intitulée : *De la transformation des banques actuelles ; des titres de crédit*.

1. *Loc. cit.*, série A, 1^{er} fasc., p. 49.

2. *Ibid.*, p. 50.

saïres ou bien leur ont fourni, à l'aide de leurs signatures particulières, les moyens indirects de se les procurer. La signature de ces banquiers est donc devenue « une véritable monnaie de crédit » (1). De même que la monnaie d'or et d'argent a facilité la vente et l'achat ou échange de deux produits, la monnaie de crédit a favorisé le prêt et l'emprunt ou échange d'un produit contre une promesse de travail.

La multiplicité des monnaies métalliques a donné naissance à l'industrie des changeurs. Pareillement, la multiplicité des monnaies de crédit, d'inégale solidité, puisque de signatures diversement solvables, a conduit certains capitalistes à se consacrer exclusivement à l'escompte des différentes signatures et à leur classement suivant leur valeur respective ou intrinsèque.

Il s'est ainsi formé des établissements généraux de crédit, qui escomptent les engagements particuliers, mais plus spécialement ceux des banquiers, avec leurs propres billets circulant comme de l'argent : ce sont les billets de banque. « Le billet de banque est loin d'être aujourd'hui la seule monnaie de crédit social » (2). Il ne peut même pas l'être parfaitement sous sa forme actuelle : car il n'offre pas un placement, ne portant pas intérêt ; il ne peut pas s'échanger contre tous les effets particuliers, les représenter tous ; il ne sert qu'à suppléer la monnaie de métal pour les besoins de la circulation. Il n'en reste pas

1. *Ibid.*, p. 51.

2. *Ibid.*, p. 52.

moins que tous les titres de crédit favorisent d'autant plus la circulation des produits qu'ils se « généralisent » ou plutôt se « socialisent » davantage.

Tous les effets dont on vient de parler, engagements particuliers ou billets de banque, constituent des promesses de remboursement à des époques plus ou moins éloignées. Il existe d'autres titres qui ont un caractère différent, en ce qu'ils sont remboursables à la seule volonté de l'emprunteur et en ce qu'ils portent intérêt. Ce sont, par exemple, les actions d'entreprises industrielles, les rentes sur l'Etat perpétuelles ou temporaires.

Un papier qui participerait à la fois et du billet de banque actuel et du titre de rente, serait réellement un signe de crédit à caractère social. Il faudrait créer une banque et la charger d'émettre de pareils effets, en vue de généraliser les rapports des capitalistes et des travailleurs, d'emprunter les instruments de production aux meilleures conditions possibles grâce à la garantie donnée aux propriétaires, d'introduire enfin dans l'atelier industriel l'ordre indispensable à sa prospérité.

Cette banque devrait être dirigée par les chefs de l'industrie. Ceux-ci, au lieu de verser des fonds en espèces, comme on l'exige aujourd'hui de tous les actionnaires des banques, donneraient une certaine garantie personnelle « comme dans les compagnies d'assurances » (1). Elle escompterait les effets de toute

1. *Ibid.*, p. 58. On trouve ici le germe du Crédit mutuel qui fera l'objet du chapitre suivant.

l'industrie avec ses propres billets portant intérêt et non remboursables à vue : la solidité de ces billets serait ainsi directement liée à la solvabilité de tous les travailleurs.

Pour exercer une action générale, le Comptoir central de la banque se subdiviserait en une foule de bureaux spéciaux correspondant à chaque branche d'industrie : « c'est le seul moyen d'harmoniser toutes les parties de la production et de prévenir des encombrements inévitables dans l'état actuel d'isolement ».

Quel avantage présenteraient ces nouveaux billets ?

Ces titres n'étant pas remboursables à vue, il ne serait plus nécessaire d'entasser dans des caves « des monceaux immenses d'or et d'argent » (1). A vrai dire, ils pourraient être remboursés : car tout porteur aurait, indépendamment de la faculté de négociation, le droit de les échanger à chaque instant contre des effets du portefeuille de la banque garantis par elle, et de leur faire donner ainsi une échéance, celle de la lettre par la remise de laquelle s'effectuerait l'acquittement. Mais personne ne requerrait un tel paiement, puisque l'on recevrait, à la place d'un billet divisé commodément pour la circulation, un titre avec lequel on ne saurait plus se procurer constamment toute espèce d'objets. Aussi cette faculté ne serait-elle que transitoire.

Au fur et à mesure que les demandes d'échange de billets non remboursables contre des effets à terme

1. *Ibid.*, p. 59.

diminueraient par suite de la confiance croissante dans les titres émis par la banque, on éloignerait les époques des remboursements exigés de l'industrie. On pourrait d'abord les fixer d'après la durée du travail dans chaque section de la production. On pourrait ensuite les reculer progressivement jusqu'à faire cesser ce qu'il y a de provisoire dans l'organisation actuelle de l'industrie. On arriverait ainsi au système de commandite sous la surveillance de banques spéciales ; on empêcherait les propriétaires oisifs de retirer selon leur bon plaisir leurs capitaux des emplois productifs où ils seraient investis et de provoquer, par suite, des crises économiques ; on socialiserait de plus en plus les actes isolés de crédit individuel ; on rendrait superflu tout maniement et même tout emploi d'argent effectif, et on créerait enfin un papier de valeur internationale.

Tel est le projet de titres sociaux présenté par Isaac Pereire en automne 1831. On sera frappé de leur ressemblance parfaite avec le système de billets de banque qu'on a vu proposé par Enfantin en 1826 dans ses articles sur les banques d'escompte. C'est cette conception que le Crédit mobilier entend réaliser par ses obligations à court terme. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire le passage qui y est relatif du rapport déjà longuement analysé de 1854 :

« Ces titres doivent participer à la fois du caractère du billet de banque et de celui de toutes les valeurs à intérêt fixe... Ils devront tout à la fois servir à mobiliser les effets dont ils seront la représen-

tation exacte, et prendre par leur forme et par la facilité qu'ils offrent de régler chaque jour, d'un coup d'œil, l'intérêt qui y est attaché, le caractère et le rôle de monnaie fiduciaire... Le principe de ces obligations étant de n'être remboursables qu'à une époque correspondant à celle des effets qu'elles représentent dans notre portefeuille, et de porter intérêt au profit du détenteur, leur émission se trouve exempte de tout inconvénient, et doit avoir pour effet, d'une part, d'utiliser une masse considérable de fonds de caisse, de capitaux momentanément sans emploi, qui sont aujourd'hui perdus pour la communauté ; d'autre part, de fournir à tous un moyen de placement régulier et permanent » (1).

1. Ces obligations à court terme ont assez sensiblement le même effet que l'ouverture de comptes de chèques. Cependant les Pereire ont pratiqué ces deux genres d'opérations, sans jamais y voir un double emploi. Voici ce qu'Isaac Pereire dit des chèques dans son rapport du 30 avril 1860 : « Les habitudes anglaises pour l'institution des *checks* commencent à se naturaliser chez nous, et on comprend mieux de jour en jour l'avantage des comptes courants que nous ouvrons pour les plus petites sommes sur lesquelles nous payons un intérêt de 2 1/2 0/0 et dont on peut disposer à volonté pour les paiements les plus minimes. A cet effet, il est remis à chaque déposant un carnet sur lequel sont inscrits les versements et les paiements, et des mandats appelés *checks* comme en Angleterre, à l'aide desquels on peut se dispenser de garder de l'argent chez soi, tirer partie de toutes ses économies et faire faire gratuitement ses paiements à notre caisse. L'ouverture des comptes courants de cette nature n'est point un privilège pour nos actionnaires ; il en est accordé à tous ceux qui en font la demande. Ce système fonctionne chez nous depuis six ans. » Il faut croire qu'il l'avait fait sans bruit et que l'institution anglaise n'était que lentement adoptée par les habitudes françaises ; car, au moment de sa constitution (1859), la Société de Crédit commercial et industriel représentait le chèque comme une révélation financière qu'elle apportait à la France.

Divisées en coupures qui pourront se prêter à tous les besoins de la circulation et portant avec elles le tableau de règlement, jour par jour, des intérêts dont elles sont productives, ces obligations sont destinées à devenir, entre les mains du plus grand nombre, « une véritable caisse d'épargne portative ».

On a cru devoir reproduire assez en détail cette théorie des obligations du Crédit mobilier et remonter au système économique des Pereire duquel elles émanent. On a de la sorte achevé l'exposé de la dernière fonction remplie par l'institution et, par là même, la définition de la mission qu'elle s'est assignée et dont on a pu apercevoir en passant le caractère nettement saint-simonien.

Isaac Pereire pouvait justement écrire à Infantin : « Gardez-vous de croire que je sois devenu tout à fait bourgeois et que j'aie donné ma démission » (1).

§ 3. — L'organisation :

actionnaires, administration, opérations, bénéfices

Pour exécuter le programme qui vient d'être tracé, sur quelles bases financières la Société de Crédit mobilier a-t-elle été établie ? Un document les fait pleinement connaître : ce sont les statuts.

Publiés par *la Gazette des Tribunaux* le 4 décembre et par *le Droit* le 13, ils se trouvent au *Bulletin des Lois*, série 10, tome X, p. 781.

1. Lettre du 6 mai 1837.

Ils ont été rédigés, en l'étude de M^e Fould, par M^e Thifaine Desanneaux, notaire à Paris, par devant qui ont comparu : M. Benoit Fould, agissant tant en son nom que comme mandataire de la maison de banque Salmon, Oppenheim-Junior et Cie de Cologne, de la princesse de Leuchtenberg, de MM. Torlonia et Cie de Rome, enfin de MM. Salomon Heine et Cie, banquiers à Hambourg ; — M. Emile Pereire ; — M. Isaac Pereire ; — M. Adolphe d'Eichthal, président du Conseil d'Administration du Chemin de fer de Paris à Saint-Germain ; — M. Gédéon-Marc Desarts, au nom de la maison de banque parisienne Lecointe, Desarts et Cie ; — M. Jean-Pierre Pescatore, négociant ; — M. Charles Mallet, au nom de la banque Mallet frères ; — M. José-Luis de Abaroa, au nom de la banque parisienne Aguirrevengoa fils et Uribarren ; — M. Ernest André ; — le baron Seillière, banquier ; — le duc de Galliera ; — le duc de Mouchy ; — et M. Biesta, directeur du Comptoir national d'escompte de la Ville de Paris (1).

Les statuts comprennent douze titres ; on ne les analysera pas dans leur ordre matériel ; on rapprochera ceux qui traitent de matières connexes.

La société est constituée en société anonyme, sous la dénomination de *Société générale de Crédit mobilier* ; sa durée est de quatre-vingt-dix-neuf ans

1. Les comparants ont signé avec les notaires, lecture faite, l'an mil huit cent cinquante-deux, les 16 et 17 novembre. Sur la minute est écrit : Enregistré à Paris, sixième bureau, le 19 novembre 1852, vol. 237, folio 54 v^o, C. 1^{re}.

à compter de l'homologation des statuts ; son siège et son domicile sont établis à Paris (1).

Le fonds social est fixé à 60 millions de francs et se divise en 120.000 actions de 500 francs chacune, dont une première série de 40.000 est seule émise pour l'instant. Le nom et la qualité des premiers souscripteurs impriment à l'institution son véritable caractère ; car si c'est une tentative de démocratisation du crédit, conforme aux principes scientifiques de ses promoteurs, ce n'est nullement, comme on l'a affirmé, une sorte de protestation contre le prétendu monopole de la haute Banque, puisqu'elle est largement représentée sur cette liste. Celle-ci montre d'ailleurs un remarquable rapprochement de tous les partis politiques, de toutes les confessions religieuses et de toutes les carrières professionnelles (2).

Les 80.000 actions restantes seront successivement émises, sur la décision du Conseil d'administration, au fur et à mesure des besoins de la société ; elles ne pourront être délivrées au-dessous du pair ; les fondateurs et les actionnaires antérieurs auront un droit de priorité à la souscription au pair des actions

1. Titre premier, art. 1 à 4.

2. Voici les principaux noms qu'on y voit figurer en dehors des fondateurs : Mirès se voit attribuer 500 actions, à raison de sa campagne dans le *Journal des Chemins de fer* ; de même Bertin en reçoit 150 pour sa propagande des *Débats* ; on trouve encore : le comte Delamarre, Béchet-Dethomas et Cie, Pinard, les Rodrigues, les Thurneyssen, la comtesse Exelmans, Darblay, les Fould, Flachet, Halphen, Charles Laffitte, Leroy de Chabrol, Cahen d'Anvers, Clapeyron, Madame de Breteuil, de Lesseps, Brindeau, le docteur Monod, Mademoiselle Martin d'André, de Louvancourt...

à émettre, dans la proportion de un tiers pour les fondateurs comparants et de deux tiers pour les actionnaires au prorata des titres possédés par chacun d'eux (1).

— Comment est administrée la société ainsi fondée pécuniairement ?

Elle l'est d'abord par un Conseil d'administration composé de quinze membres, nommés par l'Assemblée générale des actionnaires. Par dérogation à cette disposition, le premier Conseil d'administration est formé des membres suivants, désignés *motu proprio* : MM. de Abaroa, Ernest André, Biesta, Desarts, d'Eichthal, Benoît Fould, de Galliera, Frédéric Grieninger (de la maison Pescatore), Mallet, de Mouchy, Isaac Pereire et Seillière (2). Ils sont autorisés à s'adjoindre les membres qui doivent compléter avec eux le nombre statutaire de quinze. Chaque administrateur doit, dans la huitaine qui suit sa nomination, déposer dans la caisse de la société 200 actions qui restent inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

Les pouvoirs du Conseil d'administration sont des

1. Titre III, art. 9 à 25. Les articles 19 à 24 traitent du mode de versement du montant des actions ; les versements afférents aux 40.000 actions immédiates auront lieu de la façon suivante : 20 0/0 ou 100 francs par action, au moment de la souscription ; 30 0/0 ou 150 francs, dix jours après l'insertion au Moniteur du décret d'autorisation des statuts ; et les derniers 50 0/0 conformément aux appels faits par le Conseil d'administration.

2. « Le renouvellement de ce premier conseil ne commencera qu'à partir de la sixième année sociale. » (art. 37). Le conseil s'adjoignit de Morny, alors président du Corps législatif.

plus étendus. Notamment, il autorise tous achats ou ventes d'actions ou d'obligations, tous crédits, toutes soumissions ou cessions d'emprunts, toutes avances sur dépôts de valeurs, toutes actions judiciaires, tous achats d'immeubles ou de mobilier ; il détermine l'emploi des fonds libres, nomme, révoque, rémunère les principaux agents de la compagnie, arrête les comptes qui doivent être soumis à l'Assemblée générale, fixe provisoirement le dividende et fait un rapport à l'Assemblée des actionnaires sur les comptes et la situation des affaires sociales.

Enfin les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle et ne répondent que de l'exécution de leur mandat (1).

Le deuxième organe d'administration est constitué par le Comité d'exécution. Composé de cinq membres au plus, choisis dans son sein par le Conseil d'administration, il est chargé, sous l'autorité de ce dernier, de la gestion des affaires sociales, représente la société vis-à-vis les tiers pour l'exécution des décisions du Conseil, exerce les actions en justice, dirige le travail des bureaux, nomme les employés secondaires et peut suspendre tous les agents sauf à en référer (2).

Reste l'Assemblée générale. Régulièrement constituée, elle représente l'universalité des actionnaires. Elle se compose des deux cents plus forts action-

1. Titre IV, art. 26 à 40.

2. Titre IV, art. 41 à 43.

naires dont la liste est arrêtée par le Conseil d'administration ; jusqu'à l'émission totale de 60 millions, elle sera formée d'un nombre des plus forts actionnaires proportionnel au chiffre de capital émis, à raison de quatre par chaque million, sans que le total puisse excéder 200. Elle se réunit de droit chaque année dans le courant d'avril et extraordinairement toutes les fois que le Conseil d'administration l'estime opportun. Elle est régulièrement constituée, lorsque les membres présents sont au nombre de 40 et réunissent dans leurs mains le dixième des actions émises. Elle prend ses délibérations à la majorité des voix des membres présents, chacun disposant d'autant de voix qu'il possède de fois 40 actions. L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration : il n'y est porté que des propositions émanant du Conseil, et celles qui lui ont été communiquées quinze jours au moins avant la convocation de l'assemblée, et présentées avec la signature de dix membres. L'Assemblée générale entend le rapport du Conseil d'administration sur la situation des recettes sociales, fixe le dividende, nomme les administrateurs quand il y a lieu de les remplacer, prononce souverainement sur tous les intérêts de la compagnie et confère, par ses délibérations, au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour les cas qui n'auraient pas été prévus (1).

— Sous cette direction, vers quelles opérations

1. Titre IV, art. 43 à 55.

la société orientera-t-elle son activité ? Ses opérations, telles qu'elles sont définies par les statuts, peuvent se diviser en trois catégories.

C'est d'abord la commandite de la grande industrie et accessoirement l'appui au crédit public. Voici l'énumération donnée par l'article 5 : « Souscrire et acquérir des effets publics, des actions ou des obligations dans les différentes entreprises industrielles ou de crédit constituées en sociétés anonymes, et notamment dans celles de chemins de fer, de canaux et de mines, et d'autres travaux publics, déjà fondées ou à fonder. Soumissionner tous emprunts, les céder ou réaliser, ainsi que toutes entreprises de travaux publics. »

C'est ensuite la création d'une valeur unique destinée à remplacer les titres des diverses entreprises. Voici la formule de l'article 5 : « Emettre, pour une somme égale à celle employée à ces souscriptions (d'emprunts) et acquisitions (de titres industriels), les propres obligations de la société. » Les articles 7 et 8 indiquent les limites et la nature des obligations que la société a la faculté d'émettre : jusqu'à l'émission complète du capital, elles ne pourront dépasser cinq fois le capital réalisé ; après l'émission complète du fonds social, elles pourront atteindre dix fois le capital. « Elles devront toujours être représentées, pour leur montant total, par des effets publics, actions et obligations existant en portefeuille. Elles ne pourront être créées payables à moins de quarante-cinq jours d'échéance ou de vue. Le montant

cumulé des sommes reçues en compte courant et des obligations créées à moins d'un an de terme ne pourra dépasser le double du capital réalisé. »

La troisième catégorie enfin embrasse les opérations ordinaires des maisons de banque, celles que comporte le commerce des valeurs. La société reçoit des sommes en compte courant. Elle est autorisée « à vendre ou donner en nantissement d'emprunts, tous effets, actions et obligations acquis et à les échanger contre d'autres valeurs. » Elle prête « sur effets publics, sur dépôts d'actions et obligations », et elle ouvre des crédits en compte courant sur ces diverses valeurs. Elle offre aux sociétés anonymes tous les services habituels rentrant dans les attributions des banquiers : « opérer tous recouvrements pour le compte des compagnies sus-énoncées, payer leurs coupons d'intérêts ou de dividende, et généralement toutes autres dispositions. » Enfin, comme la Banque et le Comptoir d'Escompte, elle tient « une caisse de dépôts pour tous les titres de ces entreprises. » Seulement, dans les opérations consacrées au commerce des valeurs, une limite, dont on aura lieu plus tard de comprendre l'importance, est posée à la société par l'article 6 : « il est expressément entendu qu'elle ne fera jamais de ventes à découvert, ni d'achats à prime. »

— Il est une dernière question à résoudre : que deviendront les bénéfices produits par ces opérations diverses ?

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le

31 décembre, le premier exercice devant comprendre seulement le temps écoulé entre la date du décret d'autorisation et le 31 décembre 1853. A la fin de chaque année sociale, un inventaire général de l'actif et du passif est dressé par les soins du Comité d'exécution (1).

Ces comptes feront apparaître un certain produit net constituant les bénéfices. Sur ces bénéfices, on prélèvera annuellement : 1° 5 0/0 du capital des actions émises ; 2° 5 0/0 des bénéfices pour le fonds de réserve. Le reste sera réparti, dans la proportion d'un dixième pour les administrateurs, et de neuf dixièmes pour les actions à titre de dividende (2).

Lorsque le fonds de réserve, formé par l'accumulation des prélèvements mentionnés, aura atteint deux millions, on cessera de les effectuer et ils ne reprendront leur cours que si la réserve vient à être entamée. En cas d'insuffisance des produits d'une année, pour fournir un dividende de 25 francs par action, la différence pourra être comblée au moyen de ce fonds (3).

— On connaît ainsi, de la manière la plus complète possible, les rouages multiples de cette puissante institution, tels qu'ils sont agencés par les statuts de la société, ces statuts qui sont à la fois la

1. Titre VI, art. 56.

2. Titre VII, art. 57 et 58.

3. Titre VIII, art. 59.

charte de ses droits et la loi de ses devoirs (1).

§ 4. — *Le fonctionnement*

On a jusqu'ici exposé le programme et les moyens d'action de la Société de Crédit mobilier : on peut à présent rendre un compte assez précis des opérations concrètes auxquelles elle a en fait consacré son activité durant sa brève carrière.

L'analyse de ce développement historique portera sur quatre points : ensemble de la situation politique et économique que l'institution a dû traverser et qui a réagi sur sa marche, — ressources variables avec lesquelles elle a pu opérer, — grandes entreprises industrielles à qui elle a dispensé son crédit commanditaire — enfin bénéfices qui en sont résultés pour elle, dividendes distribués et cours de ses actions.

— La fin de l'année 1852 (2) avait vu la transformation en second Empire de la Présidence à vie. Avec le mariage de Napoléon III, 1853 s'ouvrait sous les meilleurs auspices ; ces heureux présages ne se réalisèrent pas. Le tsar, qui haïssait autant le nom de Bonaparte que la Révolution, multiplia les provocations que l'empereur se montra disposé à relever, et l'on entrevit la possibilité d'une guerre, où, malgré

1. Les titres IX, X, XI, XII, sont relatifs à des questions secondaires : modifications aux statuts, contestations, publications.

2. Pour esquisser l'histoire politique et économique de cette période, on s'est surtout servi des indications données par Isaac Pereire au début de chacun de ses rapports annuels.

l'appui de l'alliance anglaise, on pouvait redouter que l'Autriche et la Prusse ne se joignissent à la Russie. C'est au milieu de cette atmosphère orageuse que le Crédit mobilier dut inaugurer le fonctionnement délicat de ses opérations.

Après la phase d'hostilités non ouvertes, la France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à Nicolas I^{er} les 27 et 28 mars 1854, et le premier corps d'armée envoyé au secours de la Turquie campait déjà à Galata, lorsque se réunit à Paris la première assemblée générale de la société (29 avril). Contre toute attente, l'année 1854 fut pourtant assez prospère. La campagne localisée à la Crimée eut cet avantage imprévu de fournir au commerce et à l'industrie de vastes débouchés. Le choléra même qui ravagea la France passa, si l'on peut dire, presque inaperçu : on se grisait de la victoire de l'Alma, malgré le mécompte de la fermeture consécutive des portes de Sébastopol, et, tandis que le corps expéditionnaire peinait cruellement dans ce siège où les assaillants furent plus héroïques que les assiégés, Paris se consacrait à la préparation fébrile de l'Exposition universelle de 1855.

Mais, sous ces dehors brillants se cachait une véritable gêne, compliquée d'une crise agricole due à l'insuffisance de la récolte et aux ravages de l'oïdium.

La place de Paris, en particulier, fut vivement secouée par la chute de la maison Leroy de Chabrol, banque légitimiste dont la clientèle se recrutait surtout dans le petit commerce. La rente subit des

soubresauts significatifs : de la liquidation de janvier au 7 avril, elle perdit plus de 11 points ; du 7 avril au 3 novembre, les espérances de paix lui firent gagner 15,20 ; jusqu'à la fin de l'année elle retomba progressivement de 9,70.

L'année 1855 fut marquée par la mort du tsar Nicolas et par les brillants faits d'armes des troupes impériales qui amenèrent Alexandre II à recevoir la paix, selon le mot du comte Orloff. Le voyage de l'empereur à Londres, la venue de la reine d'Angleterre, la grande Exposition pour laquelle on construisit le Palais de l'Industrie, tout cela provoqua une activité prospère et affermit la confiance en une ère de développement économique.

Lorsque l'Assemblée générale se réunit en 1856, le présent était lumineux et l'avenir promettait une récolte au moins égale à celle du passé : le traité de Paris avait équitablement mis fin à la guerre, avec des déclarations philosophiques sur l'arbitrage international, au nom de la Très-Sainte-Trinité, renouvelées du traité de la Sainte-Alliance de 1817, mais « libéralisées ». On se reposait sur des lauriers et on caressait une fois de plus le rêve de la paix perpétuelle dans la plus rassurante des fraternités. Le soulagement général détermina, pour ainsi dire, un délire d'activité : les forces du marché se disséminèrent en une foule de sociétés en commandite par actions, dépourvues de vitalité, qui introduisirent le désordre, la confusion et la méfiance à la Bourse, ce qui créa un état aigu et, au milieu de l'abondance

des capitaux, une disette d'argent telle que la Banque de France sollicita l'établissement du cours forcé de ses billets (1) ; ce fut grâce à l'intervention d'Emile Pereire auprès de l'Empereur qui se trouvait alors à Biarritz que l'on évita cette mesure désastreuse.

La situation ne s'améliora pas en 1857 ; l'embarras était universel ; on avait fait plus d'affaires que la capacité des portefeuilles n'en comportait. Les autres places européennes n'étaient pas entrées dans ce mouvement vertigineux avec le même élan que celle de Paris, faute d'éléments suffisants ; car, en France, le merveilleux outillage, mis par les chemins de fer à la disposition de la consommation, trouvait une production apte à pourvoir à tous les besoins et à exporter des excédents. Le développement du commerce français d'exportation avait pour contre-partie une disette de capitaux qui n'aurait pu s'atténuer que par une extension des instruments de crédit. Le gouvernement, mû par d'excellentes intentions, mais mal inspiré, prit les choses à rebours et fit le vide là où il voulait et devait établir la symétrie. Il encouragea les pamphlets des Ponsard (*La Bourse*) et des de Vallée (*Les manieurs d'argent*) (2) contre les spéculations financières ; il institua un droit d'entrée à la Bourse, tracassa la coulisse qui comptait alors 250 maisons de banque avec un ensemble de capi-

1. On n'a pas trouvé confirmation du fait dans les rapports de la Banque de France ; cela se conçoit de reste.

2. Voir dans *le Moniteur* du 29 juin 1856 la lettre de Napoléon III à François Ponsard ; Oscar de Vallée fut de même autorisé à faire figurer une lettre du souverain en tête de ses éditions.

taux de fondation s'élevant à 125 millions, imposa enfin aux valeurs mobilières un droit de transmission devant entraver les négociations (1).

L'atonie des affaires ne persista pas cependant trop longtemps et l'année suivante marqua une reprise. L'attentat du 14 janvier, les démarches faites par certains chefs militaires pour engager le gouvernement à venger sur l'Angleterre le crime d'Orsini qui y avait été conçu, avaient d'abord effrayé l'opinion en Europe ; mais on fut rapidement rassuré par l'attitude calme du souverain, et l'entrevue de Cherbourg avec la reine d'Angleterre fit renaitre la confiance et, « mettant fin aux inquiétudes publiques, rendit à l'économie l'activité qu'elle avait perdue ».

Mais l'attentat avait fortement impressionné l'Empereur ; il redoutait constamment la conspiration permanente dont cette tentative n'avait été qu'une manifestation et dont le but apparent était de favoriser l'indépendance et l'unité de l'Italie. Il pressa les conversations engagées dès juillet 58 avec Cavour et, poussé par l'opinion libérale en France et dans le monde, se mit en mesure d'acquitter la traite que ses anciens compagnons de carbonarisme avaient tirée sur lui. Commencée en avril 1859, terminée le 7 juillet, la campagne d'Italie, courte et glorieuse, n'ébranla qu'un instant la prospérité renaissante.

Le retour des troupes victorieuses, la paix définitive de Zurich, l'accession de la Savoie et de Nice, la

1. Loi du 23 juin 1857.

rencontre de Napoléon et du prince Guillaume de Prusse à Bade, le traité de commerce avec l'Angleterre dans le sens libre-échangiste, créèrent en 1860 un milieu de calme et de détente favorable à une intense production industrielle.

Les années suivantes se déroulèrent avec des apparences brillantes et superbes, avec une sécurité reposée. Mais sous cette façade on percevait un trouble léger, des signes d'inquiétude et d'anxiété mal définis. La popularité du Prince, sans avoir subi aucune atteinte, était insensiblement ébranlée. Pour la raffermir, il voulut accorder les concessions nécessaires et rendit les sénatus-consultes établissant l'Empire parlementaire. Il ne sut pas rompre franchement avec le régime autoritaire discrédité et adopter le régime libéral absolu à quoi on aspirait vaguement.

Troplong, ce juriste philosophe aux obscurités pompeuses, voyait une force dans cet octroi de prérogative législatives nouvelles. Ce n'était qu'une insigne faiblesse ; c'était même une impossibilité politique : l'Empire ne pouvait devenir libéral, parce qu'un gouvernement se suicide en allant contre son principe. On se trouvait donc jeté dans de multiples complications intérieures. La situation extérieure revêtait aussi un singulier aspect de perturbation : la question romaine, l'expédition du Mexique, l'existence et le développement sur notre frontière du Nord-Est d'un peuple ambitieux trouvant pour incarner ses aspirations un ministre plus ambitieux encore,

alourdisaient la politique internationale sans cesse troublée par la volonté vacillante et les interventions sentimentales de l'Empereur. Ce déclin du régime fait penser à la fin de ces journées accablantes où il a fait beau trop matin et où les nuages surgissent de toutes parts à mesure que le soleil monte à l'horizon (1) :

Malgré les lézardes de l'édifice impérial, toutes les classes de la société, particulièrement les propriétaires ruraux, jouissaient pendant ce temps d'une incroyable prospérité et, selon le conseil du souverain lui-même, se livraient sans inquiétude aux travaux de la paix. La pléthore de richesse excita en France une inquiétante soif de jouissances et en Europe une jalousie mal dissimulée contre cette puissance avec qui l'Angleterre seule pouvait rivaliser. Ce délire un peu factice de production atteignit son *summum* en 1867, qui restera l'année de l'Exposition, comme 1866 restera l'année de Sadowa pleine d'avertissements méconnus. L'Exposition mit en lumière les progrès remarquables des applications scientifiques, obtenus grâce aux efforts puissants de l'industrie humaine.

C'est avec cette fête de la paix que se termina la période de quinze ans pendant laquelle vécut le Crédit mobilier : c'est un temps sans cesse agité sinon en surface, du moins toujours en ses profondeurs, secoué de guerres et de crises, un temps dont les

(1). De la Gorce, *Histoire du Second Empire*, t. IV, p. 3.

abattements comme les sursauts d'activité ont quelque chose de fiévreux.

Tel est le milieu économique que l'institution des Pereire a prétendu, conformément à la conception saint-simonienne, tantôt stimuler dans ses moments de langueur, et tantôt modérer dans ses instants d'engouement.

— Quels moyens financiers lui ont permis de le faire ? Si leur *quantum* a été très variable, leurs sources sont toujours demeurées les mêmes : conformément à ses statuts, le Crédit mobilier ne pouvait tirer ses ressources que de son capital-actions, de son capital-obligations et des comptes courants.

On se rappelle que, lors de la fondation, 40.000 actions seulement furent émises avec un versement de 250 francs. Dans sa séance du 24 novembre 1852, le Conseil d'administration décida, en présence de l'accueil que la Bourse et l'opinion faisaient à l'institution, l'émission immédiate des 80.000 actions restantes, en fixant le versement à effectuer à 250 francs en une fois. De la sorte, le Crédit mobilier commença ses opérations avec la moitié de son capital nominal, soit 30 millions effectifs.

Le développement de ses comptes courants l'obligea bientôt d'appeler les versements complémentaires sur les 120.000 actions : les sommes reçues sur le capital s'élevèrent à 56 millions et demi le 31 décembre 1853, et les 60 millions furent entièrement réalisés dans le courant de 1854 (1).

1. L'appel fut décidé au mois de juin et un avis du 1^{er} juillet

Enfin, en mai 1866, il fut encore nécessaire d'élargir la base de la société : on doubla le capital par la création de 120.000 actions nouvelles de 500 francs chacune. Cette émission fut faite à 516 fr. 66. Au 31 décembre 1866, il ne restait à recouvrer sur les 61.999.230 francs y afférents que la somme de 6.036.239 fr. II (1).

Cette dilatation progressive du capital-actions s'expliquait par l'accroissement des commandites et par la difficulté que rencontrait le Crédit mobilier pour user de la deuxième catégorie de ressources sur laquelle il pouvait légitimement compter, les obligations à long terme. En 1855, le Conseil d'administration, d'accord avec le gouvernement (2), se décida à émettre, par application de ses statuts approuvés, 240.000 obligations de 500 francs, productives d'un intérêt annuel de 15 francs et remboursables au pair en quatre-vingt-dix ans à partir du 1^{er} septembre 1857 ; elles étaient émises à 280 francs ; le montant net de l'émission devait constamment être repré-

fixa les époques de versement. La mesure, malgré ses excuses, émut les actionnaires et fit tomber les cours de 850 à 685 francs. On trouve un écho des plaintes du public dans un article d'Ad. Blaise (des Vosges) dans le *Journal des chemins de fer* du 2 juillet 1853.

1. Voir sur les critiques que souleva le doublement du capital un article de *la France* du lundi 5 février ; les attaques vinrent surtout du camp des baissiers, que ce journal appelle la « ligue du mal public ».

2. Le 14 septembre 1855, la Société avait pris l'engagement de ne point émettre d'obligations sans l'autorisation préalable du gouvernement.

senté par des effets publics, actions et obligations, existant en portefeuille.

Des influences hostiles aux Pereire se coalisèrent pour obtenir du gouvernement une mesure qui arrêta l'élan de leur création. Après de longues négociations on convint de réduire l'émission à 120.000 obligations.

Une difficulté surgit à la Chambre syndicale des agents de change au sujet de la liquidation du 30 septembre, parce que les actionnaires avaient la faculté de détacher leur coupon et de le donner en paiement de leur souscription. Afin de concilier les intérêts des vendeurs et des acheteurs, on consentit à remettre l'émission au 5 octobre.

Mais leur premier succès encouragea les adversaires du Crédit mobilier à revenir à la charge et le gouvernement, obsédé d'intrigues, finit par arrêter purement et simplement l'émission (1).

Priver contre tout droit le Crédit mobilier d'émettre des obligations, c'était comme si l'on avait privé la Banque de France d'émettre des billets et qu'on l'eût astreinte à ne livrer à l'escompte que son propre capital immobilisé en rentes sur l'Etat. Sans cette faculté d'absorption qui lui assurait des ressources inépuisables en rapport avec celles du marché, le Crédit mobilier ne pouvait plus être une vaste institution de crédit commanditaire, c'était, suivant l'expression de M. de Villedeuil, « une sorte de Mont-

(1) Note publiée par le Crédit mobilier, le 25 septembre.

de-Piété de haut rang, à affaires limitées, où il aurait fallu attendre la liquidation d'une opération pour en entamer une autre, une maison de banque à caisse étroite, n'ayant pas même la faculté de réescompter son portefeuille ».

Cette brimade gouvernementale ne laissait donc plus au Crédit mobilier, en dehors de son capital, que la ressource des comptes courants et des obligations à court terme : en face des fonds dont il avait la disposition permanente, ces derniers constituèrent ceux dont il ne pouvait disposer que temporairement.

Le 2 mars 1853 eut lieu une première émission d'obligations 3 o/o à quarante-cinq jours de vue, c'est-à-dire payables à la volonté du porteur quarante-cinq jours après le visa qu'il devait y faire apposer *ad hoc* ; en outre, ces obligations étaient toujours acceptées comme comptant en liquidation de quinzaine ou de fin courant, pourvu qu'on les fit viser au plus tard deux jours avant cette liquidation. L'émission fut aussitôt couverte. On en effectua une seconde de trois millions à quatre-vingt-dix jours de vue le 14 mars ; les coupures étaient de 1.000, 5.000 et 10.000 francs, le gouvernement redoutant la démocratisation du crédit, bien que le public réclamât des coupures de 100 francs à l'intérêt d'un centime par jour, soit 3 fr. 65 par an. Le succès de cette opération souleva de nouvelles inimitiés, et l'on prétendit que le Crédit mobilier allait concurrencer les caisses d'épargne.

A la même époque la société ouvrit des comptes

courants, au moyen desquels elle centralisa les fonds disponibles des compagnies avec qui elle était en relations, ou les dépôts des particuliers ; elle se chargeait par là d'assurer les services de trésorerie des entreprises qu'elle patronnait. Or les comptes courants s'accrurent avec une rapidité presque inquiétante. Leur développement obligea le Crédit mobilier d'arrêter l'émission d'obligations à courte échéance et d'en retirer la première série de la circulation, en offrant aux porteurs de les escompter à un taux d'intérêt inférieur à celui auquel elles avaient été négociées. En effet, dès le mois de juin 1853, les sommes reçues en compte courant avaient atteint la limite statutaire, le double du capital réalisé, 60 millions. Ce fut le seul essai d'obligations à court terme. Les ressources temporaires du Crédit mobilier se limitèrent donc aux comptes courants.

Le solde des fonds versés sous cette forme à la société se maintint pendant les exercices 1853 et 1854 aux environs de 65 millions.

En 1855 il s'éleva à 103 millions. Après une chute dont le point le plus profond se place en 1859, il remonta à peu près régulièrement jusqu'en 1865 où il atteignit 145 millions. A la fin de la Société, en 1866, il était évalué à 119 millions (1).

— Les administrateurs du Crédit mobilier affectèrent chacune des deux branches de ressources directes dont ils disposèrent en fait, à une catégorie d'affaires

1. Pour le détail chiffré de ces variations, voir *infra* la représentation graphique du mouvement des principaux postes du bilan.

correspondant à sa nature ; ils consacrèrent aux placements fixes les sommes représentant leur capital, aux placements à échéance déterminée les fonds dérivant des comptes courants.

Ces deux sortes de placements nous intéressent également au point de vue du secours que la banque peut apporter à l'industrie.

Les placements fixes constituent essentiellement le crédit commanditaire. On peut ranger en trois catégories les opérations de la société s'y rattachant : il y a d'abord celles qui forment la commandite proprement dite, la souscription d'une partie des actions de l'affaire à créer ; il y a ensuite la souscription aux actions des compagnies existantes ; il y a enfin les affaires où, sans engager ses propres fonds, le Crédit mobilier ne prête qu'un concours moral et ses bons offices d'honnête courtier.

Les entreprises nouvelles véritablement suscitées par la société sont nombreuses. On tentera de mettre un peu d'ordre dans leur énumération.

I. — C'est tout d'abord une société immobilière : la *Société des Immeubles de la rue de Rivoli*, fondée en 1854 au capital de 24 millions, divisé en 240.000 actions de 100 francs, dont le Crédit mobilier souscrivit personnellement 106.665, devenue en 1858 la *Compagnie immobilière de Paris*. Son but était double : elle devait contribuer à l'assainissement et à l'embellissement de la capitale ; d'autre part, en stimulant l'activité de l'industrie du bâtiment, elle devait assurer la baisse des loyers. A l'aide de l'em-

prunt s'élevant en 1861 à 88 millions, elle transforma et créa un grand nombre de quartiers de la vieille cité de Louis-Philippe (1) ; elle exécuta aussi de grands travaux en province. Elle se fusionna avec la Société des ports de Marseille et l'entreprise de la rue Impériale : elle fut désormais la *Compagnie immobilière*, présidée par Emile Pereire (1863).

II. — Le Crédit mobilier fonda ensuite une compagnie de navigation : la *Compagnie générale maritime*, créée en 1854 au capital de 30 millions en vue de donner une nouvelle impulsion à l'industrie de l'armement dont le développement ne correspondait pas à la situation géographique, plutôt privilégiée de la France, en vue aussi de créer des lignes transatlantiques. En 1861, elle devint la *Compagnie générale transatlantique*.

1. Voici, à titre de curiosité, quelques précisions à ce sujet : la Compagnie transforma le quartier du Palais-Royal entre le passage Delorme et les rues Saint-Honoré, de l'Oratoire et de Saint-Germain-l'Auxerrois ; elle créa le boulevard de Sébastopol et la rue de Palestro, la rue Maignan avec partie des Champs-Élysées, le boulevard Malesherbes jusqu'au parc Monceau, le quartier du Nouvel Opéra comprenant le boulevard des Capucines, les rues Halévy, Meyerbeer, Auber, Scribe et le Grand-Hôtel, l'Hôtel du Louvre, le boulevard des Filles du Calvaire, celui du Prince Eugène ; elle fit le lotissement du quartier de l'ancien entrepôt des Douanes ; elle perça enfin dans le quartier de l'Europe les rues Clapeyron, de Moscou, de Turin et de Berne.

Ajoutons que les Pereire personnellement construisirent le boulevard Malesherbes au delà du parc Monceau qu'ils firent aménager, les avenues qui entourent ce parc et portent des noms de peintres, les larges rues de la plaine Monceau, les avenues Wagram et de Villiers, la rue de Rome, le boulevard et la place à qui l'on a donné leur nom, le boulevard Magenta depuis la rue des Petits-Hôtels jusqu'à la place de Valenciennes.

III. — Ce furent en troisième lieu diverses compagnies de chemins de fer, en France et à l'étranger :

1° Compagnie du *Chemin de fer de Dôle à Salins*, versé plus tard dans le réseau du P. L. M. (1854).

2° Compagnie du *Chemin de fer de Saint-Rambert à Grenoble* (1855), qui fut le point de départ des chemins de fer du Dauphiné, appelés à faire partie du P. L. M. (1858).

3° *Société autrichienne, Impériale, Royale, Privilegiée des chemins de fer de l'Etat* (1854) dont les lignes furent peu à peu raccordées au réseau hongrois.

4° *Compagnie des chemins de fer François-Joseph* (1857), connue aussi sous le nom de chemins de fer d'Orient, qui devait mettre Vienne et Pesth en communication par la rive droite du Danube.

5° *Grande Compagnie des Chemins de fer russes* (1858) fondée avec l'appui de Stieglitz, Hope, Baring, Mendelssohn, Hottinguer, Mallet, Fould..., qui devait couvrir la Russie de 4.000 kilomètres de voies ferrées et que l'opposition de l'administration supérieure borna à la ligne Petrograd-Varsovie et à celle de Nijni-Novgorod.

6° *Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne*, fondée le 18 décembre 1858, au capital de 100 millions, pour relier Madrid-Valladolid et Burgos-Irun, et dont la ligne fut entièrement ouverte à l'exploitation le 16 août 1864.

7° *Chemins de fer de Cordoue à Séville* (1857).

8° On aurait pu inscrire enfin les chemins de fer

Lombards-Vénitiens et le Vienne-Trieste, si le Crédit mobilier n'avait dû y renoncer sous la pression du gouvernement français qui préféra les voir en d'autres mains.

Dans le même ordre des travaux publics et des voies de communication, il faut ranger la *Compagnie de la Canalisation de l'Ebre*, entre Caspe et San-Carlos de la Rapita (1855), qui prospéra médiocrement.

IV. — Le quatrième domaine de l'activité du Crédit mobilier est celui des assurances alors en pleine période de mise en valeur ; on y rencontre :

1^o La *Confiance*, fondée en 1860, au capital de 4 millions ;

2^o La *Paternelle*, fondée la même année, au capital de 6 millions ;

3^o *L'Union et le Phénix Espagnols* (1864), qui devait avoir bientôt pour pendant le *Phénix autrichien*.

V. — Il faut citer, en cinquième lieu, la *Société des Entrepôts et magasins généraux de Paris* (1860).

VI. — Il resterait enfin à énumérer les banques et crédits mobiliers qui furent créés un peu partout en Europe : on se réserve d'y consacrer un chapitre spécial.

— Le second mode de crédit pour la société consiste dans la participation aux emprunts des compagnies. Voici la liste des principales opérations de cette sorte accomplies par le Crédit mobilier :

1^o Souscription à l'émission initiale des obligations du *Crédit foncier* (1853).

2^o Traité de service financier avec la Compagnie du chemin de fer *Grand-Central* (1853) ; émission d'un emprunt de 30 millions.

3^o Traité de service financier avec la Compagnie du *Midi* (1853) ; avances facultatives aux actionnaires pour la libération de leurs titres ; placement de 50.000 obligations (1855) ; placement de 89.000 actions (1856) ; placement d'obligations (1857)...

4^o Traité de mouvements de fonds avec la compagnie de l'*Est* (1853) ; avances pour la libération de leurs titres aux porteurs des anciennes actions de cette compagnie et des nouvelles émises pour l'adjonction de la ligne de Paris-Bastille à Mulhouse ; souscription de 250.000 actions (1854) ; avances aux actionnaires (1855)...

5^o Concours apporté au *Chemin de fer des Ardennes* en vue de l'extension du réseau de Creil à Beauvais et de Reims à Sedan (1855).

6^o Concours accordés aux compagnies des chemins de fer de l'*Ouest-Suisse* et du *Central-Suisse* (1855), et continués pendant les exercices suivants.

7^o Traité avec la compagnie des *Mines de la Silésie* (Stolberg) pour le dépôt de ses titres.

8^o Emission de 11.600 obligations de la Société de la *Vieille-Montagne* 5 o/o à 475 francs (1853).

9^o Mentionnons que le *Crédit mobilier* participa aux *emprunts nationaux* français de 1853, 1854, 1855, 1859 et à l'*emprunt mexicain* 6 o/o de 1864.

— Enfin les affaires que le Crédit mobilier servit de son concours moral, ou pour le compte desquelles il a rempli le rôle d'intermédiaire sans y engager ses propres fonds, sont :

1^o Fusion (1) des chemins de fer de Saint-Etienne à Lyon, de Saint-Etienne à la Loire et d'Andrézieux à Roanne, formation de la Société des *chemins de fer de Rhône-et-Loire*, et cession finale à la Compagnie du Grand-Central (1853).

2^o Constitution, au capital de 150 millions, de la *Compagnie de l'Ouest*, fusion des Compagnies de Paris à Rouen, de Rouen au Havre, de l'ancien chemin de fer de l'Ouest (Versailles à Chartres et prolongements), de Dieppe à Fécamp, de Paris à Saint-Germain, de Paris à Versailles (rives droite et gauche) (1855).

3^o Essai de fusion des chemins de fer de l'Etat autrichien et de la ligne Vienne-Trieste.

4^o Essai de fusion des deux chemins de fer suisses avec les lignes de la Compagnie franco-suisse et du Nord-Est.

5^o Subdivision de la *Société des Mines de houille de la Loire* en quatre sociétés anonymes constituées avec un fonds social de 80.000 actions chacune : mines de la Loire, mines de Montrambert et de la Bezaudière, houillères de Saint-Etienne, houillères

1. Isaac Pereire: « Quand nous touchons à une industrie, nous désirons obtenir un développement, non par voie de concurrence, mais par voie d'association et de fusion, par l'emploi le plus économique des forces et non par leur opposition et leur destruction réciproque. »

de Rive-de-Gier, — dont le Crédit mobilier devint le centre financier (1854).

6° Fusion des *Salines de l'Est et du Midi*, qui fut retardée par la lenteur des enquêtes administratives.

7° Fusion de toutes les entreprises de voitures-omnibus qui desservaient Paris, et organisation de la *Compagnie des omnibus* « qui plaça l'industrie des transports en commun dans les villes, comme cavalerie et comme carrosserie, au niveau des chemins de fer et des exigences du confort, en même temps qu'elle créait, à un prix de bon marché inouï à cette époque, une circulation artérielle urbaine qui n'a été égalée nulle part. » (1854).

8° Transformation en société anonyme de la *Compagnie impériale des petites Voitures de Paris* (1863).

9° Fusion des six compagnies parisiennes du gaz, fondation de la *Société parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz* et traité conclu avec la ville de Paris le 23 juillet 1855 lui concédant le monopole pour 50 ans.

Tel est le triple usage que le Crédit mobilier fit des fonds dont il avait la disposition permanente. L'énumération qu'on vient de donner se chiffre par un total de 4 milliards : 21 compagnies seules constituées sous ses auspices représentent, avec 4.332.384 titres, 1.916.168.030 francs. Or, dans l'enquête sur la circulation monétaire, Emile Pereire a donné l'état suivant des émissions introduites à la Bourse de Paris de 1852 à 1865 :

1° Emprunts nationaux.....	fr. 6.200.000.000
2° Emprunts de l'Etat français.....	2.300.000.000
3° Chemins de fer français.....	4.900.000.000
4° Obligations foncières.....	800.000.000
5° Valeurs étrangères.....	4.500.000.000
6° Sociétés étrangères.....	4.800.000.000
7° Sociétés françaises.....	5.000.000.000
Total :	Fr. 28.500.000.000

Il est bien évident que la plus grande partie des sociétés relatées dans ces totaux n'ont eu qu'une existence nominale et que, pour les emprunts étrangers, le fait de leur inscription à la cote authentique ne préjuge en rien de leur facilité de placement au parquet ou à la coulisse. Au contraire les 4 milliards dont l'émission est passée par les guichets du Crédit mobilier, sont effectifs. On peut donc affirmer qu'un quart, peut-être même un tiers, des affaires positivement traitées à Paris de 1852 à 1865 y ont été présentées par son entremise et sous sa protection.

En synthétisant ainsi pour une large part l'activité économique de la France impériale, l'institution des Pereire a bien réalisé la conception dont le Saint-Simonisme avait élucidé la technique : elle a stimulé les entreprises d'utilité publique et d'intérêt national, surtout celles dont l'effet est d'unir les individus d'une solidarité matérielle plus étroite ; elle a doté notre pays d'un très complet outillage de transports et de communications : sa chute prématurée l'a empêché de susciter les grandes industries dont cet outillage devait être l'instrument nécessaire et préalable. Grâce à elle, l'esprit d'entreprise développé en France a débordé rapidement les frontières : elle a

essaimé et favorisé l'association des hommes et des capitaux en vue d'une meilleure exploitation du globe au profit de l'humanité tout entière.

Cette politique industrielle du Saint-Simonisme, le Crédit mobilier n'y est pas demeuré moins fidèle dans l'emploi qu'il fit des fonds dont il avait la seule disposition temporaire. Il utilisait ses comptes courants en reports, placement d'une sécurité absolue et d'une réalisation rapide, de quinzaine en quinzaine, au maximum de mois en mois. L'influence des capitaux amenés ainsi sur le marché ne tarda pas à se faire sentir sur le taux des reports. Voici, pendant le premier exercice de la société, la baisse progressive de ce taux moyen :

Décembre 1852	12,03 0/0
Janvier 1853	8,65 —
Février —	5,22 —
Mars —	5,04 —
Avril —	4,78 —
Mai —	3,87 —
Juin —	5,94 —
Juillet —	3,42 —
Août —	3,30 —
Septembre —	3,19 —
Octobre —	2,88 —
Novembre —	3,32 —
Décembre —	2,85 —

Les services rendus à l'industrie par ces opérations à courte échéance étaient très importants à une époque où la masse des capitaux d'épargne à long terme n'était pas encore devenue assez considérable pour que les émissions nouvelles pussent, presque dès l'origine, trouver leur classement dans les porte-

feuilles particuliers. Grâce aux capitaux à court terme de ses entreprises vassales, le Crédit mobilier apportait une aide indispensable à la spéculation, qui exerçait sur les cours la fonction régulatrice qu'on sait et qui pouvait ainsi, au delà des limites d'une liquidation, entreposer les titres flottants jusqu'à leur répartition plus stable par la voie du comptant entre les épargnants définitifs ; c'était une facilité indirecte donnée à la grande industrie, constante préoccupation du Saint-Simonisme bancaire.

On peut maintenant, après avoir tracé ce tableau à grandes lignes de l'activité du Crédit mobilier, envisagée dans ses rapports avec la production industrielle, présenter quelques indications statistiques qui préciseront l'ampleur de son fonctionnement.

A vrai dire, les seuls documents dont on puisse disposer, à savoir une situation générale, résumé du bilan annuel, et un extrait du compte de profits et pertes, ne contiennent à cet égard, il faut l'avouer, que des données assez succinctes. L'instabilité des divers postes du bilan, les « bloquages » succédant aux spécialisations, rend toute ventilation malaisée ; il est notamment impossible de récapituler les sommes annuellement engagées et dégagées des opérations commanditaires, les sommes affectées aux reports dans l'ordre des liquidations, les mouvements des comptes courants... Comme le dit Forcade (1),

1. *Revue des Deux-Mondes*, XXVI^e année, 2^e période, p. 624. Cependant Courcelle-Seneuil, *Traité des opérations de banque*, exagère quand il prétend justifier son silence sur le Crédit mobilier par l'impénétrable obscurité de ses bilans.

on ne peut guère connaître que les résultats généraux des opérations, bref des soldes.

Pour suivre la marche de la société et apprécier à chaque exercice sa situation, le mieux est d'établir son bilan sous cette forme résumée (le mot « immédiat » n'a évidemment qu'un sens relatif).

ACTIF	PASSIF
<i>Non immédiatement réalisable :</i>	<i>Non immédiatement exigible :</i>
Rentes Actions Obligations Placements fixes	Capital. Réserve. [Obligations à long terme].
<i>Immédiatement réalisable :</i>	<i>Immédiatement exigible :</i>
Bons du Trésor Reports Avances aux Sociétés Placements à échéance déterminée Effets à recevoir. Caisse. Solde à la Banque de France. Dividendes à encaisser.	Comptes courants. Obligations à court terme. Créanciers divers. Effets à payer.

Le tableau ci-contre montre le mouvement de ces divers articles au cours des quatorze années d'existence du Crédit mobilier ; le diagramme le représente d'une manière plus saillante :

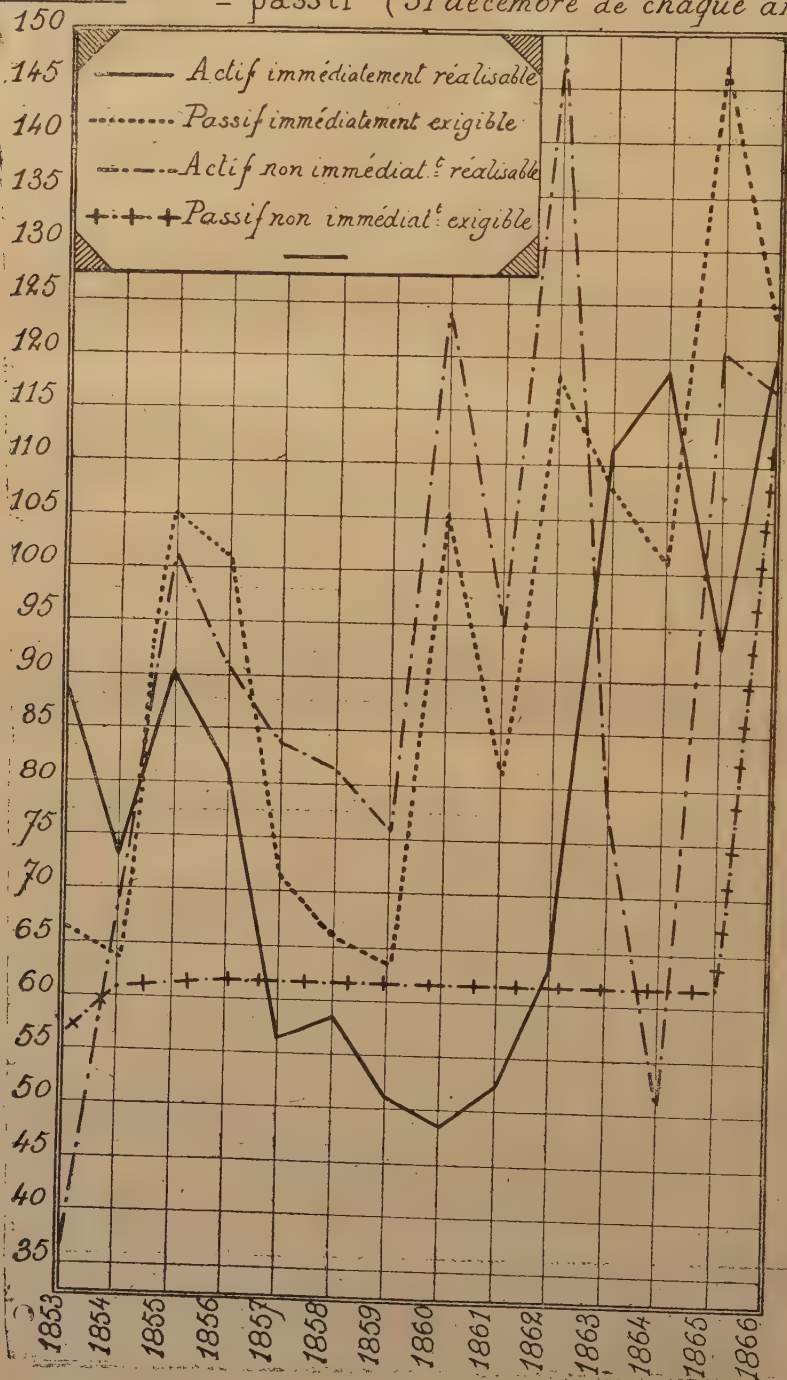
Au 31 décemb.	ACTIF (1)							PASSIF					
	Non immédiatement réalisable			Immédiatement réalisable				Non immédiatement exigible		Immédiatement exigible			
	Rentes	Actions	Obligat.	Bons	Reports	Avances	Effets à recevoir	Caisse Solde à la Banque Dividendes à encaisser	Capital effectif	Réserve	Comptes courants Obliga- tions à court terme	Créanciers divers	Effets à payer
1853	15 1/2		21 1/2	37 3/4	45 1/2	»	»	5	56 1/2	»	65 3/4	1 1/4	»
1854	25 1/4		32 1/4	46 1/4		21	»	7	60	1/2	64 3/4	»	»
1855(2)	40	59 1/2	32 3/4		84 1/4		»	53 1/4	60	1 1/2	103	3/4	
1856	9	53	29 3/4	»	75 1/2		»	7	60	2	101	1 1/2	
1857	10	71	2	»	49 1/4		»	7 1/4	60	2	68 1/2	3 3/4	
1858	80 1/4		1 1/2	»	10	29 1/2	4 1/2	13 1/2	60	2	63	3 3/4	
1859	75 1/4		1 1/2	»	15 1/2	16 3/4	8	11 1/4	60	2	57 1/2	5 3/4	
1860	25 1/4	97 3/4		»	7 1/2	12 1/2	16 1/4	11 3/4	60	2	105		»
1861		95 3/4		»	16 3/4	13 1/2	6 1/2	16 1/4	60	2	82 1/4	1 1/4	»
1862	50	97 3/4		»	17 1/2	17 1/2	11 3/4	17 1/4	60	2	101 3/4	16 3/4	
1863		77 3/4		»	26 1/2	44	17 1/2	23 1/2	60	2		107 1/2	
1864		50 1/2		»	54 3/4		24 3/4	39 1/4	60	2		102 1/4	
1865	6 1/2	67 1/4	46 1/4	»	»	53 3/4	14 1/2	24	60	2		145 1/2	
1866	1	67 3/4	45 3/4	»	»	72 3/4	22 1/4	24	112	3/4	119 1/2		5

1. En millions et quarts de million.

2. A déduire de la somme des placements fixes, 31 millions pour versements non appelés.

= DIAGRAMME =

(Millions) Représentant les variations de l'actif et du
- passif (31 décembre de chaque année)



Du rapprochement de ces quatre courbes se dégagent d'instructives constatations sur l'état de la société : elles donneront la clef du problème posé par sa chute. Pour s'assurer une *liquidité* parfaite, elle devait avoir à tout moment la disposition quasi-immédiate, en espèces ou en titres très rapidement réalisables, de toutes les sommes nécessaires à l'acquit de ses engagements à vue ou à très court terme.

A cet effet, elle devait, comme il a déjà été dit, n'immobiliser dans des placements fixes qu'une partie de son actif inférieure ou au plus égale à ce qui constituait à son passif ses ressources propres, c'est-à-dire son capital et ses réserves, dont le remboursement était dû à ses actionnaires, mais non exigible par eux ; à l'inverse, elle devait consacrer exclusivement à des placements d'échéance déterminée et de recouvrement peu éloigné les fonds dont le remboursement pouvait être réclamé par les tiers à vue ou à terme prochain.

Sur le graphique, cet équilibre sain se traduirait très nettement : la courbe du passif non exigible serait au-dessus de celle de l'actif non réalisable ; la courbe du passif exigible serait au-dessous de celle de l'actif réalisable. La « coupure » l'une par l'autre de ces courbes considérées deux à deux signifierait la rupture de l'équilibre, des immobilisations excessives et une instabilité dangereuse à la merci d'un *ran* des déposants : c'est la pierre de touche de tout système bancaire.

Or que fait apparaître le diagramme précédent ?

Pendant les exercices 1853 et 1854 la liquidité est parfaite, encore qu'elle aille diminuant.

Mais, à partir de 1855, la représentation graphique fait sauter aux yeux que le Crédit mobilier s'est départi de la règle prudente observée jusque-là. Avec un capital et des réserves de 61 millions $1/2$, il a fait 101 millions de placements fixes ; il est donc en découvert vis-à-vis ses comptes courants : en effet, il n'a pas appliqué ses 103 millions de dépôts qu'à des placements à échéance déterminée, puisque ceux-ci s'élèvent seulement à 90 millions.

Quelle politique pouvait rétablir cette situation périlleuse ?

On pouvait d'abord songer à augmenter le passif non exigible, ou bien par une émission d'obligations à long terme, — et l'on a vu pourquoi ce moyen manqua, — ou bien par une accumulation de réserves, — mais ce ne pouvait être que des ressources infimes —, ou bien par une augmentation du capital, — et c'est à quoi les Pereire se résolurent vers la fin malgré les graves inconvénients que cela présentait et sur lesquels on reviendra.

On pouvait en second lieu chercher à réduire les placements fixes, c'est-à-dire les lancements d'affaires, ce qui devait, par voie de conséquence presque nécessaire, restreindre les comptes courants mis à la disposition des entreprises commanditées ; et c'est ce que fit le Crédit mobilier jusqu'en 1859. Mais c'était proprement s'autolimiter, renoncer de soi-

même à répandre tout le crédit sollicité, se priver des profits qu'il en eût pu tirer, ce qui était un manque à gagner douloureux pour une société financière privée, et en même temps ne remplir qu'à demi la grande mission qu'il s'était assignée, ce qui était une démission regrettable de la part d'une institution revêtue d'un caractère public d'utilité sociale. Malgré ces objections, le Crédit mobilier fit descendre ses immobilisations à 77 millions et ses dépôts à 63. C'était encore insuffisant, le capital et les réserves restant figés à 62 millions ; l'excédent de l'actif fixe sur le passif non exigible nécessitait encore un appel complémentaire aux comptes courants, le total de ceux-ci ne pouvait donc être placé à court terme ; d'où restriction des reports et des achats de bons ; d'où encore limitation des intérêts perçus et des bénéfices possibles.

Malgré des relâchements, en 1860 et 1862, le Conseil d'administration poursuivit cette politique assez paradoxale qui restreignait la prospérité de son établissement pour en accroître la solidité. Enfin, vers 1864, l'équilibre fut restauré (1), mais c'était retrouver la santé dans une mutilation volontaire.

Aussi, à partir de 1865, le Crédit mobilier changea-t-il de tactique ; il prépara le doublement de son capital, usa du premier moyen qui a été indiqué, et, en 1866, malgré des immobilisations doublées et le versement non intégral des actions nouvelles, la liquidité cherchée semblait assurée.

1. On verra plus loin que ce n'était là qu'une illusion.

C'est alors qu'intervint la liquidation.

— La liquidité est une qualité technique dont la nécessité, pour les banques, ne devient tangible à tous qu'au jour des débâcles, quand les confiances peu à peu ébranlées s'écroulent ; c'est une vertu solide qui n'intéresse d'ailleurs que les déposants. Les actionnaires et les spéculateurs sur les cours d'actions ne regardent qu'à la prospérité de la maison, se traduisant par l'importance de son dividende ou la hauteur de ses cours, lors même qu'elle doit être sans lendemain. C'est cette dernière question qu'il reste à envisager dans cet examen du fonctionnement du Crédit mobilier.

Ses bénéfices bruts comprennent : 1° les intérêts et bénéfices de placements sur rentes, actions et obligations ; 2° les bénéfices sur émission d'actions et obligations ; 3° le produit des reports ; 4° des intérêts divers ; 5° les produits de la Caisse des dépôts de titres et location.

Il faut en déduire : 1° les frais généraux ; 2° les frais de premier établissement ; 3° les intérêts sur comptes courants et obligations à court terme ; 4° les pertes résultant de la dépréciation des placements.

Le solde représente le bénéfice net.

En voici le chiffre au cours de ces quinze années :

1853	6 millions 1/4
1854	7 — 3/4
1855	28 —
1856	15 — 1/4
1857	7 —
1858	12 — 1/2

1859	4	—	3/4
1860	6	—	1/4
1861	6	—	1/4
1862	18	—	1/2
1863	22	—	
1864	7	—	3/4
1865	8	—	1/2
1866	?		
1867	?		

Sur ce bénéfice net, on sait qu'un intérêt de 5 o/o, soit 25 francs, est d'abord alloué aux actionnaires, puis que 10 o/o de ce bénéfice vont aux administrateurs; le surplus est réparti en dividendes.

Voici les fluctuations du revenu *total* des actionnaires (intérêt et dividende):

Année	Dividende	Revenu des actions calculé au taux d'émission
1853	67	13,40
1854	59	11,80
1855	263,70	49,74
1856	115	23
1857	25	5
1858	25	5
1859	37,50	7,50
1860	50	10
1861	50	10
1862	125	25
1863	125	25
1864	50	10
1865	25	5
1866	»	»
1867	»	»

L'évaluation des revenus n'est en réalité exacte que pour les porteurs d'actions qui les ont acquises au taux d'émission.

Le nombre doit en être assez restreint. Aussi se rapprochera-t-on davantage de la vérité en prenant,

comme base d'appréciation des dividendes, la valeur des actions selon leur plus haut et leur plus bas cours pendant chaque exercice.

Les actions du Crédit mobilier figurèrent pour la première fois à la cote authentique le 23 novembre 1852 au cours de 1.100 francs pour fermer à 1.000 ; le 24, on oscilla entre 1.000 et 1.025 ; le 25, on s'éleva à 1.225, et le 26 à 1785, pour rester en clôture à 1.525.

Le 27, les cours varièrent de 1.575 à 1.650, le 29 de 1.475 à 1.600, le 30 de 1.460 à 1.500, le 1^{er} décembre de 1.340 à 1.400 ; puis on fit 1.360 le 4, 1.200 le 9, 1.375 le 11, 1.380 le 13, 1.345 le 15, 1.000 le 18, 990 le 24 et, par suite de réalisations, 875 le 31.

Pour les exercices suivants, il suffira de donner le plus haut et le plus bas cours, non pas même mois par mois, mais de l'année :

ANNÉES	Plus hauts cours	Revenu évalué d'après les plus hauts cours (o/o)	Plus bas cours	Revenu évalué d'après les plus bas cours (o/o)
1853	960 (mai)	4,20	640 (janvier)	6,50
1854	792,50 (octobre)	7,50	430 (avril)	13
1855	1650 (sept.)	12	722,50 (février)	27,50
1856	1982,50 (mars)	6	1140 (janvier)	9,95
1857	1487 (mars)	1,80	670 (déc.)	3,90
1858	1057,50 (janvier)	2,45	557,50 (juin)	4,90
1859	955 (janvier)	4	505 (mai)	7
1860	815 (mars)	6	637,50 (mai)	8
1861	792,50 (sept.)	6,40	637,50 (avril)	8
1862	1285 (octobre)	9,50	705 (janvier)	17,30
1863	1440 (mai)	9,10	1036 (nov.)	12
1864	1235 (avril)	3,80	885 (nov.)	5,90
1865	973 (janvier)	2,50	731 (juillet)	3,90
1866	880 (janvier)	»	420 (juin)	»
1867	533,75 (février)	»	140 (octobre)	»

On voit que la richesse du Crédit mobilier atteignit son point culminant en mars 1856, à la veille du fameux dividende de 40 o/o; cela se conçoit : c'est en 1855 que ses placements fixes et à échéance déterminée furent le plus élevés dans toute cette période. A partir de ce moment, sa puissance déclina, à mesure que la prudence lui conseillait de réduire davantage son chiffre d'affaires. Une seconde période de prospérité commença ensuite quand, à partir de 1860, il renonça à sa règle de sécurité et laissa s'enfler de nouveau son actif immobilisé : elle atteignit son apogée en mai 1863. Puis ce fut la suppression des dividendes et la rechute des cours, jusqu'aux opérations de dissolution.

§ 5. — *La chute et ses causes*

On aborde maintenant l'examen, aussi impartial que possible, des circonstances et des causes qui firent que tant d'activité, mise au service d'une réelle science des affaires et d'un utile idéal économique, aboutirent à des embarras que l'esprit de dénigrement aggrava et dans lesquels le gouvernement intervint fâcheusement.

La longue analyse qui a été présentée du fonctionnement de la société a montré un désaccord entre la tendance qui ressortait de son système et celle qui s'est révélée dans sa pratique : sa théorie la poussait à l'absorption du crédit commanditaire tout entier ; sa pratique la renferma dans ce dilemme : ou bien réaliser sa vaste conception en risquant de com-

promettre sa solidité, ou bien assurer cette solidité en limitant son activité.

D'où vient qu'elle s'est trouvée en face de ces deux alternatives inconciliables et également dangereuses ? La question importe : car de la réponse qu'on y donne se déduisent logiquement toutes les difficultés qui provoquèrent son échec.

Du dilemme catégorique qui s'est imposé à elle, le gouvernement porte toute la responsabilité : c'est son *interdiction d'émission d'obligations* qui stérilisa par ses répercussions la combinaison la plus féconde.

Ce refus d'autorisation lésa les droits les plus certains du Crédit mobilier, puisque cette éventualité était prévue par ses statuts approuvés et qu'elle pouvait invoquer ceux-ci comme la charte synallagmatique de ses libertés.

Il faussa de plus sa nature économique et l'empêcha de remplir la mission saint-simonienne qu'il s'était tracée : un petit capital et une grosse dette consolidée, telle devait être la loi d'une banque de ce genre.

Il le contraignit d'appeler l'intégralité de son capital nominal et plus tard de le doubler : 120 ou même 60 millions exigent une rémunération considérable ; or les bénéfices résultant du fonctionnement des entreprises commanditées ne pouvaient rentrer qu'au bout d'un certain temps ; pour fournir dans l'intervalle des dividendes à ses actionnaires, le Crédit mobilier fut inévitablement conduit à spéculer sur les titres qu'il avait en portefeuille. Empêché par la loi de ses statuts d'effectuer des ventes à découvert

et des achats à prime, il était autorisé à se livrer au commerce des valeurs ; il usa donc de cette latitude, il spécula pour son propre compte ; son Conseil d'administration, dont on a pu constater l'indépendance et la puissance (1), spécula personnellement ; l'énumération et la description de ces opérations de Bourse excèdent le cadre de la présente étude (2) ; il suffit de dire que, remorquant la spéculation ou remorqué par elle, il s'appliqua à recueillir des différences suivant les variations prévues des cours des valeurs. Le mot célèbre de Berryer plaidant pour Goupy contre les Pereire, « le Crédit mobilier est une grande maison de jeu », était injuste et excessif : il n'en reste pas moins que ces incessantes transformations de portefeuille, ces évolutions continuelles de fonds (3) devaient, à raison des indications particulières que fournissait à la société sur les tendances des prix sa situation ordinaire de grand reporteur, exercer sur les cours des influences qu'on peut qualifier d'artificielles, puisque ces mouvements n'étaient pas motivés par un intérêt général, et n'avaient pour objet que de lui fournir le plus clair de ses bénéfices.

Ainsi l'interdiction gouvernementale condamnait le Crédit mobilier à avoir l'exclusif souci de ces plus-

1. La société ne fut pourvue d'un Comité de trois censeurs qu'en 1865.

2. Sur ces spéculations, voir Plenge, *Gründung und Geschichte des Crédit mobilier*, le Crédit mobilier et la Bourse.

3. Pour s'en rendre compte approximativement, suivre les variations des trois natures de titres formant les placements fixes, dans le tableau des bilans, *supra*, p. 171.

values factices que sont les primes imprimées aux cours de bourse par les caprices de l'opinion, à faire de leur poursuite et de leur réalisation sa visée constante, égoïste, étroite et funeste, et à considérer son propre capital, non comme une simple garantie, mais comme un enjeu.

Or, la guerre, dont l'Empire fit, moins de plein gré que par une sorte de fatalité, l'état normal de l'Europe, la hausse générale des prix qui caractérisa cette période, les crises agricoles ou industrielles qui se succédèrent les unes aux autres, provoquèrent une dépression générale des valeurs à cette époque : le 3 o/o, le fonds le plus solide et celui dont l'avenir recélait à l'état latent le plus important bénéfice, tomba de 86 à 66,30. En l'obligeant de rendre et de maintenir essentiellement mobile son portefeuille, de tenir sans cesse sur la brèche la totalité de ses ressources, et de les incorporer dans des titres soumis, comme les actions, à la nervosité des opérations à terme, on liait le Crédit mobilier aux oscillations et aux tendances du crédit général, dont il dut dès lors refléter toutes les pulsations : la baisse progressive des cours devait donc laminer son capital toujours en mouvement, et les réalisations indispensables sur des cours de plus en plus déprimés devaient le ronger si bien que les pertes un jour en absorbèrent la moitié : et les statuts faisaient de cette dépréciation la condition suffisante de la liquidation (1).

1. Art. 61 : « En cas de perte de moitié du capital social souscrit, la dissolution de la société sera prononcée avant l'expiration

Ainsi l'intromission du gouvernement dans les affaires du Crédit mobilier a été la cause déterminante bien claire de la chute de cette institution, la plus sagement conçue et la plus pertinemment édifiée : l'état général politique et économique et les spéculations n'ont été que des influences secondaires et dont l'action eût été quasi-nulle si la première ne l'y avait faite particulièrement sensible. Il importe de s'en rendre bien compte : de ce que le Crédit mobilier a peu vécu, il ne faudrait pas conclure que la conception saint-simonienne du crédit à la grande industrie qu'il a incarnée n'est pas viable ; sa chute n'a pas été entraînée par quelque vice organique et congénital de cette institution, et, si l'on en juge la théorie bienfaisante, il ne faudrait pas se laisser arrêter dans des essais nouveaux de réalisation pratique par l'échec de sa première application. Celui-ci, tout à l'inverse, devrait démontrer, *a contrario*, l'excellence de la construction saint-simonienne : car son écroulement a tenu à ce qu'un gouvernement craintif l'a empêchée d'atteindre à tous les développements qu'elle comportait et de revêtir la forme technique que son but exigeait. C'est sa constitution boiteuse et sa déviation imposée qui causèrent sa perte.

Mais pourquoi l'administration montra-t-elle cette partialité aveugle et commit-elle ces bévues économiques ? Il est aisé de répondre que le Crédit mobi-

du délai fixé pour sa durée, par une décision de l'assemblée générale ».

lier suscita des rivalités qui surent se concilier la faiblesse gouvernementale. Mais n'y eut-il là que les jalousies personnelles et vulgaires dont sont assez coutumiers les milieux financiers et que leur brillante fortune attire toujours aux puissantes compagnies ? Si le succès de l'institution provoqua des querelles intéressées, il faut avouer que sa tendance nettement monopolisatrice put soulever des critiques justifiées et s'autorisant des principes économiques les plus certains. Il est nécessaire d'insister sur cette périlleuse ambition, car elle la tint des directions saint-simoniennes qui la dominèrent, toujours et furent responsables de ses fautes comme inspiratrices de ses mérites.

Les plans de collectivisme bancaire et de direction unitaire de la production présentés par Efantin avaient incité le Crédit mobilier à se donner pour mission, comme on l'a vu, de consolider en un fonds commun les titres particuliers des entreprises diverses. On devait prendre ces mots dans leur signification la plus large, sans s'arrêter aux limites posées par ses statuts à la somme des valeurs qu'il lui était permis de convertir. Ces limites, en effet, n'étaient qu'accidentelles, et il était évident que, si la consolidation des valeurs diverses en un titre unique était en soi une opération utile et saine, ces limites devraient être reculées au moment où la société les aurait atteintes. Mais cette opération en supposait deux autres : l'acquisition des titres innombrables qu'il s'agissait de convertir, et l'émission du

titre uniforme qui devait en représenter la consolidation en un fonds commun. Ainsi, pour remplir le rôle annoncé, le Crédit mobilier devait posséder ou racheter les titres, c'est-à-dire être ou devenir propriétaire des diverses entreprises, et, à la place de leurs actions et obligations, émettre ses propres titres par des augmentations de capital et des émissions d'obligations indéfinies. La conversion accomplie, après avoir absorbé toutes les compagnies anonymes, et en être devenu propriétaire et administrateur, il eût été investi « d'un si gigantesque monopole que sa puissance n'eût plus eu de rivale et d'égale que celle de l'Etat. » (1)

En obéissant à cette tendance « omni-absorbante », en devenant peu à peu, grâce au privilège de sa forme anonyme, l'organe, sinon encore suprême et unique, du moins prépondérant du crédit commanditaire, l'établissement des Pereire ne pouvait sans doute s'élever sans abattre des concurrences légitimes, sans paralyser et annuler l'industrie des banquiers ordinaires, réduits à leurs ressources individuelles.

Pour ruiner le monopole défait que le Crédit mobilier était en voie d'instituer, et aussi pour compléter son action qui, en dépit de ce pseudo-monopole, était impuissante à suffire à toutes les demandes de crédit présentées par l'industrie, les banquiers isolés décidèrent de s'unir et de donner à leur association le but et la forme mêmes de l'institution qu'ils voulaient combattre à armes égales.

~~1. Forcade, Revue des Deux-Mondes, 1856, t. III, p. 279.~~
1. Forcade, *Revue des Deux-Mondes*, 1856, t. III, p. 279.

C'est ainsi que, composé des maisons Bartholony, Pillet-Will, Marcuard, Mathieu-Hentsch, Paccard-Dufour, Ed. Blount et Talabot (1), le Syndicat des banquiers demanda au Gouvernement l'autorisation « de se constituer en société anonyme, dans le but de faciliter aux compagnies de chemins de fer la négociation de leurs emprunts, de faire aux actionnaires des avances sur actions et obligations, et enfin de donner au commerce et à l'industrie des facilités plus grandes par l'escompte du papier à deux signatures » (2) : toutes ces influences « se ralliaient au pavillon arboré par la grande maison Rothschild ». Le syndicat attira surtout à soi les emprunts étrangers : on le vit dans le Madrid-Saragosse, les Lombards, les chemins de fer de la Haute-Italie, que le gouvernement français retira aux Pereire qui les avaient conçus et qui pouvaient légitimement compter sur ces affaires.

C'est ainsi encore qu'en 1859, le 7 mai, fut autorisée la Société générale du Crédit industriel et commercial (3), qui se donnait le même but que le Crédit mobilier (4).

1. Ce dernier était pourtant ancien saint-simonien.

2. Article de Devina, *Journal des chemins de fer*, 13 décembre 1856.

3. Elle était au capital de 60 millions divisé en 120.000 actions de 500 francs sur lesquelles 80.000 étaient aussitôt émises. Elle avait pour président le futur duc d'Audiffred-Pasquier, mais était organisée par la maison Daunon-Obry-Gautier, banquiers de M. de Morny.

4. Cf. Bulletin financier, *Journal des Économistes*, 2^e série, t. XX, p. 129 : « L'objet de cette nouvelle banque la rapproche du Crédit mobilier, sans lui donner un caractère propre et distinct. »

C'est ainsi enfin que par décret du 4 mai 1864 fut instituée la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France (1).

Si les intérêts lésés par la tendance à la suprématie du Crédit mobilier s'étaient bornés à s'unir pour en contrebalancer l'hégémonie naissante, il n'y eût eu là rien que de très légitime, et, s'il fallait expliquer sa chute par la simple rivalité de ces établissements similaires, ce serait présenter une défense qui pourrait se tourner en réquisitoire : avouer qu'une institution a disparu seulement pour avoir été placée sous le régime normal de la concurrence serait faire un singulier éloge de sa valeur intrinsèque.

Mais la concurrence des banquiers est devenue déloyale du jour où leur influence circonvint le Prince au point de lui faire oublier ses engagements les plus stricts (2). Deux hommes surtout se firent les agents de l'opposition : ce sont les ministres des finances Magne et Fould ; le premier, administrateur distingué et honnête parlementaire de la majorité Guizot, ignorait de tout point la vie économique réelle et entra-
vait avec timidité, mais de bonne foi, les initiatives

1. Elle fut fondée au capital de 120 millions. Son conseil d'administration comprenait notamment : Bartholony, Bischoffsheim, Blount, Cahen d'Anvers, Hentsch, Eugène Schneider, Paulin Talabôt. — V. *Journ. des Econ.*, 3^e série, t. XXXVIII, p. 299 : « On parle beaucoup en ce moment de créations de nouvelles sociétés de crédit mobilier ».

2. Certaines pièces détenues par M. Gustave Pereire semblent démontrer que l'influence s'exerça par l'intermédiaire de l'Impératrice, dont on exploita les sentiments religieux.

de ceux qui voulaient semer pour faire lever les richesses nouvelles ; au second, l'on ne pouvait dénier des qualités techniques solides, mais, étranger au mouvement philosophique qui avait occupé les esprits de 1825 à 1840, ne considérant les affaires qu'en vue des profits personnels et indifférent à l'intérêt social, il fit à la société une guerre sournoise et jalouse (1). Au-dessous d'eux s'agitait tout un monde de conseillers officieux, seulement préoccupés de leurs petits intérêts et y travaillant sans cesse, non pas en contrecarrant en face les réformes proposées, mais en accumulant les pronostics pessimistes et en renvoyant systématiquement toutes les innovations à des temps plus propices dont l'heure ne sonnait jamais. Effrayé des chances d'extension du Crédit mobilier qu'on lui représentait en voie de devenir « l'arbitre du marché de Paris », le Gouvernement, avec une âpreté chicanière et après des tergiversations sans exemple, prononça cette interdiction dont les conséquences impératives régirent tout le fonctionnement de la société et la conduisirent à sa chute mécaniquement inévitable.

Telle est la cause lointaine et générale de cette chute. Elle eut aussi une cause immédiate et particulière due également à l'opposition gouvernementale.

Dans tous les bilans qui ont été présentés, on a pu constater l'augmentation à partir de 1860 de

1. Un jour qu'Isaac Pereire se plaignait du « laminage scandaleux » dont son institution était victime, Fould lui répondit cyniquement : « Vous étiez trop riches, il fallait vous dégraisser. » Le mot nous a été rapporté par M. Gustave Pereire.

l'article intitulé : « avances aux compagnies commanditées ». On a rangé ce poste dans la catégorie de l'actif immédiatement réalisable : en effet, ce sont, en principe, des avances faites à court terme ; mais, en réalité, la rapidité de leur recouvrement dépend de l'usage qui en est fait par la société vassale, et, alors même que celle-ci a pris l'engagement un peu théorique de rembourser au premier appel l'avance consentie, encore faut-il que pratiquement elle puisse la dégager de l'emploi où elle l'a utilisée. Ainsi, derrière ces avances apparemment à brève échéance peuvent se dissimuler des placements à long terme effectués non pas sans doute par la banque créditrice, mais par l'entreprise qu'elle patronne. C'est précisément ce qui se produisit dans les relations du Crédit mobilier et de la Société immobilière dans les dernières années de son existence. Depuis 1860 on constate en effet une augmentation progressive des avances qui passaient de 12 millions à 73 en 1866 ; la plus grande part était accordée à la Société immobilière pour la raison suivante :

La Compagnie du Midi avait obtenu du gouvernement la promesse de concession du chemin de fer de Cette à Marseille par le littoral. Lors de la création du réseau français, on avait toujours considéré Marseille comme la future tête de ligne des relations de l'Europe occidentale et plus spécialement de l'Angleterre avec l'Orient (1). Mais, pour en faire la pre-

1. Voir ces idées longuement développées dans *le Globe* (1831-1832) et surtout dans *le Système de la Méditerranée* de Michel Chevalier.

mière place commerciale et industrielle de la Méditerranée, il fallait la pourvoir de moyens de transport qui la missent en communication facile avec la région du Sud-Ouest et l'Atlantique. De là la nécessité d'exécuter par le littoral, c'est-à-dire par la voie la plus courte, le raccordement de Cette à Marseille en prolongement du chemin de fer du Midi. Tel avait été le plan bien arrêté.

L'importance future de la grande cité, les travaux indispensables à l'aboutissement des lignes nouvelles en pleine ville, amenèrent la Compagnie immobilière à y effectuer de nombreux achats de terrains pour profiter de la plus-value escomptée. Elle demanda au Crédit mobilier les fonds nécessaires sous forme d'avances. Elles pouvaient être stipulées à court terme : ce n'en était pas moins, en fait, une immobilisation indirecte, médiate.

Elle eût pu cependant n'être point de trop longue durée si la concession avait été rapidement accordée et si les ventes avantageuses des terrains étaient devenues possibles ; mais des rivalités se syndiquèrent en une coalition puissante menée par la Compagnie du P.-L.-M., c'est-à-dire par les anciens Saint-Simoniens Talabot ; elle obtint du Gouvernement qu'il revînt sur sa promesse formelle.

L'intérêt national en fut lésé, car le retrait de la concession permit plus tard la concurrence victorieuse de Brindisi et le développement des services de la *Peninsular* par le canal de Suez « que l'on avait cru ne devoir être que l'avenue de Marseille, le

pertuis ouvert de la France sur les mers des Indes. » (1).

C'est sous le fardeau de ces fausses avances, de ces immobilisations de fait, que le Crédit mobilier chancela : le Gouvernement, par son refus, lui faisait perdre l'équilibre instable où il l'avait constamment maintenu.

La société, dès 1866, entreprit des négociations pour s'en libérer. Frémy, le directeur du Crédit foncier, « la laissa osciller entre la crainte et l'espoir » (2) pendant quatre mois. Elle proposa de transformer 75 millions de ses comptes courants créditeurs en un emprunt ferme à trois ans : le plan échoua.

La perte de la moitié de son capital l'acculait, d'après ses statuts, à la liquidation (3). On ne pouvait songer à l'éviter en sollicitant l'assistance des autres grandes banques par actions : il fallait se tourner vers la Banque de France (4). Au commencement

1. Note de M. de Villedeuil.

2. Plenge, *loc. cit.*, p. 118.

3. Voici d'après *la Presse*, qui n'a jamais reçu de démenti à cet égard, la composition de son portefeuille au 31 août 1867 :

3.600 francs de rente

113.600 obligations immobilières

72.000 actions

65.000 actions du Crédit mobilier espagnol.

650 — français

12.008 obligations du Canal de l'Ebre

20.000 — de la Compagnie Transatlantique

62.000 — du Nord d'Espagne

350 actions de la Compagnie du Midi

4 200 — des Chemins de fer autrichiens

32.000 — des Magasins généraux

4. Celle-ci ne pardonna pas aux Péreire leur campagne pour l'établissement d'une Banque de Savoie.

de septembre, on lui communiqua le bilan détaillé du Crédit mobilier. Les administrateurs durent s'engager à signer des lettres de change pour une somme de 36 millions (12 des Pereire, 10 du duc de Galliera) qui servit plus tard à indemniser les actionnaires du Crédit mobilier.

Mais la Banque persista à mettre à son secours la condition de la retraite des Pereire qui, disait-elle, avaient soulevé de trop vives animosités. Rouher (1) invita l'Empereur à oublier la collaboration féconde qu'ils lui avaient apportée et à ne pas s'opposer à la retraite des deux frères. Après des hésitations ceux-ci cédèrent à la pression le 25 septembre ; au contraire, ils n'abandonnèrent pas l'administration des filiales telles que le Nord d'Espagne, le Mobilier espagnol, la Transatlantique, le Midi français.

La Société immobilière fusionna avec le Crédit mobilier et tous deux furent liquidés ensemble sous la présidence du Comte de Germiny, sénateur.

Le 12 novembre 1871, la dissolution ayant été prononcée, une nouvelle Société de Crédit mobilier fut fondée, « qui devait succéder à l'ancienne, mais non pas la continuer » (2). Son capital de 80 millions était divisé en 160.000 actions de 500 francs dont 96.000 pouvaient être souscrites au moyen des 24.000 de l'ancien Crédit mobilier.

1. *Papiers de la famille impériale*, t. II, p. 240.

2. Communication du baron Haussmann à l'Assemblée générale du 25 novembre 1871.

La firme, après de nombreuses réductions de capital, existe encore aujourd'hui, mais sans aucun lien avec le passé.

Ainsi disparut cette active et puissante création du Saint-Simonisme pratique qui fut douée d'une vertu de propagation et de fécondité et dont la leçon demeure : son exemple montre les services réels qu'une vaste banque anonyme peut rendre au mouvement coordonné et à la direction méthodique de la grande industrie ; sa chute elle-même a démontré la nécessité pour un tel établissement de l'émission d'obligations s'il veut réaliser un type d'institution à la fois progressiste et conservatrice ; progressiste, parce qu'elle ouvrirait les horizons de la commandite à toutes les conceptions pratiques et à toutes les initiatives profitables à la communauté ; conservatrice, parce qu'elle assurerait aux faibles épargnes concentrées la certitude d'un intérêt fixe en faisant émerger la sécurité de la compensation de tous les risques assumés (1).

1. Cette nécessité de la diffusion des obligations avait déjà été nettement aperçue par les théoriciens du Saint-Simonisme.

Cf. *Le Crédit*, n° du 1^{er} août 1849 : « Il importe de donner au capital des *garanties de revenu modique mais certain*, et de renfermer dans des limites restreintes le caractère *aléatoire*, en le fondant alors uniquement sur le bon emploi probable du capital par des travailleurs intelligents. Le rôle du capitaliste *associé* doit être modifié pour se rapprocher de celui du capitaliste *prêteur* ; c'est dire que les *actions* doivent tendre à se transformer en *obligations*, de sorte que le capitaliste intervienne généralement dans le travail à titre de *prêteur GARANT*, plutôt qu'à titre de *spéculateur JOUEUR* à un jeu qu'il ne connaît pas. »

CHAPITRE II

L'application directe de la Conception saint-simonienne à la petite industrie.

LE CRÉDIT MUTUEL

L'économie moderne se caractérise par une indéniable tendance à la concentration des forces productives sous la forme d'entreprises associées, tendance à laquelle le Saint-Simonisme n'est pas étranger, ayant en doctrine célébré l'action collective comme la seule vraiment efficace, et en fait déclenché le mouvement capitaliste le plus considérable du siècle.

Malgré leur multiplication et leur extension, les associations anonymes n'ont cependant pas éliminé entièrement la petite industrie autonome. Or, pour constituer leur capital initial et pour assurer ensuite leur croissance normale, le même besoin de crédit s'impose aux grandes sociétés et aux établissements individuels.

Aux premières, la Société générale de Crédit mobilier dispense volontiers le crédit à long terme :

c'est exactement l'objet qu'ont eu en vue ses initiateurs.

Mais elle ne peut accorder aucun secours aux seconds : car elle ne peut transmettre à l'industrie le capital disponible du pays qu'en la contraignant d'entrer dans le cadre toujours exceptionnel de la société anonyme.

Aussi les Pereire ont-ils compris la nécessité de compléter leur institution auxiliaire de la grande industrie, par « une combinaison qui aurait pour effet d'étendre jusqu'aux classes d'entrepreneurs les moins favorisés par la fortune, jusqu'à l'ouvrier en chambre, les bienfaits du crédit », bienfaits grâce auxquels, selon l'expression de Bazard, « le cercle des hommes qui pourraient prétendre à devenir *chefs, princes* de l'industrie; embrasserait l'humanité tout entière » (1).

C'est dans ce but qu'ils ont présenté au Conseil d'Etat en 1853, d'accord avec M. Benoit Fould, un projet d'organisation de Sociétés de crédit mutuel. Il ne semble pas qu'il ait jamais reçu aucune suite ni aucune application (2) ; il a cependant paru mériter d'être classé dans les œuvres pratiques du Saint-Simonisme bancaire, d'abord à raison de son étroite connexité avec le Crédit mobilier, parce que d'autre part il apparaît susceptible d'une adaptation, si l'on

1. *Doctrine-Exposition*, p. 194.

2. Cf. Pierre Moride, *le Mouvement des Coopératives de Crédit vers 1863* (*Rev. d'Econ. pol.*, 1910) : « Les Saint-Simoniens eurent surtout une influence sur les sociétés *capitalistes* de crédit et non sur les associations *populaires* » (p. 625).

veut, immédiate, aux réformes actuelles. Ce document renferme, en effet, après un exposé des motifs, un plan de statuts détaillé et très complet (1). C'est lui qu'on va maintenant analyser en s'attachant aux divisions mêmes adoptées dans le rapport adressé à l'Empereur.

§ 1. — *Mécanisme*

Le projet repose sur deux principes directeurs : c'est d'abord une application à la matière du crédit du système nouveau de la mutualité, dont les assurances ont révélé tous les mérites ; puis c'est un essai d'adaptation aux exigences d'un crédit populaire nécessairement à court terme des obligations du Crédit mobilier, qu'on peut y plier à condition d'en fractionner les coupures et d'en rapprocher les échéances.

Voici donc le mécanisme institué sur cette double base (2) :

Dans chaque localité se constitueront librement, sous la forme de sociétés commerciales, des *Sociétés de Crédit mutuel*, spéciales à chaque branche de la production nationale, groupant d'après leurs affinités les industries similaires et connexes, administrées

1. Dès le 4 septembre 1830, on trouve un projet de banque des Pereire « basé sur le principe de la mutualité et sur l'émission des billets à rente ». Ce projet, de même que celui de 1853, a été réédité en 1864 dans l'ouvrage d'Isaac Pereire sur la *Banque de France et l'Organisation du Crédit en France*. On citera d'après les *Œuvres des Pereire*, t. V, 1^{er} fasc., série F.

2. *Œuvres des Pereire*, série F, p. 41.

par un syndicat, ouvertes « aux entrepreneurs à tous les degrés et même aux ouvriers en chambre travaillant à leur compte », pourvu qu'ils appartiennent à la profession syndiquée (1).

Chaque sociétaire fournira : 1° une cotisation fixe, annuelle, formant une proportion minimale du crédit auquel il aura jugé pouvoir éventuellement recourir ; le montant de ces cotisations constituera la réserve ou fonds de prévoyance de la société (2) ; 2° une prime variable, inversement proportionnelle au degré de solvabilité présenté par lui et qui sera, chaque fois qu'il usera, par voie d'escompte ou de comptes courants, de tout ou partie du crédit pour lequel il se sera fait inscrire, le prix de l'aval collectif apposé par le syndicat sur son engagement (3) ; le montant de ces primes formera un fonds commun d'assurance.

« On appellera *sinistre* le non-paiement partiel ou total par un sociétaire, soit des sommes pour lesquelles il lui aura été ouvert un compte, soit des effets revêtus sur sa demande de l'aval de la société. »

1. Cf. Art. 1^{er} des Statuts-types dressés par les Pereire : « Il est fondé entre les comparants, tous entrepreneurs de carrosserie, sellerie, équipements militaires, et tous autres entrepreneurs de la même industrie, domiciliés dans la Ville de Paris, qui, après avoir adhéré aux présents statuts, seront agréés et admis par les premiers sociétaires, une société anonyme sous le nom de *Société de crédit mutuel des entrepreneurs de carrosserie... de la Ville de Paris* » (F. 71). Art. 5 : « Le nombre des sociétaires est illimité. Toutefois, nul ne peut être admis dans la société s'il n'exerce dans la Ville de Paris l'une des professions suivantes considérées comme se rattachant à l'industrie de la carrosserie... » (F. 72).

2. Art. 13 et 16 (F. 73 et 74).

3. Art. 14 (F. 73).

Le montant de tout sinistre sera prélevé par le syndicat, d'abord sur le fonds d'assurance et, subsidiairement, sur le fonds de prévoyance, le tout sans préjudice du recours que la société peut exercer contre le sociétaire défaillant ou contre ses cédants. Si le sinistre absorbe plus que la totalité du fonds de prévoyance, le syndicat peut même appeler à titre de contribution extraordinaire la somme nécessaire pour couvrir le sinistre et pour reconstituer dans le fonds de prévoyance les $3/12$ de cotisation exigibles d'avance ; ces appels de fonds seront supportés par les sociétaires dans la proportion du crédit pour lequel chacun d'eux se sera fait inscrire, et ne pourront en aucun cas excéder, pour une même année, le montant annuel de la cotisation (1).

Toutes les Sociétés de crédit mutuel ressortiront à un établissement principal, prenant le nom de *Caisse centrale des Sociétés de Crédit mutuel* et la forme de société anonyme par actions. Elle adoptera comme papier de circulation concurremment avec les espèces métalliques, les obligations du Crédit mobilier, se les étant procurées par voie d'emprunt sur dépôts de rentes ou d'actions ou bien sur dépôts de ses propres obligations (2). Elle sera administrée par un comité composé d'entrepreneurs des industries syndiquées (3).

1. Art. 13, 15, 16, 17 et 18 (F. 73 et 74) : la responsabilité n'est pas illimitée.

2. Art. 5, 6°, statuts de la Caisse centrale (F. 53).

3. Titre IV des mêmes statuts.

Ses opérations consisteront : 1° à provoquer la création, à Paris et dans les départements, de sociétés de crédit mutuel ; 2° à établir ses propres succursales en province avec l'autorisation du ministre de l'Intérieur et du ministre des Finances ; 3° à escompter, jusqu'à concurrence des crédits alloués à chaque sociétaire, les valeurs revêtues de l'aval de garantie des syndicats ; 4° à ouvrir, sur la demande et sous la garantie des sociétés, des comptes courants à leurs membres ; 5° à se charger pour leur compte du recouvrement des effets qui lui seront remis par l'intermédiaire des syndicats ; 6° à recevoir enfin en comptes courants la réserve et le fonds d'assurance des diverses sociétés (1).

Une dernière question se pose : celle des bénéfices de chaque Société de crédit mutuel. Leur montant net se composera : 1° des intérêts produits par les sommes déposées en compte courant à la Caisse centrale ; 2° de l'actif du fonds d'assurance restant disponible après l'acquittement des frais d'administration et des sinistres éprouvés par la société. Ainsi formé, il se répartira de la manière suivante : un quart sera attribué à la Caisse centrale, « afin de l'intéresser non seulement à provoquer l'établissement d'un nombre de plus en plus grand de Sociétés de crédit mutuel, mais à étendre la limite des crédits individuels qu'elle ouvrira, à ne pas craindre même de courir la chance de quelques sinistres, car il ne

1. Art. 5 et 7 (F. 52).

faut pas que cette crainte paralyse ses opérations et la fasse tomber dans l'immobilité » (1); le reste sera partagé à titre de dividende entre les membres au prorata du montant de la cotisation fixe payée par chacun (2).

§ 2. — *Ressources*

La Caisse centrale sera fondée au capital de 60 millions divisé en 240.000 actions de 250 francs chacune, dont 80.000 seront souscrites immédiatement, et les 160.000 autres émises au fur et à mesure que le développement des opérations en fera sentir la nécessité (3).

L'économie devant être la règle de toute organisation de crédit à la petite industrie, « il importera de n'avoir recours à l'accroissement du fonds social qui imposera la charge d'un dividende plus lourd à demander aux escomptes, qu'après avoir épuisé tous les autres moyens de se procurer des capitaux ».

A cet effet, elle pourra faire appel au Crédit mobilier, puisqu'il a pour mission de prêter sur dépôt d'effets publics, d'actions et d'obligations des sociétés anonymes. La Caisse centrale émettra donc des obligations dans le seul but d'offrir une couverture régulière aux prêts du Crédit mobilier ; elle les mettra

1. F. 47.

2. Art. 52 et 15 des Statuts de la Société de Crédit mutuel (F. 81 et 74).

3. Art. 8, 9, 10 des statuts de la Caisse centrale, F. 53 et 54.

en circulation, « de concert avec lui », selon les besoins des escomptes (1).

Les obligations du Crédit mobilier qu'elle recevra en échange seront émises à échéance assez rapprochée et fractionnées en coupures assez faibles pour faire l'office de monnaie fiduciaire portant intérêt et offerte, concurremment avec des espèces ou des billets de banque, au choix des crédités (2).

La Caisse possédera de la sorte, grâce à la réalisation successive de ses actions dont elle emploiera la valeur en effets publics, et grâce aux obligations qu'elle émettra comme gage supplémentaire de ses emprunts au Crédit mobilier, toutes les ressources nécessaires pour faire face, dans les conditions les plus économiques, aux besoins du nouveau crédit à organiser.

§ 3. — *Garanties*

L'associé des Caisses de Crédit mutuel évaluera lui-même le crédit auquel il croira avoir droit, et la contribution fixe constituant sa participation au fonds de réserve sera réglée d'après cette estimation unilatérale qui ne sera pas contestée.

A partir de son admission par le syndicat, il aura la faculté de présenter à l'aval de la société tous les effets et engagements qu'il aura contractés ou reçus en paiement ; il pourra également demander l'ouver-

1. Art. 5, 6°. F. 53.

2. Art. 11 des statuts de la Société de Crédit mutuel. F. 73.

ture d'un compte à la Caisse centrale (1). Mais, quand il présentera ainsi un effet à l'escompte, un compte devra lui être ouvert, et alors sa situation et l'importance totale de son crédit éventuel seront, de la part du syndicat, l'objet d'une appréciation rigoureuse et intéressée.

Rigoureuse, d'abord : car le syndicat sera formé des « pairs de l'impétrant », c'est-à-dire des meilleurs juges de sa valeur professionnelle et morale, et, de plus, il s'entourera de nombreux renseignements, s'inspirera d'indices assez sûrs (2).

Intéressée, en outre, et doublement : car, en cas de sinistre, la perte couverte par les cotisations devra retomber en partie sur les membres du syndicat, et, d'autre part, le crédit de l'association étant amoindri, le profit leur échappera qu'ils auront pu attendre des opérations de la Société dont ils auront consenti à être les membres et les administrateurs.

Le syndicat ne se bornera pas à cet examen initial ; il exercera une surveillance continue sur la situation de chaque producteur dont les engagements seront présentés à l'aval collectif. Il élèvera ou abaissera la prime variable, prix de cet aval, selon le degré de garantie offert par l'honorabilité et la solvabilité du

1. Art. 7 et 9 des mêmes statuts de la Société de crédit mutuel, F. 72.

2. Art. 6 : « Toute demande d'admission (dans la Société) doit être adressée au syndicat ; elle doit contenir : 1^o les nom, prénoms, domicile, lieu de naissance de l'impétrant ; 2^o le capital d'affaires réalisé par lui durant les derniers douze mois de son industrie ; 3^o le montant de ses impositions et loyers ; 4^o les garanties et cautions qu'il peut offrir ». F. 72.

crédité. Si des faits graves surviennent après son admission, s'il néglige son entreprise ou s'il aspire à étendre son crédit au delà de ses moyens, le syndicat élèvera la prime et lui en fera connaître les raisons ; « s'il ne s'amende pas, la prime sera encore surélevée, ou le crédit lui-même sera refusé, et le membre enfin congédié, si ce parti extrême paraît indispensable à l'existence même de la Société » (1).

En même temps que les syndicats exerceront leur contrôle sur les membres des Sociétés de Crédit mutuel individuellement, la Caisse centrale surveillera les opérations des Sociétés elles-mêmes dont elle resserrera ou étendra les crédits selon la mauvaise ou la bonne gestion des syndicats.

Le fonctionnement des Sociétés et de la Caisse sera donc entouré de toutes les lumières et sécurités désirables.

§ 4. — *Caractères saint-simoniens du projet*

On a, dans les paragraphes précédents, démonté le mécanisme du crédit mutuel ; il convient maintenant de se représenter comment les rouages s'en combineront.

Au sommet, le Crédit mobilier jouera le rôle du « département d'émission de la Banque d'Angleterre » (2) : il ne fera pas l'escompte par soi-même et se contentera d'émettre la monnaie fiduciaire por-

1. F. p. 43.

2. F. 49.

tant intérêt, en mesurant aux besoins généraux de la circulation et de la production les quantités remises à la Caisse centrale sur dépôt de ses propres valeurs ou d'effets publics.

Au-dessous, la Caisse centrale et ses succursales feront l'office de banques d'escompte, distribuant les ressources du crédit sous la garantie collective des syndicats, aux Sociétés de crédit mutuel et à chacun de leurs membres, selon les facultés et les besoins de l'industrie syndiquée.

Enfin, à la base, les Sociétés de Crédit mutuel, multipliées sur tous les points du territoire et dans toutes les branches de la production nationale, universaliseront les bienfaits du crédit, grâce à la mise en œuvre au profit des intéressés du principe de la mutualité, grâce aussi à l'admission de sociétaires honoraires.

Quelles sont les formules neuves apportées par ce projet dans l'ordre du crédit à la petite industrie ? Quant à la technique interne, c'est « l'application d'une monnaie fiduciaire portant intérêt, au service des escomptes et des comptes courants » (1) ; — quant à sa forme extérieure, c'est la décentralisation hiérarchisée et la spécialisation du crédit ; — quant à son principe enfin, c'est la combinaison de l'idée de mutualité et de l'idée de patronage.

Sur le billet à intérêt et à échéance courte, il est inutile de revenir, puisqu'il constitue la partie com-

1. F. 44.

mune du Crédit mobilier et du Crédit mutuel, la courroie de transmission, pour ainsi dire, par où s'opère la liaison de leur fonctionnement parallèle et engrené : il suffit de rappeler les explications déjà données sur les obligations du Crédit mobilier. On constatera seulement encore une fois que ce plan reproduit le système des billets de banque du *Producteur* (1).

L'empreinte saint-simonienne n'est pas moins sensible sur l'organisation administrative du crédit populaire : sans qu'il soit besoin d'y insister, on est assez frappé d'y trouver la transposition exacte des ingénieuses théories « enfantiniennes » sur la nécessité d'une décentralisation géographique et d'une spécialisation économique de la banque (2); la création d'une Caisse centrale qui, au sommet de la

1. De ce papier de circulation caractéristique de la conception saint-simonienne, on trouve des exemples pratiques. Cf. R.-G. Lévy, *Banques d'émission et Trésors publics*, pp. 129 et 130 : « Ce fut en 1761 que le comte Sinzendorff eut l'idée de créer des billets à intérêt; l'émission de petites coupures de 25 et de 100 florins les mit à la portée de toutes les bourses; un tableau était inscrit au dos de chacun d'eux, indiquant la valeur quotidienne du billet, qui rapportait intérêt au taux de 6 o/o l'an. Ce papier, qui avait cours légal et pouvait servir à payer les impôts, fut accueilli avec assez de faveur pour que, au bout de quelque temps le gouvernement émit des billets sans intérêt... » On croit savoir que dans ce moment même il est encore question en Autriche d'avoir recours à cette même nature de papier.

2. Voir *supra* la philosophie du Crédit (p. 93) et le projet synthétique de banque saint-simonienne (p. 107). Cf. Enfantin : « Le (crédit) ne pourra descendre jusqu'aux derniers degrés de l'association industrielle que par l'intermédiaire de banques de plus en plus spéciales, graduées hiérarchiquement » (*Globe*, 29 avril 1831).

hiérarchie, exerce son action régulatrice sur les sociétés subordonnées et accorde le crédit aux petits producteurs sur la demande et sous la garantie de celles-ci, dérive de même avec la plus claire évidence du « système général des banques » de l'*Exposition de la doctrine* (1).

La filiation saint-simonienne de la dernière « innovation introduite dans le domaine du crédit » par ce projet demande au contraire des développements quelque peu détaillés.

Le principe de mutualité et celui de patronage qui devaient avoir de nos jours une si inégale fortune constituent par leur action combinée l'idée-base du plan des Pereire.

La mutualité est la seule solution du crédit à la petite industrie, « à raison de sa puissance de produire de grands effets avec de petits moyens » (2). Cette puissance est telle qu'elle fait en réalité tous les frais des institutions mêmes qui prétendent couvrir les sinistres par la garantie toujours illusoire d'un capital-actions « étranger ».

Dans les sociétés d'assurances à primes, en effet, le capital social n'est jamais réalisé, et le montant des sinistres est remboursé non sur l'argent des actionnaires, mais sur le produit des primes payées par les assurés. L'assurance, au fond, est donc

1. Voir *supra*, pp. 92 et 93. Cf. de même Enfantin : « Si l'on conçoit une banque générale qui servirait de lien à tous les établissements spéciaux de crédit, on aura... ainsi tracé le cadre de l'organisation industrielle » (*Producteur*, t. III, p. 389).

2. F. 46.

mutuelle; seulement la mutualité est exploitée par des actionnaires et à leur profit, tandis que dans les compagnies dites mutuelles la mutualité est exploitée au profit des assurés.

Ce que les sociétés d'assurances mutuelles sont aux sociétés d'assurances à primes, les sociétés de Crédit mutuel le sont aux comptoirs et sous-comptoirs d'escompte créés le 7 mars 1848.

Ces comptoirs, pas plus que la Banque de France, n'engagent leurs capitaux dans les risques que l'insolvabilité des souscripteurs et endosseurs peut leur faire courir : le produit de l'escompte suffit pour faire face, non seulement aux cas d'insolvabilité très rares par suite de la prudence des conseils de régence et d'administration, mais encore à l'allocation de dividendes élevant la valeur des actions. La garantie est donc également mutuelle dans le système des banques et comptoirs par actions ; mais la mutualité est exploitée par les actionnaires de ces établissements et à leur profit, tandis que, dans les Sociétés de Crédit mutuel, elle est exploitée par les entrepreneurs et petits patrons eux-mêmes et de manière à leur en réserver tout le bénéfice.

La mutualité remplira ainsi le vœu d'Enfantin : une banque fondée, non plus comme aujourd'hui, « par et pour les oisifs », mais « par et pour les travailleurs » (1) ; l'appréciation par le Syndicat des besoins réels et des moyens de solvabilité de chaque

1. Enfantin, *Economie politique et Politique*, pp. 98 et 99.

producteur permettra de graduer le crédit selon les capacités, et le partage des bénéfices, proportionnel aux cotisations fixes et partant à ce crédit qu'on aura cru mériter, permettra de mesurer aux œuvres les profits individuels : ainsi la mutualité réalisera le principe saint-simonien de distribution des tâches et de répartition des revenus.

Le concours financier, le patronage des classes supérieures se mêlent à la mutualité dans le projet des Pereire. En effet, les Sociétés de crédit mutuel seront aptes à recevoir des dons et des legs en argent ou en rentes ; ces libéralités, affectées exclusivement au fonds de réserve, ne pourront jamais entrer dans la composition des dividendes : elles ne conféreront aux donataires ni intérêts, ni droits d'aucune sorte, mais seulement la qualité d'associés honoraires (1). Bref, l'intervention d'industriels plus importants pourra avoir pour effet d'ajouter à la garantie mutuelle offerte par les petits entrepreneurs associés la sûreté réelle des fonds qu'ils donneront à ces syndicats d'emprunteurs.

Cette aide des classes supérieures aux travaux des masses laborieuses procède d'un système de politique sociale qui commençait d'avoir une certaine vogue vers le milieu du dernier siècle et qui est de nos jours singulièrement discrédité. Tandis que la mutualité est l'objet des sollicitudes gouvernementales et profite d'abondantes subventions, le patronage se

1. Titre V des Statuts de la Société de Crédit mutuel (F. 75).

heurte aux répugnances de ceux qu'il prétend élever, au programme du néo-marxisme syndicaliste : c'est dire que, si l'on voulait aujourd'hui s'inspirer du plan qu'on analyse, il faudrait résolument en abandonner cette partie que le mouvement des idées a frappé de caducité.

Elle porte la marque de son temps, d'un temps où l'on voyait fleurir les œuvres d'assistance philanthropique sous la paternelle direction de sociologues libéraux, d'un temps qui vit naître l'Ecole de la Réforme sociale. Cela suffit pour montrer qu'elle n'est pas de pure essence saint-simonienne. Cependant, si elle a été influencée par cette Ecole, elle ne contredit pas, loin de là, la doctrine saint-simonienne dont Le Play fut quelque temps le disciple (1), et qui, comme tout le socialisme humanitaire d'avant Marx, ignore la lutte de classes et compte même sur les classes dirigeantes pour fonder la Société future.

Pour le Saint-Simonisme, l'humanité est une famille où les plus forts par l'intelligence ou la richesse acquise, les aînés, doivent à titre de frères secourir les puînés, les petits de la maison : de là la maxime essentielle de sa législation morale : amélioration physique et morale de la classe la plus pauvre. Or, dans cette classe, dorment, latentes, mais décisives et prêtes au réveil, des facultés d'action, de direction et d'ordre que l'utilité et la justice commandent à la société de mettre en valeur. La Révolution, en met-

1. Georges Weill, *l'Ecole saint-simonienne*, p. 304.

tant aux enchères, par menus lots, les biens nationaux et en suscitant une couche nouvelle de propriétaires ruraux, a fait apparaître qu'il ne manquait à cette classe que d'avoir la propriété pour s'en montrer digne. Du fond du prolétariat industriel pourraient de même émerger des dirigeants nouveaux, dont les dirigeants actuels devraient féconder les travaux, favoriser « l'émancipation, l'anoblissement industriel » (1).

Cette séduisante société saint-simonienne, « le patronage du crédit » (3) proposé par les Pereire ne tend à rien moins qu'à la réaliser. Grâce à lui, l'élite économique sans laquelle les nations déchoient, ne sera plus, en effet, une caste fermée, mais une corporation ouverte et se recrutant presque par cooptation, une aristocratie qui, n'étant pas héréditaire, ne dégènera jamais, qui se renouvellera de tout ce qu'elle trouvera de bon et rendra meilleur encore dans toutes les classes de la société, bref qui sera le peuple se déléguant dans une aristocratie.

Pour emprunter la comparaison même présentée par les Pereire, on peut dire que le crédit populaire organisé sur cette double base « sera aussi fécond pour l'élévation des populations industrielles que la solidarité de l'honneur et de la gloire militaires l'est pour l'armée et, faisant surgir, avec la même facilité, des derniers rangs aux premiers les talents et les cœurs d'élite, donnera même au journalier et

1. *Œuvres des Pereire* (F. 48).

2. Le mot est d'Enfantin.

au manœuvre cette conviction que lui aussi porte dans son sac à outils son bâton de maréchal de France » (1).

1. F. 50. Plus simplement, Rouen avait déjà exprimé cette idée : « Le résultat (du crédit industriel organisé par le Saint-Simonisme) sera d'exciter au plus haut degré l'énergie morale des travailleurs... qui pourront se dire que chacun d'eux porte en soi le germe d'une grande existence sociale, qu'il n'est aucun d'eux qui ne puisse aspirer au premier rang, s'il a d'ailleurs du talent et de la probité » (*Producteur*, t. 1, p. 17).

CHAPITRE III

L'influence indirecte de la Conception saint-simonienne en France et à l'étranger.

Crédit mobilier et Crédit mutuel, c'était le Saint-Simonisme se réalisant soi-même. Mais l'action de sa conception bancaire ne fut pas si bornée qu'elle ne s'étendit pas au-delà du cercle de ceux qui adhéraient sans réserve au système tout entier et qui s'étaient laissés enrégimenter dans la hiérarchie de l'Ecole.

Les enseignements du Saint-Simonisme théorique et les exemples du Saint-Simonisme pratique exercèrent une très grande influence sur l'évolution du crédit en France et en Europe : on indiquera les institutions qui en portèrent la marque, sans prétendre à en retracer l'histoire, mais seulement en cherchant à préciser les similitudes et à retrouver les circonstances dans lesquelles s'effectua le passage de la conception (1).

1. Seule la formule du crédit à la grande industrie s'est propagée grâce à l'influence du Saint-Simonisme. On ne peut affirmer la filiation saint-simonienne certaine du crédit à la petite indus-

§ 1^{er}. — *France.*

Successeur de Perrégaux, Jacques Laffitte était sous la Restauration à la tête d'une des plus fortes banques parisiennes, banque de commerce comme on a dit que toutes l'étaient vers cette époque. Ainsi qu'on l'a vu encore, il entretenait avec Saint-Simon des relations d'amitié et vécut toujours en marge du Saint-Simonisme : pour employer l'expression de M. Weill, ce fut un Saint-Simonien de l'extérieur (1).

En particulier, la conception bancaire ne fut pas étrangère à la transformation vers 1835 de ses idées sur le crédit (2). Après avoir entièrement liquidé les affaires de son ancienne maison, il résolut de fonder une banque, au moyen de laquelle, suivant une formule dont il usa plus d'une fois, il voulait « faire pénétrer le crédit dans toutes les classes de la société et favoriser le développement du commerce et de l'industrie. »

Cet établissement devait s'appeler d'abord « Banque du Commerce et de l'Industrie ». Mais Laffitte fut obligé de renoncer à ce titre devant la prétention de la Banque de France à la propriété exclusive de

trie : en France, le mouvement de 1860 paraît proudhonien au libéral ; en Allemagne, le mouvement de 1850 est empirique (la première caisse Raiffeisen est de 1848 ; la première Schulze-Delitzsch est de 1850).

1. Georges Weill, *l'Ecole saint-simonienne*, p. 80.

2. André Liesse, *Portraits de financiers*, p. 289.

ce mot. Il lui donna donc le nom de « Caisse générale du Commerce et de l'Industrie » (1).

Elle fut fondée, en octobre 1837, en commandite par actions, la forme anonyme étant refusée par le Conseil d'Etat, gardien du monopole de la Banque de France ; son capital nominal était de 55 millions dont 15 effectivement versés.

Ses bases étaient très larges par l'étendue et la diversité des opérations prévues : escomptes, recouvrements, avances sur garanties, émission d'emprunts d'Etats, « en général toutes opérations financières ». C'est sous cette dernière rubrique que rentraient le lancement d'affaires industrielles et l'ouverture de gros crédits à découvert. La Caisse générale devait donc tâcher à remplir la fonction saint-simonienne des banques, mais elle devait se consacrer à ces commandites et placements à longue échéance avec des capitaux exigibles que leur origine n'y destinait pas : si son but était bien saint-simonien, ses moyens ne l'étaient pas, et elle réalisait par là la formule un peu aventureuse qu'on a vu plus tard se répandre dans les banques *mixtes*.

La Caisse générale présentait encore un autre caractère saint-simonien : elle émettait un papier de crédit, des billets à ordre, à 5, 15 et 30 jours de vue et portant un intérêt croissant avec la longueur de l'échéance (2). Ils furent facilement acceptés : en

1. Voir Courtois, *Histoire des Banques en France*.

2. Ces billets ne pouvaient circuler qu'avec un endos laissé en blanc ; on ajoutait, à chaque transmission du porteur à un autre,

1837-1838, l'émission totale dépassa 60 millions ; elle oscilla ensuite, jusqu'en 1843, entre 35 et 58 millions ; à partir de 1844 où Laffitte mourut, elle s'éleva en moyenne chaque année à une somme totale de 80 millions.

En 1847, la Caisse dut cesser ses opérations sous l'action de la crise politique et économique. Son exemple fut suivi : en 1843 fut fondé sur des bases analogues le Comptoir général du Commerce, dit Caisse Ganneron, et en 1846 la Caisse centrale du Commerce et des Chemins de fer, dite Caisse Baudon. Ces deux établissements disparurent en 1847.

La Caisse de Laffitte fut « une aide précieuse pour le petit commerce et la petite industrie de Paris » : en 1837-1838, le nombre des effets qu'elle escompta fut de 220.000, représentant une somme de 276 millions ; ces chiffres progressèrent peu à peu dans les années suivantes : en 1844, le nombre des effets escomptés atteignit 476.000, formant au total près de 358 millions.

Il y avait là comme un tirage avant la lettre de l'institution du Saint-Simonisme pratique, et cela par la constitution sociale que la Caisse se donnait au milieu des banques privées de la Monarchie de Juillet, par la fin industrielle qu'elle se marquait, par l'essai de centralisation des épargnes disponibles au moyen des billets à court terme et à intérêt.

les intérêts courus. L'intérêt fut au début de 3 o/o pour les billets à 5 jours ; de 3 1/2 pour ceux à 15 jours ; de 4 o/o pour ceux à 30 jours.

Lorsque la banque saint-simonienne fut créée par les Saint-Simoniens eux-mêmes, commença pour la conception une seconde période d'influence indirecte. On a déjà remarqué que le Crédit mobilier suscita des établissements rivaux qui pour le concurrencer ne trouvèrent d'autre moyen que de mettre au premier rang de leur programme l'aide à l'industrie nationale ou étrangère : ils s'assignèrent donc la mission même de l'institut qu'ils combattaient. Mais, comme instrument de réalisation, ils écartèrent l'emprunt à long terme, moyen saint-simonien et le seul adéquat au but fixé ; ils reprirent la formule de Laffitte, en drainant les fonds de caisse du public inemployés pendant un temps assez bref, non plus même par l'émission d'obligations à court terme, mais par l'ouverture de comptes de dépôts ; ils se mirent bénévolement dans la situation contradictoire où le Crédit mobilier avait été malgré soi placé par l'opposition gouvernementale, et cela en dépit de la prudence qui leur commandait de limiter le plus possible les immobilisations et les risques à raison du poids qu'ils portaient d'exigibilités énormes confiées par une clientèle souvent émotive.

Néanmoins ils se développèrent et devinrent les grands établissements de crédit caractéristiques de notre économie bancaire. N'étant pas adaptés à la fonction saint-simonienne qu'ils prétendaient à remplir, ils finirent peu à peu par renoncer à leur idéal d'action industrielle, et l'on sait les critiques que leur attira cette restriction techniquement justifiée.

Ainsi la conception de l'Ecole remplit les deux tiers du xix^e siècle, et on l'y rencontre ou toute pure ou légèrement altérée.

§ 2. — *Etats allemands*

Au milieu du xix^e siècle, l'industrie allemande, assurée par la constitution du Zollverein d'un large marché extérieur, prit un rapide essor.

Cependant, le régime bancaire en était encore au stade commercial dans les divers Etats de la Confédération : il comportait quelques importantes banques privées, groupées surtout dans les grandes places de Hambourg, de Cologne, de Francfort (1). Son adaptation au développement de l'économie générale devait s'y opérer comme dans toute l'Europe à la même époque et avec la même impérieuse nécessité : en effet, une ère nouvelle s'ouvrit alors dans son développement, et l'influence du Crédit mobilier des Pereire fut indéniable sur l'évolution de la banque allemande.

Sa fondation et ses succès commençants soulevèrent partout l'attention, puis l'enthousiasme : « tous les regards se dirigeaient vers Paris où les merveilles du crédit devaient se révéler dans toute leur étendue » (2) ; de nombreux articles donnaient des détails dans les journaux allemands sur l'institu-

1. Voir Dr Riesser, *Die deutschen Grossbanken*, chapitre d'introduction : esquisse de l'économie générale vers 1848.

2. Steiner, *Die Entwicklung des Mobilbankwesens*, p. 59.

tion saint-simonienne (1), et le projet de l'imiter se forma peu à peu, et le projet fut réalisé par la conjonction des intentions concordantes d'un praticien financier et d'un économiste théoricien, également influencés par le milieu saint-simonien.

Les brillants débuts du Crédit mobilier impressionnèrent fortement le monde banquier de Cologne, et surtout Abraham Oppenheim, copropriétaire de la raison Salmon, Oppenheim et Cie, l'une des principales maisons de ce marché.

Il était beau-frère de Benoît Fould, chef de la firme parisienne. Dans la liste des souscriptions du Crédit mobilier, Benoît Fould figurait pour 730 actions, la banque B.-L. Fould et Fould-Oppenheim pour 11445, et la banque Salmon, Oppenheim Junior et Cie pour 500, soit en tout environ le tiers de la première série émise. Dès le mois de décembre 1852, Oppenheim entra en pourparlers avec Gustav Mevissen en vue de la fondation d'un institut semblable en Allemagne.

Mevissen était tout acquis à la création de banques de cette nature. Il avait reçu de Saint-Simon ses premières leçons économiques ; conduit par Henri Heine vers ce monde d'idées (2), il avait renforcé son impression livresque par un séjour à Paris et des relations personnelles avec l'Ecole. De retour au pays rhénan, il avait mené une active campagne

1. Plenge, *loc. cit.*, p. 15.

2. Le Saint-Simonisme théorique s'était assez largement répandu en Allemagne. Voir la liste des études parues sur la doctrine dans Veit, *Saint-Simon und der Saint-Simonismus* (Leipzig, 1834).

en faveur de l'établissement d'une organisation connexe de chemins de fer et d'institutions de crédit analogue à celle des Pereire. Les banques dont il avait prôné la constitution devaient être animées par l'idéal saint-simonien. Il avait d'abord voulu transformer l'A. Schaaffhausensche Bankverein et en faire le levier de la production nationale. Il avait encore exposé son programme bancaire dans le rapport qu'il avait présenté sur la constitution d'un ministère prussien du Commerce : il y avait exprimé le vœu que les banques remplissent une fonction à la fois « régulatrice et excitatrice » ; ce sont les mots qui synthétisent le mieux le rôle double du crédit d'après le Saint-Simonisme (1). Dès lors il n'est pas étonnant qu'il soit apparu à Oppenheim comme *the right man* pour appeler à la vie le premier Crédit mobilier en Allemagne, ni qu'il ait voulu collaborer à une fondation qui transposait dans la pratique ses vues économiques.

Oppenheim et Mevissen, donc, entreprirent de créer un Crédit mobilier dans les principaux Etats de la Confédération germanique ; mais ils se heurtèrent aux prescriptions légales régissant l'émission de billets, et ils lièrent leur projet au plan analogue présenté au gouvernement hessois par le banquier de Carlsruhe, Moritz von Haber. Le 6 janvier 1853,

1. Voici le texte même : « Die Banken sollten die *regulierende* Sammelstelle der Kapitalbewegung sein und auf die Industrie und das Verkehrswesen *anregend* und befruchtend einwirken. » (Knips, *Entwicklung und Tätigkeit der Bank für Handel und Industrie*, p. 23).

Oppenheim, d'une part, Gustav Mevissen, Wilhelm Ludwig Deichmann et Victor Wendelstadt, tous trois directeurs du Schaaffhausensche Bankverein, d'autre part, passèrent un traité avec von Haber, aux termes duquel ce dernier s'engageait à « solliciter du gouvernement hessois, sur la base des pourparlers déjà engagés et des assurances obtenues, l'autorisation de fonder une banque d'émission (*Zettelbank*) par actions, la *Bank für Handel und Industrie*. » (1) Haber partit aussitôt pour Darmstadt, résidence de Hesse, et réussit, grâce à ses excellentes relations personnelles avec le ministère et la cour, à hâter la réalisation de la conception. Dès le 20 janvier il présenta la demande de concession et le 25 il y annexa les statuts rédigés par Mevissen. Le 2 avril, le grand-duc Louis III de Hesse-Darmstadt accorda l'autorisation.

Cette banque devait tout d'abord avoir son siège social à Francfort-sur-le-Mein, mais par suite de l'opposition du Sénat de cette ville on l'établit à Darmstadt. On la désignait couramment sous le nom de Banque de Darmstadt bien que son champ d'activité fût en réalité Francfort.

Dès le mois d'avril fut effectuée l'émission de 40.000 actions qui bénéficièrent immédiatement d'une prime de 200 francs et dont 10.000 furent réservées au pair aux actionnaires du Crédit mobilier (2). On nomma codirecteur de la banque L. Hess, agent élevé

1. Hansen, *Gustav von Mevissen*, p. 269.

2. Le rapport de 1853 à l'Assemblée générale du Crédit mobilier ne fait pas allusion à cette importante opération.

de ce même Crédit mobilier, et Mevissen en fut pendant de longues années le président.

Ainsi les circonstances de sa fondation mettent bien en lumière la « soudure » saint-simonienne entre l'institution française et la création allemande. L'influence de l'Ecole ne resta pas superficielle : elle s'exerça sur le fond même de la Banque de Darmstadt, c'est-à-dire à la fois sur son programme et sur ses statuts.

Voici son programme (1) :

« Elle n'a en aucune façon pour rôle d'apporter une aide à l'agiotage et de pousser le capital vers d'improductifs jeux de Bourse. Elle est au contraire appelée, étant données les lumières qu'elle possèdera sur la situation de l'industrie allemande, à concourir par sa propre participation et par le placement de fonds étrangers à la direction de l'esprit d'entreprise et du capital dans les voies convenables, répondant aux besoins du moment (2). Elle doit s'entremettre dans les mille relations de l'industrie avec le marché de l'argent (*Geldmarkt*). Elle a le droit et le devoir de faire passer le capital des mains de l'industriel qui peut en disposer un certain temps dans celles d'un autre industriel qui en a besoin au même moment, et,

1. Rapport pour 1853.

2. « Sie ist berufen durch eigene Beteiligung und durch Anlage fremder Fonds dazu mitzuwirken, dass Unternehmungsgeist und Kapital in die richtigen, dem Bedürfnisse des Augenblicks entsprechenden Bahnen geleitet werden. »

par ces échanges incessants, de stimuler et de porter plus haut l'activité industrielle » (1).

Pour remplir ce programme saint-simonien, la Banque de Darmstadt devait se livrer aux mêmes opérations qui formaient le champ d'activité du Crédit mobilier : comme lui elle était autorisée à « soumissionner », acquérir, vendre, échanger ou engager tous papiers d'Etats ou de villes, actions ou obligations de Sociétés anonymes, surtout d'entreprises industrielles ou de crédit (2) ; à prendre en charge en tout ou partie, à céder et réaliser tous emprunts ou entreprises publiques, et à mettre en circulation jusqu'à concurrence de sa prise en charge ou de sa participation des billets (*Schuldscheine*) nominatifs ou au porteur (3) ; à faire des avances sur papiers d'Etats ou de villes, actions, obligations, lettres de change et autres effets solides, ainsi que sur marchandises

1. « Sie hat das Recht und die Aufgabe, das Kapital, welches bei dem einen Industriellen zeitwillig disponibel, dem andern, welcher dasselbe im gleichen Augenblick bedarf, zuzuführen und durch diesen steten Austausch die industrielle Tätigkeit zu beleben und zu steigern. »

2. Cf. Statuts du Crédit mobilier, article 5 : « 1° Souscrire ou acquérir des effets publics, des actions ou des obligations dans les différentes entreprises industrielles ou de crédit, constituées en sociétés anonymes, et notamment dans celles de chemins de fer, de canaux et de mines, et d'autres travaux publics, déjà fondées ou à fonder ; 3° Vendre ou donner en nantissement d'emprunts, tous effets, actions et obligations acquis, et les échanger contre d'autres valeurs. »

3. *Ibid.* : « 4° : Soumissionner tous emprunts, les céder ou réaliser ainsi que toutes entreprises de travaux publics ; 2° Emettre, pour une somme égale à celle employée à ces souscriptions et acquisitions, ses propres obligations. »

non périssables (1) ; à recevoir en dépôt des fonds, à en payer l'intérêt et en échange à ouvrir des comptes ou à émettre des billets portant intérêt (*Zinstragende Schuldscheine*) nominatifs ou au porteur (2) ; à recouvrer des fonds pour le compte des tiers (3) ; à négocier et à exécuter la fusion ou consolidation (*Vereinigung oder Konsolidierung*) de différentes sociétés anonymes, ainsi que la transformation d'entreprises industrielles en sociétés anonymes (4).

On ne saurait, semble-t-il, trouver entre deux institutions envisagées dans leur but et dans leur action, analogie plus frappante, identité plus certaine (5). De fait, les Allemands animés du nationalisme le plus intransigeant ont eux-mêmes renoncé à nier l'influence générale du Saint-Simonisme français (6) ;

1. *Ibid.* : « 5° Prêter sur effets publics, sur dépôts d'actions et obligations, et ouvrir des crédits en compte courant sur dépôts de ces diverses valeurs. »

2. *Ibid.* : « 6° Recevoir des sommes en compte courant. »

3. *Ibid.* : « 7° Opérer tout recouvrement... »

4. On reconnaît là une politique chère aux fondateurs du Crédit mobilier.

5. Cf. Kautsch, *Das Bank- und Börsenwesen*, p. 216 : « Die Bank für Handel und Industrie ist ein ausgesprochenes Abbild der Mutteranstalt in Paris. »

Cf. Riesser lui-même, *loc. cit.*, p. 42 : « Dieses Programm (celui de la Banque de Darmstadt) stand offensichtlich teilweise, ebenso wie ein Teil der statutarischen Bestimmungen, so die Obligationenidee (Rapport pour 1853, p. 9), unter dem Einfluss der Organisation und des Zwecks des Crédit mobilier. »

6. Cf. Knips, *loc. cit.*, p. 13 : « Da wurde durch die Gründung der Société générale de crédit mobilier in Paris eine neue Ära im Bankwesen eröffnet. »

Steiner (*loc. cit.*, p. 58) parle de même de « la profonde influence

et presque tous les ouvrages retraçant l'histoire des banques industrielles dans les pays germaniques s'ouvrent par une esquisse de la conception saint-simonienne du Crédit.

Mais la tendance impérieuse de leur race à une sorte d'annexionnisme intellectuel a poussé néanmoins un certain nombre de ces auteurs à affirmer encore que ce premier essai de crédit à l'industrie était une œuvre profondément allemande et inspirée d'exemples allemands : Riesser notamment a soutenu que les statuts de la Banque de Darmstadt reproduisaient ceux de l'A. Schaaffhausensche Bankverein fondé en 1848, antérieur par conséquent au Crédit mobilier, et que partant « elle reposait dans toutes ses parties essentielles sur un fondement non français, mais allemand » (1).

A ces prétentions on peut opposer d'abord les similitudes constatées des statuts du Crédit mobilier et de la Banque de Darmstadt, qui s'expliquent par la collaboration intime du premier à la fondation de la seconde, d'autre part l'étroitesse de but et de cadre de l'ancienne firme Abraham Schaaffhausen même érigée en société. La meilleure preuve que cette maison ne remplissait pas une fonction aussi

que les idées saint-simoniennes eurent sur le développement ultérieur du régime bancaire moderne, la grande influence du Crédit mobilier idéal qui conduisit à la fondation de banques semblables dans toute l'Europe, surtout en Allemagne et en Autriche. »

1. Riesser, *loc. cit.*, p. 48. Même affirmation chez Knips, *loc. cit.*, p. 33.

large que la Banque de Darmstadt, c'est que Mevis-sen voulut la transformer dans le sens saint-simonien, et c'est en présence de l'impossibilité de cette rénovation, qu'il se consacra, pour réaliser sa constante volonté, à la création de la Banque pour le Commerce et l'Industrie. Celle-ci est donc bien née dans un cerveau façonné par les théories françaises et qui n'avait pu s'inspirer d'aucun précédent germanique ; les circonstances de sa fondation faisaient apparaître l'influence de l'Ecole saint-simonienne ; son but en porte aussi la marque non douteuse.

Cependant la Banque de Darmstadt et le Crédit mobilier, poursuivant le même idéal, ne se restreignaient pas au même champ d'activité : les statuts de celle-là comportaient, outre celles qui ont été déjà mentionnées, deux sortes d'opérations dont le pendant ne se retrouvait pas chez celui-ci. D'abord elle étendait ses placements à court terme en consacrant à l'escompte ses dépôts à échéance prochaine ; d'autre part elle accusait son intimité avec l'industrie en consentant des ouvertures de crédit en compte courant. Elle tendait à confondre en soi le caractère de banque d'escompte et celui de banque d'affaires ; contrairement aux principes sains de division du travail et de spécialisation des activités, elle superposait en soi le type ancien de la banque commerciale et le type saint-simonien de la banque industrielle (1).

1. Sa collaboration au développement de l'industrie ne fut pas négligeable : elle fonda une manufacture de lainages à Mannheim,

Cette confusion est importante à signaler : car on a pu dire de la Banque de Darmstadt qu'elle était « la plus ancienne et la plus typique banque de crédit mobilier en Allemagne » (1). Peu après sa constitution se fondèrent sur son modèle : la Mittel-deutsche Kreditbank à Meiningen, la Kreditanstalt für Industrie und Handel à Dessau, l'Allgemeine deutsche Kreditanstalt à Leipzig, la Coburg-Gotaische Kredit-Gesellschaft, la Berliner Handelsgesellschaft.

Ainsi, au point de départ de l'évolution bancaire de l'Allemagne moderne, on trouve des institutions qui prétendaient à remplir la fonction saint-simonienne et dont la technique reposait sur la formule mixte :

Ce double caractère se retrouvait, on l'a vu, dans nos établissements de crédit au cours des premières décades de leur existence, quand, malgré la charge d'énormes dépôts, ils se lançaient à pleines voiles dans le courant hasardeux des fondations industrielles.

En France et en Allemagne, le processus partit d'une constitution analogue ; mais il se développa dans les deux pays en deux sens divergents.

Les sociétés de crédit françaises apprirent, par une

la manufacture Würtembergeoise de coton, l'oldenburgische-ostindische Reederei, une filature à Marklissa, une fabrique de machines et une fonderie à Darmstadt, l'Heilbronner Maschinenbaugesellschaft. Et tout cela avant 1870.

1. Knips, *loc. cit.*, p. 23.

expérience assez dure, à connaître l'incompatibilité de leur activité industrielle et de leur responsabilité de dépositaires : elles renoncèrent à la féconde mission assumée au début, pour adopter l'attitude que l'on sait, plus passive, mais plus prudente, puisque seule conciliable avec leurs moyens et leur forme.

A l'inverse, les banques allemandes ne cherchèrent pas à sortir de la contradiction où les avait placées l'imitation trop servile du premier Crédit mobilier allemand, et, plus audacieuses sans être plus libres, elles restèrent fidèles à l'idéal sans abandonner la formule. Car c'est bien cet idéal saint-simonien qu'elles poursuivirent en recourant à la fois à une concentration des capitaux et à une décentralisation de leur exploitation, en entretenant avec l'industrie des relations directes et constantes, en exerçant sur tout l'appareil économique une hégémonie coordinatrice des efforts individuels, en dirigeant l'action convergente du capital et des initiatives disponibles dans l'Empire vers les branches les plus essentielles de la production intérieure ou sur les points du globe dont la mise en valeur apparut la plus fructueuse (1).

C'est, en ce domaine comme en beaucoup d'autres, une conception française, diffuse et oubliée, qui anime l'organisation allemande : le système bancaire

1. La Banque de Darmstadt, le Schaaffhausesche Bankverein et la Berliner Handels Gesellschaft sont aujourd'hui au nombre des six plus grandes banques allemandes.

germanique, dont on a dû reconnaître sinon la prudence, du moins les heureux effets sur le progrès de l'économie nationale, n'a fait que réaliser la fonction impulsive et centralisatrice du crédit souhaitée il y a un siècle par le Saint-Simonisme théorique et à peu près selon la technique élucidée voici un demi-siècle par le Saint-Simonisme pratique.

Sic vos non vobis...

§ 3. — Autriche

Dans son rapport du 30 avril 1855, Isaac Pereire avait décrit les conséquences importantes qu'aurait la création, dans les principaux Etats d'Europe, d'institutions analogues au Crédit mobilier : on fonderait ainsi le Crédit international, « par l'émission de titres dont les intérêts seraient servis sur les diverses places d'après des rapports fixes établis entre les différentes monnaies selon leur valeur intrinsèque, par la réunion dans de grands centres de capitaux disponibles dispersés et peut-être enfouis dans diverses contrées de l'Europe, par leur application directe aux emplois les plus utiles et par conséquent les plus fructueux, par l'abaissement et la régularisation sur tous les marchés du taux de l'intérêt, par l'établissement d'un papier de crédit et de circulation européen, plus tard par l'unité de crédit et de monnaie ».

Parmi les Etats qui sentirent le besoin d'organiser de telles institutions, figura en première ligne l'Au-

triche : le désir général devait se réaliser en 1855 ; mais les Pereire ne réussirent pas à mener eux-mêmes à bien la fondation. La maison Rothschild autrefois toute-puissante estima que les créations de Paris et de Darmstadt menaçaient déjà trop son ancien monopole de fait et résolut, selon le mot de Steiner, « d'arracher à Vienne ses armes à son adversaire » (1). Elle exerça une pression simultanée sur le gouvernement autrichien et sur le gouvernement français avec qui, déjà, les Pereire avaient amorcé des pourparlers : du premier, elle obtint que toutes affaires étrangères à l'Autriche fussent interdites au futur Crédit mobilier ; le second, à cette instigation, les menaça de ne pas leur en laisser coter les titres à la Bourse de Paris au cas où ils feraient l'affaire (2). Le Crédit mobilier français dut se retirer et les Rothschild en reprirent à leur compte la conception telle quelle.

Le Crédit mobilier autrichien fut fondé sous le nom de *K. K. priv. Kreditanstalt für Handel und Gewerbe*, au capital énorme de 100 millions de florins, divisé en 500.000 actions de 200 fl. : la souscription commença le 10 septembre 1855.

La lecture des statuts fait apparaître d'incontestables emprunts à l'institution saint-simonienne.

« § 4. — La Société est autorisée à exécuter les opérations suivantes : a) à accorder moyennant intérêt des avances sur effets publics autrichiens, sur actions

1. Steiner, *loc. cit.*, p. 66.

2. C'est ce qu'affirme le *Journal des Chemins de fer*, généralement bien informé.

et obligations... ; b) à se charger d'emprunts de l'Etat autrichien, d'opérations de crédit de cantons ou de communes, ou à y participer, ou à les céder à des tiers ; c) à fonder, en observant les prescriptions légales, des entreprises de toutes sortes, industrielles ou bien utiles au public, pourvu que ce soit à l'intérieur de la monarchie autrichienne ; dans ce but à effectuer la transformation en sociétés par actions des sociétés déjà existantes, et à émettre des actions et des obligations pour toutes ces entreprises.

« § 5. — La Kreditanstalt est autorisée à émettre ses propres obligations à intérêt (Verzinsliche Schuldverschreibungen). »

Le montant total des obligations émises doit être toujours intégralement couvert par la valeur des effets publics et privés se trouvant dans les caisses de la Société et lui appartenant en propre. Les obligations de la Kreditanstalt ne doivent pas être émises à moins d'un an d'échéance (1).

Le Crédit autrichien, conformément à ce plan, contribua puissamment au perfectionnement industriel de ce pays en y suscitant une technique bancaire nouvelle et en y inspirant de son exemple des établissements toujours plus nombreux, appelés Mobilbanken et adonnés à la branche d'affaires dont il fut le « pionnier ». La fameuse crise de 1873 elle-même ne fit que suspendre un moment son action.

Dans ces dernières années, certaines banques de

1. Il semble bien qu'il ne fut jamais procédé à aucune émission de ces obligations si nettement saint-simoniennes de nature.

Bohême ont entrepris de remplir la même fonction, mais en faisant revivre la clause relative à l'émission d'obligations qui semblait rester lettre morte pour la Kreditanstalt (1).

Ainsi la Zivnostenska Banka (banque industrielle de Prague) consent, après expertise, des prêts hypothécaires à l'industrie et émet des obligations 4 1/2 dont il circulait, à la fin de 1911, pour 26 millions de couronnes. La Ceska prumystova Banka (banque industrielle de Bohême) consent de même des crédits industriels à long terme et émet, en contre-partie, des obligations cédulaires, dont le montant total en circulation ne saurait être supérieur à quinze fois le capital-actions et était, fin 1911, d'un peu plus de 22 millions de couronnes.

Ainsi, par son action indirecte, le Saint-Simonisme contribua au réel développement de la richesse matérielle en Autriche ; cet Etat, avec son Empereur ami de la prospérité dans l'ordre, avait d'ailleurs toujours été son idéal de gouvernement paternel (2). Le mot de Masqueray est bien vrai : « Il vit d'une vie profonde dans les âmes mêmes de ceux qui feignent de l'ignorer et qui profitent de ses travaux (3) ».

1. Voir Rapport Landry sur le projet de loi organisant le crédit à l'industrie, dont il sera longuement question dans la conclusion de cette étude (*Doc. parl.* 1913. Annexe n° 2590, p. 287).

2. Cf. Infantin, *Œuvres*, t. X, p. 108. — D'Eichthal, *les Deux-Mondes*, 1^{re} partie, ch. IV. — Michel Chevalier, *Essais de politique industrielle*, 1843.

3. Article sur le Colonisateur saint-simonien Henri Duveyrier (*Journal des Débats*, 26 septembre 1891).

§ 4. — *Espagne*

A peine remise des agitations révolutionnaires, l'Espagne voulut mettre en valeur ses richesses minérales en unissant ses provinces isolées par un bon système de voies de communication et par le lien non moins fort d'une solide organisation de crédit. Le Crédit mobilier français collabora, on l'a vu, à sa politique de travaux publics et de chemins de fer ; il entreprit aussi de la doter de l'institution bancaire nécessaire à la restauration de ses finances comme à l'activité de son industrie (1).

En 1855 donc fut fondée la Société de Crédit mobilier espagnol, au capital de 228 millions de réaux, soit 60 millions de francs, divisé en 120.000 actions. Les administrateurs fondateurs furent : Emile, Isaac et Eugène Pereire, le duc Decazes, l'ancien ministre Eugène Duclerc, Alexandre Bixio, Soubie, Edouard Délessert, le baron Heeckeren, Casimir Salvador, ancien inspecteur des finances et secrétaire général du Crédit mobilier français, le duc de Rivas, Osma, Buenaventura Vivo, Ignacio de Olea et Mendès-Vigo.

Elle fit approuver ses statuts, seule condition dont la loi espagnole limitait l'absolue liberté des sociétés anonymes de crédit (2), puis commença aussitôt ses

1. Rapport d'Isaac Pereire au Crédit mobilier (23 avril 1856).

2. Cette liberté fit qu'au même moment il y eut deux autres créations du même genre : la Société mercantile et industrielle,

opérations avant même la complète réalisation de son capital (1). Avec ces ressources limitées elle s'appliqua à soutenir l'industrie espagnole. Elle s'engagea d'abord fortement dans les affaires de chemins de fer en devenant concessionnaire de deux lignes dont on a déjà parlé et dont elle eut l'initiative, le Nord d'Espagne (2) qui devait s'étendre de Madrid à la frontière française et se rattacher par un embranchement au port de Santander, le Cordoue-Séville formant section de la grande ligne de Madrid aux jetées de Cadix. Elle acquit ensuite le privilège de l'éclairage de Madrid par le gaz et fonda la Société madrilène d'éclairage et de chauffage (1865) qui existe encore (3). Elle montra la même activité dans l'entreprise

fondée par les Rothschild et liquidée en 1862 après la construction du Madrid-Saragosse dont elle avait l'entreprise, et la Société générale de Crédit en Espagne, fondée par les fils de Guilhou jeune et M. Prost et mise en faillite en 1864.

1. En 1858, elle n'en avait encore appelé que 18 millions et avait accumulé des bénéfices s'élevant à 40 o/o de son capital ; en 1859, il n'avait été versé que 200 francs par action de 500, dont 25 provenant de la distribution extraordinaire des bénéfices mis en réserve ; du 18 au 31 octobre 1861, il fut fait un appel de 150 francs par action.

2. Compagnie fondée le 18 décembre 1858, sur apport des concessions par le Crédit mobilier espagnol, au capital de 100 millions de francs en 200.000 actions ; les administrateurs étaient : J.-L. de Abaroa, A. Bixio, Gonzalez Bravo, de Brouckère, Bravet, G.-M. Calderon, Ed. Delessert, Duclerc, duc de Galliera, F. de Lasala, J. de Leymery, E. Léon, Malon, de Oléa, de Osma, William O'Shea, duc de San Lucar, Emile et Isaac Pereire, Camille Salvador, baron Seillière, L. Semprun et J. Stern.

Les chemins de fer espagnols furent construits par un ingénieur saint-simoniën, Tourneux.

3. Le Crédit mobilier espagnol garantissait aux actions de la Cie madrilène un intérêt de 8 o/o pendant 10 ans.

minière ; elle ouvrit aux entrepreneurs français les houillères de Belmez d'où devait sortir plus tard, avec la belle carrière que l'on sait, la puissante compagnie de Peñarroya ; elle encouragea l'exploitation de riches minerais de fer dans le Guipuzcoa. On la trouve encore dans l'établissement de docks à Valladolid, dans l'installation d'une sucrerie dans l'Alava.

Le capital dont elle disposait était donc employé de la manière la plus productive. Voici, à titre d'exemple, la situation au 31 décembre 1861 :

Les capitaux immobilisés s'élevaient à.. 11 millions de fr.

Savoir :

Pour l'exploitation du gaz : 7

Pour les bassins houillers : 3

Pour des achats de terrains : 1

Son portefeuille (fonds publics espagnols, actions de chemins de fer espagnols, des chemins du Midi de France, du gaz et de la Société immobilière de Paris..)

s'élevait à... 21 —

Avances aux provinces sur valeurs et en

comptes courants..... 13 —

Portefeuille, argent en caisse..... 1 —

Ensemble 46 —

Les fonds versés sur les actions étaient

de..... 37 —

Les comptes créanciers s'élevaient à... 3 —

Ensemble 40 —

Il y a avait un excédent ou bénéfice de... 6 —

Le Crédit mobilier espagnol fonctionne encore aujourd'hui sous le nom de Banque espagnole de crédit.

On ne peut nier que, grâce à lui, les efforts unis de nos capitaux et de nos constructeurs éveillèrent l'activité industrielle dans cette Espagne engourdie dont on a pu dire qu'elle devint l'Empire des Pereire (1) ; dirigée par lui, la force du crédit dégagea du sein de cette race vieillie un peuple économiquement jeune : elle montra qu'elle pouvait être, selon la vision saint-simonienne, l'accoucheuse d'une société en travail.

§ 5. — *Italie*

Comme l'Autriche et comme l'Espagne, l'Italie, il y a cinquante ans, était empêchée par le manque de capitaux et de compétences d'utiliser ses ressources naturelles.

La France, au contraire, de mise en valeur relativement avancée, de population stationnaire, économe et affinée par une civilisation déjà ancienne, pouvait répandre largement au dehors ses disponibilités dont sa propre production n'absorbait qu'une assez faible part, et se faire exportatrice d'initiatives par ses techniciens de choix.

De même que dans une nation l'intérêt général demande que le crédit jette une passerelle sur l'abîme creusé entre les individus par l'inégale répartition des richesses, de même l'intérêt de l'humanité tout

1. Conférence de Henri de Peyerimhoff, *Entreprises et capitaux français à l'étranger*, dans le recueil *Intérêts économiques et rapports internationaux*, p. 82.

entière impose à ce crédit la fonction essentielle de provoquer entre les nations inégalement douées des courants incessants de circulation capitaliste et d'éveiller à la vie, sur tous les points du globe, les germes latents d'activité industrielle (1) : c'est cette juste pensée saint-simonienne qui incita les Pereire à fonder un Crédit mobilier italien qui s'appliqua à faciliter, par l'aide de la France, le risorgimento économique (2).

Ils le créèrent en 1863 par la transformation de la Caisse du commerce et de l'industrie, florissante depuis de longues années déjà à Turin. Son capital nominal était de 50 millions de livres, divisé en 100.000 actions ; le capital versé n'était que de 28 millions : des appels successifs portèrent les sommes effectives à 40 millions en 1891. Mais le capital souscrit fut alors élevé à 75 millions sur lesquels, en 1892, 59 seulement étaient versés.

Les statuts montrent nettement entre le Crédit mobilier italien et le français une identité d'objet. La Société devait : « ... 3° Acheter et vendre, au comptant ou à terme, des actions et obligations de tout genre d'entreprises industrielles ou commerciales ; 4° Créer toutes sortes d'entreprises, de voies ferrées, de routes, de canaux, de mines, de docks, d'éclairage, de défrichement, de fertilisation, d'irrigation, de dessèchement, et toutes autres entreprises

1. Cf. Rapport d'Isaac Pereire au Crédit mobilier (23 avril 1856).

2. Dès 1862, ils prirent l'initiative d'un Crédit foncier en Italie comme ils le firent aussi en Autriche.

industrielles et d'utilité publique ; 5° Se charger de la fusion et de la transformation des sociétés et de l'émission de leurs actions et obligations ; 7° Emettre, avec l'autorisation spéciale du gouvernement, ses propres obligations pour une somme égale à celle employée et représentée par les valeurs en portefeuille pour des opérations de la nature de celles énumérées aux paragraphes précédents. »

Le total des titres en portefeuille était en 1863 de 6 millions, de 13 en 1880, de 5 en 1885, de 21 en 1887, de 7 en 1890, et de 18 en 1892.

Voici, entre autres, quelques entreprises à qui le Crédit mobilier donna son concours : le chemin de fer du Gothard, la Société du gaz de Turin et de Bergame, la Société des biens domaniaux, la manufacture de Cuornè, la Société métallurgique de Terni, l'Immobiliare, le Réseau de l'Adriatique et plusieurs lignes secondaires méridionales, liguriennes et livournaises...

Il était en outre autorisé par ses statuts à : « ... 11° Recevoir des dépôts ; 12° Escompte des lettres de change à deux signatures et à six mois d'échéance au plus. »

Malgré ces dispositions réglementaires, l'administration du Crédit mobilier se montra peu disposée à en faire une banque de dépôt ni d'escompte (1), et cette politique prudente lui permit de traverser sans

1. Pierre des Essars, *A history of banking in all the leading nations*, V^e vol., p. 208 : « It was originally neither deposit nor discount Bank. »

accident la crise de 1866 pendant laquelle il eut à rembourser 16 millions de lires sur les 23 millions de dépôts.

Puis la direction changea et chercha à attirer les dépôts, non par l'effet d'une mauvaise gestion, mais parce qu'elle était convaincue de la nécessité de transformer le Crédit en une institution ordinaire.

Malheureusement la banque fut mal inspirée dans l'emploi de ses dépôts à vue, et bientôt, au début de 1892, elle se trouva en périlleuse situation. Elle avait, pour en sortir, à choisir entre deux moyens : ou bien la liquidation, ou bien la poursuite de ses opérations avec ses dépôts et les ressources qu'elle pourrait rassembler grâce à son grand crédit, jusqu'à ce qu'elle pût réparer intégralement son capital écorné notamment par les pertes subies dans l'affaire des améliorations sanitaires de Naples. Elle adopta cette dernière solution, bien que ce fût la plus hasardeuse des deux alternatives. Elle augmenta donc son capital de 25 millions de lires, multiplia les appels aux déposants et se fit adjuger la « collection des taxes publiques » dans un grand nombre de localités.

La prise en ferme de la levée des impôts était pour une banque une opération risquée, car elle emportait hypothèque au profit du Trésor sur tous les biens du collecteur et comportait l'avance des taxes au gouvernement. Cette dernière condition obligeait l'établissement de laisser inutilisée une partie de ses ressources, c'est-à-dire des sommes perçues sur le

contribuable, de façon que celles-ci fussent disponibles à première réquisition du Trésor. Le Crédit mobilier n'aperçut pas tous ces dangers et ne vit dans la création de ce service de recouvrement que le moyen de s'assurer une clientèle de déposants dont il avait besoin. Mais le succès fut de courte durée. Le scandale des banques d'émission éclata, une panique générale s'ensuivit, et ce fut un *run* du public sur toutes les banques privées. Après trois mois de résistance aux demandes pressantes de remboursement, le Crédit cessa ses paiements le 29 novembre 1893. Dans ces immenses retraits, Pantaleoni voit la cause « *prossima e casuale* » de sa chute (1). Quant aux causes « *remòte* », ce sont, selon lui, la répercussion très grave que la politique d'hostilité envers la France eut sur le marché des valeurs, la guerre que d'autres institutions de premier ordre firent au « *mobiliare* » dans lequel elles voyaient un rival dangereux, la dépression générale du crédit dans son pays par le dénouement fatal de beaucoup d'entreprises auxquelles le Mobilier même était lié, et la direction dangereuse imprimée dans sa dernière période aux affaires de l'institut. Il reconnaît que le danger eût été bien moindre avec une émission d'obligations « *qui équivaldrait à des dépôts non retirables à vue* ». Le Mobilier italien est donc, lui aussi, tombé parce qu'il a méconnu le principe nécessaire de division du travail et qu'il a

1. Pantaleoni, *la caduta della società generale di credito mobiliare italiano*, p. 368.

marché contre l'inévitable processus de différenciation des activités.

§ 6. — *Hollande*

En 1863, le Crédit mobilier fonda à Amsterdam, au capital de 10 millions de florins, la Société de commerce et d'industrie néerlandaise (1). Celle-ci commença de fonctionner au mois de mai, et put pour son premier exercice de sept mois donner un dividende de 30 francs, soit 11 0/0. Elle contribua à la constitution de la Banque commerciale des Indes, de la Société des chemins de fer des Indes et de la Société pour l'exploitation des chemins de fer de l'Etat néerlandais.

Mais, l'année suivante, ses affaires entrèrent dans une phase que ne faisaient point prévoir ses débuts. Voici ce qu'en dit Isaac Pereire : « Des immobilisations trop considérables, qui, à d'autres moments, n'auraient produit qu'un ralentissement passager dans les opérations sociales, ont pris tout à coup une gravité particulière, lorsque s'est révélée la situation du directeur général, abandonnant son poste sous le coup de spéculations personnelles désastreuses, et laissant un déficit important à la charge de la Société. Pour faire face à des engagements immédiats, la Société a dû se soumettre à des

1. Sur cette Société, on n'a pu trouver d'autres renseignements que les indications données par les rapports d'Isaac Pereire (23 avril 1864 et 15 mai 1865).

réalisations qui lui ont imposé de fortes pertes... Il y a tout lieu d'espérer que l'actif qui restera liquide après l'apurement des comptes représentera une somme supérieure à celle qu'indiquerait aujourd'hui le cours des actions. »

§ 7. — *Turquie*

C'est encore le Crédit mobilier qui installa le 1^{er} avril 1863 à Constantinople la Banque impériale ottomane, qui fut tout de suite et ne cessa pas d'être « l'épine dorsale de la finance publique et privée de Turquie » (1).

§ 8. — *Angleterre*

Enfin, la même année, le Crédit mobilier décida les capitalistes anglais à entrer dans la voie qu'il avait lui-même frayée. Le 16 mai, le *Times* publia en effet la note suivante : « L'alliance projetée de certaines maisons de Londres avec le Crédit mobilier de Paris est définitivement conclue et le prospectus est publié. L'établissement anglais prend le nom d'*International financial society*. Le capital est de 3 millions de livres ; 2.200.000 livres sont déjà souscrits, et il reste 800.000 livres pour la souscription publique. Les actions sont de 20 livres. Les maisons

1. Si l'on excepte les entreprises de chemins de fer, la Banque ottomane a eu un rôle industriel assez restreint.

qui entrent dans cette combinaison sont les suivantes : MM. Heat et Cie ; Stern frères ; Georges Peadoby et Cie ; Frédérick-Huth et Cie ; Frühling et Goschen ; Dobrec et fils ; Robert Benson et Cie. Les établissements étrangers avec lesquels des relations ont été nouées sont : le Crédit mobilier de Paris ; le Crédit mobilier espagnol ; le Crédit mobilier italien ; la Société générale de commerce et d'industrie d'Amsterdam ; Hottinguer et Cie ; Pillet-Will et Cie ; Mallet frères et Cie ; Marcuard et Cie (1) ; et G.-J. Stern et Cie, de Paris ; ainsi que M. Uribarren et d'autres. »

D'après le prospectus, le but de la Société était « de contribuer et de participer aux entreprises financières et industrielles, spécialement aux emprunts étrangers et aux entreprises qui sont munies de garanties d'Etat. » Elle créa compagnies sur compagnies. Les actions des unes et des autres donnèrent à l'origine des primes plus ou moins considérables, qui se réduisirent peu à peu et finirent par disparaître. L'institution elle-même était trop en désaccord avec le tempérament britannique pour s'implanter et se répandre dans ce pays (2).

Le moment est venu où il est permis de faire en quelque sorte dans cette partie des œuvres saint-simoniennes le bilan, d'en établir le passif et l'actif,

1. On remarquera que certaines de ces maisons appartenaient aussi au syndicat des banquiers.

2. On n'a trouvé sur elle aucun renseignement dans les ouvrages consacrés au régime bancaire anglais (V. notamment Jaffé, *das englische Bankwesen*).

de démêler la part d'erreur passagère et de vérité durable.

Ce qui semble critiquable dans la conception saint-simonienne, c'est la tendance monopolisatrice dont la théorie introduisit le germe dans la pratique. Quelque puissante qu'on suppose une banque commanditant l'industrie, elle ne peut pas suffire en même temps à tous les besoins et à toutes les demandes du crédit commanditaire : elle est obligée de choisir entre les productions, entre les producteurs, entre les époques. Si, en même temps, elle décourageait et annulait toutes les concurrences dont l'action complémentaire de la sienne serait nécessaire, elle imposerait aux intérêts industriels sa loi exclusive et arbitraire, et la dispensation du crédit serait soumise au despotisme de ses directeurs. En effet, d'une part, la puissance de la banque deviendrait le pouvoir discrétionnaire de quelques individus ; d'autre part, la banque qui absorberait le crédit commanditaire serait seule chargée de conférer les instruments de travail aux diverses industries et aux divers industriels. Cette oligarchie bancaire, par conséquent, remplirait la fonction la plus délicate et la plus puissante que comporte la gestion des sociétés modernes, celle-là même dont Bazard investissait ses hommes généraux. De fait, tant que la foi religieuse dont le dogme saint-simonien a proclamé la nécessité n'aura pas fait oublier au cœur humain son égoïsme et sa faiblesse naturels, il sera moralement impossible de substituer à la spontanéité des initia-

tives individuelles cette direction concertée, centralisée et hiérarchisée de l'activité économique.

Mais, à côté de cette conséquence extrême et de cet écueil du système, la conception renferme des idées très utiles et très justes, dont la possibilité d'*application* est démontrée par tout l'exposé historique précédent.

Le Saint-Simonisme pratique a directement créé une institution et indirectement exercé une influence :

Par son institution, il a réalisé dans l'économie nationale les vertus latentes du crédit, en établissant une plus intense circulation des richesses entre les individus inégalement dotés et des capacités et des moyens de production.

Par son influence, il a fait utiliser ces forces dans l'économie internationale, grâce à l'ébranlement quasi-universel qu'il propagea et à l'établissement de courants de capitaux par lesquels les peuples vieux défrichèrent selon leur devoir les terres vierges.

Il a atteint le but et donné l'exemple d'une « politique de mouvement » qui accroît, étend et renouvelle les forces de production du globe tout entier au profit de l'humanité tout entière.

CONCLUSION

LE SAINT-SIMONISME APPLIQUÉ AU PROBLÈME ACTUEL DU CRÉDIT A L'INDUSTRIE

Parlant de la valeur éducative de l'histoire, Thureau-Dangin a dit quelque part : « Ceux-là seuls peuvent avoir des vues d'avenir qui ont appris à regarder le passé. »

Ce n'est pas que, avec la philosophie saint-simonienne, on puisse affirmer que l'humanité soit un organisme obéissant à une loi dans son développement régulier et prévu et qu'il soit possible par l'observation philosophique des temps écoulés de distinguer « dans les restes d'un passé qui s'éteint les germes d'un avenir qui s'élève ».

On sent que cette vue organisatrice de l'histoire a le tort d'en éliminer ce qu'on est convenu d'appeler le hasard et qui n'est autre chose que l'intervention imprévisible de la liberté humaine : demain sera ce que les hommes d'aujourd'hui le feront ; mais ces hommes, pour agir, s'inspireront sans doute des enseignements et des exemples de ceux qui les ont précédés. Et c'est de là que la science historique tire

cette efficacité magistrale et cette valeur d'art, qui lui donnent sa principale utilité.

Spécialement, l'histoire des doctrines et des faits économiques verserait dans l'érudition vaine et la stérile idéologie, si elle devait dédaigner un certain pragmatisme et si elle ne jouait pas par rapport à l'économie politique le même rôle fondamental que l'expérimentation au regard des sciences de la nature.

Lors donc que la conjoncture fait apparaître, entre les problèmes et les courants d'idées de deux époques, un parallélisme et des ressemblances qu'il y aurait puérilité à forcer et aveuglement à méconnaître, l'intérêt presque unique d'une étude rétrospective des doctrines et des institutions qui se sont fait jour autrefois réside dans la possibilité de faire éclore et d'utiliser à l'heure actuelle les germes de vie qu'elles recèlent encore.

C'est pourquoi on terminera ce travail par un essai de transposition ou plutôt d'adaptation de la théorie et de la pratique bancaires du Saint-Simonisme en vue de la solution du problème contemporain du Crédit industriel.

§ 1. — *Les lacunes de notre organisation bancaire.*

Voici bientôt une vingtaine d'années qu'on reproche aux banques françaises de ne pas contribuer, dans une mesure suffisante, au perfectionnement et à l'extension de l'industrie nationale. Il ne s'agit pas ici de présenter une fois de plus les critiques vulga-

risées par la brillante et incisive campagne de ce Lysis qu'on a spirituellement appelé le Masque de fer de l'économie politique, mais seulement de retracer une esquisse sommaire de notre édifice bancaire et d'en rappeler les lacunes pour regarder surtout aux moyens pratiques de les combler.

Pour se rendre un compte exact du plan de notre organisation de crédit, on ne saurait mieux faire que d'en reproduire ici l'excellente description donnée par M. Landry en un raccourci très précis (1).

« Dominant tout le système, la *Banque de France*, grâce à une politique prudente et sage, exerce une action modératrice et stabilisatrice sur le taux de l'escompte et remplit remarquablement, d'une façon générale, la fonction bienfaisante de régulateur du marché monétaire et du crédit. Derrière elle, les *grands établissements de crédit*, concentrant dans leurs caisses, sous forme de dépôts, une portion considérable de l'épargne publique, pratiquent par milliards des opérations d'escompte, d'avances, de reports, et sont, par le rôle qu'elles jouent dans les émissions de titres, les guides principaux des capitalistes français en quête de valeurs mobilières. Et tandis que la haute banque parisienne dirige dans un sens analogue l'activité d'entreprises individuelles, des *banques d'affaires*, qui s'occupent peu de distribuer du crédit, se consacrent principalement à l'introduction de fonds étrangers sur notre marché.

1. Rapport Landry, déjà cité, *Doc. parl.* Chambre, 1913, annexe n° 2590, p. 175.

En même temps, disséminées sur tout le territoire du pays, des *banques locales* font des opérations d'avances et de découverts avec des capitaux dont le drainage des dépôts par les grands établissements de crédit diminue de plus en plus l'importance. Enfin, fondés sur le principe de l'association mutuelle ou coopérative, des *banques populaires* ou des établissements analogues s'efforcent de réparer certaines insuffisances qui subsistent dans le commerce du crédit ».

Est-ce que, dans cet organisme bancaire apparemment très diversifié, l'industrie française trouva toujours avant la guerre les moyens financiers nécessaires à son plein développement ? Il serait inexact et injuste de faire une réponse absolue et unique : il convient de distinguer suivant la « dimension » de l'entreprise.

Les besoins en capitaux neufs de notre très grande industrie, celle qui fonctionne sous la forme de société anonyme avec une firme très connue et généralement parisienne, étaient relativement faibles ou du moins aisément satisfaits. Une enquête fort sérieusement menée peu avant la guerre auprès des différents groupements syndicaux confirma ces données. (1) « La réduction au minimum des appels aux capitaux neufs ou aux crédits d'emprunts » (2) tenait à la méthode de gestion générale dans nos grandes entreprises et pour ainsi dire nationale qui

1. *Finance-Univers*, 1913, livraisons de février à juillet.

2. Conférence citée de Peyerimhoff, p. 111.

leur fait prélever sur les bénéfices la totalité ou la plus grande partie du coût des travaux nouveaux. Seules, les industries concessionnaires de services publics comme l'éclairage ou les transports en commun, dont la durée de jouissance est limitée et qui souvent sont assujetties par leur contrat à des partages de bénéfices, étaient obligées de renoncer aux procédés tontiniers et de recourir assez largement aux émissions d'actions ou d'obligations : du moins leur notoriété et leur caractère semi-officiel leur permettaient d'obtenir du public une aide presque directe et de ne recourir aux banques que pour l'emprunt de leurs guichets.

Au contraire les affaires de moindre importance auraient eu besoin de l'assistance des banques et la leur demandaient en vain.

La grande industrie régionale, généralement organisée en commandite par actions, et dont l'existence reste pour notre pays du plus grand intérêt économique et social, était placée, en effet, dans une situation toute différente. Sans doute elle pratiquait aussi le procédé du développement sur son propre fonds, qu'on pourrait appeler la méthode de la boule de neige ; mais ce qu'elle y gagnait en solidité, elle le perdait en rapidité d'expansion. Pour sa constitution, son développement et la résistance aux crises qui pouvaient l'assaillir, d'importants capitaux lui étaient nécessaires qu'il lui était malaisé d'appeler directement sur le grand marché national où elle était mal connue.

Or, notre système bancaire, s'il la favorisait remarquablement au point de vue de l'escompte à court terme, lui dispensait mal les avances et les commandites par lesquelles elle eût pu suppléer à l'impossibilité des larges emprunts publics.

Ce domaine du crédit industriel et régional était absolument interdit à la Banque de France par ses fonctions de banque d'émission et d'ailleurs par ses statuts.

Les sociétés de crédit ne s'y aventuraient plus depuis que M. Germain, fortement impressionné par le krach de l'Union générale, les avait toutes orientées vers l'activité de tout repos des *Joint Stock Banks*. Travaillant surtout avec des fonds remboursables à vue ou à très courte échéance, elles ne pouvaient pas les prêter elles-mêmes à long terme sans s'exposer à un risque grave de faillite. D'autre part, leur excessive centralisation, la hiérarchie de leurs agences obéissant aux ordres envoyés de Paris au lieu de faire remonter vers le siège central les renseignements et les demandes, la transformation en fonctionnaires instables de leurs directeurs de succursales et leurs organisations quasi-administratives inévitables dans tous les grands anonymats, les rendaient impropres aux affaires industrielles qui exigent discernement et initiatives et leur faisaient préférer les opérations plus sûres et plus faciles d'émissions de valeurs et surtout de fonds d'Etats étrangers.

Restaient enfin les banques locales. Après avoir fléchi devant la concurrence redoutable des établis-

sements de crédit, elles avaient réussi à se ressaisir et à résister victorieusement en se spécialisant dans les services mêmes que ces établissements ne pouvaient pas organiser avec la même ampleur.

En Lorraine, dans le Nord, dans la région lyonnaise et dans le Dauphiné, leur collaboration avec l'industrie donnait sans doute « à l'effort commun une cohésion d'une efficacité surprenante » (1) ; mais elles ne pouvaient se couvrir par des émissions d'actions que sur une clientèle régionale, partant restreinte, et à la veille de la guerre, l'on commençait de percevoir une certaine impuissance de cette épargne locale à absorber tous ces titres et à alimenter tous ces placements locaux.

Si la concentration bancaire avait ainsi paralysé la grande industrie provinciale, la petite production n'était pas moins entravée par l'insuffisance des seules institutions aptes à lui dispenser le crédit, c'est-à-dire des associations de crédit mutuel réunissant en faisceau les emprunteurs éventuels et les groupant au besoin par le lien d'une responsabilité solidaire. En 1911, il n'existait en France que 20 banques populaires urbaines, affiliées à deux grandes fédérations qui englobaient en même temps d'autres caisses similaires agricoles : le Centre fédératif du crédit populaire en France, à Marseille, et l'Union des caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité limitée, à Paris. (2)

1. Conférence de M. Lucien Brocard, *les Marchés financiers de province* dans le recueil *Les grands marchés financiers*, p. 118.

2. Cf Rapport Landry, pp. 181 et 182.

Le ministre des Finances dans un rapport présenté le 13 mai 1911 au Président de la République pouvait « affirmer, sans crainte d'être démenti, que la petite et la moyenne industrie ne trouvaient pas en France de suffisantes facilités de crédit, et notamment de crédit à long terme ».

Ce rapport servait d'exposé des motifs à un décret instituant au Ministère des Finances une commission extraparlamentaire chargée d'étudier l'organisation bancaire et de rechercher les possibilités de la compléter.

Nommée le 1^{er} juin suivant, la commission se réunit le 24 juillet 1911 et se divisa en trois sous-commissions dont les rapporteurs furent MM. Chapsal, Lefèvre et Alexis Rostand (1). Les conclusions des rapports furent discutées et adoptées dans la dernière séance du 5 juin 1912.

C'est d'après les lignes essentielles de ces savants travaux que fut établi le projet de loi déposé par le gouvernement « ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie et aux associations ouvrières de production ». La Chambre le discuta et l'adopta presque sans y rien changer dans ses séances des

1. Imprimés aux annexes du Rapport officiel, *Doc. parl.*, Chambre, 1912, annexe n° 2212. Voici notamment les conclusions de M. Chapsal : « 1^o Insuffisance d'organisation dans la distribution du crédit à long terme aux moyennes et petites industries, notamment en ce qui touche l'émission et le placement des valeurs industrielles ; 2^o Absence presque complète d'organisation dans la distribution du crédit aux petits producteurs et petits commerçants. »

18 et 19 mars 1914. Il contenait deux parties bien distinctes : l'une concernait le crédit à court terme, — c'étaient les titres I et II; l'autre était relative au crédit à long terme, — c'étaient les titres III et IV.

Avant qu'il ne parvint au Sénat, la guerre éclata qui vint aggraver le problème (1).

De combien en effet, au lendemain de la paix, le cycle des besoins économiques ne sera-t-il pas étendu? Même en laissant de côté certaines questions spéciales comme celles de la réalisation des titres que l'Etat délivrera aux victimes des dommages de guerre et du crédit dont auront besoin les industriels démobilisés pour la remise en marche de leurs entreprises abandonnées ou négligées, ce sont des capitaux énormes qu'il faudra pour l'adaptation aux travaux de la paix des usines consacrées aux fabrications de guerre, pour la restauration des fabriques dont les ruines encombreront le sol envahi, pour la création des industries nécessaires à notre affranchissement d'une dépendance économique dont la guerre aura démontré les fâcheux effets, pour le développement dans l'industrie même et surtout dans l'agriculture du machinisme qui pourra seul suppléer à la réduction de la main-d'œuvre humaine, pour le perfectionnement de tout notre outillage national (ports, canaux, marine marchande, houille blanche), enfin pour l'harmonisation de la nouvelle

1. Pendant la guerre, l'industrie est alimentée par les commandes de l'Etat et financée par ses avances. D'ailleurs, depuis 1917, les augmentations de capital et émissions d'obligations ont été nombreuses.

industrie nationale après les changements de frontières qui ne manqueront pas d'être stipulés dans le traité de paix.

En même temps, cependant, que les besoins auront augmenté, les ressources en capitaux seront loin d'égaliser celles que le pays renfermait avant la guerre (1).

Le conflit actuel aura détruit une masse considérable de richesses; il en aura consommé une plus grande encore; pendant toute sa durée nous nous serons démunis au profit de l'étranger d'une partie de la fortune nationale et presque toute l'épargne « accrue » (2) des particuliers aura été employée à subvenir aux dépenses publiques.

Après la guerre, et pendant des années, l'Etat continuera ses appels au crédit public pour opérer la nécessaire liquidation financière; la balance de nos changes étrangers sera modifiée à notre détriment et les charges budgétaires considérablement aggravées mettront un obstacle à la formation des richesses futures.

Dans ces conditions, un renversement des courants internationaux d'émigration des capitaux sera inévitable et presque automatique.

Depuis trois quarts de siècle la France, avec sa bourgeoisie rassurée après la rafale de 48 et en voie d'enrichissement, exportait ses initiatives et surtout ses capitaux chez les peuples jeunes et l'on a vu

1. Second rapport Landry de 1917, cité *infra*.

2. Cf. Bourdon, *L'accroissement de l'épargne pendant la guerre* (*Revue d'Economie politique*, juillet août 1917, p. 278).

que le Saint-Simonisme n'avait pas été étranger à ce mouvement continu par lequel elle les « répandait sur les continents lointains comme des essaims, non pas pour piller les fleurs, mais pour les féconder. » Ralenti seulement par le recueillement imposé par les guerres et les crises, le courant était commandé par la pénurie des placements nationaux due, jusqu'à ces dernières années, à un fléchissement de l'esprit d'entreprise dans ce pays et par l'attrait des intérêts plus élevés offerts dans les terres nouvelles aux capitaux étrangers ardemment demandés. Les banques qu'on accusait de diriger nos épargnes au delà de nos frontières ne faisaient qu'exploiter, en la renforçant peut-être, une tendance qui s'était établie de soi-même et n'était que la conséquence naturelle de la complexion économique de la France, impératif aussi catégorique que ceux qui régissent la vie physiologique. La guerre a d'ailleurs montré l'utilité, la nécessité même des placements à l'étranger.

Mais, en même temps, elle les réduira à l'avenir. Déjà la croissance économique des peuples jeunes les mettait à même de mieux se suffire à soi-mêmes ou du moins les poussait à se prétendre émanciper des tutelles étrangères lourdes à leur nationalisme naissant, souvent ingrat et parfois enfantin. Le conflit actuel, en contraignant les grandes puissances de l'Europe occidentale de se ravitailler chez eux en munitions et en vivres, et en formant peu à peu les capitaux là où n'existaient naguère que ceux que

nous apportions bénévolement, a, d'un coup, forcé et avancé leur lente maturation. A l'inverse, il a refait des pays neufs de nos vieux Etats européens. Assez naturellement, donc, les instruments de production tendront à émigrer des nations qui n'ont pas été si en dehors des répercussions de la guerre qu'elles n'en aient profité vers celles à qui les batailles ont imposé ce douloureux rajeunissement, et c'est surtout sur ces capitaux neutres (1) qu'on est obligé de compter pour aider l'action de la *vis medicatrix naturæ* grâce à quoi Stuart-Mill dit « que les pays dévastés recouvrent promptement leur premier état (2). »

En présence de cette aggravation du problème du crédit industriel, il eût convenu, semble-t-il, de voter rapidement la réforme amorcée avant la guerre et devenue plus urgente que jamais ; il eût même fallu en accroître, si possible, l'efficacité et la portée. Le Sénat a fait précisément le contraire (3).

Se conformant à l'avis de sa Commission des finances et se rangeant aux conclusions de M. le sénateur Perchot dont l'argumentation paraît pourtant rien moins que convaincante, il a adopté, sans aucune modification, à la date du 1^{er} février 1917, le texte des

1. La longue neutralité des Etats-Unis doit y faire assimiler les capitaux américains.

2. John Stuart-Mill, *Principes d'Economie politique* (petite édition Guillaumin, p. 76).

3. Voir Sénat, n^{os} 359 (année 1910), 23-191 (année 1911), 193 (année 1914), 17-195-307-384 (année 1915), 63 (année 1916).

titres I et II du projet, ainsi que des dispositions générales qui avaient été groupées dans un cinquième titre ; mais il a, par contre, disjoint les titres III et IV relatifs au crédit à long terme. Le ministre du commerce, M. Clémentel, en a accepté la disjonction « dans le but de les perfectionner et de les adapter aux besoins actuels ». A leur tour la Commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre (1) et la Chambre elle-même s'y sont résolues à regret, afin de permettre que devint définitif au plus tôt le vote des dispositions concernant le crédit à court terme sur lesquelles l'accord existait entre les deux Assemblées. Ainsi cette partie du projet est devenue la loi du 13 mars 1917, complétée par le règlement d'administration publique du 31 janvier 1918 (2).

C'est en prenant pour point de départ et de comparaison le texte de la Chambre, déjà loi pour une moitié, et encore projet pour l'autre, qu'on essaiera d'adapter et d'assouplir aux besoins actuels la conception saint-simonienne dans son essence philosophique et dans ses modalités d'exécution technique. On recherchera d'abord ce que ce texte peut dès maintenant contenir d'inspiration saint-simonienne inconsciente, puis comment on aurait pu ou pourrait encore profiter dans cet intéressant effort d'organisation des enseignements tout théoriques de la *Doctrine* ou plus pratiques du *Producteur*.

1. Second rapport Landry, *Doc. parl.*, Chambre 1917, n° 2993.

2. *J. off.*, vendredi 15 février 1918, p. 1604.

§ 2. — *Le crédit à long terme à la moyenne industrie*

Il faut remarquer tout d'abord que l'expression « moyenne industrie » employée dans le projet de loi correspond à celle de « grande industrie régionale » dont on s'est servi dans cette étude en signalant les lacunes de notre organisation bancaire.

Pour lui assurer le crédit à long terme dont elle a besoin, le législateur voudrait créer des établissements « qui feraient pour elle ce que fait dans un autre domaine le Crédit foncier de France ; qui le feraient, nous nous empressons d'ajouter : *mutatis mutandis* » (1).

Le système comprendrait deux institutions : un établissement central et des banques auxiliaires.

L'établissement central porterait le nom de *Crédit industriel de France*.

Ce serait une Société anonyme, au capital de 5 millions, divisé en actions de 500 francs, libérées d'un quart, avec octroi d'un droit de préférence pour la souscription aux Chambres de commerce, aux grou-

1. Premier rapport Landry, p. 186 : « Il a paru aux hommes qui ont le plus médité sur le problème que le crédit à long terme devait être dispensé à l'industrie par des établissements qui consentiraient des avances en exigeant des garanties sérieuses et en prenant toute une série de précautions, et qui se procureraient, d'autre part, les fonds nécessaires pour ces avances par le moyen d'obligations qu'ils émettraient. »

pements professionnels, aux établissements de crédit, aux banques privées et locales (1).

Il recevrait de l'Etat une avance gratuite de 5 millions, par conséquent égale au fonds social initial, qui constituerait un fonds de réserve de garantie et se grossirait peu à peu par l'accumulation des intérêts (2).

Il pourrait recevoir des dépôts à l'échéance de trois ans au moins.

Il créerait enfin des obligations dont l'amortissement devrait être effectué dans une période maxima de cinquante ans. Le capital réalisé par l'émission de ces obligations ne pourrait en aucun cas excéder le montant total des prêts consentis par la Société, ni le quintuple du capital-actions (3). Leur service serait garanti par le fonds social et par le fonds de réserve.

Telles seraient ses ressources.

Il serait administré par un conseil nommé par l'Assemblée générale des actionnaires. La nomination du président, du vice-président et du directeur serait approuvée par décret rendu sur la proposition du ministre des Finances. L'Etat se réserverait également le droit de désigner trois censeurs (4).

Quelles seraient, dans ces conditions, ses opérations ? (5).

1. Art. 16.

2. Art. 14.

3. Art. 17.

4. Art. 16.

5. Art. 15.

D'abord il consentirait des prêts à long terme, d'un an au moins et de vingt-cinq ans au plus, mais avec toutes sortes de précautions : le montant des prêts consentis à une même entreprise ne pourrait jamais dépasser la moitié de l'actif net de l'emprunteur ; les avances ne seraient accordées que moyennant hypothèque ou autre sûreté réelle, constitution de caution ou garantie d'un contrat d'assurance en cas de décès ; l'établissement prêteur exercerait un contrôle constant sur l'emploi des sommes versées et stipulerait à son profit la faculté d'en réclamer le remboursement anticipé, au cas où les garanties primitivement fixées viendraient à être diminuées ; afin de diviser ses risques, il ne pourrait pas avancer à une même entreprise plus de 0,50 o/o de son capital actions et obligations.

Ce souci des garanties à exiger domine à tel point la Commission du commerce qu'elle a supprimé l'autorisation donnée par le texte du Gouvernement de souscrire des obligations de sociétés, sous prétexte que le Crédit industriel n'eût pu exercer ses droits qu'en concurrence avec les autres porteurs et dans la même mesure qu'eux.

D'autre part, l'établissement central pourrait effectuer des opérations d'escompte, mais que la Commission, pour le maintenir dans son objet, a strictement limitées au placement temporaire de ses disponibilités.

Enfin, « sur les bénéfices réalisés, il serait prélevé annuellement, après déduction des sommes néces-

saires pour servir 4 o/o d'intérêt aux actions : 1° jusqu'à concurrence de 25 o/o du surplus, la somme nécessaire pour rembourser les prélèvements qui auraient été opérés sur le fonds de réserve de garantie ; 2° une fraction de 25 o/o du même surplus, qui, dans tous les cas, serait versée au fonds de réserve de garantie ». Les actionnaires régleraient l'emploi du reste (1).

Tout autour du Crédit industriel de France, il devrait y avoir d'autres établissements qui, comme lui, se donneraient pour objectif exclusif de favoriser l'industrie par des avances à longue échéance. On les appellerait *banques de participations industrielles*. Elles n'auraient aucun lien nécessaire avec l'institution centrale et seraient seulement libres d'entrer en rapports d'affaires avec elle : ainsi leur déclin éventuel n'ébranlerait aucunement son renom.

Le projet, à la vérité, se borne à les favoriser sans les organiser ni les doter : il se contente de réparer l'iniquité fiscale qui entrave le développement des banques de cette nature. Il existe, en effet, dès à présent, des sociétés financières qui se donnent pour objet exclusif ou principal de fournir du crédit à long terme à l'industrie en souscrivant des titres d'entreprises en voie de transformation ou d'agrandissement. On les désigne communément sous le nom d'*Omniums*. Or, lorsqu'ils acquièrent avec leur capital, pour les mettre en portefeuille, des valeurs

1. Art. 19.

industrielles, ils ont, sous l'empire de la législation existante, à supporter deux fois les impôts qui frappent les valeurs mobilières. C'est cette superposition qu'il a paru nécessaire de faire disparaître afin d'encourager cette forme du crédit industriel.

En effet, le projet assujettit bien à l'impôt des valeurs mobilières les actions et obligations des banques de participations ; mais, dans le règlement annuel des différentes taxes en clôture d'exercice, il leur serait tenu compte, par voie d'imputation ou même de restitution, du montant des taxes qu'elles justifieraient avoir supportées pour les titres acquis par elles (1).

Toute banque pourrait devenir banque de participations et profiter de cette immunité fiscale à condition : 1° d'être constituée sous forme de société anonyme par actions ; 2° d'avoir pour objet exclusif de procurer des capitaux à l'industrie française, soit en souscrivant des actions, obligations ou parts commanditaires, soit en souscrivant des prêts à plus de deux ans d'échéance, ou en cautionnant des emprunts d'une durée au moins égale ; 3° de limiter au triple du capital social versé l'ensemble de leurs prêts et engagements de toute nature, et au vingtième de ce maximum les capitaux fournis ou cautionnements accordés à une même entreprise ; 4° de ne pas émettre d'obligations pour une somme supérieure au montant de leurs souscriptions, prêts ou engagements ;

1. Art. 22.

5° de ne recevoir des dépôts qu'à trois ans au minimum d'échéance; 6° de ne faire d'opération d'es-compte que pour le placement temporaire de leurs disponibilités; 7° de reconnaître aux porteurs de leurs obligations le droit de se réunir en Assemblée générale, de recevoir les mêmes communications que les actionnaires, de nommer des représentants, afin de décider éventuellement des actes conservatoires et tous autres actes nécessaires dans un intérêt commun (1).

Tel est, dans ses grandes lignes, le projet de la Chambre.

Quel substratum saint-simonien peut-on y découvrir, sans exagérer les emprunts inconscients faits à la conception, sans vouloir à tout prix voir partout du Saint-Simonisme et imiter ce chimiste illustre qui prétendait trouver de l'arsenic jusque dans le fauteuil du président d'assises ?

Quelles sont les directions qu'on pourrait tirer de la théorie et de la pratique saint-simoniennes pour compléter le projet ?

C'est à ces deux questions qu'on va tâcher à répondre, en analysant cet organisme complexe quant à son rôle, à ses ressources, à son mode d'activité, à son organisation administrative tant centrale que régionale.

D'après le rapport de M. Landry, son but et son effet doivent être « un accroissement notable de notre

1. Art. 23.

production » (1) ; c'est dire qu'il exercera cette fonction impulsive qui devrait être d'après la doctrine saint-simonienne l'un des deux rôles du crédit, fonction dont l'utilité est certaine, mais dont il convient de redouter les excès, à savoir un éparpillement des efforts surexcités et une dispersion des productions individuelles. L'activité stimulante du crédit devrait être modérée et l'on devrait donner à la banque la seconde mission de contrepoids que le Saint-Simonisme a prévue pour elle, la mission régulatrice. Peut-elle la remplir ? L'exemple de l'Amérique le prouve. En effet, comment, dans ce pays, les trusts se sont-ils organisés, comment toutes ces maisons industrielles ont-elles pu s'entendre et se grouper en une sorte de syndicat unique, de comptoir unique, décidant qu'aucun des membres ne pourrait produire au delà d'un certain volume d'affaires, et que la totalité des produits serait livrée sur le marché à un prix uniforme et fixé par le trust lui-même ? C'est par l'intermédiaire des banques qui connurent qu'elles paieraient les frais de la guerre que se livraient entre elles toutes les entreprises avec lesquelles elles étaient en affaires ; elles savaient le chiffre de production et le bénéfice approximatif de chacune, et leur assignèrent leur production normale annuelle. Initiatrices et organisatrices des trusts, elles devinrent les régulatrices de la production quant à la quantité et quant aux prix. Chez nous-mêmes,

1. Premier rapport, p. 189.

c'est bien le rôle que jouent certains omniums, notamment dans l'électricité. Cette activité directrice, la banque pourrait même l'exercer quant à la qualité de la production, c'est-à-dire quant aux branches d'industrie qu'il conviendrait à un moment donné de suralimenter ou de restreindre en capitaux.

Mais pour remplir des fonctions aussi essentielles, de plus importantes ressources seraient nécessaires que celles qu'a prévues le projet de la Chambre résolue d'ailleurs à ne tenter là qu'un essai dont le succès pourrait faire élargir le cercle. Du moins, la nature de ces ressources est à peu près exactement celle que préconisait le Saint-Simonisme (1).

C'est d'abord le capital même de la société anonyme, capital souscrit par des groupements industriels. Mais le projet actuel, influencé par les tendances contemporaines de nationalisme, par la crainte de « l'emprise étrangère », limite aux citoyens français la faculté d'en devenir actionnaires, tandis que le *Producteur* recommandait de rechercher le concours de capitalistes étrangers : ce sont différences qui sont fonctions de l'évolution générale des idées.

Ce capital servirait surtout de gage aux emprunts que ferait l'établissement prévu et celui-ci ne se procurerait ses ressources de travail, son *working capital* que par l'émission d'obligations amortissables à longue échéance.

1. Voir *supra* le plan synthétique de banque saint-simonienne, pp. 100 à 110.

On retrouve là la technique saint-simoniennne fondamentale.

A côté des emprunts à long terme, des emprunts à court terme sont nécessaires à une telle banque. D'après le projet, elle y procéderait par le moyen d'ouvertures de comptes de dépôts non à vue ; elle pourrait aussi, sans grand péril, semble-t-il, ouvrir des comptes courants aux sociétés et entreprises commanditées par elle, de manière à se charger de leurs services de trésorerie et de caisse. Le Saint-Simonisme, — on se le rappelle, — a toujours prôné et essayé de réaliser en cette matière les billets de banque à intérêt (Enfantin) ou les obligations à court terme (Pereire) : ce n'est pas que ce système paraisse très recommandable. Ces obligations sont impropres à prendre le caractère et le rôle de monnaie fiduciaire ; car, n'étant pas remboursables à présentation, elles sont incapables de prendre et de garder cette fixité qui est le propre du titre monétaire et lui permet de servir de commune mesure aux valeurs. L'intérêt qui y est attaché ne leur donne aucune aptitude — au contraire — à remplir cette fonction. Il ne les distingue point de la catégorie des valeurs payables à échéance déterminée, — effets de commerce, bons du Trésor..., — qui sont productives d'intérêt pour ceux qui prêtent sur elles des espèces, d'un intérêt prélevé d'avance et par déduction sur la somme représentée par l'effet : c'est ce que l'on appelle en termes techniques « prendre l'escompte en dedans ». A l'inverse, pour les obligations saint-

simoniennes, il se prend « en dehors », l'intérêt s'ajoutant chaque jour à la somme jusqu'à l'époque du remboursement. Ce n'est là qu'une différence de forme. Encore disparaîtrait-elle dans la pratique ; car pour qu'elles conservassent le pair et ne fussent jamais soumises aux déductions de l'escompte, il faudrait que le taux de l'intérêt dans le commerce fût fixé invariablement et qu'elles produisissent cet intérêt invariable. Or on sait bien que c'est irréalisable. Donc elles seraient dans l'impossibilité d'acquiescer aucune des propriétés du billet de banque et de circuler comme lui par transmission directe et manuelle ; elles rentreraient au fond dans la classe des effets de commerce et, comme eux, ne circuleraient qu'en passant par l'épreuve des négociations qui, par une prime ou par un escompte, en modifieraient la valeur.

Il est enfin une dernière source à quoi s'alimentent pareillement la banque du projet actuel et celle des plans saint-simoniens : c'est la subvention de l'Etat ; et l'analogie est d'autant plus frappante que la puissance publique, dans les deux conceptions, impose lourdement d'autre part les successions des « oisifs » (1).

1. L'analogie est un peu détournée. D'abord Enfantin demandait une participation de l'Etat à la constitution partielle ou totale du fonds social ; le projet actuel ne prévoit son intervention que sous la forme d'une subvention de garantie. D'autre part, Enfantin demandait l'affectation directe à cet emploi des fonds obtenus par la confiscation des successions collatérales et la taxation des directes ; le projet actuel dispose que le fonds de garantie serait

On peut critiquer l'intervention de l'Etat dont le principe a été introduit dans le texte législatif : il faut y voir la marque un peu symbolique de l'intérêt porté à cette institution par les pouvoirs publics plutôt que l'application d'un système doctrinal.

Avec ces ressources presque identiques, la banque conçue par la Chambre et celle qu'a voulue le Saint-Simonisme se livrent à deux ordres d'activités : toutes deux se consacrent à des placements à court terme et à long terme.

On peut tout de suite examiner les premiers qui ne constituent au fond qu'un champ d'action assez secondaire. Le projet actuel les restreint à l'escompte, limité lui-même aux strictes nécessités de l'emploi des disponibilités. Il tient à écarter autant que possible les tentations de tomber dans la formule mixte où dévièrent si souvent les institutions inspirées du Saint-Simonisme. Cependant il n'aurait guère été à craindre que la banque y succombât, même si l'on avait admis qu'elle reçût plus largement les dépôts assez courts, les fonds sans cesse en roulement des entreprises soutenues par elle ; dans ce cas, le report, de préférence à l'escompte, eût été le placement temporaire le plus indiqué, grâce auquel elle eût indirectement soutenu les cours de ces entreprises ; c'était le système pratiqué par le Crédit mobilier.

constitué non par un prélèvement sur les recettes budgétaires, mais grâce à la somme versée au Trésor par la Banque de France. D'ailleurs, on se borne à constater l'analogie des mesures sans entreprendre d'en apprécier en détail la valeur.

C'est surtout sur les prêts à long terme qu'il convient d'insister. La Chambre paraît avoir été très préoccupée d'exiger des sûretés réelles garantissant les avances faites par son Crédit industriel et de limiter ses prêts à la moitié de l'actif net dont l'emprunteur justifierait et à 50 centimes 0/0 de son propre capital. Elle renforce par cette disposition la tendance que le Saint-Simonisme déjà constatait et critiquait chez nos banques, à savoir à faire prédominer « le crédit impersonnel, le crédit anonyme, le crédit à la fortune acquise (1). » Comme l'a montré le Saint-Simonisme, ce qu'il faudrait créer et vivifier au contraire, c'est « le crédit à l'espérance de l'acquérir et de la développer, autrement dit, le crédit personnel. L'intérêt social comme la justice le requiert. Est-il pratiquement réalisable ? Avant tout, n'y a-t-il pas antinomie entre l'idée du crédit personnel et celle du crédit à long terme ? C'est la thèse soutenue notamment par M. Perchot (2). Il semble pourtant que la conciliation de ces deux termes prétendument opposés soit possible. D'abord on pourrait se servir de l'excellente indication donnée par le projet de loi et touchant l'exigence éventuelle d'un contrat d'assurance sur la vie passé par l'entrepreneur individuel dont la probité et la valeur auraient justifié le consentement d'un prêt. Mais s'il s'agit de sociétés ? Ne serait-il donc pas possible de stipuler que les avances seraient révocables à certaines échéances secon-

1. Lucien Brocard, *loc. cit.*, p. 150.

2. Avis du 3 juin 1915, document, n° 195.

daires, intermédiaires et facultatives si la gestion de l'entreprise emprunteuse cessait d'en garantir le bon emploi ? D'ailleurs l'article 15 du projet lui-même ne prévoit-il pas qu'au cas où les garanties réelles fixées viendraient à être diminuées, le Crédit industriel de France aurait la faculté de réclamer le remboursement anticipé, total ou partiel, des sommes versées ? Enfin, l'on pourrait autoriser la banque, si l'on renonçait à l'étroite conception du crédit réel, à acquérir ou souscrire des actions ou obligations de sociétés industrielles qu'elle entreposerait grâce à ses propres obligations jusqu'à ce que le marché des titres nouveaux fût assez large pour que le public consentit à les détenir directement.

C'est ici que le projet actuel est le plus en contradiction avec les principes saint-simoniens, et l'on doit dire que ceux-ci, au moins théoriquement, semblent plus séduisants.

Pour les réaliser, il faudrait adapter à ce but l'organisation administrative du crédit industriel, de manière à réduire au minimum le risque inévitable couru par la banque. Elle serait la base du système tout entier : la perfection de celle-là serait la condition principale du fonctionnement de celui-ci. Cette perfection, on n'y atteindra que si, selon la vue très profonde du Saint-Simonisme, on donne à l'administration du crédit un caractère à la fois corporatif et régional, et l'on peut y parvenir sans vouloir tout créer *ex nihilo*, mais, si l'on ose s'exprimer ainsi, en pratiquant l'art d'accueillir les restes et d'utiliser

liser les bons morceaux du système actuel qu'il est permis de trouver mauvais dans l'ensemble.

On pourrait donc concevoir la division de la France en 12 ou 15 régions économiques (1). Dans chacune d'elles, on ferait appel aux banques locales existantes (2) : celles-ci constitueraient des groupements comprenant des membres des Chambres de commerce et des autres organismes professionnels, et dirigés par un président qui serait élu parmi les anciens industriels de la région, ceux qu'une Ecole connue appelait les autorités sociales. Ainsi serait réalisé le caractère régionaliste de l'administration. Le caractère corporatif le serait aussi par là même en partie. Car il existe une division géographique du travail qui se traduit nettement, par exemple, dans la nature des valeurs cotées sur nos cinq Bourses provinciales : Lyon connaît surtout les industries textile, chimique, automobile, électro-métallurgique ; Lille est étroitement spécialisée dans la métallurgie et les charbonnages ; à Marseille prédominent, avec les entreprises maritimes, les raffineries, huileries, savonneries ; à Nantes et à Bordeaux, on trouve principalement des entreprises de navigation et des

1. Proposition Jean Hennessy du 20 avril 1913. Cf. projet Clémentel : visant à grouper les chambres de commerce en 16 régions, il constitue un essai de décentralisation et de regroupement économiques. Cf. encore un plan de réforme bancaire de H.-R. Savary, *Travail et Crédit*, pp. 37 sqq.

2. Ce serait un peu la politique d'amalgamation des banques locales recommandées par Albin Huart, *l'Organisation du crédit en France*, 1913, p. 132.

industries de transformation des produits exotiques ; à Toulouse, des entreprises hydroélectriques.

Ces groupements étudieraient les besoins de leur région, quelles industries pourraient y être créées et développées, et c'est à eux que s'adresseraient les chefs d'entreprises en quête de capitaux. Ils examineraient les chances techniques et financières des affaires proposées, avec la plus grande compétence puisqu'ils comprendraient des techniciens et des banquiers. Le président, lui, envisagerait non plus la valeur réelle de l'entreprise, mais le mérite personnel de l'entrepreneur. On sent qu'il le pourrait faire avec une autre certitude qu'aujourd'hui le directeur d'une agence locale d'établissement de crédit. Il y aurait entre eux les mêmes différences que Taine relevait entre le fonctionnaire inamovible de l'ancien régime, « du pays, stable et satisfait, non obsédé par le désir de l'avancement, ayant fait toute sa carrière, parmi des collègues anciens, de nombreux parents et des compagnons d'enfance, dans l'enceinte de sa corporation et de sa ville natale, n'ayant point l'envie ni l'idée d'en sortir », et, de l'autre côté, cette « colonie ambulante » des fonctionnaires actuels « qui vient, par ordre d'en haut, administrer chacune de nos villes, ces étrangers de passage, sans consistance, sans biens-fonds, intérêts ni liens locaux, campés dans un logement loué, souvent dans un logement garni, quelquefois à l'hôtel, éternels nomades, à la disposition du télégraphe, toujours prêts à déménager pour s'en aller à cent lieues,

moyennant cent écus d'augmentation, faire la même besogne abstraite » (1).

Lorsque le projet aurait été ainsi étudié et adopté, deux cas se présenteraient.

Ou bien le groupement estimerait que l'entreprise d'importance assez minime n'excéderait pas les forces des capitaux régionaux. Et elle pourrait être assurée par l'intermédiaire des banques régionales qui se seraient affiliées à l'organisation générale, qui seraient devenues, pour prendre l'expression du texte voté par la Chambre, des banques de participations industrielles, et qui se couvriraient de leurs avances ou bien par une émission régionale d'obligations ou bien en écoulant peu à peu dans leur clientèle les titres qu'elles auraient souscrits.

Mais l'affaire pourrait dépasser les capacités locales. Alors le groupement la renverrait au bureau central de Paris.

En effet, il serait nécessaire de créer un organisme national ou, si l'on préfère, interrégional. Ce serait le Crédit industriel de France du projet législatif; ce serait encore un établissement analogue à ce qu'aurait dû être, s'il ne s'était déformé, le Syndicat central des banques de province.

Il recevrait les plans d'entreprise trop vastes pour être alimentés par le seul crédit régional. La valeur personnelle de l'entrepreneur ne pourrait que lui rester étrangère et serait garantie par le groupement

1. Taine, *Origines de la France contemporaine, la Révolution* t. III, p. 416.

régional ; il n'envisagerait l'affaire qu'à un point de vue abstrait et purement technique.

A cet effet, il devrait être divisé en autant de comités qu'il existe de branches principales d'industrie. Ces comités seraient formés d'industriels de manière qu'on pût espérer que leurs habitudes d'esprit empêchassent cette administration un peu complexe de tomber dans les lenteurs paperassières. A la vérité, ce ne seraient pas ces comités mêmes qui procéderaient à l'examen des entreprises proposées : ils chargeraient de ce soin des ingénieurs spécialistes qui les étudieraient sous le rapport technique et des experts qui le feraient sous le rapport comptable. Il ne serait pas nécessaire que la banque eût ses ingénieurs et ses experts à soi : elle pourrait s'adresser à ces sociétés fiduciaires qui semblent en voie de se répandre en France et dont le rôle, en cette matière du crédit industriel, pourrait être essentiel.

Ces sociétés, qui ne sont pas sans analogie avec les *Chartered Accounts* anglais, ont pris naissance, il y a une quinzaine d'années, en Allemagne, sous le nom de *Treuhandgesellschaften*. Aujourd'hui, il en existe à peu près dans chaque grand centre allemand et on les désigne de ce nom générique auquel on accole celui de la ville qui en est le siège. Elles ont pour but principal de « contrôler l'emploi des capitaux mis par les banques à la disposition de l'industrie » (1).

1. Voir le très intéressant rapport de M. Lanty, *les Sociétés fiduciaires en Allemagne et leur action sur le développement de*

La Suisse a imité cet exemple, et l'on y compte cinq sociétés de cette nature, — la Société anonyme fiduciaire suisse, à Bâle et à Zurich, la Fiducia, à Genève, l'Allgemeine Treuhand-und Revisionsgesellschaft, à Bâle, la Schweizerische Revisionsgesellschaft et la Fides, à Zurich, — qui étendent jusqu'en France le rayon de leur activité (1).

La France enfin paraît vouloir se doter soi-même de cet outillage financier indispensable (2).

Dans une étude sur une solution d'ensemble des différents problèmes bancaires, M. Henri Bernardin (3) a très bien aperçu la nécessité, si l'on veut réaliser l'idéal du crédit personnel, de constituer un tel organe de contrôle et a demandé la création d'une société fiduciaire sous l'absolue suzeraineté de l'Etat et ne comptant comme agents que des inspecteurs des finances, des comptables spécialisés et des ingénieurs techniques. Ce serait donner là à l'Etat une

l'industrie (Dossiers commerciaux publiés par l'Office national du commerce extérieur, 6 octobre 1917).

1. M. Manchez rapporte le fait suivant qui lui a été conté par le président d'une société industrielle. Celle-ci sollicita d'un grand établissement de crédit français une avance, disons de 2 millions; l'établissement, sans enquête, n'offrit que 1 million 500.000 francs. Elle s'adressa à une banque suisse que l'entreprise intéressa et qui envoya au siège social de l'industrie française un personnel de comptables emprunté à la Société anonyme fiduciaire suisse. Ses ingénieurs conclurent à l'insuffisance du crédit demandé, et c'est 4 millions que la banque avança (*Sociétés de dépôts, banques d'affaires*, pp. 70 et 71).

2. On peut signaler notamment la fondation récente, au capital de 600.000 francs d'une institution fiduciaire de contrôle et de révision, appelée « Société d'études techniques et financières ».

3. *Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris*, oct.-nov.-déc., 1916, pp. 553 et suiv.

responsabilité bien lourde. L'idée du moins est intéressante. Mais il suffirait d'avoir l'assurance que la société fiduciaire même privée agit en pleine indépendance à l'égard de toute banque ou de toute entreprise industrielle.

C'est sur cette enquête que la banque centrale baserait sa décision de consentir ou non les avances sollicitées. Elle les accorderait par l'intermédiaire des banques régionales à qui elle ferait les fonds en les prélevant sur la circulation nationale, et le groupement de la région en surveillerait l'emploi. Ainsi, comme le voulait le Saint-Simonisme, ce serait vers elle que convergeraient tous les besoins et d'elle que divergeraient tous les efforts (1).

A ce système, où l'analyse serait à la base et la synthèse au sommet, on pourrait reprocher cette symétrie géométrique, cette manière d'esthétique administrative où un bel ordre préside à la division des titres en sections et des sections en paragraphes. Il dépendrait de l'initiative des hommes chargés de le mettre en mouvement de ne pas lui laisser prêter le flanc à ces critiques, de l'empêcher de tomber dans le régionalisme d'Etat qui prend ses mots d'ordre en haut non en bas, de l'animer au contraire d'une doctrine de décentralisation qui tendit à l'inventaire minutieux et à l'utilisation intense de toutes nos ressources.

Telles sont les directions que suggère le Saint-

1. *Doctrine. Exposition*, p. 207.

Simonisme et qui ne seraient peut-être pas sans intérêt si l'on voulait reprendre et approfondir le projet repoussé par le Sénat.

§ 3. — *Le crédit à court terme à la petite industrie*

La loi du 13 mars 1917 organise le crédit à court terme à la petite industrie. On se rappelle que les Pereire ont, à une certaine époque, dressé et présenté un plan tendant au même but (1). Ce sont ces deux systèmes qu'on comparera, et l'on recherchera s'il n'eût pas été possible de trouver dans le second des indications qui eussent permis de compléter utilement le premier, avant qu'il ne fût devenu loi.

Tous deux se proposent le même objet que l'on reconnaîtra très imprégné de Saint-Simonisme : « en rendant l'obtention du crédit moins malaisée et moins coûteuse aux petits industriels, en apportant sinon une aide directe aux salariés qui veulent s'établir, du moins un secours à ceux qui déjà se sont établis », ils rendent « plus commode l'accession au patronat, c'est-à-dire à la fonction-direction, des sujets courageux, laborieux, intelligents qui se trouvent dans la classe prolétarienne (2) ».

A même but, même moyen : les deux systèmes reposent nécessairement sur le même principe, la mutualité. Mais, comme on l'avait fait prévoir, l'idée

1. Voir *supra*, p. 102.

2. Premier rapport Landry, p. 194.

de patronage des classes supérieures, qui se mêlait dans le plan des Pereire au principe mutualiste, a été écartée et remplacée par le patronage de l'Etat.

Par quelle organisation le Parlement a-t-il mis en œuvre ce principe en vue de cette fin ? Le texte voté prévoit deux organes.

Le premier est appelé « *Société de caution mutuelle* ». Ces sociétés peuvent être constituées entre industriels, fabricants, artisans... déjà établis. Elles doivent aider leurs membres à obtenir du crédit à court terme en leur facilitant l'accès des banques créées par la présente loi ou des établissements de crédit ordinaires. La plus grande latitude leur est laissée quant au mode de formation de leur capital ; cependant, pour empêcher d'y entrer avec des versements trop infimes, il est disposé que « leur capital est formé de parts nominatives qui peuvent être de valeur inégale, sans qu'aucune d'elles puisse être inférieure à 50 francs » ; elles ne sont constituées qu'après versement du quart du capital souscrit (1).

Les statuts des sociétés intéressées détermineront leur mode d'administration, les conditions nécessaires à leur dissolution, la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun des membres contribuera à sa constitution, l'étendue enfin et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements de la société (2).

1. Article premier.

2. Art. 2.

Etant ainsi formées, ces institutions doivent limiter leurs opérations à l'aval et à l'endos des effets de commerce et billets souscrits, créés ou endossés par leurs membres. Dans le cas d'aval, la société se borne à donner sa garantie, au sens propre du mot; dans l'autre cas, « les billets sont d'abord créés au nom de la société de caution mutuelle, souscrits ou endossés à celle-ci, pour être ensuite endossés par elle au tiers par qui le sociétaire cherche à faire escompter ou recevoir son papier » (1).

La loi laisse aux statuts des sociétés la liberté de fixer dans quelles limites et pour quelle durée les avals et endos peuvent être accordés à chaque sociétaire, de réserver au conseil d'administration le pouvoir de refuser la signature qui lui est demandée ou de ne l'accorder qu'en prenant les garanties qu'il jugerait utiles (2).

Le capital, de même qu'un fonds de réserve constitué comme il va être dit, est affecté à la garantie des effets ainsi avalisés ou endossés par la société (3).

Enfin les statuts détermineront les prélèvements qui seront effectués au profit de la société sur les opérations faites par elle. Les sommes provenant de ces prélèvements, après acquittement des frais généraux, seront employées de la manière suivante :
1° 10 0/0 pour la constitution du fonds de réserve;
2° une somme suffisante pour attribuer un intérêt

1. *Ibid.*, commentaire de M. Landry, p. 190.

2. Art. 3.

3. Art. 4.

de 4 o/o du montant nominal des parts ; 3° un nouveau versement à la réserve des $\frac{3}{4}$ du surplus ; 4° une ristourne attribuée sur le reste aux membres de la société en proportion des courtages acquittés par eux à l'occasion de leurs opérations (1).

Telle est l'analyse succincte des dispositions visant le premier organe de crédit.

Le second organe est représenté par une « *banque populaire* ». Le titre II qui y est relatif accorde certaines faveurs aux banques qui se calqueront sur le type légal et recevront ce nom.

Ces avantages consistent d'abord en des simplifications des formalités de publicité, puis en l'exemption de la patente ainsi que de la taxe des valeurs mobilières, enfin en une participation aux avances sans intérêts faites par le Trésor sur les 20 millions qu'il reçoit de la Banque de France en vertu de la convention de 1911 (2).

Pour en bénéficier, les banques populaires doivent remplir un certain nombre de conditions « édictées afin que l'on soit sûr qu'elles méritent bien leur titre » : 1° Le capital doit être constitué par 7 souscripteurs au moins — c'est le droit commun ; 2° Les capitaux souscrits ne peuvent recevoir un intérêt supérieur à 5 o/o, le surplus des bénéfices, après attributions aux réserves, devant être réparti entre les clients de la banque au prorata des commissions

1. Art. 5.

2. Art. 9 et 10. — Les deux premiers avantages sont faits également aux Sociétés de caution mutuelle.

prélevées sur leurs opérations ; 3° Les banques populaires ne peuvent faire d'opérations qu'avec des commerçants, industriels, associations ouvrières de production ou sociétés coopératives de consommation, sans que ce soient nécessairement les seuls souscripteurs de leur capital ; 4° Les statuts détermineront le montant maximum et la durée maxima des escomptes et avances à consentir aux clients (1).

Il est à souhaiter, dit le rapporteur, que le papier avalisé ou endossé par les Sociétés de caution mutuelle, bien qu'il puisse être présenté à n'importe quel établissement de crédit, trouve de nombreuses banques coopératives, travaillant, non pour le profit des actionnaires, mais dans l'intérêt exclusif de l'industrie (2).

Telle est l'économie générale de la loi sur la distribution du crédit à court terme. Elle s'est contentée de tracer un cadre et de poser des principes, sans vouloir imposer aux organes qu'elle prétend susciter un modèle immuable de statuts. Dès lors, bien que l'accord des deux Chambres l'eût faite définitive, il serait loisible aux intéressés de modeler à peu près à leur convenance et sur le patron qu'ils pourraient choisir, de transformer et d'améliorer le statut personnel qu'ils se donneraient à soi-mêmes, à l'abri de la loi générale et désormais intangible en fait qui les régit et les favorise. Spécialement, ils pourraient

1. Art. 9.

2. Second rapport Landry, p. 132.

s'inspirer du plan des Pereire qui, sur beaucoup de points, ne contredit pas le texte actuel.

En effet les Sociétés de caution mutuelle de la loi récente correspondent aux Sociétés de crédit mutuel des Pereire : les unes comme les autres apposent leur aval collectif de garantie sur les engagements de leurs membres ; les banques populaires correspondent aux succursales de la Caisse centrale des Sociétés de crédit mutuel : les unes comme les autres escomptent les effets avalisés.

C'est seulement lorsqu'on descend aux détails que des divergences semblent se manifester, mais qui seront aisément résolues.

Voyons d'abord les syndicats qui, sous quelque nom que ce soit, donnent leur garantie mutuelle. Leur organisation soulève quatre questions : quelles seront leurs ressources affectées au remboursement éventuel des effets cautionnés et impayés ? Quelles seront les sûretés exigées des sociétaires ? Quelle sera leur responsabilité ? Que deviendront les bénéfices ?

D'après la loi nouvelle, ces ressources se composeront du capital et d'un fonds de réserve constitué par des prélèvements sur les bénéfices. Selon les Pereire, ce seraient un fonds de prévoyance formé par des cotisations annuelles proportionnelles au crédit auquel chaque membre prétend, et un fonds d'assurance formé de primes variables et inversement proportionnelles au degré de solvabilité présenté. Le système est original, ingénieux, et il semble

qu'il y aurait profit à s'en inspirer. Cette imitation serait-elle possible, d'après les termes de la loi, à une Société de caution mutuelle qui voudrait se fonder sous son régime ? Assurément : l'article 2 laisse aux statuts toute latitude quant à la composition du capital et à la proportion dans laquelle chacun des membres contribue à sa composition ; ils pourraient donc en décider la constitution par voie de cotisations fixes et annuelles de 50 francs au minimum ; — l'article 5 semble seulement tenir à ce que des versements soient faits au fonds de réserve avant tout paiement d'intérêt aux participants, mais laisse les statuts libres de déterminer les prélèvements imposés par la société comme prix de ses services et sur lesquels serait constitué ce fonds de réserve ; ils pourraient donc le former par des cotisations graduées d'après le risque couru à chaque aval par la société. Ainsi l'initiative des intéressés a la faculté d'introduire la séduisante formule saint-simonienne sous l'étiquette de cette loi souple ; il paraît qu'il y aurait lieu de le leur recommander.

Par le moyen des cotisations variables, les Sociétés de caution mutuelle peuvent, en même temps, réaliser l'idéal où elles doivent tendre du crédit personnel : elles le peuvent par leurs statuts, puisque l'article 3 réserve aux conseils d'administration le pouvoir de décider les garanties à prendre dans chaque cas particulier et de faire suivre, par l'intermédiaire de délégués, les affaires de leurs clients.

En vertu de l'article 2, il appartient également

aux statuts de régler l'étendue et les conditions de la responsabilité incombant aux sociétaires, au cas où le capital et le fonds de réserve ne suffiraient pas à couvrir les sinistres. Par suite, l'on pourrait, avec les Pereire, décider que cette responsabilité sera limitée, ce qui paraît la seule solution compatible avec l'individualisme de nos petits producteurs, et qu'elle le sera au montant de la cotisation fixe représentant une fraction du crédit total éventuel de chaque sociétaire, ce qui semble la seule solution conforme à l'équité.

Enfin quel emploi sera fait de la somme globale des prélèvements opérés à l'occasion de chaque endos ou aval ? Une part, trop secondaire dans le système actuel, bien plus importante dans celui des Pereire, est reversée aux membres de la société : dans l'un comme dans l'autre, les ristournes sont proportionnelles au volume des opérations effectuées par chacun, se traduisant dans l'un par les prélèvements opérés, dans l'autre par les cotisations fixes.

Ainsi pour ce premier organe, donneur d'aval, l'on pourra, tout en restant sous la direction et dans le cadre des principes légaux, imiter avec profit le plan du Saint-Simonisme pratique : l'on pourra, pour former les statuts libres et mobiles, couler la matière saint-simonienne dans le moule de la loi nouvelle.

Il n'en sera pas tout à fait de même du second organe, escompteur des effets avalisés et devenus bancables : les deux différences, d'ailleurs non essentielles, existant dans les conditions de son fonction-

nement selon l'un et l'autre systèmes, sont la première à la vérité surtout apparente, mais la seconde irréductible dans l'état actuel du texte législatif.

La première concerne les ressources dont il dispose. En dehors de son capital social, il s'alimente, dans le plan contemporain, des avances de l'Etat ; dans le plan saint-simonien, des prêts du Crédit mobilier, c'est-à-dire de l'organe central distributeur de crédit à la grande industrie. Un tel organisme ne peut, en effet, être mis en mouvement que par des fonds étrangers, non par la seule force interne qu'il tire de ses membres. Les Pereire ne pouvaient chercher ces fonds que dans la caisse de l'institution déjà fondée par eux. Le Parlement, souverain, a pu les demander au Trésor.

La seconde différence est beaucoup plus importante et touche au fond même des choses. Tandis que les Pereire instituaient au sommet de l'organisation projetée une Caisse centrale des sociétés de crédit mutuel, la loi récente a cru devoir renoncer, pour le moment du moins, à créer une telle institution coordinatrice (1). Il semble pourtant qu'elle se justifierait assez bien.

En effet, il est à présumer que les banques populaires, de même que les Sociétés de caution mutuelle, se fonderont de soi-mêmes entre membres d'une

1. M. Landry (premier rapport, p. 184) trouve de peu de poids ou tout à fait illusoires les arguments qu'on a fait valoir en faveur d'une banque centrale : facilité et uniformisation dans la distribution des avances, — rayonnement de l'institution.

même corporation industrielle, et que spontanément elles s'inspireront de la formule du crédit professionnel. Or il est un principe essentiel du fonctionnement de toutes les banques qui va à l'encontre même de la conception du crédit corporatif : c'est celui de la division des risques, « division par le nombre, division aussi par la variété de leur clientèle » (2). Que la crise survienne dans l'industrie où elles sont spécialisées, en droit ou en fait, peu importe, ces institutions ne peuvent trouver à leurs difficultés passagères de contrepartie. Au contraire, en dominant et en rapprochant toutes les formes de l'activité des petits producteurs, une banque centrale atténuerait les inconvénients de la spécialisation grâce à la compensation des pertes localisées dans une branche d'industrie par les profits que continueraient de lui assurer ses relations avec toutes les autres branches restées à l'abri de la crise partielle.

Il apparaît donc clairement qu'il eût été préférable de placer au centre de tout l'appareil distributeur de crédit à court terme une clé de voûte, un organe commun de transmission et de fédération, une sorte de Chambre de compensation. L'élasticité de la loi qu'on a vue tantôt si grande et si bienfaisante, n'est malheureusement pas telle qu'on puisse ici transposer dans le texte nouveau l'utile disposition des statuts saint-simoniens. Si, comme M. Landry semble

1. Jean Buffet, *Du régionalisme au nationalisme financier*, p. 72.

en envisager la possibilité, l'extension future des banques populaires venait un jour à nécessiter un remaniement de la loi, il serait désirable qu'on y introduisît le principe de la banque centrale. Dès lors, notre système de crédit mutuel entrerait tout entier dans les voies admirablement tracées par la pensée initiatrice du Saint-Simonisme.

Tel est le très ingénieux effort d'organisation tenté pour éveiller à la vie par la « magie » du crédit (1) les forces neuves qui pourront, dans la production nationale, remplacer les forces épuisées ou grossir le faisceau de celles qui n'ont pas cessé d'agir. Telle est aussi la part de collaboration à cette effort qu'on pourrait encore demander à la conception saint-simonienne toujours vivace.

Mais il ne faut pas perdre de vue que l'effort d'organisation collective serait stérile sans un effort concordant d'éducation individuelle. Une nation, pour s'assurer une prospérité durable, n'a point tant besoin de formules construites symétriquement suivant les imaginations rectilignes de notre esprit que d'organes vivants et sains. Un système est toujours aisé à concevoir : pour agencer un mécanisme équilibré, impassible et ponctuel, il suffit qu'une fois pour toutes quelques hommes dépensent un trésor de logique ; pour le tenir en mouvement, il semble que les individus n'aient plus désormais qu'à répé-

1. Un livre de Joseph de Wetzl est intitulé « la Magia del credito svelata ». (1824).

ter un geste automatique suivant un rite consacré ; obéissant aux règles d'une harmonie préétablie, la machine maintiendra toujours apparemment l'harmonie autour d'elle, si son jeu n'est troublé par l'intervention d'aucune force étrangère. Il n'est pas d'idée plus fausse : tout démontre la vanité des constructions scolastiques et la nécessité de vivre, et que la vie n'est pas produite par un mécanisme d'horlogerie, mais secrétée par des organismes que l'action humaine anime. De soi-mêmes, les individus font l'avenir de la société en éliminant les formes usées du passé et en faisant jaillir, par les lents empirismes et les apprentissages douloureux, les germes éclos d'une organisation nouvelle qui brisent le sein de l'organisation présente. Mais, pour que la volonté si puissante des individus accomplisse ces rajeunissements, encore faut-il qu'ils voient le but vers lequel doit se diriger constamment leur activité réglée. Et c'est pourquoi s'impose avant tout un essai d'éducation, l'éducation étant éloquemment définie par Bazard : « l'ensemble des efforts employés pour approprier chaque génération nouvelle à l'ordre social auquel elle est appelée par la marche de l'humanité » (1).

Or il semble que, dans l'état actuel des choses, cet effort ne saurait mieux tendre qu'à enseigner ce que prêchait le clergé de Saint-Simon : à savoir « le culte du travail et de la fraternité » (2).

D'abord celui du travail, considéré comme une

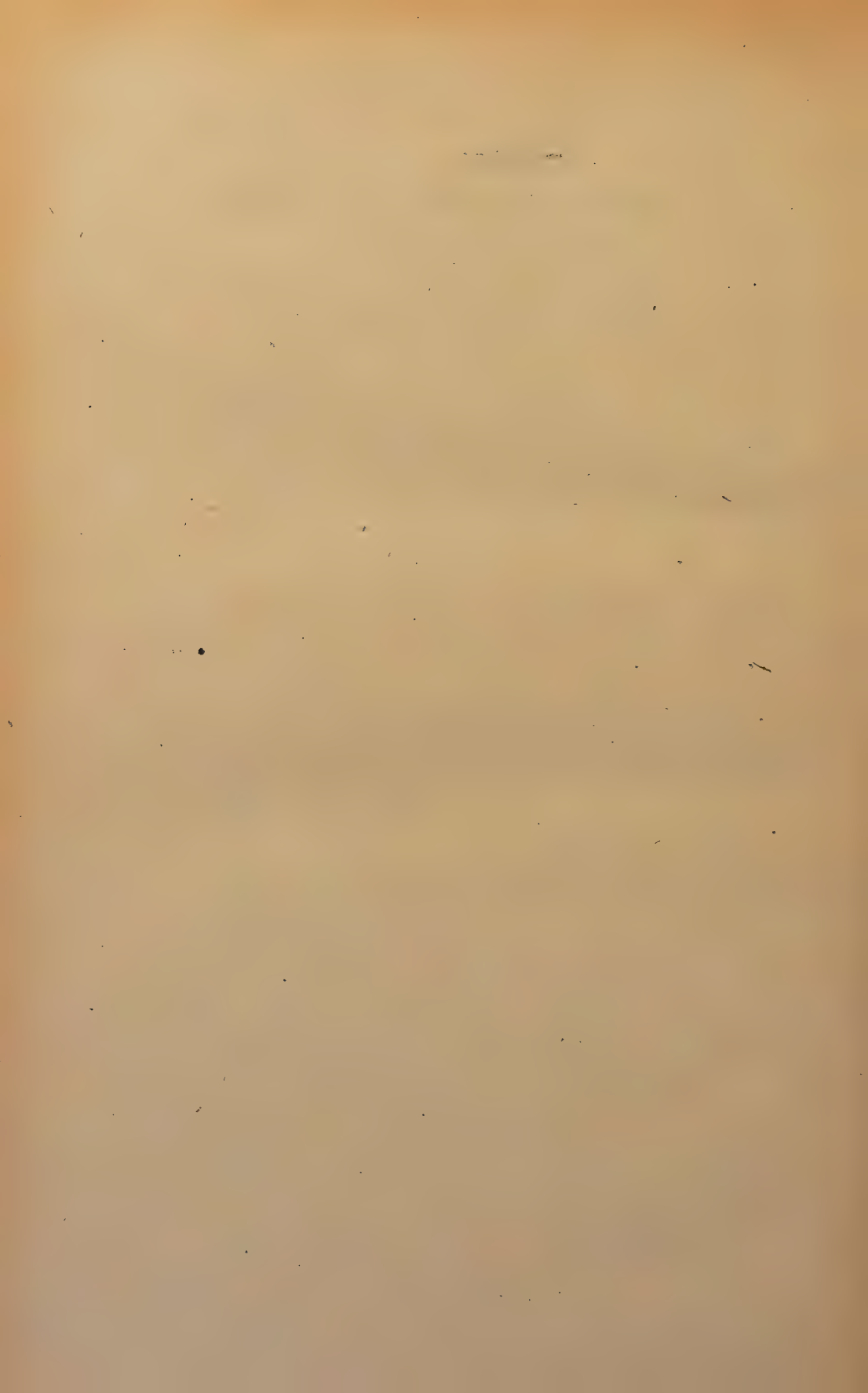
1. *Doctrine. Expositions*, p. 249.

2. Faguet, *loc. cit.*, p. 22.

obligation morale et non comme une nécessité physique : il s'agirait de « punir l'oisif par la déconsidération publique », puis de stimuler l'initiative des producteurs, des « travailleurs », en vue de créer dans la nation tout entière un large fleuve d'activité saine, utile et prospère, de combattre chez eux la phobie du risque, qui paralyse, de leur insuffler un peu de cet enthousiasme qui soulevait la pensée et les œuvres saint-simoniennes et dont on perçoit le souffle à travers le siècle, de leur apprendre, dans le domaine spécial de cette étude, à utiliser les forces du crédit, et enfin à solidariser leurs activités, à réaliser ce qu'on a appelé la synergie sociale.

Mais, aussi, doctrine de la fraternité : s'il est désirable que l'humanité conquière tous les jours plus de puissance sur la nature et que des sources de richesses plus abondantes en renouvellent et grossissent sans cesse le courant, ce n'est pas, suivant le mot fâcheusement romantique d'un saint-simonien, « pour approcher une coupe étroite des lèvres égoïstes d'une oligarchie, mais pour élargir la fontaine de vie où seront appelés peu à peu tous les hommes ».

C'est à ce double principe que Saint-Simon conclut dans son dernier livre, ce *Nouveau Christianisme* où il mit pour épigraphe : « Celui qui aime les autres a accompli la loi », mot de Saint-Paul qui comprend en abrégé toute la morale saint-simonienne et qui forme, à vrai dire, depuis deux mille ans la moelle même de toutes les morales humaines.



INDEX ALPHABÉTIQUE

I. — INDEX DES NOMS PROPRES

- | | |
|---|---|
| <p><i>Abaroa</i> (de), 140, 142, 233 n.
 <i>Adam</i>, 27.
 <i>Alexandre II</i>, 150.
 <i>Amail</i>, 33.
 <i>Ambly</i> (Boiteau d'), 27.
 <i>André</i> (Ernest), 123, 140.
 <i>Arago</i>, 116.
 <i>Ardouin</i>, 51.
 <i>Arnould</i> (Sophie), 43 n.
 <i>Aspe-Fleurimont</i>, 39.
 <i>Aucuy</i>, 120 n.
 <i>Audiffred-Pasquier</i> (d'), 186 n.
 <i>Audiffret</i>, 51.
 <i>Bailly</i> (D^r), 33.
 <i>Ballanche</i>, 77.
 <i>Baresté</i>, 33.
 <i>Baring</i>, 162.
 <i>Baron</i> (Dlle), 43 n.
 <i>Barrault</i>, 7.
 <i>Bartholony</i>, 186, 187 n.
 <i>Baudon</i>, 118, 215.
 <i>Bawr</i> (Mme de), 43 n.
 <i>Bazard</i> (Mme), 6 n.
 <i>Bazard</i>, 77 n., 111, 195, 288.
 <i>Béchet-Dethomas</i>, 118, 141 n.
 <i>Benoist</i> (Ch.), 30, 47 n., 65 n.
 <i>Benson et Compagnie</i>, 242.
 <i>Bernardin</i> (H.), 39, 275.
 <i>Berryer</i>, 181.
 <i>Bertin</i>, 141 n.</p> | <p><i>Biesta</i>, 140.
 <i>Biliotti</i>, 39.
 <i>Bineau</i>, 123.
 <i>Bischoffsheim</i>, 187 n.
 <i>Bixio</i>, 232, 233 n.
 <i>Blaise</i> (des Vosges), 156 n.
 <i>Blount</i>, 187.
 <i>Blücher</i>, 73 n.
 <i>Boggiano</i> (A.), 39.
 <i>Bonaparte</i>, 67, 73 n., 148.
 <i>Bonnassieux</i>, 68 n.
 <i>Booth</i>, 27.
 <i>Boret</i> (Victor), 39.
 <i>Bourdon</i> (J.), 254 n.
 <i>Bourgeois</i> (Léon), 16.
 <i>Boutillier-Cassin</i>, 35.
 <i>Bravet</i>, 233 n.
 <i>Bravo</i>, 233 n.
 <i>Breteuil</i> (Mme de), 141 n.
 <i>Brindeau</i>, 141 n.
 <i>Brocard</i> (L.), 251 n., 269 n.
 <i>Brouckère</i> (de), 233 n.
 <i>Bücher</i>, 30.
 <i>Buffet</i>, 39.
 <i>Buffon</i>, 63.
 <i>Cabarrus</i>, 43, 51.
 <i>Cahen d'Anvers</i>, 71 n., 73 n.,
 141 n., 187 n.
 <i>Calderon</i>, 233 n.
 <i>Calmon</i>, 30.</p> |
|---|---|

- Cambacérès*, 68 n.
Cambon (V.), 39.
Camp (Maxime du), 27, 54 n.
Capefigue, 30.
Carcel, 69.
Carnot (Hipp.), 27, 33, 77 n.
Carrel (Armand), 111 n.
Casimir-Périer, 51, 71 n.
Castille, 27.
Cavour, 152.
Chapsal, 252.
Chaptal, 31, 32, 59 n., 62 n.
Charléty, 27, 48, 54.
Charpenay, 39.
Charton, 27, 33.
Chevalier (Michel), 54, 55 n., 189 n., 231 n.
Cilleuls (des), 31.
Clémentel, 257, 271 n.
Coignet (Mme), 27.
Colmont (de), 31.
Colson, 15 n.
Considérant, 18.
Constant (Benj.), 99 n.
Costaz, 31.
Gottier, 51.
Cour, 34.
Courcelle-Seneuil, 31, 169 n.
Courtois, 31, 118 n., 214 n.
Cusin-Legendre, 118.
Dairnvaell, 27.
Darblay, 141 n.
Darimon, 120 n.
Dassier, 123.
Daunon-Obry-Gautier, 186 n.
Decazes (duc), 232.
Decourdemanche, 129 n.
Deichmann, 220.
Delamarre (comte), 141 n.
Delessert, 51, 71 n., 232, 233 n.
Desanneaux, notaire, 140.
Desarts, 140, 142.
Devina, 186 n.
Dewavrin, 39.
Didot, 65.
Dobrec et fils, 242.
Duclerc, 232, 233 n.
Dumas, 27, 44, 46 n.
Duplessis, 27.
Duverger, 33.
Duveyrier, 33, 231 n.
Eichthal (Ad. d'), 140, 142.
Eichthal (Eug. d'), 6 n., 28.
Eichthal (Gust. d'), 6 n., 49 n., 33, 71 n., 73 n., 231 n.
Enfantin (Arthur), 33.
Enfantin (Prosper), 6 n.; œuvres, 33; note sur la banque, 52; relations avec la banque, 53; influence sur l'Ecole et mysticisme, 53-54; colonisation de l'Algérie, 55; collaboration à l'Exposé de la Doctrine, 77 n.; définition du crédit, 89; rôle de la banque dans la production des richesses et la classification des individus, 93-94; fonctionnement de la banque idéale, 96 n.; budget, 97; billets de banque à intérêt, 103; intervention de l'Etat, 105; administration décentralisée, 107; obligations à long terme, 193 n.; son opinion sur l'Autriche, 231 n.; rappel et critique de sa théorie des billets de banque, 266; rappel du rôle de l'Etat, 267 n.
Engels, 7.
Erard, 63.
Essars (des), 39, 237 n.
Exelmans (comtesse), 141 n.
Fabreguette, 53.
Faguet, 19 n., 43 n., 288 n.
Ferraz, 28.
Fidao, 28.
Flachat, 141 n.
Flint, 28.
Flory, 51.

- Flour de Saint-Gents*, 31.
Fontenay (de), 35.
Forcade, 35, 119 n., 169, 185 n.
Fould (Achille), ministre, 125, 187, 188 n.
Fould, banque, 51, 125, 141 n., 162, 218.
Fould (Benoît), 140, 142, 195, 218.
Fould, notaire, 140.
Fould-Oppenheim, 51, 218.
Fournel, 28.
Fournière, 28.
François, 31.
Frederick Huth et Cie, 242.
Frémy, 191.
Fromentin, 97.
Frühling et Goschen, 242.
Galliera (duc de), 140, 142, 192, 233 n.
Ganneron, 118, 215.
Garnier-Pagès, 122 n.
Germain, 250.
Germigny (comte de), 192.
Gide et Rist, 14 n., 22 n., 28.
Girard (Ph. de), 69.
Gorce (de la), 154 n.
Gouin, 118.
Goupy, 181.
Gournay, 61.
Greef (de), 35.
Grieninge, 142.
Grün, 5, 6, 28.
Guérault, 29, 33, 111.
Guérault (G.), 28.
Guilhous, 233 n.
Guillaume, prince de Prusse, 153.
Guitard, 66 n.
Guizot, 20, 187.
Haber (M. von), 220.
Halévy (Elie), 28.
Halévy (Léon), 33, 49.
Halphen, 52, 141 n.
Hansen, 38, 220.
Haussmann (baron), 192 n.
Hayem, 31, 40.
Heeckeren, 232.
Heine (Henri), 218.
Hennessy, 271 n.
Herder, 77.
Herriot, 70 n.
Hess, 220.
Hope, 162.
Horn, 35.
Hoschiller, 14 n.
Hottinguer, 51, 71 n., 73 n., 123, 162, 242.
Huart (Albin), 271 n.
Hubbard, 28.
Hugo (Victor), II n., 6 n.
Humann, 52.
Impératrice Eugénie, 187 n.
Isamberti, 28.
Ivernois (d'), 69.
Jacquard, 69.
Jaffé, 242 n.
Janet, 28.
Jannet (Claudio), 31.
Jaurès, 28.
Jean, 28.
Jeidels, 38.
Jourdan, 33.
Juglar (Clément), 59 n.
Kant, 13.
Karpeles, 39.
Kaufmann, 31, 70 n.
Kautsch, 223 n.
Knips, 39, 219 n., 223 n., 224 n., 226 n.
Labouchère, 31.
Laffitte (Ch.), 141 n.
Laffitte (J.), 51, 53, 71 n., 213.
Lamartine, 54 n., 122 n.
Landry (Ad.), 25, 39, 231 n., 247, 251 n., 254 n., 257 n., 258 n., 263, 277 n., 279 n., 281 n., 286.
Lanty, 157 n., 274 n.
Lanzac de Laborie, 31, 70 n.
Lasala (de), 129 n., 233 n.

- Laurent*, 33, 57. n.
Lavoisier, 51.
Law, 72.
Leblanc, 69.
Lebon, 69.
Lefèvre, 252.
Lemonnier, 28, 34.
Lenoir (Richard), 63.
Léon, 233 n.
Le Play, 209.
Lerminier, 18 n., 28.
Leroy de Chabrol, 118, 141 n.,
 149.
Lesseps (de), 55, 141 n.
Leuchtenberg (princesse de),
 140.
Levasseur, 31.
Lévy (R.-G.), 205 n.
Leymery (de), 233. n.
Liesse, XXIV, 31, 40, 70 n., 73 n.,
 213 n.
Louis III de Hesse-Darmstadt,
 220.
Louvancour, 28.
Louvancourt (de), 141 n.
Lysis, 11 n., 40, 247.
Magne, 187.
Mallet, 71 n., 73 n., 123, 140, 142,
 162, 242.
Malon, 233 n.
Manchez, 40, 116, 275 n.
Mantoux, 31.
Marcuard et Cie, 242.
Martin (Germain), 31, 61 n.,
 66 n., 68 n.
Martin d'André (J.), 52.
Martin d'André (Mlle), 141 n.
Marx (Karl), 209.
Masqueray, 231.
Massol, 28.
Mathieu-Hentsch, 187.
Mathiez, 62 n.
Mendelssohn, 162.
Mendès Vigo, 232.
Menger, 77 n.
Messange, 64.
Mevissen (Gustav von), 218, 220.
 225.
Michaud et Villenave, 29.
Michel (Henry), 29.
Michelet, 77.
Mirès, 141 n.
Mollien, 63 n.
Monod (Dr), 141 n.
Moride (Pierre), 195 n.
Morny (duc de), 142 n., 186 n.
Mouchy (duc de), 140, 142.
Muckle, 29.
Muller, 34.
Musset, 49.
Napoléon III, 122, 148, 151 n.
 153, 187, 192.
Newmarch, 35.
Nicolas I^{er}, 149, 150.
Nogaro (Bertrand), 32.
Nouette-Delorme, 35, 117 n.
Nugues (Mlle Thérèse), 53 n.
Oberkampff, 31.
Odier, 71 n.
Oléa (de), 232, 233 n.
Oppenheim (Abraham), 218, 219.
Orloff (comte), 150.
Orsini, 152.
O'shea, 233 n.
Osma, 232, 233 n.
Ouvrard, 43.
Paccard-Dufour, 186.
Paganini (Casino), 124.
Pantaleoni, 39 n.
Peadoby, 242.
Perchot, 256, 269.
Pereire (Alfred), 29.
Pereire (Emile et Isaac), 23.
 Œuvres, 36; arrivée à Paris,
 52; rapports avec le Saint-
 Simonisme, 112-113; leur col-
 laboration, 115-116; rôle éco-
 nomique sous la Seconde Ré-
 publique, 119-120; Crédit fon-
 cier, 129 n.; obligations à long

- terme, 130 ; fondent le Crédit mobilier, 140 ; veulent émettre des obligations, 156 ; construisent divers quartiers de Paris, 161 n. ; sont attaqués par Berryer, 181 ; le sont par le syndicat des banquiers, 186 ; se heurtent à la mauvaise volonté de la Banque de France, 191 n. ; indemnisent les actionnaires du Crédit mobilier, 192 ; se retirent, 192, conçoivent un crédit à la petite industrie, 195 ; adressent un projet de crédit mutuel, 196 ; prônent le patronage des classes supérieures, 208 ; influence en Allemagne, 217 ; ne peuvent fonder le Crédit mobilier autrichien, 229 ; fondent le Crédit mobilier espagnol, 232 ; le Nord d'Espagne, 233 n. ; le Crédit mobilier italien, 236 ; des Crédits fonciers en Italie et en Autriche, 236 n. ; possibilité d'application actuelle de leur Crédit mutuel, 277.
- Pereire* (Emile), 33 ; Œuvres, 37 ; Comptoir d'escompte, 119 n. ; dissuade l'Empereur d'instituer le cours forcé, 151 ; préside la Compagnie immobilière, 161 ; donne la statistique des émissions faites à Paris de 1852 à 1865, 166-167.
- Pereire* (Eugène), 232.
- Pereire* (Gustave), 24, 187 n., 188 n.
- Pereire* (Isaac), Œuvres, 37 ; sur l'affaiblissement des croyances religieuses, 49 n. ; conversion de 1852, 123 ; mission saint-simonienne du Crédit mobilier, 126, 139 ; théorie du billet de banque à intérêt, 132, 139 ; utilité des chèques, 138 ; administrateur du Crédit mobilier, 142 ; ses rapports servant à l'histoire générale du Second Empire, 148... ; politique de fusion, 165 n. ; se plaint de l'opposition gouvernementale, 188 n. ; création d'un Crédit international, 228 ; politique en Espagne, 232 n. ; rapport sur le Crédit mobilier hollandais, 240 n. ; critique de son billet de banque, 266.
- Perrégaux*, 51, 73 n., 213.
- Persigny* (de), 125.
- Pescatore* (J.-P.), 140.
- Peyerimhoff* (de), 235 n., 248 n.
- Philouze* (H.), 39.
- Pillet-Will*, 186, 242.
- Pinard*, 141 n.
- Pinet*, 29.
- Ponsard*, 151.
- Prost*, 233 n.
- Proudhon*, 38.
- Raiffeisen*, 213 n.
- Récamier*, 70 n.
- Régnier*, 29.
- Renard et Dulac*, 32, 60 n.
- Réveillon*, 64.
- Reybaud*, 29.
- Riesser*, 39, 217 n., 223 n., 224.
- Rivas* (duc de), 232.
- Robert*, 29.
- Robert* (Louis), 69.
- Rodrigues*, 141 n.
- Rodrigues* (Olinde), 33, 34, 51, 52, 74 n., 75 n., 103 n.
- Rostand* (Alexis), 252.
- Rothschild*, 71 n., 73 n., 125 n., 186, 229, 233 n.
- Rouen*, 93 n., 100 n., 107 n., 128 211 n.
- Rouher*, 120, 192.

- Salmon, Oppenheim junior et Cie*, 140, 218.
Salomon Heine et Cie, 140.
Salvador (C.), 126, 232, 233 n.
Savary (H.-R.), 40, 271 n.
Schaaffhausen, 224.
Schmidt, 65 n.
Schneider, 187 n.
Schulze-Delitzsch, 213 n.
Schulze-Gævernitz, 60 n.
Sée, 29.
Seillière (baron), 140, 142, 233 n.
Semprun, 233 n.
Shakespeare, 5.
Sinzendorff, 205 n.
Soubeyran (dè), 34.
Soubie, 232.
Spencer (Herbert), 92 n.
Staël (Mme de), 43.
Stein, 29.
Steiner, 39, 217 n., 223 n., 229 n.
Stern, 233 n., 242.
Stieglitz, 162.
Stourm (René), 73 n.
Stuart Mill, 256.
Saint-Aubin, 32.
Sainte-Beuve, 29, 54 n.
Saint-Paul, 289.
Saint-Pierre (abbé de), 18.
Saint-Simon (Henri de Rouvroy, comte de), industrialisme, 10; industrialisation de la guerre, 11 n.; Société des nations, 13; amélioration du sort de la classe la plus pauvre, 16; programme d'instruction, 17; Œuvres, 32; incohérence de sa vie, 42-44; incohérence et fixité de sa pensée, 45-47; relations avec la banque, 51; nécessité pour la banque de se rapprocher de l'industrie, 74; philosophie de l'histoire, 77; la propriété basée sur l'utilité publique variable, 86; origine de l'industrie bancaire, 87; projets de banque foncière, 129 n.; les deux cultes enseignés par sa morale, 288.
San Lucar (duc de), 233 n.
Taine, 273.
Talabot, 186, 190.
Taxile Delord, 29.
Tellkamp, 38.
Teogoborski, 38.
Ternaux, 51, 71 n.
Teyssandier, 29.
Thierry (Aug.), 32.
Thiers, 125 n.
Thureau-Dangin, 29, 245.
Tolozan, 59 n.
Torlonia et Cie, 140.
Tourneux, 233 n.
Toussenel, 29.
Troplong, 153.
Turgan, 65 n.
Turgot, 61.
Uribarren, 140, 242.
Vallée (Oscar de), 151.
Vauthier, 43.
Veit, 218 n.
Véron (D^r), 124.
Vico, 77.
Vidal, 34.
Vigne, 32.
Villedieu (de), 36, 157, 191 n.
Vinçard, 29.
Vital-Roux, 51.
Vivo, 232.
Vogüé (M. de), 6 n.
Voilquin (Suzanne), 29.
Wallon, 29.
Weill, 17 n., 29, 55 n., 122, 209 n., 213.
Wendelstadt, 220.
Wilson, 13.
Witt (de), 10 n., 30.
Zola, 124 n.

II. — INDEX DES MATIÈRES

- Amélioration* de la classe la plus nombreuse, 16-18.
- Anarchie économique*, 14; décrite par le Saint-Simonisme, dans la technologie, 78; dans l'organisation du travail, 79; dans les relations entre travailleurs et capitalistes, 80-82.
- Assurances* (compagnies d') fondées par le Crédit mobilier, 163.
- Banque*, relations des Saint-Simoniens avec la b., 50-53; indifférence des b. à l'égard de l'industrie avant le Saint-Simonisme, 70-75; origine de la b. d'après le Saint-Simonisme, 87-88; ses services, 89-90; ses imperfections, 90; ses réformes immédiates possibles, 91-94; système général des b., 94-99; plan concret et synthétique de b. saint-simonienne, 101-109; quelques b. d'avant le Saint-Simonisme, 118; rôle des banques d'après Mévissen, 219.
- Banques d'affaires*, 102 n., 247.
- Banques de Bohême*, 230.
- Banque de France*, dans l'organisation bancaire d'avant le Saint-Simonisme, 71; son monopole de la forme anonyme, 121; sollicite l'établissement du cours forcé en 1855, 151; assiste le Crédit mobilier, mais exige la retraite des Pereire, 191; son rôle dans l'organisation bancaire actuelle, 247, 250.
- Bank für Handel und Industrie* (Banque de Darmstadt, 220-226.
- Banque impériale ottomane*, 241.
- Banques de province*, 70, 248, 251, 271.
- Budget*, 97.
- Caisse générale du commerce et de l'industrie*, 213, 215.
- Capitaux*, besoins en c. de l'industrie d'après guerre, 20-21; nécessité d'une concentration des c. après la révolution industrielle, 60; insuffisance des fournisseurs de c. à cette époque, 63, 69; répartition actuellement inorganisée des c. entre les productions et entre les producteurs, 80-82, 84-85; meilleure répartition des c. dans l'organisation idéale, 96; besoins industriels de c. avant la guerre, 248; après la guerre, 253.
- Checks*, 138 n.
- Chemins de fer*, 55; l'action des Pereire, 112-113; 119-120; obligations de ch., 129; le Crédit mobilier banque des ch., 132, 145; compagnies de ch. patronnées par le Crédit mobilier, 162-165.
- Comités d'examen des projets industriels*, 108, 274.
- Comptes-courants*, variation de leur montant au bilan du Crédit mobilier, 159.

Comptoir d'Escompte, 119, 207.

Conversion de 1852, 123.

Crédit, parallélisme des préoccupations saint-simoniennes et des préoccupations actuelles touchant le c., 20-24 ; écrits sur son organisation avant le Saint-Simonisme, 30-32 ; écrits saint-simoniens sur le c., 32-34 ; écrits sur le problème actuel du c., 39-40 ; le c., germe de l'ordre futur, 86-94 ; définition de son rôle par le Saint-Simonisme, 89 ; sa vertu non miraculeuse, 91 ; généralisation des préoccupations touchant le c. vers 1848, 120 ; rôle du c. d'après la loi récente sur son organisation, 263-265.

Crédit (établissements de), 24, 186, 216, 226, 247, 250, 272.

Crédit commercial et industrie (Société générale de), 138, 186.

Crédit foncier, 129, 131, 164, 191.

Crédit mobilier espagnol, 192, 232-35, 242.

Crédit mobilier français, bibliographie, 34-38 ; fondation, 118-126 ; mission, 126-139 ; fondateurs, 140 ; actionnaires, 141-142 ; administration, 142-144 ; opérations, 145 ; partage des bénéfices, 147 ; conjoncture, 148-154 ; capital-actions, 155 ; obligations à long terme, 156-157 ; à court terme, 158 ; comptes courants, 159 ; entreprises patronnées, 160-166 ; total des émissions, 167 ; bilans, 169-172 ; défaut de liquidité, 174-175 ; bénéfices nets, 176 ; dividendes, 177 ; cours des actions, 178 ; cause générale de sa chute, 180-188 ;

cause prochaine, 189-191 ; liquidation, 192-193 ; banques fondées, 213...

Crédit mobilier italien, 235-240, 242.

Crédit mutuel, plan présenté par les Pèreire, 194 ; mécanisme, 196-200 ; ressources, 200-201 ; garanties, 201-203 ; caractères saint-simoniens, 203-211 ; loi du 13 mars 1917, 277-281 ; le Saint-Simonisme et la loi récente, 282-286 ; le c. m. en France avant la loi, 251.

Crédit personnel, 91, 94, 107, 269.

Décentralisation hiérarchisée de l'organisation bancaire, 93, 107, 205, 270, 286.

Droits successoraux, 16, 105, 267.

Eclairage (entreprises d'), patronnées par les banques saint-simoniennes, 166, 233, 237.

Entrepôts et magasins généraux (Société des), 163.

Etat (intervention de l') dans le crédit industriel, 105, 180-183, 267, 285.

Fusion (politique de), 131-132, 145, 165, 184, 223, 237.

Immobilière (Cie), 160, 189.

Industrialisme, 10-12.

International financial society, 241-242.

K. K. priv. Kreditanstalt für Handel und Gewerbe, 229-230.

Midi (Cie des chemins de fer du), 164, 189, 192.

Mines (entreprises de) patronnées par les banques saint-simoniennes, 165, 234.

Nord d'Espagne (chemin de fer du), 162, 233.

Obligations à court terme, théorie d'Enfantin, 103-104; théorie d'Isaac Pereire, 132-138; émission par le Crédit mobilier, 158; par le Crédit mutuel, 200, 203; par la caisse Laffitte, 214; par la banque de Darmstadt, 223; par le Crédit mobilier autrichien, 230; critique de ces obligations, 266-267.

Obligations à long terme, dans la banque saint-simonienne, 103; dans la pensée des Pereire, 129-131; dans les statuts du Crédit mobilier, 145; opposition gouvernementale à leur émission, 156; cette interdiction cause sa chute, 180; article du « Crédit », 193; dans la banque de Darmstadt, 222; dans le Crédit mobilier autrichien, 231; dans l'italien, 237; dans le projet de loi récent, 258, 265, 273.

Omniums, 261.

Philosophie de l'histoire, 77-78, 245.

Propriété héréditaire, 15; agent du désordre actuel, 83-86; objet, 83; sujet, 84; critique, 84-85; caractère social et variabilité, 86; transformation, 95-96.

Reports, 168, 268.

Révolution industrielle, 47, 59-63.

Saint-Simonisme, son influence durable et sa renaissance actuelle, 5-8; son système politique, 9-13; économique, 14-16; social, 17-18; écrits sur le S.-S., 27-30; écrits du S.-S. sur le Crédit, 32-34; psychologie de l'Ecole, mysticisme et réalisme, 48-57; critique de

l'anarchie économique, 77-82; de la propriété héréditaire, 83-86; réformes immédiates que le S.-S. conseille dans le système bancaire, 91-94; son système bancaire idéal, 95-99; plan synthétique de banques saint-simonienne, 100-109; son influence sur la formation des Pereire, 112-113; sur Napoléon III, 122; caractères S.-S. de la mission assignée par les Pereire à leur Crédit mobilier, 126-139; réalisation de la conception s.-s. par le Crédit mobilier, 167-169; influence du S.-S. sur la tendance monopolisatrice du Crédit mobilier, 184; ses préférences pour les obligations, 193 n.; caractères s.-s. du projet de Crédit mutuel des Pereire, 203-211; influence indirecte du S.-S. sur la Caisse Laffitte, 213-215; sur les établissements de crédit fondés en France sous le Second Empire, 216-217; sur les banques allemandes, 217-228; sur le Crédit mobilier autrichien, 229-230; sur certaines banques de Bohême, 230-231; sur le mobilier espagnol, 235; italien, 236; erreur et vérité dans les œuvres du S.-S. bancaire, 242-244; ce que le projet de loi sur le crédit à la moyenne industrie contient et pourrait contenir de S.-S., 263-276; ce que la loi du 13 mars 1917 sur le crédit à la petite industrie contient de S.-S., ce que les statuts des sociétés fondées par application de cette loi pourraient

puiser à l'inspiration s.-s., 282-287; l'excellence des deux dogmes de sa morale, 289.
Société de commerce et d'industrie néerlandaise, 240-241.
Sociétés fiduciaires, 274.
Société générale, 187.
Spécialisation économique des banques, 93, 107, 205, 274.

Vu le Doyen,
LARNAUDE

Vu : le Président de la thèse
DESCHAMPS

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. POINCARÉ

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	
Parallélisme des préoccupations saint-simoniennes et des préoccupations actuelles, dans le domaine politique, économique et social	5 20
Le rôle du crédit à l'industrie dans les unes et les autres.	

BIBLIOGRAPHIE

1° Sur Saint-Simon et les Saint-Simoniens.....	27
2° Sur l'industrie et le crédit avant les Saint-Simoniens.	30
3° Ecrits saint-simoniens sur le crédit,.....	32
4° Sur le Crédit mobilier.....	34
5° Sur l'influence à l'étranger de la conception saint- simonienne	38
6° Sur le problème bancaire actuel.....	39

PREMIÈRE PARTIE

LE SAINT-SIMONISME THÉORIQUE :

LA CONCEPTION DU CRÉDIT A L'INDUSTRIE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le milieu</i> : le groupe saint- simonien	42
§ 1 ^{er} . — Saint-Simon.....	42
§ 2. — Les Saint-Simoniens.....	47
CHAPITRE II. — <i>Le besoin</i> : l'inexistence du crédit à l'industrie avant les Saint-Simoniens.....	58

§ 1 ^{er} . — La nécessité d'une concentration des capitaux.....	60
§ 2. — L'insuffisance des fournisseurs de capitaux.....	63
§ 3. -- L'indifférence des banques	70
CHAPITRE III. — <i>La fonction</i> : la philosophie du rôle du crédit	76
§ 1 ^{er} . — L'anarchie économique actuelle.....	77
§ 2. — L'agent du désordre actuel : la propriété héréditaire.....	83
§ 3. — Le germe actuel de l'ordre futur : le crédit..	86
§ 4. — L'organisation idéale : le système général des banques	94
CHAPITRE IV. — <i>L'organe</i> : les plans concrets d'application.....	100
§ 1 ^{er} . — Rapports de la banque avec les oisifs : la centralisation des capitaux.....	101
§ 2. — Rapports de la banque avec les travailleurs : l'emploi des capitaux.....	106

SECONDE PARTIE

LE SAINT-SIMONISME PRATIQUE :

LA RÉALISATION DU CRÉDIT A L'INDUSTRIE

Les Pereire	111
CHAPITRE PREMIER. — L'application directe de la conception saint-simonienne à la grande industrie:	
<i>le Crédit mobilier</i>	117
§ 1 ^{er} . — La genèse et la fondation.....	118
§ 2. — La mission saint-simonienne	126
§ 3. — L'organisation : actionnaires, administration, opérations, bénéfices.....	139
§ 4. — Le fonctionnement : conjoncture, ressources, entreprises commanditées, dividendes et cours.	148
§ 5. — La chute et ses causes.....	179
CHAPITRE II. — L'application directe de la conception saint-simonienne à la petite industrie : <i>le Crédit mutuel</i>	194

§ 1 ^{er} . — Mécanisme.....	196
§ 2. — Ressources.....	200
§ 3. — Garanties.....	201
§ 4. — Caractères saint-simoniens du projet.....	203
CHAPITRE III. — L'influence indirecte de la conception	
saint-simonienne en France et à l'étranger.....	212
§ 1 ^{er} . — France : caisse de Laffite, sociétés de crédit.	213
§ 2. — Etats allemands.....	217
§ 3. — Autriche.....	228
§ 4. — Espagne.....	232
§ 5. — Italie.....	235
§ 6. — Hollande.....	240
§ 7. — Turquie.....	241
§ 8. — Angleterre.....	241

CONCLUSION

LE SAINT-SIMONISME APPLIQUÉ AU PROBLÈME ACTUEL DU CRÉDIT A L'INDUSTRIE

§ 1 ^{er} . — Les lacunes de notre organisation bancaire, la loi du 13 mars 1917.....	246
§ 2. — Le crédit à long terme à la moyenne industrie : ce que le projet contient et eût pu contenir de Saint-Simonisme	258
§ 3. — Le crédit à court terme à la petite industrie : ce que la loi contient, ce que les statuts pourraient contenir de Saint-Simonisme.....	277
Index alphabétique.....	291

